

Avec ce numéro, un cahier Emploi

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14125 - 5 F

MERCREDI 27 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

SUR LE VIF

Un métier à risque

Québec libre?

A l'occasion traditionnelle de la Saint-Jean-Baptiste, les Québécois ont organisé, lundi 25 juin, une grande fête nationale. Trois jours après le refus de deux des dix provinces canadiennes d'entériner l'accord qui répondait aux conditions « minimales » posées par la province pour réintégrer le giron constitutionnel de la fédération, ils étaient près de trois cent mille dans les rues de Montréal, pour montrer qu'ils étaient libres, et pour s'en faire reconnaître le droit.

De mémoire de Montréalais, on n'avait pas vu un tel déploiement depuis la fin des années 60. A l'époque, les « Saint-Jean » tournaient souvent à l'émeute. Cette fois, il n'y avait guère d'agressivité. Au moment où, en 1987, le général de Gaulle leur lançait « Vive le Québec libre ! », les habitants de la province francophone du Canada, applaudissant à tout rompre, éprouvaient le besoin de s'émanciper - parfois avec violence - face à la « domination » anglophone. Aujourd'hui, après la « révolution tranquille », leur situation est fort différente.

C'EST au tour de la majorité anglophone du Canada d'avoir quelques problèmes d'identité, qui se sont notamment manifestés lors des élections générales de 1988, alors que le débat portait essentiellement sur la ratification de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Nombre d'anglophones craignent de perdre leur âme en se rapprochant davantage du puissant voisin américain. Au contraire, les Québécois ont massivement soutenu le gouvernement fédéral pour cet accord, prêts à relever le défi de la concurrence économique et commerciale des États-Unis, avec un esprit conquérant.

Il est vrai que, pour les francophones, c'est probablement une manière de se « distinguer » et d'être moins dépendants du reste de la fédération. Il est surtout vrai que le Québec n'a plus rien à voir avec la « Belle Province » rurale d'il y a trente ans. Les paysans d'autrefois sont devenus hommes d'affaires, au point de supplanter fréquemment les anglophones dans ce domaine. Et M. Robert Bourassa, premier ministre de la province, peut affirmer que « la force du Québec commence par sa force économique ».

M. BOURASSA est loin d'être indépendantiste, mais il semble disposé à assurer au Québec une autonomie, si large qu'elle équivaudrait presque à l'indépendance. Il en a maintenant les moyens.

D'autant que, cette fois, la balle est dans le camp des anglophones. Ce sont eux - ou deux de leurs provinces - qui, en refusant que l'on reconnaisse constitutionnellement au Québec le statut de « société distincte », se sont placés en opposants à l'égard du pouvoir fédéral. Les Québécois ne sont plus seuls à assumer le rôle de contestataires. Ils entendent, à l'évidence, en profiter pour imposer au moins leur « distinction ».

M 0147 - 627 0 - 5 00 F



CEST QU'IL Y A
JE
SOLDE!

RODIN

La fin du conseil européen de Dublin

Les Douze restent divisés sur l'aide à l'Union soviétique

Les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne, qui devaient terminer leurs travaux mardi 26 juin à Dublin, sont dans l'ensemble favorables au principe d'une aide économique à l'Union soviétique, mais n'ont pu se mettre d'accord sur la mise en œuvre

et les modalités de cette aide à l'URSS; la Commission européenne a été chargée d'étudier le dossier d'ici au mois d'octobre. Par ailleurs les Douze ont fixé aux 14 et 15 décembre les conférences sur l'union économique et monétaire et sur la mise en chantier de l'union politique.

DUBLIN
de nos envoyés spéciaux

La question de l'aide économique à l'Union soviétique, inscrite à l'ordre du jour tout récemment, à l'initiative de M. Mitterrand et Kohl, était devenue une question test. Le jour où ils décidaient de mettre en chantier l'union politique, dont l'un des objectifs majeurs est de doter la Communauté des moyens d'une politique étrangère commune, les Douze allaient-ils se montrer, ou non, à la hauteur de leurs ambitions et adopter une position commune sur la double question que leur pose la situation en URSS : est-il opportun de fournir une aide économique à M. Gorbatchev alors qu'il n'a toujours pas engagé de réforme économique, et si oui, sous quelles formes?

Le résultat du test était plutôt positif.

bien qu'encre assez floue, lundi soir, à l'issue du dîner des Douze où l'Union soviétique occupait la totalité de la discussion. Il restait encore à rédiger le texte qui figurerait mardi dans les conclusions du sommet de Dublin.

Le principe d'une aide économique à l'URSS, défendu par M. Mitterrand, qui introduisit la discussion, puis avec ardeur par le chancelier fédéral, qui fit état d'une démarche de M. Gorbatchev demandant la mise sur pied d'un large consortium pour l'octroi de crédits à long terme, a été soutenu aussi par M. González (Espagne), Andreotti (Italie), Lubbers (Pays-Bas) et Martens (Belgique).

PHILIPPE LEMAITRE
ET CLAIRE TREAN
Lire la suite page 6

Les bonnes œuvres des islamistes algériens

Par une « action sociale » systématique, le Front islamique de salut occupe le terrain face à des partis laïcs atomisés.

Des incidents à Berrane, dans la région du Mzab (sud algérien), samedi et dimanche derniers (le Monde du 26 juin), à la suite d'un différend sur les résultats des élections locales, ont fait trois morts. Les élections ont été remportées par des candidats « indépendants » soutenus par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), parti laïcisant berbérophone.

ALGER
de notre envoyé spécial

La place principale d'un village de l'Ouest algérien est encombrée de camionnettes sur lesquelles sont inscrits, en lettres bien visibles, les mots « Front islamique de salut ». Des secours sont déchargés des véhicules. Dans l'une des maisons de la localité, une vieille femme se lamente : n'ayant pas d'homme à la maison, elle sent que les dons ne lui parviendront pas; le FIS va oublier. Soudain, arrive son petit-fils de onze

ans, les bras chargés. Nous sommes fin octobre 1989, et la terre vient de trembler dans la région d'Alger, provoquant d'importants dégâts. Le FIS aura marqué deux points dans ce village. D'abord en palliant les carences d'un Etat pris de court; ensuite, en passant, pour la distribution des vivres, par les responsables traditionnels, à charge pour eux de s'assurer de la bonne répartition des dons au sein de la population, éviter les « couloirs » et empêcher les détournements.

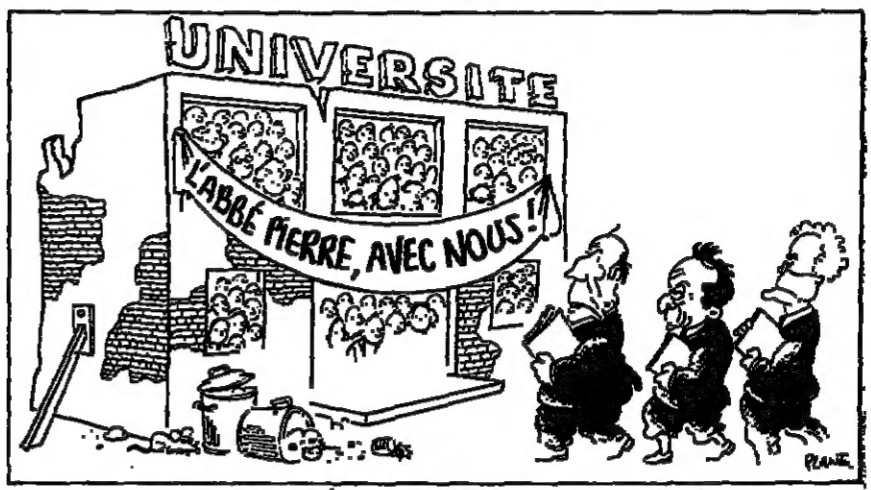
YVES HELLER
Lire la suite page 6

Des assises nationales sur l'avenir de l'enseignement supérieur

L'Université prépare l'accueil de deux millions d'étudiants

A l'initiative du ministère de l'éducation nationale, les assises nationales Universités 2000 sont organisées à la Sorbonne du 26 au 29 juin. Cette manifestation, ouverte par M. Rocard et Jospin, sera clôturée par M. Mitterrand. Elle a pour objectif de mobiliser l'ensem-

ble de la communauté universitaire, l'Etat et les régions pour préparer l'enseignement supérieur à l'accueil de deux millions d'étudiants en l'an 2000. Outre l'égalitarisme et l'élitisme, M. Jospin veut placer ce développement sous le signe de la « diversité républicaine ».



Lire l'article de GÉRARD COURTOIS page 9 - section B

Le congrès du PC soviétique

Prévu le 2 juillet, il pourrait être ajourné page 40 - section C

Mobilisation générale en Ethiopie

Une proclamation du Parlement face à l'avance des forces rebelles page 5

Augmentation du SMIC

Une hausse sans doute limitée à 2,5 % page 40 - section C

Plan social chez Michelin

2 260 suppressions d'emplois mais aucun licenciement « sec » page 21 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

Les offres d'emplois se trouvent pages 26 à 37 et dans notre cahier Emploi »

Alchimies secrètes en Nouvelle-Calédonie

Deux ans après les accords de Matignon, les ennemis d'hier vivent une idylle qui pourrait aboutir à une solution politique inattendue

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique Sud

Lorsque la fièvre cocardière retombe, le monde des affaires de Nouméa s'abandonne avec gourmandise aux délices du jeu de massacre. Il a suffi que M. Philippe Pénicost, enfant terrible de l'établissement caladoche, implante aux portes de la ville un hypermarché pour que tout le comptoir entre en ébullition. Si chacun joint le geste à la parole, le Caillou sera bientôt couvert de grandes surfaces. « De la folie », s'alarme la chambre de commerce et d'industrie. Même branle-bas de combat sur le front de mer de la baie des Citrons ou de l'Anse Vata : les projets d'hôtels de luxe se déplient comme autant de cartes d'état-major.

Lorsque l'élan nationaliste s'esouffle, le monde canaque, lui, succombe à ses vieux démons : réveil des particularismes locaux, qu'ils soient claniques ou régionaux... On était naguère « du FLNKS ». On se proclame aujourd-

d'hui avant tout « de Lifou », « d'Ouvéa », « de Maré », « de Canala », « de Hienghène », etc. Chacun roule pour son clocher. Paradoxe : la province indépendantiste du Nord cultive de meilleures relations avec la province Sud - dirigée par le RPCR « loyaliste » - qu'avec l'autre province indépendantiste des îles Loyauté.

Lorsque l'économie prospère, le monde du travail, lui, se laisse gagner par l'effervescence syndicale. Au diable les étiquettes poli-

tiques ! On accorde ses faveurs au plus combatif. L'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE), organisation qui s'est retirée l'an dernier du FLNKS pour retrouver sa liberté de manœuvre, a vite compris tout le profit qu'elle pouvait retirer d'une situation sociale encore entachée, malgré de récents réaménagements, de bien des archaïsmes. Ses grèves perçues, depuis un an, lui ont valu un franc succès dans des milieux jusque là inaccessibles : les Wallisiens et Futuniens, mais aussi... le petit peuple caladoche.

Mais quel est donc cet esprit malin qui s'emploie à brouiller les cartes sur un archipel qui était frappé, il y a peu, de manichéisme aigu ? La Nouvelle-Calédonie serait-elle en proie à de secrètes alchimies ? Après les années de plomb, l'âge d'or d'une durable réconciliation se profile-t-il à l'horizon du Caillou ?

FREDERIC BOBIN
Lire la suite page 8

SCIENCE & MÉDECINE

Cosmos :

les pluies de la vie
Une hypothèse crédible de l'apparition de la vie sur Terre

Les Français et le sida

La première enquête nationale

Les cinquante ans de l'IGN

pages 13 à 15 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,26 \$ CAN; Arabie-Saoudite, 5 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 180 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$.

L'État macho

N

A Pékin, l'homme de la rue jubile...

M. Fang Lizhi et son épouse M. Li Shuxian ont gagné, lundi 25 juin, la base aérienne de Upper Heyford, en Angleterre, à bord d'un avion militaire américain qui les avait évacués le matin même de Pékin. Les deux dissidents bénéficient d'un visa de séjour renouvelable de six mois en Grande-Bretagne, où ils sont les invités de la Royal Society (Académie des Sciences). Un sous-secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Dennis Anderson, était attendu mardi à Pékin où doit se rendre à son tour, en juillet, M. Francis Maud, secrétaire d'Etat au Foreign Office.

PÉKIN

de notre correspondant

L'homme de la rue jubile. Le motif de cette jubilation n'est au demeurant pas unanime. « Il ne reste plus beaucoup de fierté à ce gouvernement », dit l'un. « Les Occidentaux vont lever leurs sanctions économiques », pense un autre. Il y a un mélange de satisfaction à voir, pour la première fois, le pouvoir communiste chinois capituler en laissant le couple dissident partir, et d'espoir de voir la brouille sino-occidentale résultant de la répression du « printemps de Pékin » s'estomper... et les dollars revenir.

En tout cas, personne ne croit à l'assertion du régime selon laquelle

M. Fang Lizhi et son épouse ont « fait preuve de repentir ». Les employés des hôtels internationaux qui ont accueilli les images diffusées par les télévisions américaines sont même certains d'avoir vu M. Fang faire le signe de la victoire - interdit ici, car « libéral bourgeois » - à son arrivée à la base aérienne anglo-américaine. La presse officielle chinoise n'a évidemment pas publié le texte de la déclaration signée par le couple avant son départ, lundi, et diffusée ultérieurement par le département d'Etat américain.

Il faut à un gouvernement une imagination débordante ou un besoin pressant de dévotion forte pour la présenter en autocritique. « Je suis opposé aux quatre principes fondamentaux du socialisme chinois » contenus dans le préambule de la Constitution chinoise parce que leur objectif est de maintenir un système politique fondé sur la « lutte des classes ». Je prends note de ce que cette opinion politique constitue une violation du préambule de la Constitution », ont-ils, tous deux, reconnu.

Drapeau

Sur le fond, c'est tout. Le reste consiste simplement en une demande d'autorisation de voyage à l'étranger pour raisons médicales et académiques. Le couple a promis de ne prendre part à aucune activité « dont le mobile serait de s'opposer à la Chine », ce qui n'est pas la même chose que s'opposer au Parti communiste.

Ce dernier met donc, sur cette affaire, drapeau bas. Après le chanteur Hou Dejian, d'un calibre nettement inférieur au « gros poisson » qu'est le couple Fang, c'est la deuxième fois que Pékin a recouru à l'exportation non assortie de bannissement à l'encontre de dissidents. Et, pour le coup, de manière particulièrement spectaculaire : la venue d'un appareil militaire américain dans la capitale de l'Empire du Milieu, pour prendre en charge un professeur d'astrophysique âgé de cinquante-quatre ans et son épouse tout aussi anticommuniste que lui, n'est pas sans rappeler cette diplomatie de la canotière que fustige Pékin dans sa campagne de commémoration de la guerre de l'opium au dix-neuvième siècle.

Le premier ministre, M. Li Peng, faisant visiblement allusion à la libération de l'époux chinois de la journaliste française Agnès Gaudu et au départ du couple Fang devant des parlementaires ouest-allemands lundi, a prétendu que l'assouplissement mesuré du régime n'était pas le fruit des pressions occidentales mais d'un assainissement de la situation intérieure.

Toute l'attitude du régime ces dernières semaines dément ces propos, destinés à l'opinion chinoise qui, dans une grande mesure, n'en a cure. Quatre jours plus tôt, le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, avait reconnu, devant des journalistes de télévision japonaise, que Pékin « ne s'attend pas à une levée complète des sanctions économiques dans l'immediat ».

La Maison Blanche a souligné avec insistance, après le départ des dissidents, qu'elle n'avait « rien promis » à la Chine en matière de levée des sanctions. Le sort des milliers de personnes dont les organisations de défense des droits de l'homme sont sans nouvelles depuis la répression du « printemps de Pékin » reste une préoccupation majeure des Etats-Unis, dit Washington en substance.

Cependant, les autorités japonaises ont d'ores et déjà laissé entendre que les cinq milliards de dollars offerts jadis à la Chine en prêts à long terme ne tarderont plus à être disponibles, et il ne fait guère de doute que la question viendra sur le tapis lors du sommet des pays industrialisés à Houston du 9 au 11 juillet. In petto, Londres, qui passe pour être favorable à une levée des sanctions européennes, pense avoir réussi un joli coup bénéfique pour son propre différend avec Pékin à propos de Hongkong en se posant en M. Bons Officiers pour aider à résoudre l'affaire Fang Lizhi.

Le dénouement de la réclusion forcée du couple dissident illustre cependant une donnée dont Pékin semble avoir tardivement pris conscience : la dépendance considérable de la Chine vis-à-vis de l'Occident après dix ans d'ouverture économique. « Aux Occidentaux, avertissez-les par la Chine jusqu'à l'écoulement, d'en tirer les conclusions », commente un diplomate européen.

FRANCIS DERON

Enfin un « succès » pour M. Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

M. George Bush a connu bien des déboires et bien des déceptions avec sa politique « chinoise », et l'autorisation de sortie accordée à Fang Lizhi et à sa femme constitue un succès trop tardif et trop modeste pour que l'administration puisse afficher une satisfaction trop éclatante. Mais c'est tout de même un peu mieux, du moins en termes d'impact politique, que les maigres bénéfices mis en avant jusqu'à par la Maison Blanche pour justifier sa politique conciliante à l'égard des dirigeants de Pékin (de vagues déclarations sur la non-vente de missiles au Proche-Orient, une levée toute théorique de l'état d'urgence au Tibet, la libération de quelques prisonniers politiques).

Fang Lizhi a été autorisé à quitter l'ambassade américaine à Pékin (et la Chine) un mois exactement après que M. Bush eut annoncé que Pékin allait continuer à bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée. La corrélation semble évidente, mais les porte-parole américains affirment que les Etats-Unis n'ont pris aucun engagement supplémentaire pour obtenir cette autorisation de sortie. Mais ils ont au moins accepté de se prêter, pour la forme, à une présentation des choses conforme au souhait de la partie chinoise.

Le communiqué, publié par la Maison Blanche lundi à l'aube, mentionne, pour expliquer le départ du savant, d'hypothétiques « raisons de santé », ainsi que le désir de permettre à M. Fang de

poursuivre « ses importantes recherches d'astrophysique ». Et la Maison Blanche ajoute que « cet acte humanitaire constitue un pas significatif qui améliorera l'atmosphère en vue d'un progrès de nos relations bilatérales ».

C'est un peu beaucoup pour saluer l'expulsion d'un homme empêché de s'exprimer dans son propre pays, et le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a fait des déclarations très confuses quand on lui a demandé si les termes de ce communiqué avaient été négociés avec la partie chinoise. Il a fini, après force hésitations, par expliquer que les Chinois n'avaient pas été priés d'« approuver » ce communiqué, mais que la publication d'un communiqué, dont ils connaissent vraisemblablement les termes, « faisait partie de l'accord ».

Les Etats-Unis vont-ils à présent lever les modestes sanctions économiques imposées à la Chine au lendemain des événements de la place Tiananmen ? M. Fitzwater est resté aussi vague que possible, affirmant qu'il « est impossible de dire si des mesures suivront ». Mais au cas où Washington souhaiterait s'abriter derrière un paravent international pour prendre une mesure qui, politiquement, reste un peu délicate, l'autorisation de sortie, au moins acceptée de se prêter, pour la forme, à une présentation des choses conforme au souhait de la partie chinoise.

Le communiqué, publié par la Maison Blanche lundi à l'aube, mentionne, pour expliquer le départ du savant, d'hypothétiques « raisons de santé », ainsi que le désir de permettre à M. Fang de

J. K.

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : la visite à Washington du vice-président de l'ANC

M. Mandela, solide comme un roc face au président américain

WASHINGTON

de notre correspondant

Qui d'autre aurait l'aplomb de traiter de cette manière, rugueuse et presque paternelle, le président des Etats-Unis ? Nelson Mandela n'est même pas un chef d'Etat et son comportement à l'égard de M. George Bush aurait choqué de la part de tout autre que lui. A peine, lundi 25 juin, le président américain venait-il d'apaiser, dans sa déclaration liminaire, « tous les éléments de la société sud-africaine à renoncer à la violence », que le vieux militant noir s'employait à le remettre dans le droit chemin.

« Ce que vous venez d'entendre », explique le vice-président du Congrès national africain (ANC), est « dû au fait qu'il [M. Bush] n'a pas encore reçu de nous un briefing adéquat ». Et d'annoncer qu'il allait précisément « briquer » le président américain sur la situation dans son pays, de manière qu'il « comprenne ».

Solide comme un roc, indébranlable, sûr de son bon droit, et d'une autorité morale renforcée par l'accueil triomphal reçu à New-York et à Boston, tel est apparu, pour cette première journée à Washington, l'homme qui éveille chez les Noirs américains un sentiment de respect et de fierté sans doute inégalé par



aucune autre personnalité politique contemporaine.

Il n'était donc pas question pour M. Bush - qui lui-même jouit jusqu'à présent d'une image remarquablement bonne auprès de l'électorat noir - de paraître s'effrayer des propos sans concession de son hôte. Mais le président des Etats-Unis a lui aussi exprimé franchement sa position, citant pour la circonstance le pasteur Martin Luther King : « N'attachons pas notre

soif de liberté en buvant dans la coupe de l'amertume et de la haine. Et si on demande à toutes les parties sud-africaines de faire preuve d'esprit de compromis, de tolérance, de souplesse et de patience ».

Le maintien des sanctions

Les deux hommes ont passé ensemble près de trois heures et, à l'issue de la rencontre, M. Man-

dela a tout de même fait état d'un certain rapprochement des positions. « Nous sommes partis de positions différentes, mais nous avons combi en partie le fossé. » Un peu plus tard, au cours d'une conférence de presse, il a fait remarquer que l'ANC avait depuis 1988 « réduit ses opérations » et était disposé à envisager de « cesser les hostilités » dès que s'engagerait la seconde phase des négociations avec le gouvernement de Pretoria.

Les conditions posées pour que puisse s'engager cette nouvelle phase sont la libération de tous les prisonniers politiques (un millier, selon M. Mandela) et la levée de l'état de siège dans la province troublee du Natal. Ce sont aussi les conditions posées par les législateurs américains à la levée des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. M. Mandela soutient, lui, que ces sanctions soient maintenues en tout état de cause, jusqu'à démantèlement total de l'apartheid et l'acceptation du principe : un homme, une voix.

M. Bush a laissé entendre, depuis plusieurs mois, qu'il souhaiterait donner un geste d'encouragement au président sud-africain De Klerk. Mais il a confirmé devant son hôte qu'il n'envisageait en aucun cas de lever ces sanctions avant que

soient satisfaites les conditions définies par le Congrès - une perspective qui désormais ne semble plus si éloignée.

Les représentants de l'administration ont clairement souligné les aspects les plus positifs de la rencontre, et ont passé rapidement sur le reste. Car, les deux parties « ne sont pas d'accord » sur l'Angola, (M. Mandela ayant réclamé la cessation de tout soutien américain à l'UNITA de Jonas Savimbi) et sur les compliments décernés par M. Mandela au « frère Castro » et au « frère Kadhafi », ajoutés à sa solidarité avec M. Yasser Arafat, ces faits ne peuvent qu'irriter le monde politique et la presse des Etats-Unis. Mais, le leader noir a suffisamment montré qu'il n'était pas homme à varier au gré des circonstances, et l'administration Bush l'accepte tel qu'il est.

JAN KRAUZE

Deux exécutions. - Deux condamnés à mort, des criminels de droit commun, ont été exécutés, lundi 25 juin, l'un en Arkansas et l'autre au Texas, ce qui porte à 132 le nombre des exécutions depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, les Etats à rétablir la peine de mort. - (AP.)

SALVADOR

Progrès « sans précédent » dans les négociations avec la guérilla

MEXICO

de notre correspondant en Amérique centrale

A l'issue d'une semaine d'intenses négociations (19 au 25 juin), les délégués du gouvernement salvadorien et de la guérilla ont signé, lundi 25 juin, avoir réalisé des progrès « sans précédent » et ont fixé leur prochaine rencontre au 20 juillet. « Il existe une volonté claire de parvenir à un accord », affirme dans un communiqué le représentant du secrétaire général des Nations unies, M. Alvaro de

Soto, seul autorisé à commenter l'évolution des discussions entre les belligérants. Les entretiens se sont déroulés dans le village touristique de Oaxtepec, à une centaine de kilomètres au sud de Mexico, selon les modalités définies le 4 avril à Genève, qui prévoient un « dialogue direct » entre les deux parties, « avec la participation active » des Nations unies.

Comme à Caracas, où s'est déroulée la première partie des négociations le mois dernier, le caractère « confidentiel » de la rencontre a été relativement respecté.

Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a fait savoir que ses exigences portaient sur trois points : démilitarisation, démocratisation et mise en place de réformes économiques et sociales.

Le communiqué des Nations unies souligne que « les négociateurs ont discuté en détail et en profondeur les premiers thèmes à l'ordre du jour (la réforme des forces armées) et ont procédé à un échange sur le deuxième point, à savoir les droits de l'homme ». Le gouvernement salvadorien propose

une restructuration de l'armée, alors que le FMLN exige une épuration, une réduction des effectifs et la soumission des militaires au pouvoir civil. Le représentant de l'armée au sein de la délégation gouvernementale, le colonel Mauricio Vargas, a estimé que la proposition de la guérilla était négociable, ce qui constitue effectivement une évolution très nette. Le gouvernement de M. Alfredo Cristiani aurait également assoupli son point de vue à propos des « corps de sécurité » (police nationale, police fiscale et

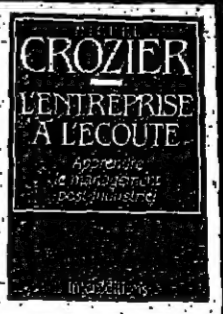
garde nationale), considérés comme les principaux responsables de la répression au Salvador, et pourraient être fondus en un seul organisme chargé d'assurer la sécurité des citoyens.

Les sanctions exigées par le FMLN contre les Escadrons de la mort et les principaux responsables des « crimes historiques » risquent, en revanche, d'indisposer l'Alliance de la gauche et du parti au pouvoir (Alliance républicaine nationaliste, ARENA) qui sont en mesure de bloquer les négociations.

BERTRAND DE LA GRANGE



MICHEL CROZIER
L'ENTREPRISE
A L'ECOUTE



« Cet ouvrage est à lire absolument. Mieux, il fera date. »

A pour Affaires Economiques

« Instructif et... décapant »

L'Expansion

InterEditions

EUROPE

L'Ukraine, poudrière religieuse

Les uniates veulent récupérer leurs droits et leurs biens, l'Eglise autocéphale refait surface, les orthodoxes rechignent...

Réunis les 25 et 26 juin au Vatican, les évêques uniates (catholiques de rite byzantin unis à Rome) d'Ukraine et du reste du monde tentent de concrétiser la sortie de la clandestinité de leur Eglise et la normalisation de son existence en URSS (le Monde du 26 juin). Une gageure, dans cette République d'Ukraine où les conflits religieux latents demeurent aussi vivaces que les diverses manifestations de la foi.

L'VOV

de notre envoyé spécial

Mgr Francesco Colasuonno, légat du pape, parle peu, mais parle d'or. Plongé pendant près d'une semaine, du 18 au 23 mai, dans la boîte de Pandore des conflits et drames religieux de l'Ukraine, à Lvov, celui que Jean-Paul II a chargé de résoudre la

question gréco-catholique s'en tient diplomatiquement à un constat diaboliquement exact : difficile d'avoir « les idées claires » à propos de « questions aussi complexes ».

Belle lucidité, un rien amplifiée peut-être par la prudence professionnelle du « monsignore » et qui contraste singulièrement avec l'optimisme affiché au même moment à Rome par le premier ambassadeur d'URSS au Vatican, Mgr Karlov : « Peut-être avons-nous déjà trouvé une solution relative à la législation » de l'Eglise gréco-catholique.

Peut-être... Mais sur place, comment échapper à la conviction que tout est désormais théoriquement possible — ce qui est déjà un notable progrès — et pratiquement irréalisable. Données : la toute nouvelle municipalité de Lvov, où les communistes sont minoritaires, restituée aux gréco-catholiques, récemment sortis de la clandestini-

té où les avait plongés Staline en faisant purement et simplement supprimer leur Eglise en 1946, la cathédrale Saint-Georges. Pratique : des groupes de vieilles femmes orthodoxes, prompts à se jeter sur tout arrivant, interdisent depuis l'accès à la cathédrale dont les escaliers sont obstrués par des madiers.

Elles ne veulent ni de l'inventaire promis avant le transfert, ni de cette restitution des biens de Saint-Georges intégrés avec tant d'autres, en 1946, au patrimoine de l'exarchat orthodoxe d'Ukraine.

Qu'il pleuve ou qu'il vente, le cercle caquetant se reforme en un instant autour de l'intrus. Si la discussion s'engage, elle tourne invariablement au procès sans nuance de « l'ennemi » gréco-catholique coupable de « copier » le rite orthodoxe et de tourner ses regards vers Rome.

Témoignages accusatoires

Les témoignages accusatoires fusent dans une cacophonie totale : à l'Eglise de la Transfiguration (autre lieu de culte récupéré de fait dans la confusion et non sans quelques bousculades par les gréco-catholiques) « ils » ont empêché « les nôtres » de donner l'extrême-onction à un prêtre orthodoxe frappé d'une crise cardiaque après avoir soutenu dans la sacristie une résistance opiniâtre à « l'envahisseur ». Dans un village, « ils » ont « tué à coups de fourche » un orthodoxe qui refusait de laisser l'Eglise tomber aux mains de « l'ennemi ».

Rumeurs toujours, ou plutôt faits arrangés par la bouche à oreille, amplifiés par l'émotion du récit incessamment répété. Les larmes fusent bientôt. La narratrice serre dans sa main les billets froissés de 1 ou de 5 roubles que l'on destine « à la famille ».

Les récits épuisés, le « matériel » anti-gréco-catholique sort des valises : plaquettes importées du Canada, tracts menaçants : « Ukrainiens, si vous voulez que la Pologne revienne en Galicie et vous fassiez Polonais, allez à l'Eglise ukrainienne catholique ».

Ainsi l'Eglise orthodoxe vit-elle — mal — la redistribution des cartes, des libertés, des biens religieux à peine amorcée en Ukraine. La guerre ne fait-elle que commencer ? Le métropolite gréco-catholique Vladimir Stelmach, qui se présente comme le numéro deux de l'Eglise gréco-catholique (après le cardinal Miroslav Lubachivski qui réside à Rome), est redevenu, dans sa quatre-vingt-troisième année, « plutôt optimiste » malgré tout.

Ce vieillard opiniâtre, emprisonné de 1947 à 1952, qui vit depuis trente ans dans une chambre de 8 ou 9 mètres carrés encombrée de tableaux et objets pieux et de livres, rêve d'avenir radieux pour ses fidèles, dont il estime le nombre à près de 4 millions en Ukraine (5 millions dans toute l'URSS). Il a conversé avec le légat du pape. Il a été, avec les autres évêques gréco-catholiques, invité à Rome les 25 et 26 juin. Il croit possible « la restitution de nos 4000 églises en Ukraine », transférées aux orthodoxes ou fermées il y a plus de quarante ans.

Quatre mille ? Deux mille « seulement » ? Quel que soit le nombre véritable, il faut sans doute compter sur presque autant de fort Chérol, de mini-jacqueries, de réfractaires paroissiaux menés à coups de poing lorsque viendra l'heure de passer à l'acte. Car les orthodoxes purs et durs, irréductibles partisans du *statu quo*, ne sont pas seuls en cause.

Une autre vieille pulsion religieuse de l'Ukraine est en train de renaître et de bouillonner : après soixante années de dissolution et des velléités de retour, l'Eglise orthodoxe autocéphale ukrainienne refait surface. Elle espère à terme la consécration par les masses orthodoxes.

Il y a un an, l'Eglise autocéphale n'était qu'une rumeur colportée, une simple déclaration d'intention et d'appel au ralliement défendu par cinq personnes. Puis elle s'enfla jusqu'à prendre la forme d'un journal clandestin diffusé à près de 1000 exemplaires en Ukraine.

Elle ne peut encore compter ses troupes, cette Eglise orthodoxe qui refuse le tutelage politico-religieux de Moscou, se distingue bien des gréco-catholiques (« ni Rome, ni Moscou ») et rêve tout haut de restitutions flamboyantes : « On doit nous rendre les églises Sainte-Sophie et Saint-André » (les plus prestigieuses de Kiev), qui sont

aujourd'hui des musées, autant dire « des écuries » pour citer un fidèle acquis à cette cause.

Si elle doute encore un peu de son ampleur, l'Eglise autocéphale a déjà en Ukraine un chef provisoire, Mgr Ioann Bondarchouk. Au début du mois de juin, elle s'est donné un patriarche en la personne de Mgr Matiaslav Skrypnyk, qui réside pour le moment aux Etats-Unis. Evêque orthodoxe de Gtymir pendant douze ans, débarqué en septembre 1989 par son employeur, à l'occasion, plaide-t-il sans convaincre tout le monde, d'ennuis de santé et d'une demande de mutation refusée, Mgr Ioann a fait don de sa personne à l'Eglise autocéphale après tant « d'injustice et de chantage » kévien et moscovites.

Dans la sacristie de la minuscule église Pierre-et-Paul de la rue Lénaïa à Lvov, il reçoit. Derrière la porte attendent, agités par de graves concubines, d'austères collaborateurs aux allures de notaires ou de gardes du corps, Mgr Ioann avait songé, il y a longtemps déjà : « Ce serait bien si toute l'Ukraine disait la prière en ukrainien. A l'époque nous ne pouvions réaliser nos idées ».

Lorsqu'une délégation est venue solliciter l'évêque chômeur et « déçu », il a « compris qu'il devait le faire ». Les autocéphales, qui peuvent depuis peu se faire administrativement « enregistrer », revendiquent déjà six évêques. Ils ne s'attendent plus sur l'attitude « négative, méchante », dit Mgr Ioann — de l'Eglise russe. L'heure est, là aussi, à la grande diplomatie politico-religieuse : profitant des liens tendus et assez formels entre Moscou et le patriarcat orthodoxe de Constantinople, les autocéphales espèrent obtenir prochainement de ce dernier la reconnaissance officielle qui ruinerait symboliquement l'Eglise orthodoxe ukrainienne traditionnelle, toute dévouée à Moscou (spirituellement et temporellement).

Sous l'œil du PC

Le rebond des gréco-catholiques comme la résurrection des autocéphales épousent au plus près la renaissance patriotique ukrainienne. Si l'affaire gréco-catholique est cruciale pour l'avenir des relations entre M. Gorbatchev et Jean-Paul II, l'effervescence religieuse dans son ensemble réjouit un Parti communiste par ailleurs bien ébranlé dans l'ouest de la République, terrassé de toutes les fois religieuses. Il n'est pour s'en rendre compte que de jurer le regard brillant de Iouri Rechetylo, l'appareilleur communiste chargé depuis sept ans des affaires religieuses à Lvov. Lui aussi a vu longuement le légat du pape. Il n'en est pas peu fier. Point de doute, il s'est bien fait comprendre : et de redoubler un discours d'amour, de paix et de tolérance à l'égard de l'envie le moins précheur. « Priez si vous avez la foi, recommandez sans rire Iouri Rechetylo, nous ferons le reste ».

On croit rêver. Il n'y a pas si longtemps, gréco-catholiques, catholiques (souvent Polonais), juifs (ils sont 102 000 déclarés comme tels à Kiev, 14 000 à Lvov) rasaient les murs. Le PC qui les jugeait tous dangereux, par tradition autocratique et totalitaire, n'avait au fond (dans sa logique) point tort : l'alerte à la liberté religieuse survient aujourd'hui comme l'indice d'une alerte générale à la liberté tout court et au patriotisme ukrainien si méthodiquement combattu que Moscou avait pu le rêver disparu.

MICHEL KAJMAN

■ RFA : M. Hans-Jochen Vogel président du SPD unifié. — L'actuel président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans-Jochen Vogel, prendra, début septembre, la tête d'un SPD unifié, a annoncé lundi 25 juin la direction du SPD-Ouest. Cette décision a été prise à la suite d'un accord de M. Vogel avec M. Oskar Lafontaine, candidat à la chancellerie, précise-t-on à Bonn. Afin de laisser les sociaux-démocrates est-allemands entrer dans les instances dirigeantes du parti unifié, un nouveau président ne sera élu qu'à l'occasion du congrès ordinaire prévu en 1991, a souligné M. Eduard Heussen, le porte-parole du SPD ouest-allemand. — (AFP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE : sept blessés au Carlton Club

Attentat à la bombe au « bastion des tories »

LONDRES

de notre correspondant

Sept personnes ont été blessées, dont une grièvement, lundi 25 juin dans la soirée, par l'explosion d'une bombe au Carlton Club, un établissement fréquenté par des hommes politiques conservateurs. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué mardi matin, mais l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la violence la présence britannique en Irlande du Nord, est généralement tenue pour responsable.

Situé dans St James Street, près du palais de Saint-James, Le Carlton Club existe depuis cent cinquante-huit ans, et Disraeli le décrivait déjà au siècle dernier comme « le bastion mondial des tories ». Il faut être conservateur pour en faire partie. M. Thatcher est la seule femme à en être membre. On estime qu'environ la moitié des députés conservateurs le fréquentent.

Selon M. Churchill-Coleman, chef de la brigade anti-terroriste de Scotland Yard, la bombe était contenue dans un colis déposé dans l'entrée et composée d'environ 7 kilos d'explosif. Le plancher du rez-de-chaussée s'est partiellement effondré sur les caves et il y a eu un début d'incendie. La déflagration a retenti jusqu'à Clarence House, la résidence de la reine mère, située à proximité.

La police estime que le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd. Il n'y avait en effet lundi soir, contrairement à la coutume, qu'une vingtaine de convives dans la salle à manger. De nombreux

parlementaires viennent dîner au Carlton et y retiennent une chambre lorsqu'ils participent à un débat de nuit aux Communes.

Le concierge du club a été le plus gravement touché et a été opéré d'urgence. Lord Kaberry, âgé de quatre-vingt-deux ans, ancien vice-président du parti conservateur, ainsi que deux policiers ont été légèrement blessés. Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre, qui dînait dans un club voisin, s'est rendu immédiatement sur les lieux.

Un tournant

Si la responsabilité de l'IRA se confirme, il s'agit d'un tournant dans la campagne d'attentats de l'organisation républicaine. L'IRA a presque uniquement visé jusqu'ici des cibles militaires en Angleterre, même si celles-ci étaient souvent « faciles », telles des bureaux de recrutement de l'Armée, ou l'école de fanfare des Royal Marines, en septembre dernier, dans le Kent. L'attentat contre le Carlton Club est au contraire dirigé contre le personnel politique.

Il aurait pu être aussi meurtrier que celui contre le Grand Hôtel de Brighton, lors du congrès conservateur de 1984, qui visait M. Thatcher, et fit cinq morts. L'IRA semble décidée à tout faire pour entraver les efforts de M. Peter Brooke, ministre chargé de l'Irlande du Nord, qui cherche à établir un dialogue entre dirigeants catholiques et protestants permettant à terme la création d'un gouvernement provincial soutenu par les deux communautés.

DOMINIQUE DHOMBRES

ITALIE

Venise face à l'invasion des touristes désargentés de l'Est

ROME

de notre correspondant

« Alerta ! Les envahisseurs de l'Est assaillent la Sérénissime ! » Rithorique guerrière, dimanche 24 juin, dans la presse italienne. Entre soixante mille et quatre-vingt mille touristes de Pologne, de Hongrie, d'Allemagne de l'Est, et surtout de Tchécoslovaquie, se sont abattus samedi sur la cité des Doges. Dès l'aube, plus d'un millier d'autobus venus de Prague, de Bucarest ou de Bratislava se présentaient à l'entrée de la ville. A midi, ils étaient plus de mille cinq cents, déchargeant sous les yeux ébahis des gens du cru un cargeon sans fin d'êtres étranges. Yeux rouges et sacs plastiques remplis de victuailles.

On ! Ils n'ont rien cassé, rien saisi, rien volé. Selon les témoins de l'invasion, « c'étaient même des gens très disciplinés » et tout à fait respectueux des mœurs. M. Roberto Carraro, le président du bureau de promotion de Venise, a eu une autre idée : pour décourager l'afflux de touristes durant la haute saison, et donc réserver la lagune aux très riches, il n'y a qu'à augmenter encore les prix du commerce local.

Et l'on repart de l'idée d'un sénateur du cru, M. Rigo, qui suggère tout simplement de faire payer un ticket d'entrée sur la lagune. Une suggestion pour les édiles locaux, pourquoi pas un grand panneau sur le pont de la liberté avec cet avertissement : « Venise, ville d'art, interdite aux pauvres ».

PATRICE CLAUDE

Rude Pravo. Son intérim est d'ores et déjà assuré par M. Vasil Mohorita. — (AFP.)

■ BULGARIE : soutien de treize mille manifestants à des étudiants grévistes. — Quelque treize mille opposants ont manifesté lundi 25 juin à Sofia pour soutenir des étudiants en grève depuis deux semaines contre les « manipulations » des élections du 17 juin (qui avaient vu la victoire de l'ex-parti communiste). Ils demandent l'expertise internationale d'une cassette vidéo qui, selon eux, montrerait le président Petar Mladenov exprimer l'opinion qu'il faudrait des tanks pour venir à bout d'une manifestation en décembre dernier. — (AFP, Reuter.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de Paris, le lundi 9 juillet 1990 à 14 heures

APPARTEMENT à PARIS (3^e)

147, rue du Temple

de DEUX PIÈCES principales au 4^e étage du Bâtiment A avec une cave

Mise à Prix : 150 000 F

S'ad. pour rns. à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats à Paris (1^{er}), 18, rue Duphot. Tél. : 42-60-39-13 - Visites : le 5 juillet de 14 à 15 heures

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 12 juillet 1990 à 14 h 30

APPARTEMENT à PARIS (19^e)

19-21 bis, quai de l'Oise

de type 3P2 - parking numéro 37 - Cave numéro 12

Mise à Prix : 500 000 F

S'adresser au Cabinet de M^{rs} DEVOS-CAMPY, AVOCAT au Barreau de Paris, 57, avenue de Suffren, 75007 Paris. Tél. : 43-67-98-84 et tous autres avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente au Palais de Justice de Paris, le lundi 9 juillet 1990 à 14 heures

PAVILLON à LIVRY-GARGAN

(93) - 48, allée Ledru-Rollin

composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage - Cadastre pour 3 a 2 ca

Mise à Prix : 120 000 F

S'ad. pour rns. à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats à Paris (1^{er}), 18, rue Duphot. Tél. : 42-60-39-13 - Au Greff. du Trib. Gde Inst. de Paris

Vente s/saisie Pal. Just. Paris, le jeudi 12 juillet 1990 à 14 heures

APPARTEMENT à PARIS (18^e)

26, rue Tholozé - Rez-de-cha. - Cuis. 1 ch. - S.-de-Bus - w.-c. - Cave

Mise à Prix : 200 000 F

S'adr. M^{rs} LAURET, avocats à Paris (9^e), 63, bd des Batignolles. Tél. : 43-29-48-58 - M^{rs} BOISSEL, avocats à Paris (5^e), 9, bd Saint-Germain. Tél. : 43-29-48-58

Vie s/saisie Pal. Just. CRETEIL (94), le jeudi 5 juillet 1990 à 9 h 30

LOCAL COMMERCIAL à MAISONS-ALFORT (94700)

102, av. du Général-de-Gaulle - 23 6, rue du Capitaine-R. Deplanque ; 10, rue Auguste-Simon - Rez-de-chaussée du Bât. B - rue Capitaine-R. Deplanque ; Toilettes et w.-c. attenants - et une Cave accessible par l'arrière du local

Mise à Prix : 200 000 F

S'adr. M^{rs} J.-F. PATOU, avocat postulant à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (94190), 34, av. Carnot - M^{rs} J.-M. GELINET, avocat postulant à Paris (6^e), 14, rue de Leningrad. Tél. : 43-87-06-26. Pour visiter, sur place, le VENDREDI 29 JUIN 1990 de 14 h à 16 h

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris

le JEUDI 12 JUILLET 1990, à 14 h 30

UN APPARTEMENT 2 P.P. - 58, RUE PERGOLESE

à PARIS (16^e) - au 4^e ét. s/rue à droite compr. entrée, 2 Pcs, S. de Bns avec w.-c. (cuisine-placard) - LOT 17 et les 31/1 000^e des part. comm. génér. (Unin. à us. hab. comm. et professionnelle)

Mise à Prix : 600 000 F

S'adr. M^{rs} MICHEL MAAREK, avocats à Paris (75116) - 35, av. d'Eylau. Tél. : 45-53-45-13 - Tous avocats près T.G.I. de Paris

Vente s/saisie Pal. Just. Paris, le jeudi 5 juillet 1990 à 14 heures

APPARTEMENT à PARIS (15^e)26, rue Chauvelot - 2^e étage - escalier A

en Duplex : 2 Pcs Principales + Cuis. - S.-de-Bus - w.-c. - Grenier

Mise à Prix : 200 000 F

S'adr. M^{rs} BOISSEL, avocats à Paris (5^e), 9, bd Saint-Germain. Tél. : 43-29-48-58

Vente s/saisie Pal. Just. NANTERRE (92), le jeudi 5 juillet 1990 à 14 heures

UN APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100)

15-17-19, rue Anna-Jacquelin - 27, rue Saint-Denis et 38 bis, rue des Abondances. Bâtiment B - Escalier B - 1^{er} étage - Porte DE - 4 pièces princ. et une cave

Mise à Prix : 600 000 F

S'adr. M^{rs} J. ROUX MONTALEMBERT, avocats, 9, rue du 13-Juin, Saint-Cloud (92210). Tél. : 46-02-03-27 ; M^{rs} P. QUIBEL, avocats, 2, rue Berthol-Suresnes (92150). Tél. : 47-28-93-40 ; M^{rs} LAURET, avocats, 63, bd des Batignolles, Paris (8^e). Tél. : 43-29-48-58

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à EVRY (91),

rue des Mazères, le mercredi 4 juillet 1990 à 14 heures

UN PAVILLON à BREUX-JOUÏX (91)

12, rue de Saint-Chéron

compr. : rez-de-cha. entrée, cuis. Séjour et salon, 2 ch. Douches, w.-c., S.-de-Bus, Cellier - 1^{er} étg. : 2 ch. principales - S/sol : cave Chauffage - GarageJardin av. PISCINE et dépend. Terr. 1 917 m²S'adr. M^{rs} Yves du CHALARD, avocats EVRY (91) rue des Mazères, immeuble Le Mazère

M. à P. : 3 300 000 F

Tél. : 60-77-15-57 de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h

AFRIQUE

ETHIOPIE : face à l'avance des forces rebelles

Le Parlement proclame la mobilisation générale

Le Parlement éthiopien a proclamé, lundi 25 juin, la mobilisation générale afin de défendre « la sécurité nationale et l'intégrité territoriale du pays » qui risque d'être bientôt tout entier plongé dans la guerre civile, a annoncé la radio gouvernementale. Le Shengo (Parlement) a appelé tous les hommes valides à être prêts à se joindre aux forces armées. Il a décidé que « le recrutement et l'entraînement des troupes seraient poursuivis sur des bases plus larges, et qu'une force de réserve sûre serait mise en place ». Cette résolution du Shengo intervient après que le président éthiopien, le colonel Mengistu Haile

Mariam, a reconnu, dans un long discours, que le pays était « au bord de l'effondrement ». « Une lutte à mort se déroule actuellement », a-t-il avoué. Cette résolution prend acte du refus de négocier du Front de libération populaire de l'Erythrée (EPLF) et du Front de libération populaire du Tigré (TPLF), en lutte ouverte contre le pouvoir central. Les maquisards éthiopiens ont proposé un cessez-le-feu immédiat, supervisé par des observateurs internationaux, aux autorités d'Addis-Abeba si celles-ci se prononcent en faveur d'un gouvernement de coalition et de transition, a annoncé la radio des rebelles. — (AFP)

Au Tigré, les derniers « zazous » de l'afro-communisme

AXOUM
de notre envoyée spéciale

Toute vêtue de jaune, jusqu'au bonnet de voile safran qui coiffe sa tête rasée, la nonne, plongée dans son vieux livre saint, ne quitte pas l'enclosure de la porte où elle lit depuis les premières lueurs de l'aube.

Des femmes, par dizaines, se pressent autour de l'église orthodoxe, baissant les murs et le sol tendu qu'à l'intérieur, le prêtre, d'un geste ancien, secoue lentement l'encensoir. Les maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), en prenant le contrôle de la ville, en février 1988, n'ont pas profané les habitudes religieuses. Axoum « libérée » n'a pas perdu la foi.

Cette grosse bourgade d'environ 28 000 habitants compte 500 prêtres orthodoxes intramuros et près de 4 000 dans l'ensemble de la « zone administrative ». L'église, au revers, perdu beaucoup de ses dionys, ceux que la maison mère lui envoyait d'Addis-Abeba n'arrivent plus depuis deux ans. Conservant la rupture, certains prêtres ont même jeté la robe et choisi le fusil.

Riche
de son histoire

Ici, comme en Erythrée, le président Mengistu est roi. Le drapeau du FPLT ne comporte cependant ni faucille ni marteau. Ses « armées » sont à 100 % tigréennes : on y voit les mêmes obédiences, héritage du royaume d'Axoum fondé au siècle av. J.-C.

C'est dans une église du seizième siècle, dont l'aspect reste intact, que les prêtres ont été couronnés. Barcou de

l'Abyssinie, ce qu'on appelle aujourd'hui le Tigré aura été, pendant presque deux millénaires, le creuset de la civilisation éthiopienne. Il aura fallu attendre la fin du dix-neuvième siècle pour voir, en effet, les « gens du Sud » — le roi Ménélik, tout d'abord, puis l'empereur Haile Selassié, issus de la communauté amhar, comme l'actuel chef de l'Etat, Mengistu Haile Mariam — prendre les rênes du pouvoir et réduire l'influence de la glorieuse province.

C'est toute cette histoire-là, plus que celle des soviets, qui perça et se révèle derrière les volontés « libératrices » des opposants nordistes.

Contrairement à leurs cousins de l'Erythrée voisins, les rebelles du FPLT ne souhaitent pas l'indépendance (le Monde du 18 mai), ils veulent « la démocratie », c'est-à-dire la possibilité d'être enfin à nouveau Ethiopiens, cette fois-ci la tête haute.

Si cet espoir n'est pas dénué du désir de revanche, sa réalisation, de toute manière, semble lointaine. Le sous-développement, calculé, où l'ont maintenu les différents maîtres d'Addis-Abeba, a rendu le Tigré exsangue. La richesse de son histoire est la seule qu'il possède.

En 1949, il n'y avait que neuf médecins diplômés pour toute la province. Aujourd'hui, il n'y en a plus qu'un, une femme, qui exerce à Makale, la capitale, tombée aux mains des rebelles en février dernier. Un médecin pour une population estimée à 4 ou 5 millions d'habitants ! Tout le reste est à l'écart.

Le volontarisme mardant dont ont fait preuve, jusqu'à tout récemment, les dirigeants du FPLT n'a pas réussi à secouer les lourdeurs d'une société encore plongée dans la féodalité.

Les fillettes tigréennes sont toujours mariées dès l'âge de douze



ans et subissent l'excision, selon la tradition. Les écoles dignes de ce nom sont pratiquement inexistantes. Et, si l'on trouve facilement des casernes de Bob Marley ou de Stevie Wonder dans les boutiques d'Addis, on a bien de la peine à mettre un peu de beurre sur les épaves, ou, plus exactement, un peu de viande sur la galette d'injera, plat traditionnel en Ethiopie.

Plus récente que sa parente érythréenne (le Monde daté 13-14 mai), la rébellion tigréenne souffre, comme la région elle-même, de sous-développement. La pauvreté idéologique des cadres du FPLT (créé en 1975, après la chute

de l'empereur et l'arrivée au pouvoir du colonel Mengistu) fait sourire bien des combattants érythréens. L'un d'eux s'esclaffe : « Coopérer avec les Tigréens ? Vous voulez nous faire faire un pas en arrière ! ». La « coopération » entre les deux mouvements se limite donc, jusqu'à présent, à une collaboration militaire très ponctuelle.

Le jargon marxiste
banni

Il y a encore deux ou trois mois, certains porte-parole du FPLT hésitaient pas à décliner, devant la presse, leurs convictions pro-albe-

naïses et leur admiration pour Staline. Ces déclarations, profitées au moment même où les bouleversements en Europe de l'Est et en Union soviétique, n'avaient pas manqué de surprendre. Les militants de la Ligue marxiste-léniniste du Tigré (LMLT), fondée en 1985 et dont l'influence serait encore grande au sein du FPLT, sont vraisemblablement les derniers « zazous » du communisme à l'afro-ethiopien.

Mais, bien que l'on puisse toujours croiser, au fin fond des hauts plateaux, quelques égarés, assez naïfs pour vous crier, dans un mauvais anglais, leur amour pour Tirana et le « Petit Père des peuples », l'heure du changement est en train de sonner.

Tout le jargon marxiste est désormais banni des entretiens publics. « Le FPLT est une organisation démocratique, pas un parti », explique Gebre Asrat, membre affilié du bureau politique du Front mais qui se refuse, visiblement embarrassé, à tout commentaire sur son appartenance à la LMLT. « Nous n'avons pas besoin de modèles », assure-t-il. « Le FPLT est seulement une organisation anti-impérialiste, opposée au féodalisme et au bureaucratisme. » Une organisation dont la LMLT rêve sans doute de devenir, selon la théorie classique, l'avant-garde et le « noyau dur ».

Pour le moment, les partisans de cet avenir radieux paraissent avoir été contraints de mettre un peu d'eau dans leur vin. Il est vrai que, quand viendra le jour (peut-être pas si lointain) où le président Mengistu devra céder sa place, les rebelles du FPLT devront faire preuve de pragmatisme.

Les populations éthiopiennes (y compris la communauté amhar) ont goûté suffisamment longtemps les litanies « socialistes » pour renchérir

devant le kisch des révolutionnaires tigréens.

Tous n'ont pas, d'ailleurs, la même vision des choses. Le FPLT se déclare, officiellement, en faveur de « l'économie de marché » et un volontaire du REST (organisation humanitaire tigréenne) l'explique crûment : « Penser qu'on peut passer directement du féodalisme à une société socialiste est une vue de l'esprit ! Nous sommes contre les monopoles et les grosses concentrations, mais l'étape du capitalisme n'en est pas moins une étape obligée. D'ailleurs, nous faisons tout, déjà, pour encourager les gens à faire des affaires, à monter des commerces... »

Menaces
de famine

Sans ces « encouragements », où dénicherait-on les vêtements, les tissus, tous les objets nécessaires à la vie quotidienne, que l'on trouve, bon en mal en, sur les marchés et dans les échoppes du Tigré ? Tous ces produits arrivent, par des voies plus ou moins reconnues, d'Addis-Abeba ou d'Asmara. Entre certains discours rigides et la réalité, les gouffres se creusent de plus en plus. Et les tensions probables au sein du FPLT risquent de se creuser.

Les terribles menaces de famine, qui pèsent sur la province, ne sont pas étrangères à cette évolution. Sur les vases en bois peint que le REST offre à ses visiteurs, on lit cette devise, écrite d'une main maladroite : « Les considérations humaines doivent l'emporter, toujours, sur les considérations politiques ». Les programmes d'aide alimentaire que les Etats-Unis seraient prêts à lancer au Tigré prouvent que cette opinion commence à être entendue.

CATHERINE SIMON

Une mise au point de l'ambassade d'Ethiopie

Nous avons reçu du service de presse de l'ambassade d'Ethiopie en France, cette mise au point à propos d'un article paru dans le Monde du 18 mai et intitulé « Ethiopie, peu de chagrin ».

Ni avant, ni à présent, ni même à l'avenir, l'Ethiopie n'est à vendre. Nul ne peut vendre ni acheter l'Ethiopie. Vous n'êtes pas sans savoir que la nation éthiopienne, qui est dotée d'une histoire de grande renommée et plusieurs fois millénaire, en tant qu'un Etat souverain et indépendant, a toujours essayé de vivre dans l'entente, l'égalité, et la non-ingérence dans les affaires domestiques d'autrui. A présent, l'Ethiopie œuvre sans cesse pour essayer de résoudre les problèmes complexes la concernant, et ce par voie pacifique.

Nous respectons la liberté de presse ainsi que la liberté d'expression des individus. Néanmoins, nous condamnons fermement les injures et le non-respect d'autrui, nous convert de la liberté de presse et d'expression. Dénoncer ainsi le point de vue des lecteurs est non seulement abjecte, mais relèverait aussi de diffamation.

o ZAMBIE : Trois morts lors d'émeutes à Lusaka. — Trois personnes, dont un policier, ont été tuées et au moins dix autres blessées, lundi 25 juin, à Lusaka, au cours des émeutes qui ont eu lieu dans plusieurs quartiers de la capitale zambienne.

Ces émeutes ont commencé après une manifestation d'étudiants contre le doublement du prix de la farine de maïs, la nourriture de base de la population. La police anti-émeutes avait alors été dépêchée sur les lieux et avait été attaquée à coups de pierres. Les étudiants réclamaient aussi que le gouvernement fasse appel à des observateurs étrangers pour surveiller le déroulement du prochain référendum sur l'instauration du multipartisme dans le pays. (AFP)

SAKHAROV

Le livre qui fait pénétrer le plus profondément, le plus rationnellement dans le processus d'explosion démocratique qui secoue l'empire soviétique et dont les conséquences restent incalculables.

PIERRE DAIX / LE QUOTIDIEN DE PARIS

Un itinéraire personnel riche d'enseignements mais aussi la « saga » de toute une « tribu » de scientifiques exceptionnels, emportés par la tourmente du stalinisme et dont nous avons enfin toute une série de portraits fascinants.

JACQUES AMAIRC / LE MONDE

Des révélations sur l'histoire de la science, une chronique de la dissidence, et un témoignage plein d'humour sur son siècle : les « Mémoires » de Sakharov pourraient bien devenir un grand classique russe.

ALEXANDRE ADLER / LIBERATION

Un livre dont les pages les plus fascinantes nous ouvrent un univers jusqu'à présent inconnu : celui de « l'Installation », où se prépare, dans le plus grand secret, l'arsenal nucléaire soviétique.

BERNARD ULMANN / L'EXPRESS

Les confessions d'un géant du XXe siècle. Dans son livre-testament, le dissident soviétique raconte ses combats. Pour la recherche scientifique et les droits de l'homme.

LE FIGARO



Editions du Seuil

AFRIQUE

Les bonnes œuvres des islamistes algériens

Suite de la première page

Les actions des islamistes auront eu des retombées positives dans les urnes, même si l'« extrémisme » un peu trop fébrile et précipité du FIS ou d'autres endroits aura incontestablement incommodé nombre d'Algériens.

Alger, mi-juin 1990. Dans une capitale encore sous le coup de la victoire des islamistes aux élections locales du 12 juin, les ordres s'annoncent dans les rues, dégageant une pointe d'acier par la lourde chaleur accablante de la ville. Les éboueurs sont en grève pour protester contre une vilaine affaire de détournement de logements par des dirigeants peu scrupuleux, alors que la crise bat son plein. Pourtant, peu à peu, les rues sont nettoyées, débarrassées de leurs encombrants poubelles, particulièrement dans les quartiers populaires. Les éboueurs d'occasion sont barbus : des volontaires du FIS. Cette initiative aura un gros impact, malgré les risques qu'elle comportait, notamment de faire passer les islamistes pour des briseurs de grève — une image peu séduisante quand on se présente en défenseur du peuple et que l'on brigue un rôle à l'échelon national. Or, malgré quelques réticences, ce geste a reçu un écho largement favorable. « Je comprends les grévistes. Ils ont raison, mais j'en avais assez de vivre au milieu des ordures, dans une telle odeur », explique ainsi un habitant — hostile au FIS — de Bab-el-Oued.

Occuper le terrain : recréer une solidarité mise à mal dans une société déstructurée, en proie à une grave crise d'identité et affaiblie par la déconfiture de l'économie : telle est l'une des visées de l'action du FIS. L'une des raisons de son succès. Mais cette présence concrète, dont le mouvement de cheikh Abassi Madani a fait son mot d'ordre, n'a pas toujours l'aspect spectaculaire et très publicitaire des deux exemples précédents. Il est d'autres actions plus « discrètes » mais tout aussi efficaces — sinon plus — car plus quotidiennes. A l'hôpital central d'Alger, en plein ramadan, le service laissait quelque peu à désirer, selon des témoins, avec un personnel pressé, comme la plupart des Algériens, de rentrer à la maison pour rompre un jeûne épuisant en ce mois d'avril. Et, chaque jour, en fin d'après-midi, les malades ont pu accueillir les « barbus » en bienfaiteurs, « gamelles » à la main et prêts à toutes les corvées pour les soulager.

Peut-être plus rare mais non moins significative de cette présence des islamistes dans la vie sociale des Algériens : leur intervention directe dans des conflits sociaux, comme dans le cas de cette entreprise dépendant de l'Etat où une grève ayant éclaté à la suite d'un conflit interne, l'un des employés eut l'idée d'appeler M. Madani. Le lendemain — et quelle qu'ait pu être la véritable portée de sa « médiation » —, le travail reprenait. La présence par l'entraide, ce peut également être la consultation gratuite d'un médecin ou la fourniture de cahiers scolaires à des familles défavorisées.

Contrôle social

Cette présence constante, cette pénétration de la société est également synonyme de contrôle social. Lors des enterrements, il n'est pas rare de voir, dans les quartiers populaires, des militants islamistes proposer leur aide à la famille pour la décharger de tâches matérielles, comme la préparation de la cuisine nécessaire à l'accueil des parents et amis invités. Une aide assortie d'un discours militant et, surtout, d'un contrôle très strict de la bonne observance des rites « orthodoxes » pour la mise en terre du défunt.

Parallèlement à ce « travail de fourmi », mené à bien grâce à la responsabilisation de militants convaincus plutôt qu'à la mise en place de structures rigides, la multiplication d'associations islamiques au cours des derniers mois a amplifié le mouvement. Centres culturels et associations de bienfaisance sont des relais d'une grande efficacité. Dotés de salles de prière et de bibliothèques, munis de magasins alimentés par des dons, utilisés pour des expositions et des conférences ou offrant aux étudiants des salles d'étude, ces centres assurent un large rayonnement au discours islamiste. Ainsi de cette Association islamique de bienfaisance créée par un jeune prêcheur de vingt-six ans et rive dans l'un des quartiers les plus populaires d'Alger, Belcourt. A côté d'activités culturelles et sportives, en plus de l'aide matérielle qu'elle peut apporter en matière de logement, elle a, selon l'un des membres du bureau de l'association, assuré la fabrication et la distribution gratuite de quelque huit cents hedjabs (le fameux foulard islamique) à des femmes « qui vou-

laient le porter mais qui n'avaient pas les moyens de s'en acheter ». Bien que l'on s'y défende de toute tutelle ou dépendance politique, bien que l'on y nie tout lien avec le FIS, les murs du petit bureau austère, tout comme celui qui doit devenir une salle de conférence sont décorés de photos de M. Madani, agrémentées du titre récent d'un hebdomadaire français : « L'homme qui fait peur à la France ». Telle autre association islamique s'est, elle, lancée dans la distribution de boissons et de sandwiches aux lycéens passant le bac.

La mobilisation du mouvement islamiste algérien peut également se mesurer, dans le domaine culturel, au dynamisme de son secteur éditorial, le livre religieux en arabe atteignant une diffusion sans commune mesure avec le reste de l'édition algérienne qui vitote dans une bureaucratie étouffante.

Sur le plan purement politique, le plus bel exemple du fossé existant entre l'« activisme » du FIS et la démobilité de larges secteurs des milieux politiques algériens réside peut-être dans certaines des scènes auxquelles ont pu assister les électeurs, le 12 juin au matin. Bureaux de vote qui n'ont ouvert qu'à la mi-journée — alors qu'ils auraient dû ouvrir en début de matinée —, absence du président du bureau... face à une mobilisation massive des militants et candidats islamistes, attentifs au bon déroulement du scrutin et soucieux, jusqu'à la dernière minute, de répandre la bonne parole. « Le FLN avait, lui, donné pour consigne à ses militants ainsi qu'à ses candidats de laisser faire l'administration le jour des élections », commentait, le lendemain, auprès d'un électeur de Belcourt, un candidat débaussé du FLN, battu dans un quartier de la capitale où le FIS est omniprésent.

La mosquée et la rue

Mais, à la base, reste évidemment comme lieu de diffusion privilégiée la mosquée, où les adhésions — essentiellement de jeunes — au FIS ont cessé de progresser. Lieu de prière et de prédication — le système des cassettes inauguré à grande échelle par l'imam Khomeiny fait recette en Algérie, où les enrégimentés de sermons se vendent par milliers —, la mosquée est aussi un centre d'enseignement aux retombées extrêmement larges dans un pays où plus de la moitié de la population a moins de quinze ans. En dehors des écoles coraniques, les mosquées servent à abriter des cours complémentaires à l'enseignement des sciences et des lettres, bénéficiant par des étudiants.

Parti de la mosquée, relayé par des jeunes qui forment le gros —

pour ne pas dire l'essentiel — des troupes du FIS, appuyé par une « action sociale » d'occupation du terrain, le message islamiste trouve une caisse de résonance dans le foyer familial. Il est, en effet, rare qu'à partir du moment où l'un des enfants a été sensible au message du FIS, tout ou partie de la famille ne succombe pas au bout d'un laps de temps plus ou moins long. Ali est un vieux militant du FLN, ancien maquisard dont le cou, l'épaule et la main portent encore les traces des balles françaises. « Longtemps, j'ai critiqué mes filles et leur ai dit qu'avec leurs amis du FIS, elles n'avaient pas besoin de faire des études puisqu'elles resteraient à la maison. » Mais, aujourd'hui, après avoir voté FLN toute sa vie, sans en avoir recueilli le moindre avantage, et après des mois de discussion avec ses enfants, il a suffi d'un seul discours de M. Madani affichant une modération sans faille pour qu'Ali bascule dans le camp du FIS.

Un tel « maillage » de la société ne peut qu'engendrer un énorme potentiel de mobilisation, non seulement dans les bureaux de vote, mais dans la rue. Inquiétante pour le pouvoir, cette force de mobilisation s'est aussi pour les formations laïcs et « démocratiques », que certaines personnalités éminentes affirment plus redouter que le verdict des urnes. La marche organisée par le FIS le 20 avril dernier est un exemple de cette force mobilisatrice, mais il n'est pas le seul. Réaménagé à Belcourt, un quartier s'est mobilisé contre un commissariat de police où étaient détenus des militants islamistes pour avoir agressé deux jeunes gens et une jeune fille. Remplie en quelques minutes, la rue s'est vidée à l'appel de la prière, pour se remplir à nouveau à la sortie de la mosquée. Des renforts de police ont dû être appelés à la rescousse pour empêcher l'assaut.

Ce potentiel, M. Madani sait à merveille en appeler discrètement la menace à l'appui de ses interpellations du pouvoir, notamment lorsqu'il réclame des élections législatives anticipées pour bénéficier de la dynamique actuelle. Reste, toutefois, pour le FIS à prouver qu'il est en mesure de passer à un stade supérieur d'action, de travail de terrain à la gestion de communes et de wilayas entières. Il est, ici, confronté à un double défi : satisfaire le « noyau dur » de son électoral, qui réclame de lui l'application de la charia (la loi islamique) à l'échelle locale et, d'autre part, cultiver et élargir son électoral « périphérique » qui exige, lui, des résultats concrets dans la satisfaction de revendications purement économiques et sociales que les proches du FIS ont été bien incapables de traiter.

YVES HELLER

A TRAVERS LE MONDE

MADAGASCAR

Deux officiers dont un ancien ministre ont été amnistiés

Le président Didier Ratsiraka a amnistié deux officiers, dont un ancien ministre, qui avaient été condamnés à la détention à perpétuité et étaient incarcérés depuis 1978 pour atteinte à la sécurité de l'Etat et tentative de renversement du pouvoir. Cette mesure, qui concerne le commandant Richard Andriamaholison, ancien ministre de l'information dans le gouvernement du colonel Richard Ratsiman-drava et le capitaine Marson Rakotonirina, a été prise à l'occasion du quinzième anniversaire de la révolution malgache qui a porté M. Ratsiraka au pouvoir et du trentième anniversaire de l'indépendance. — (AFP)

ROUMANIE

Le dirigeant étudiant Marian Munteanu est apparu à la télévision

Le dirigeant étudiant roumain Marian Munteanu, sévèrement battu par des mineurs le 14 juin, arrêté quatre jours plus tard par des policiers à l'hôpital des urgences et dont ses proches étaient depuis sans nouvelles, est apparu à la télévision roumaine, lundi 26 juin dans la nuit.

Il était interviewé sur le lit d'un hôpital pénitentiaire à Jilava, dans la banlieue de Bucarest. La télévision a indiqué qu'il est inculpé d'« incitation à la violence » et de « participation à la destruction d'édifices publics ». Lui-même a démenti ces accusations, précisant qu'il était interrogé dans un centre de police au moment des émeutes du 13 juin. Sa présence le lendemain à l'université, au moment de l'intervention musclée des mineurs, avait pour « unique but de protéger le bâtiment », a-t-il dit. Selon un médecin de la prison, il souffre de « contusions cranio-cervicales, de plaies par balles, de contusions lombaires, d'ecchymoses thoraco-abdominales, de fracture de la mâchole du péron droit, etc. ». Lui-même a affirmé qu'il était « dans un état de santé satisfaisant » et qu'il avait « des maux de tête ».

D'autres étudiants, libérés ces derniers jours, ont décrit dans des

témoignages publiés lundi par le journal d'opposition *Romania Libera*, les conditions quasi concentrationnaires dans lesquelles ils avaient été détenus depuis la mi-juin, à Marouelle, près de Bucarest. — (AFP)

YUGOSLAVIE

M. Milosevic propose un référendum sur la Constitution de la Serbie

Le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, a proposé lundi 25 juin à Belgrade de soumettre à un référendum le projet des autorités serbes d'adopter une nouvelle Constitution, avant d'organiser des élections libres. Le projet de Constitution, dont M. Milosevic a présenté les grandes lignes, devrait, selon lui, « mettre un point final » aux aspirations des « séparatistes » albanais du Kosovo (province autonome dont la population majoritairement de souche albanaise entend se déloger de la tutelle de la Serbie). Le texte supprime notamment le droit du Kosovo de disposer d'une Constitution autonome — remplacée par un statut — et donne le droit au Parlement de Serbie d'annuler tous les actes de l'Assemblée provinciale qui seraient non conformes à ceux de la Serbie. — (AFP)

ZAIRE

Les évêques catholiques soulignent l'« amertume du peuple »

« La transition vers une plus grande démocratie semble sérieusement compromise », affirme, dans une déclaration, le comité permanent des évêques catholiques du Zaïre. Aux espoirs légitimes et à l'explosion de joie suscitées par le discours présidentiel du 24 avril ont succédé une grande déception et une profonde amertume chez le peuple. A propos du récent « massacre » d'étudiants à Lubumbashi dans la province du Shaba, ces évêques ont déploré la persécution, la tribulation et la militarisation des campus des universités et « un généralisme condamné avec vigueur l'utilisation des forces de l'ordre, non plus pour la sécurité des personnes et de leurs biens, mais pour réprimer et porter atteinte à la vie des paisibles citoyens ».

Les Douze restent divisés sur l'aide à l'Union soviétique

Suite de la première page

M^{me} Thatcher, qui proclame depuis des mois son soutien au président soviétique, ne pouvait pas s'y opposer radicalement. Mais le Premier ministre britannique ne s'est rallié qu'avec des réserves, en précisant que c'était, à ce stade, « sans engagement » de sa part.

Pour ce qui est des moyens à mettre en œuvre, les Douze ne s'avancent pas à Dublin. Ils confient à la commission de Bruxelles le soin de les étudier et de remettre ses conclusions lors du prochain sommet, qui aura lieu le 27 octobre à Rome. La France et l'Allemagne, qui ont souhaité que cette question soit également inscrite à l'ordre du jour du sommet des sept pays les plus industrialisés, pourront-elles exprimer dans deux semaines à Houston une volonté européenne assez forte pour emporter la conviction du président américain ? Rien n'est moins sûr. Des élections approchent aux Etats-Unis et l'on voit mal pour l'instant M. Bush braver sur cette question un Congrès récemment échauffé par l'affaire lituanienne.

La discussion de lundi soir à Dublin a été diversement appréciée. « C'est un signal politique substantiel, qui sera compris par l'URSS », disait le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine. Du côté de la commission, heureuse de s'être vu confirmer la définition des moyens à mettre en œuvre, on se félicitait que la Communauté ait pris position « sans attendre les Américains ». Un haut responsable belge regrettait en revanche qu'on ait différé jus-

qu'en octobre tout engagement concret, tandis que des représentants de petits pays se livraient à des calculs inquiétants après que M. Kohl eût évalué à environ quinze milliards de dollars les besoins soviétiques.

L'URSS dispose de ressources considérables qu'elle est dans l'incapacité de gérer ; lui procurer des crédits supplémentaires ne servirait par conséquent à rien, a fait valoir en substance M^{me} Thatcher au cours du débat. Pour tenter de répondre à ces objections, M. Delors — qui est invité à Moscou du 18 au 20 juillet — a suggéré de distinguer entre les problèmes conjoncturels qui se posent à l'URSS (essentiellement selon lui en raison d'une dette extérieure qui a doublé entre 1985 et 1989) et les problèmes structurels, qui appellent des réformes d'envergure.

Une étonnante accélération

occidentale, sous sa forme financière, ne doit porter que sur le court terme, pour « faire gagner un peu de temps à la perestroïka », estime le président de la commission, lequel convient avec M^{me} Thatcher que les Soviétiques doivent prendre en charge eux-mêmes les réformes de structure.

Le premier ministre néerlandais M. Lubbers, seul à apporter une contribution concrète au débat, a de son côté remis à ses partenaires un mémorandum dans lequel il suggère de développer au niveau pan-européen une coopération en matière d'énergie. « Il y a de fortes capacités de pro-

duction en Europe de l'Est, notamment en Russie », déclare M. Lubbers, mais ces pays manquent cruellement de capitaux et de technologie. Il a ajouté que le pétrole et le gaz constituaient pour l'URSS la principale source de devises, qui sont elles-mêmes nécessaires à la modernisation de l'économie soviétique et à son intégration dans le système mondial des échanges. Cette proposition a été saluée par M. Jacques Delors.

L'intention ainsi manifestée d'aider l'Union soviétique illustrait au moment le plus opportun, alors qu'ils venaient d'engager les travaux devant transformer la Communauté en une union politique, leur volonté de mener ensemble des actions de politique étrangère touchant aux intérêts essentiels de l'Europe.

Le Conseil avait en effet arrêté dans la matinée la date des deux conférences intergouvernementales qui seront chargées d'examiner comment adapter le Traité de Rome à sa double nouvelle mission : le 14 décembre à Rome débuttera la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire (UEM), le 15 décembre celle sur l'union politique. Le Conseil européen tenant ensuite, dans la foulée, sa session d'hiver.

Cette décision de procédure était attendue. Mais, comme le remarquait M. Delors, elle témoigne de l'étonnante accélération imprimée par les Douze au processus d'intégration européenne : à Madrid en juin 1989, la RFA refusait d'envisager une ouverture rapide de la conférence sur l'UEM ; avant Noël à Strasbourg, la date de décembre 1990 pour cette première conférence était retenue, mais non sans réticences. A Dublin en avril 1990, le Conseil européen indiquait que les travaux sur l'UEM devraient

être achevés de telle façon que le nouveau traité puisse être ratifié et donc prêt à entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Deux mois plus tard, les Douze viennent de décider d'engager, de façon parallèle, la réflexion sur l'union politique...

M^{me} Thatcher, soucieuse de préserver la pleine souveraineté des Etats membres, n'est pas favorable à ce nouvel objectif. Mais, et elle l'a expliqué, la réunion de la seconde conférence intergouvernementale ne la gêne pas et elle n'a pas cherché à y faire obstacle, si bien que le débat de lundi s'est déroulé dans une ambiance presque consensuelle. « Je note de sa part une plus forte résistance sur l'UEM que sur l'union politique », remarquait un haut fonctionnaire français. Le chef du gouvernement portugais a fait part de réticences voisines de celles exprimées par M^{me} Thatcher.

M. Mitterrand : une « finalité fédérale »

« L'union économique et monétaire commande l'union politique », a constaté de son côté M. Mitterrand, ajoutant que cette dernière devrait avoir à terme une « finalité fédérale ». Est-ce là une approche nouvelle ? Un moindre intérêt pour le projet de confédération présenté au début de l'année ? Les collaborateurs de l'Elysée le nient résolument : la fédération, expliquent-ils, c'est la Communauté de demain ou d'après-demain, très intégrée. La confédération quant à elle abriterait, à côté de la Communauté, ceux des pays de l'Europe jusqu'à l'Oural qui ne peuvent, ou ne veulent, adhérer à la CEE.

Transformer l'actuelle Communauté en une fédération apparaît comme un objectif ambitieux mais lointain. Pour l'instant, selon M. Mitterrand, « il faut

tenir compte des réalités et multiplier les positions communes en matière de politique étrangère et de sécurité ». Il faut que l'Europe dise son mot sur des sujets tels que l'avenir de l'Alliance atlantique, la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), les rapports avec les Etats-Unis ou avec l'URSS. Si les Douze prennent l'habitude d'adopter des positions communes sur de tels sujets, on tiendra compte de leur opinion, a souligné M. Mitterrand.

Pour aller de l'avant, à quelle institution confier un rôle moteur ? Cette tâche, selon les Français, doit incomber au Conseil européen, sans pour autant écarter la Commission de Bruxelles, dont M. Mitterrand a reconnu le rôle éminent. En résumé, la conférence intergouvernementale sur l'union politique devra préparer son ordre du jour en respectant le principe de subsidiarité (n'entreprendre, au niveau communautaire, que ce qui peut l'être plus efficacement qu'au niveau national), et en englobant la sécurité.

En dehors pourtant des préoccupations de politique étrangère, d'autres dirigeants, ils l'ont répété hier, ont au moins autant en tête l'extension des compétences économiques de la Communauté, l'adoption plus fréquente qu'aujourd'hui de décisions à la majorité qualifiée, le renforcement du Parlement européen. La Belgique a soumis en avril un mémorandum qui traite de ces différents points.

En bref, « il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour préciser ce qu'on veut faire de la seconde conférence intergouvernementale », a reconnu le président de la Commission. Cette tâche de débroussaillage restera confiée aux ministres des affaires étrangères. M. Andreotti, le premier

ministre italien qui assurera la présidence des Douze à compter du 1^{er} juillet, a annoncé à ses interlocuteurs son intention, pour faire le point, de tenir un Conseil européen intermédiaire le 16 octobre. Une initiative qu'a d'ailleurs critiquée M^{me} Thatcher, pour qui deux sommets européens sont largement suffisants.

La préparation de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire est, elle, considérée au contraire comme satisfaisante, même si elle reste des points à approfondir concernant notamment la deuxième étape, celle qui, dans le rapport Delors, apparaît comme une phase de transition pour la mise en place progressive des nouveaux organes de l'union.

L'union économique et monétaire

Du côté français, il est suggéré que, dès maintenant, les experts « ébauchent des textes », c'est-à-dire prennent de l'avance pour mieux garantir que la conférence pourra terminer ses travaux avant la fin 1991 — l'année 1992 étant utilisée pour les procédures de ratification parlementaire. La récente proposition alternative de M. Major, le Chancelier de l'Elysée, ne sera pas oubliée. Mais les réactions de ses partenaires ont confirmé lundi, si c'était encore nécessaire, qu'elle ne soulevait pas l'enthousiasme. « La Commission fera connaître son point de vue sur le plan anglais » a indiqué M. Delors.

Mardi, les Douze abordent le problème conflictuel des sièges des institutions européennes.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAUDE TREAN

DIPLOMATIE

M. Evin contre

Les Douze ont convenu, hier, de la nécessité de limiter d'un tiers le montant de publicité émise en France par les médias étrangers. Cette mesure, qui vise à protéger les médias français, sera mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991.

Le projet de loi, qui vise à limiter d'un tiers le montant de publicité émise en France par les médias étrangers, sera mis en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991. Cette mesure, qui vise à protéger les médias français, sera mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991.

Le projet de loi, qui vise à limiter d'un tiers le montant de publicité émise en France par les médias étrangers, sera mis en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991. Cette mesure, qui vise à protéger les médias français, sera mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991.

Le projet de loi, qui vise à limiter d'un tiers le montant de publicité émise en France par les médias étrangers, sera mis en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991. Cette mesure, qui vise à protéger les médias français, sera mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991.

Le projet de loi, qui vise à limiter d'un tiers le montant de publicité émise en France par les médias étrangers, sera mis en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991. Cette mesure, qui vise à protéger les médias français, sera mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 1991.

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE FRANCE CULTURE

POLITIQUE

Le report d'un an des cantonales

M. Rocard souhaite passer outre à l'avis négatif du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a rendu, lundi 26 juin, un avis défavorable au projet de loi du gouvernement qui prévoit de reporter d'un an les élections cantonales de 1991. Mais, mardi matin, au cours du petit déjeuner des « éléphants », qui réunit à l'hôtel Matignon les principaux membres du gouvernement et les dirigeants socialistes, M. Michel Rocard a annoncé qu'il souhaitait que, malgré cela, ce projet soit inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres du mercredi 27 juin. Il a été approuvé par M. Pierre Mauroy. L'ordre du jour du conseil des ministres est arrêté le mardi soir par le président de la République.

Les socialistes n'ont pas de chance. Depuis des mois ils sont à la recherche de la solution miracle pour modifier les modes de scrutin régionaux et départementaux et pour regrouper les élections locales. Faute de l'avoir trouvée, ils s'étaient rabattus sur un projet minimum, et voilà que le Conseil d'Etat vient de déconseiller au gouvernement de s'engager dans cette voie car il l'estime contraire à la Constitution.

Après de longues hésitations, le bureau exécutif du PS s'était prononcé, le 6 juin, pour un report d'un an des élections cantonales, afin de permettre dès 1992 un regroupement partiel avec les régionales. Le choix des modes de scrutin avait été renvoyé à plus

tard. Cette décision avait été confirmée par le comité directeur du parti, réuni le 16 juin (le Monde des 18 et 19 juin).

Malgré ses réserves personnelles, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a donc préparé un projet de loi traduisant cette volonté politique. Il pose deux principes permanents : les conseils généraux ne seraient plus renouvelés par moitié tous les six ans, mais en totalité tous les six ans; les élections régionales auraient lieu, elles aussi, tous les six ans, en même temps que les cantonales.

Les dispositions transitoires pour parvenir à ce résultat sont un peu plus complexes. Le mandat des conseillers généraux, élus en 1985, et qui arrivait à échéance en mars 1991, serait prolongé d'un an; cette série ne serait donc renouvelée qu'en mars 1992 et pour six ans. Rien ne serait changé pour les conseils régionaux qui, élus en mars 1986 pour six ans, seraient normalement renouvelés en mars 1992. La moitié des sièges des conseillers généraux, pourvus en 1988, seraient, comme prévu, soumis à renouvellement en 1994, mais leurs titulaires ne seraient alors élus que pour quatre ans. Ainsi, en 1998 tous les mandats de conseillers régionaux et de conseillers généraux arriveraient à échéance et pourraient être soumis ensemble à réélection.

C'est le prolongement d'un an du mandat de la moitié des conseillers généraux qui a constitué la commission permanente du Conseil d'Etat, saisie en urgence par le gouvernement. Certes, il est de tradition que des élections cantonales soient déplacées lorsque

leur date normale coïncide avec des législatives ou une présidentielle. Mais le Conseil d'Etat a estimé, lundi, que cela n'était possible qu'en cas « d'impérieuse nécessité », le report devant être aussi court que possible. Il fait remarquer que l'article 72 de la Constitution prévoit que les collectivités territoriales « s'administrent librement par des conseils élus »; il estime donc que la majorité du Parlement ne peut pas allonger ou raccourcir les mandats en cours des membres des assemblées locales pour de simples raisons d'opportunité.

Le Conseil d'Etat ne donne qu'un avis. Le gouvernement peut donc ne pas en tenir compte et maintenir son projet en l'état. Mais il prendrait alors le risque que l'opposition s'appuie sur cet avis pour critiquer la « magouille » électorale. De surcroît, si le texte était malgré tout approuvé par le Parlement, le Conseil constitutionnel, au cas où il serait saisi, pourrait émettre la même opinion (qui a valeur de décision) que le Conseil d'Etat.

Le premier ministre est donc prêt à courir ce risque. Il a, à nouveau, refusé ce que lui proposait M. Joxe : maintien des élections cantonales en 1991 et des élections régionales en 1992, mais les conseillers régionaux ne seraient élus que pour cinq ans, alors que les conseillers généraux élus en 1994 ne le seraient que pour trois ans; ainsi, le regroupement total aurait lieu en 1997. Mais, étant donné l'importance de l'enjeu, il est clair que la décision finale sera prise par M. François Mitterrand.

THIERRY BRÉHIER

Deux élections municipales

MARTINIQUE : Sainte-Luce (1^{er} tour).
Inscr., 4 027; vot., 3 208; abst., 20,33%; suffr. expr., 3 148.
MM. Louis Crusol, PPM, 1 574 voix (50%); Jean Maran, m. s., UDF, 1 522 (48,34%); Louis Sydney, ext. g., 52 (1,65%).
Il y a ballottage.

[Le maire sortant, M. Jean Maran, président local de l'UDF et ancien député (1986-1988) est en ballottage défavorable malgré son alliance instaurée avec un écologiste d'extrême gauche, M. Emile Largen, naguère son ennemi résolu. M. Louis Crusol, premier vice-président du conseil régional, dirigeant du Parti progressiste martiniquais, manque la victoire au premier tour à une voix près.

Le scrutin du 12 mars 1989 avait été annulé par suite d'une anomalie dans la composition de la liste électorale. Le parti de M. Aimé Césaire, longtemps cantonné au chef-lieu, Fort-de-France, poursuit

sa série de succès sur l'ensemble de l'île. En cas de victoire probable de M. Crusol au deuxième tour, il dirigera six communes sur un total de trente-quatre.]

MARTINIQUE : Macouba (1^{er} tour).
Inscr., 1 269; vot., 1 045; abst., 17,65%; suffr. expr., 1 035.
M. Sainte-Rose Cakin, div. d., 541 (52,27%) ELU.
M. Sévère Cerland, m. s., PCM, 494.

[Avec la défaite de M. Sévère Cerland, qui était maire de Macouba depuis vingt-cinq ans, le PC martiniquais perd, au profit d'un divers droite, l'une des deux dernières communes qu'il dirigeait. Le nouvel élu, M. Cakin, « centriste », ancien militant RPR de la fraction dure, fait s'ajouté à la liste de cette nouvelle droite martiniquaise « autonome », totalement fidèle à la métropole mais excédée de voir toutes les décisions dépendre de Paris.

Ce scrutin faisait suite à l'annulation d'une première élection partielle organisée le 26 novembre 1989 après l'invalidation du vote du 12 mars 1989. La cause de ces annulations est un litige à rebondissement concernant la composition de la liste électorale. Or le nouveau scrutin du 24 juin a en lieu avant que ce litige ne soit tranché. L'inscription de 85 électeurs et la radiation de 48 autres — ce qui représente 10,4% du collège électoral — restent contestées. M. Cerland a donc annoncé le dépôt d'un recours pour une nouvelle annulation.]

Le statut de la région Renault. — Le Sénat a adopté en seconde lecture, lundi 25 juin, le projet de loi relatif au statut et au capital de la région Renault. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre. Les sénateurs sont revenus au texte de la première lecture en réintroduisant la possibilité d'échange d'actions de la Région détenues par l'Etat contre des actions de la nouvelle société. Les sénateurs ont également supprimé les dispositions du projet dérogatoires à la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. Ils ont enfin supprimé l'article fixant à 25% du capital de la société anonyme, conformément à l'accord passé avec Volvo, la prise de participation maximale de « personnes physiques du secteur privé ou de personnes étrangères ».

La Grande Loge de France, deuxième obédience maçonnique française par ses effectifs après le Grand-Orient de France (20 000 membres, 450 loges en métropole et outre-mer) a, depuis le dimanche 24 juin, un nouveau grand maître, M. Michel Barat. Elu par 437 voix sur 443 suffrages exprimés, M. Barat succède à M. Guy Piau, qui n'était plus rééligible.

Cet homme est un mélange d'Einstein, d'Epictète et de Pierrrot lunaire sorti d'un dessin de Plantu. Il donne l'impression de traverser la vie en rigolant de tout, comme le font ses yeux clairs et sa blonde tignasse frisée, et s'il fait halte quelque part c'est, soit pour débattre mentalement avec Emmanuel Kant

Alchimies secrètes en Nouvelle-Calédonie

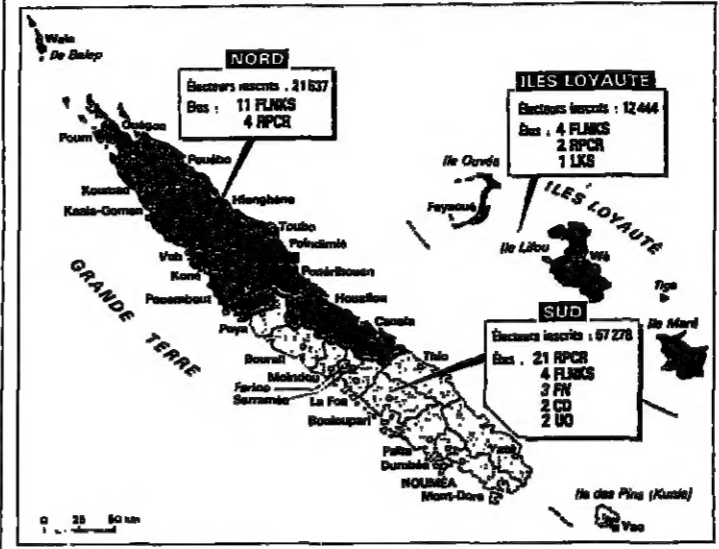
Suite de la première page

A défaut d'être un grand prêtre aux sortilèges miraculeux, le député RPR Jacques Laffleur est loin d'être étranger à cette recomposition du paysage calédonien. Parmi les glissements actuels, nombreux sont ceux qu'il suscite à dessein. Certes, la boîte de Pandore entrouverte lui a réservé une fort mauvaise surprise, avec l'émergence d'une force contestataire au sein de la communauté wallisienne et futunienne, l'Union océanienne, dans laquelle il persiste à ne voir — à tort — qu'une grossière « manipulation de l'administration ».

risienne et, de temps en temps, donnent de la voix pour dénoncer « l'administration jacobine ». Joli tour de passe-passe.

Le mystérieux projet de M. Laffleur

Que vise donc M. Jacques Laffleur? Qu'il cherche à faire du Canaque un *homo economicus* touché par la grâce de l'individualisme libéral, cela apparaît clair comme de l'eau de roche. Qu'il espère neutraliser politiquement la province Nord en lui vendant sa société minière — une telle opéra-



Le découpage provincial du territoire tel qu'il résulte des élections du 10 juin 1989

Mais pour le reste, il se comporte en fin stratège, à la souplesse soigneusement calculée. On avait découvert sa métamorphose — même s'il proteste vigoureusement qu'il n'a pas changé — lors de l'historique poignée de main avec Jean-Marie Tjibaou qui avait scellé, il y a deux ans, l'armistice des accords de Matignon. Depuis l'assassinat du dirigeant canaque, sa volonté de maintenir le cap ne s'est pas démentie. Au point que ses nouveaux partenaires de l'Union calédonienne — composante majoritaire du FLNKS — pourtant fort soupçonneux à l'origine, reconnaissent sa « séméiotique ». Il faut dire que les sollicitudes du début ont vite pris l'allure d'une offensive de charme méthodiquement orchestrée. Jacques Laffleur s'est mis en tête de séduire le parti des héritiers de Jean-Marie Tjibaou, quitte à avaler pour cela quelques grosses couleuvres, comme l'amnistie des crimes de sang.

Les gestes de bonne volonté se sont multipliés. La distribution de postes administratifs au sein du Congrès territorial au profit des indépendantistes? Le RPRC, la soutient au-delà de ce que le régime interne de l'assemblée autorise. Les travaux d'équipement en brousse et aux Iles Loyauté? Le RPRC approuve. La formation des cadres canaques? Le RPRC ne bloque pas. « M. Laffleur n'a jamais fait obstacle à la politique actuelle de rééquilibrage. Parfois, il trouve même qu'on n'en fait pas assez », dit-on du côté du haut-commissariat. Ainsi, au fil des réunions de travail, une idylle s'est nouée entre les état-majors du RPRC et de l'UC. Exit le face-à-face crispé entre caldoches et Canaques. Il n'y a qu'une coalition de « locaux » qui partagent la même culture anti-pa-

tion qui s'échelonne dans le temps crée des liens — cela tombe sous le sens. Qu'il ait compris que l'échec du rééquilibrage au profit des provinces Nord et des Iles Loyauté déstabiliserait *de facto* la province Sud en accélérant l'exode rural sur Nouméa — déjà en cours — cela est également transparent. Nouméa a tout à perdre à ce que s'enlève à ses portes un tiers-monde agité de ressentiments. Nulle philanthropie dans cette nouvelle flexibilité; un simple sursaut de pragmatisme, après des années d'écœur.

Mais au-delà? A l'évidence, le chef du RPRC prépare « quelque chose ». Lui-même le laisse entendre, distillant ici et là des propos énigmatiques du genre : « Attendez un peu », « Je vous annoncerai un peu plus tard comment la situation va évoluer ». Parmi ses interlocuteurs, tout le monde est aujourd'hui convaincu qu'il concocte dès à présent un projet politique à long terme permettant de pérenniser la stabilité issue des accords de Matignon.

L'idée la plus répandue à Nouméa est que M. Jacques Laffleur cherche à tomber d'accord avec l'Union calédonienne — il ne jure que par l'UC en feignant d'oublier le FLNKS — sur une formule institutionnelle élargissant l'avenir du pays. De sorte que le référendum prévu en 1998 ne sanctionnerait pas un choix abrupt entre deux options concurrentes — celle du RPRC contre celle du FLNKS — mais ratifierait plutôt un consensus défini à l'avance. Seul moyen d'éviter un score explosif du genre : 40 % - 60 %.

Quelle formule? Certains estiment qu'il pourrait s'agir d'un statut de très large autonomie à la polynésienne. Vaguement inquiet de se voir pris de vitesse, on assure

même, au sein de l'état-major de l'UC, qu'une indépendance multiraciale, de type fédérale et en étroite association avec la France ne serait plus aux vœux de M. Jacques Laffleur une hérésie insoutenable. Brouillé avec Jacques Chirac, qui ne lui a pas pardonné les accords de Matignon mais surtout son ralliement au tandem Pasqua-Ségui, le chef du RPR ne pourra plus compter sur le même soutien du RPR que lors de la parenthèse tricolore de 1986-1988.

L'heure est donc venue d'innover et d'accompagner le mouvement pour mieux le contrôler. « Les choses iront très bien en 1998 et quoi qu'il arrive de la France », a-t-il récemment déclaré sur une radio locale. Ce « *quoiqu'il arrive* » laisse la porte ouverte à bien des solutions graduées. Auquel cas, il ne serait peut-être pas nécessaire d'attendre la date butoir de 1998. M. Jacques Laffleur a souffert de sérieux problèmes de santé : retarder l'échéance pourrait comporter quelques risques. Il est le seul, au sein de la communauté océanienne, à jouir d'une autorité personnelle suffisante pour écorner l'orthodoxie caldoche.

Dans ce contexte, le scénario de la partition de l'archipel mérite d'être relativisé. Si une telle dérive existe à l'état de germe dans l'actuel découpage provincial, rien n'autorise à penser que les état-majors de l'UC et du RPRC nourrissent dès aujourd'hui ce genre de projet occulte. Certaines convergences, il est vrai, pouvaient laisser planer le doute, tels le consensus entourant le règlement des litiges fonciers — qui s'apparente parfois à un partage concerté du territoire — ou la vente des intérêts miniers de M. Jacques Laffleur à la province Nord.

Mais d'autres indices plaident dans l'autre sens. M. Jacques Laffleur lui-même possède toujours un gisement minier dans le Nord : la Petite Faye à Tiébaghi, sur la commune de Pouébo. Un de ses lieutenants, M. Charles Lavoix, projette d'implanter un supermarché à Koué (province Nord) et un second à Lifou (Iles Loyauté). Dans le domaine du tourisme, des structures interprovinciales se mettent en place pour assurer aux hôteliers de Nouméa des débouchés dans le Nord et aux Iles Loyauté, etc. Prépare-t-on ainsi une partition à l'irlandaise ou à la chypriote?

Désengagement de l'Etat

Reste une certitude : le désengagement progressif de l'Etat qui s'annonce va permettre au lobby politico-économique de Nouméa de s'épanouir comme jamais. Les pressions extrêmement vives que subit actuellement la section économique et financière du commissariat de police en donnent un avant-goût. Dépêchés de Paris, fin 1988, pour mettre au jour les malversations et autres détournements de fonds en cours sur le territoire, ces fins limiers de la délinquance de Nouméa ont « sorti » une quarantaine d'affaires, représentant un montant d'escroquerie de 160 millions de francs et débouchant sur une quinzaine de condamnations.

Mais, frères garde-fous, ils sont aujourd'hui très isolés en milieu hostile et insuffisamment épaulés, en dehors du palais de justice. Ils le seront davantage lorsque sonnera l'heure de la nouvelle donne. S'ils sont toujours en poste, en Nouvelle-Calédonie, il n'y a jamais eu que deux catégories de personnes : ceux qui passent, et ceux qui restent...

FRÉDÉRIC BOBIN

Notre prochain supplément « Champs économiques » daté du 3 juillet traitera de « la Nouvelle-Calédonie à l'abri de l'Europe ».

Succession chez les francs-maçons

M. Michel Barat élu grand maître de la Grande Loge de France

(de préférence à propos de la Critique de la raison pratique), soit pour s'enivrer d'un poème de René Char, soit pour aider quelque jeune apprenti à résoudre un problème de mécanique.

C'était fatal : quand, à quarante-deux ans, on est tout à la fois agrégé de philosophie, directeur de département au Centre national de formation des professeurs, spécialiste de l'enseignement de la technologie, conseiller municipal sans étiquette d'Herblay, fils du maire UDF-radical de cette commune du Val-d'Oise, auteur d'une thèse d'Etat sur l'altérité et l'image de la femme à travers les textes et la symbolique gnostiques, d'une étude sur le Vocabulaire des ennemis de la Commune, d'une traduction de l'Horreur métaphysique de son confrère Leszek Kolakowski ; quand on passe volontiers des heures autour d'un sancoire nocturne pour discuter de la ques-

tion de savoir si vraiment « le bonheur est la somme la plus grande possible de plaisirs diminués de la plus petite somme de déplaisirs », alors, oui, il n'y a rien de plus banal que de devenir, par un dimanche de la Saint-Jean, le plus jeune des grands maîtres que la Grande Loge de France ait connus depuis sa création dans sa forme actuelle, en 1894.

Mais ne demandez pas à M. Michel Barat, entré en maçonnerie au lendemain de mai 68, si le Grand Architecte de l'univers lui a soufflé dessus à sa naissance! Ce joyeux surdoué de la métaphysique opérative exécutera une pirouette pour vous répondre que la capacité de dérision fait partie des sommets de l'alchimie maçonnique.

Avec lui, c'est sûr, les frères maçons de la Grande Loge de France ne vont pas s'ennuyer... Sur-tout quand, derrière cette façade dédramatisée, ils retrouveront, en action

au service des idéaux d'une franc-maçonnerie spiritualiste bien décidée à s'ouvrir davantage vers l'extérieur, le Michel Barat qu'ils ont plébiscité : le vulgarisateur romantique qui sait si bien expliquer qu'au-delà des confusions de la société contemporaine, les temps actuels sont ceux des nouveaux bâtisseurs de cathédrales, mais que ce travail-là commence auprès des jeunes paumés; l'adepte de Platon, qui pense que l'art maçonnique reste aujourd'hui l'une des meilleures armes contre la monnaie des fanatismes d'extrême droite ou d'ailleurs; le fou de Baudelaire, en lutte contre toutes « les fleurs du mal », armé d'un humour ravageur qui le fait prendre au sérieux quand il soutient que la franc-maçonnerie, cette école de pensée ouverte à tous les hommes de bonne volonté, est « la seule université populaire qui ait réussi... »

ALAIN ROLLAT

Le Monde
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
« DE GAULLE A L'ÉCRAN »
DU 26 JUIN AU 17 JUILLET 1990

La Vidéothèque de Paris
« le Monde » et « l'Histoire »
donnent carte blanche à :

- ROGER STÉPHANE, le mardi 26 juin à 18 h 30 : *La France en guerre*.
- MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET, le mercredi 27 juin à 16 h 30 : *La France libérée*.
- JEAN-NOËL JEANNENEY, le jeudi 28 juin à 18 h 30 : *La libération de Paris*.
- JEAN PLANCHAIS et PATRICK EVENO, le samedi 30 juin à 18 h 30 : *1958 : « la paix des braves »*.
- ANDRÉ FONTAINE, le vendredi 6 juillet à 18 h 30 : *1963 : le couple franco-allemand*.
- ALEXANDRE TARTA, le dimanche 8 juillet à 18 h 30 : *De Gaulle face à la presse*.

Vous pouvez prendre connaissance de la programmation complète sur Minitel :

Tapez : 36-15 VDP15 ou 36-15 Le Monde

Vidéothèque de Paris - Porte Saint-Eustache, 75001 PARIS
Téléphone : 40-26-30-60

10 Campement des milliers de démunés d'Action directe
11 Cont' d'art belge sous la Grande Arche

12 Cinéma : « Les Noces de papier »
16 La Coupe du monde de football

17 Les satellites et la connaissance des climats
20 Suspension de la grève à la SFP

Après le tremblement de terre en Iran

Les secours affluent dans les hôpitaux de Téhéran

Les sauveteurs iraniens et étrangers ont perdu tout espoir de retrouver des survivants dans les provinces de Gilan et de Zandjan meurtries par le tremblement de terre du 21 juin, dans le nord-ouest de l'Iran. Ils redéploient leurs actions vers les hôpitaux de la capitale. La direction centrale des opérations de secours à Téhéran a publié, lundi 25 juin, un dernier bilan de « 80 000 morts et blessés ». On compterait un million de sans-abri. Des avions étrangers, transportant des vivres, des médicaments et des tentes, arrivent par dizaines du monde entier à l'aéroport de Téhéran.

Salle des innocents

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Un tournoi en plastique a été accouché à sa perfection. Ali, six ans, un pied cassé et des yeux qui ne quittent plus le vide. Il n'a pas parlé depuis le tremblement de terre. Il est arrivé de Zandjan avec un petit carton portant son nom. Behrouz, un enfant, il a perdu un rein et ne se souvient de rien. Il raconte souvent aux infirmières qu'il a six frères et sœurs. Elles n'ont pas encore eu le cœur de lui annoncer qu'il y a eu un tremblement de terre en Iran et que la ville de Louchan ne ressemble plus à rien.

Ziba a trois ans. Elle n'est plus qu'un petit corps dans un drap, qu'un traumatisme crânien a laissé dans le coma. L'hélicoptère l'a déposée. On ne sait pas d'où elle vient. On ne sait pas si elle en reviendra.

Ali, Behrouz, Ziba sont hospitalisés à l'unité de soins intensifs de l'hôpital dit du dernier Prophète à Téhéran. Un établissement récent, qui ne manque de presque rien, quelques tubulures de dialyse pour enfants peut-être, financé par la fondation des martyrs, et généralement réservé aux familles des vic-

times de la guerre. L'établissement n'est pas débordé. Vingt-cinq victimes du tremblement de terre pour quatre cent trente places.

Il en va de même dans les autres hôpitaux de la capitale, où ont été acheminés les rescapés. Deux cents blessés à l'hôpital de l'imam Khomeiny, le plus grand de la ville, « l'hôpital aux mille lits ». On est loin des deux cent mille blessés annoncés dimanche 24 juin par un haut responsable iranien et même peut-être des cinq mille officiellement transférés sur-le-champ à Téhéran.

« Manger, on ne peut pas »

Ce que les enfants taient ou ne disent que dans leur regard vide est exprimé par les adultes. Il n'y a plus à Mandjil, à Roudbar, à Zandjan et peut-être jusqu'à la mer Caspienne de famille qui ne soit orpheline d'un frère, d'un cousin, de quelqu'un. Et là, sur leur lit d'hôpital, enroulés de bandages qui saignent toujours, bien qu'on les change jusqu'à quinze fois par jour - insistent les infirmières - là, devant le plat de viande et de riz servi à déjeuner, les survivants n'ont pas faim.

« On n'a pas besoin d'aliments. Manger, on ne peut pas. » Mais ils racontent encore une fois cette nuit sans lune où la terre a tremblé. Car il n'y avait même pas la lune pour fouiller les décombres et on n'y voyait rien. Six enfants sous les ruines de Roudbar, quatre filles, un garçon, de un à neuf ans. On ne les retrouvera pas.

Ghamar était leur mère. Vingt-six ans, des bandages qui ne laissent même plus de place au foulard islamique, apparemment indispensable jusque dans les chambres d'hôpital. Elle a passé huit heures sous les décombres. Ses jambes sont engourdis, ses reins ne fonctionnent plus. Elle souffre de « crush syndrome » : les os ne sont plus éliminés dans les membres comprimés, entraînant de graves insuffisances rénales. Huit heures prisonnière sous les briques jaunes, avant l'arrivée des premiers secours. Huit heures qui furent sans doute fatales à un grand nombre d'habitants.

Les sauveteurs iraniens savent tout faire, tous les métiers de la guerre, et à une grande échelle. Aux carrefours de Téhéran, les comités islamiques, milices urbaines, récoltent ryaïs et vêtements. Une organisation de solidarité est déjà prête à accueillir les orphelins. Mais leur a peut-être manqué le sens de l'urgence et aussi les chiens.

L'hôpital Khomeiny ne manque de rien. C'est la première réponse de son directeur à l'offre d'aide française. Et il est vrai que les équipements sont de bonne qualité, qu'on n'est pas comme dans un moulin dans les blocs chirurgicaux - à la différence de l'Arménie - et que la salle d'orthopédie possède des lits inclinables.

Dans un pays où le patient vient se faire opérer est généralement prié de fournir seringues, poches de transfusion, et de payer d'avance, nul établissement n'avoue de besoins a priori. Après quelques réflexions, la « glasnost » fait une entrée timide. Finalement, c'est une liste de cinquante pages de matériel soumis à pénurie chronique qui sort des cartons. Et tout compte fait, les médecins français sont les bienvenus. Mais on ne le dit pas encore trop fort. Il reste une centaine de portraits de l'imam Khomeiny à l'hôpital.

CORINE LESNES

Les assises nationales Universités 2000 à la Sorbonne

Quatre jours de réflexion sur l'enseignement supérieur

Revoilà l'Université sur le devant de la scène. A l'affiche pendant quatre jours, sous les fresques immuables du grand amphithéâtre de la Sorbonne, où se tiennent du 26 au 29 juin les assises nationales Universités 2000. Pour donner quelque éclat à cette vaste réflexion collective sur l'avenir de

l'enseignement supérieur français à l'horizon du XXI^e siècle, aucun des premiers rôles ne manque à l'appel : MM. Michel Rocard, premier ministre, et Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, en ouverture ; M. François Mitterrand, président de la République, en final.

L'Université fait peau neuve

Peuplé de centaines de professeurs et de chercheurs, de présidents et de responsables d'universités, de parlementaires et d'élus locaux, de syndicalistes et de spécialistes, sans oublier quelques étudiants, le parterre ne sera pas moins prestigieux. Quant aux coulisses, elles seront tenues par M. Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation et réiseur en chef de ce grand spectacle inhabituel.

Car on s'était accoutumé, depuis une bonne vingtaine d'années, à ne se pencher sur le sort de l'Université que lorsque des étudiants descendaient dans la rue, pavé à la main comme en mai 1968 ou égalitarisme en bandoulière comme en novembre-décembre 1986. Passés ces brusques psychodrames à la française, révélateurs au demeurant de profondes mutations de la société et des mentalités, l'enseignement supérieur retrouvait le silence, la morosité et les corporatistes dont se nourrissait son déclin.

M^{me} Alice Saunier-Seït, à la fin des années 70, avait assuré la revanche des mandarins sur les « enseignants » de 1968 et le triomphe d'une Université malthusienne, frileuse et appauvrie. M. Alain Savary avait tenté de renverser la vapeur au début des années 80. Avec un succès mitigé. Les ouvertures et les participations que comportait sa réforme de l'enseignement supérieur se sont trouvées noyées dans des batailles politiques et des bagarres byzantines sur les statuts et les pouvoirs. Ces disputes paraissent désormais d'un autre âge.

Revoilà donc l'Université sur le devant de la scène. Et pour la première fois depuis vingt-cinq ans, réunie pour préparer l'avenir, non pour ressasser le passé. Il y a quelques années encore, un tel événement aurait paru une improbable prouesse. Aujourd'hui, c'est bien le moins. Car le décor a changé du tout au tout.

Dernière roue du carrosse de l'Etat pendant deux décennies, l'éducation, et en particulier l'enseignement supérieur, est devenue, depuis 1983, la priorité du gouvernement. Même si les moyens mis en œuvre restent en deçà des espoirs de beaucoup, le changement de perspective est considérable et obéit à une double nécessité économique et sociale. Pour faire face au choc de la future et à l'évolution d'un système technique, financier et marchand de plus en plus complexe et aléatoire, les entreprises françaises ont besoin d'une élite générale des qualifications, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. La pénurie actuelle de jeunes cadres ou ingénieurs en fournit l'exemple le plus frappant. L'Université a à un rôle déterminant à jouer.

Mais au-delà de ces contraintes économiques, l'accès aux diplômes de l'enseignement supérieur est devenu un formidable enjeu politique, à la fois passeport pour l'emploi et nouvelle frontière d'une ascension sociale longtemps bridée. Parler de démocratisation de l'Université n'est pas un vain mot tant celle-ci reste encore le domaine réservé d'une certaine élite sociale : près du tiers de ses étudiants sont issus de familles de cadres supérieurs qui représentent à peine 10 % de la population active. Le pourcentage est pratiquement inverse pour les enfants d'ouvriers.

M. Lionel Jospin a donc repris et même inscrit dans sa loi d'orientation de juillet 1989 la perspective ouverte par ses prédécesseurs : amener 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat et donc aux portes de l'enseignement supérieur. A peine affiché, cet objectif a immédiatement été repris à leur compte par les jeunes et les enseignants. Dans les cinq ans à venir, le ministre prévoit que le nombre des étudiants de l'université va passer de 1,1 à 1,5 million. Si l'on y ajoute les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles et de

sections de techniciens supérieurs, les effectifs de l'enseignement supérieur au sens large atteindront plus d'1,8 million d'étudiants à la rentrée 1994.

Les deux millions d'étudiants, qui apparaissent, il y a peu, comme une utopie farfelue sont en réalité pour demain. Ce grand bond en avant, plus rapide encore que celui des années 60, constitue un défi impressionnant et appelle des solutions immédiates : construction de locaux et de nouvelles universités, après vingt ans de déshérence, recrutement massif d'enseignants non seulement pour former ces étudiants supplémentaires mais pour remplacer l'essentiel d'une génération de professeurs du supérieur entrés dans la carrière il y a une trentaine d'années. En outre, un tel changement d'échelle ne manquera pas de bousculer la pédagogie, les méthodes, voire les missions de l'Université.

L'aiguillon des régions

Pour faire face à ces mutations, l'Etat n'est plus seul et ne peut plus l'être. C'est le second élément de décor qui bascule. Signe des temps en effet, le grand mouvement de décentralisation engagé depuis quelques années est en train de faire du développement de l'enseignement supérieur un enjeu décisif pour les nouveaux pouvoirs locaux. Autrefois ignorés, tenus en laisse, exilés vers les terrains vagues des périphéries urbaines, l'Université apparaît de nouveau comme un lieu essentiel de création de savoirs et de compétences, bref comme un levier décisif pour la dynamique et l'image des villes et des régions.

Cet engouement, dont les incidences financières sont vitales pour le gouvernement, impose, dès à présent, une nouvelle donne entre Etat et collectivités locales comme en témoigne la lettre que vingt présidents de région viennent d'adresser au premier ministre pour lui demander la négociation d'un « nouveau partenariat » en

matière d'enseignement supérieur.

Enfin l'ouverture progressive des frontières européennes, comme la dimension internationale de la recherche scientifique, interdisent désormais à la France de penser en vase clos les termes de son développement universitaire. Le succès, auprès des étudiants et des enseignants français, des programmes communautaires lancés depuis quatre ans (Erasmus et Comett notamment) démontre qu'il ne s'agit plus là d'un vœu pieux.

Les assises nationales de la Sorbonne permettront-elles d'apporter des réponses à toutes ces interrogations ? Certainement pas. Elles ont une autre ambition. Sceller tout d'abord, en grande pompe, la réconciliation entre l'Université et l'ensemble de ses partenaires : entreprises, Etat, élus et entreprises. Accélérer d'autre part la négociation de grande envergure engagée depuis des mois par le ministère de l'éducation et qui devrait déboucher, d'ici à la fin de l'année sur un « schéma d'aménagement universitaire ».

Le gouvernement a déjà tracé le cadre général en annonçant la construction, d'ici cinq ans, d'un million et demi de mètres carrés de locaux nouveaux pour accueillir le flot des étudiants et en s'engageant à débloquer pour la même période une enveloppe de 16 milliards de francs supplémentaires pour ces investissements. Il a également indiqué les points forts de la carte universitaire de l'an 2000 : création de six universités nouvelles en région parisienne et dans le Nord, structuration de pôles européens, maîtrise des antennes locales qui prolifèrent depuis deux ans.

Reste à préciser le détail, cas par cas, ville par ville, région par région. La mobilisation à grand spectacle de la Sorbonne ne sera certainement pas de trop pour préparer des arbitrages complexes. En espérant que les urgences immédiates des deux ou trois prochaines rentrées universitaires ne rendront pas caduque cette prospective à long terme.

GÉRARD COURTOIS

Alain Maillard de La Morandais, prêtre officier en Algérie, témoigne sur la torture

Alain Maillard de La Morandais
L'HONNEUR EST SAUF



120 F Editions du Seuil

PATRIMOINE

Contentieux ville-Etat au Cap Fréhel

Maire après Dieu

LE CAP FRÉHEL

de notre envoyée spéciale

« Monsieur le maire, vous êtes un délinquant. » « Vous, les écologistes, ne venez pas nous emmerder. Ici nous sommes chez nous. » Telles sont, parmi d'autres, les amabilités qu'ont échangées, lundi 25 juin, sur un cap battu des vents, M. Max Jonin, président de la Société de protection de la nature de Bretagne, et les élus de la commune de Fréhel, dans les Côtes-d'Armor. Tout cela au milieu d'une petite foule d'estivants, de paysans et de fonctionnaires entourant M. Brice Latonde, secrétaire d'Etat à l'environnement. Le ministre, venu d'un coup d'aile de Paris, était justement là pour tenter de trouver une issue à un conflit qui, depuis seize ans, oppose la commune à l'Etat.

Objet de la querelle : le Cap Fréhel, série de splendes et sauvages promontoires couverts de landes où se dressent un

château médiéval qui servit naguère de cadre au film *Les Vikings*, une tour detant de Vau-ban et un phare des années cinquante. L'ensemble, couvrant plusieurs dizaines d'hectares, a été classé en 1967 avec l'approbation enthousiaste du conseil municipal et abrite en outre une réserve ornithologique.

Malheureusement, les élus veulent tirer le maximum de bénéfice de ce patrimoine exceptionnel. Autrement dit, y recevoir autant de voitures, de camping-cars et de bus de tourisme qu'il en vient. D'où la construction d'une route de plusieurs kilomètres, l'aménagement de deux parkings pouvant recevoir 400 véhicules et la pose de panneaux publicitaires. Le tout sans aucune autorisation et dans l'illégalité la plus totale. Cette politique du fait accompli a été menée par deux maires successifs, l'un de droite, l'autre de gauche, avec d'autant plus de facilité que la commune est propriétaire du

terrain et que l'administration s'est montrée singulièrement timorée. Mais peut-on laisser sans dommage certains élus violer la loi et se considérer comme seuls maîtres après Dieu sur des sites d'intérêt national ? Ce serait compromettre l'avenir de milliers de monuments, de lieux pittoresques et de sites naturels que les pouvoirs publics s'efforcent de conserver en l'état pour les générations futures.

Le ministre de l'environnement a donc déposé une plainte contre le maire de Fréhel pour infraction à la loi sur les sites classés. Une ultime réunion de conciliation est prévue prochainement à la préfecture des Côtes-d'Armor. Il ne s'agit pas seulement de régler un contentieux entre Paris et Fréhel, mais de trouver un mode de gestion et donc des aménagements qui concilient protection et fréquentation touristique, politique nationale et volonté locale.

MARC AMBROISE-RENDU

Barat élu grand maître ande Loge de France

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la cour d'assises du Rhône

Les huissiers « déménageurs » et la « planque » d'Action directe

Depuis lundi 25 juin, Alain Carret, quarante et un ans, et ses deux beaux-frères, Hervé et Jean-François Petitjean, trente-cinq et trente-trois ans, comparaissent devant la cour d'assises du Rhône, accusés de « faux en écriture publique, vol et destruction de documents de nature à faciliter la recherche des crimes et délits, la découverte des preuves ou le châtiment de leurs auteurs ». Le 30 août 1986, en leur qualité d'huissiers de justice, ils avaient « déménagé » un appartement utilisé comme « planque » par la branche lyonnaise d'Action directe.

L'article 29 du code pénal a éviscé la cour d'assises du Rhône d'être le théâtre d'une confrontation paradoxale. Condamnés à de très lourdes peines de réclusion, voilà juste un an et devant la même juridiction, André Olivier, Maxime Frérot, Joëlle Crépét et Bernard Blanc, membres du noyau dur de la branche lyonnaise d'Action directe, se trouvent « en état d'interdiction légale » et n'ont donc pu se présenter physiquement en victimes dans la prétoire. Au grand dam de leur avocat, M^{re} Jacques Vergès, c'est l'Association tunisienne de l'orange qui a été désignée pour représenter les intérêts de ces parties civiles peu ordinaires contre des accusés qui ne le sont pas davantage dans ce singulier procès.

où l'on rejoue la farce du voleur volé.

Même si elle est la seule, M^{re} Fabre n'a qu'à se féliciter des services rendus par la Société civile professionnelle (SCP) Carret et Petitjean. En moins de six mois, les trois huissiers lui ont permis de récupérer son appartement F1, sis 22 rue Pierre-Robin, à Lyon, aussi « vide et net » que lorsqu'elle l'avait loué, deux ans plus tôt, à une infirmière, Mme Aline C., qui, début 1986, avait brusquement cessé d'effectuer ses mystérieux « versements postaux » pour régler le loyer. Que sa discrète locataire s'appellât en réalité Joëlle Crépét, qu'elle fût la compagne d'André Olivier, chef de la branche lyonnaise d'Action directe, et que sa cessation de paiement correspondît à son arrestation, n'avait jamais effleuré l'esprit de la paisible propriétaire. Pas plus qu'elle ne pouvait deviner la méthode expéditive mise en œuvre par les trois officiers ministériels pour nettoyer le modeste logement qui servait de « planque » au groupe terroriste.

Saisies à la chaîne

Le 10 juin 1986, M^{re} Alain Carret opère une saisie-gagerie dans l'appartement désert. Assisté d'un serrurier et sous le contrôle d'un huissier principal de police, l'huissier se contente de recenser quelques objets de valeur — un téléviseur, une chaîne hi-fi, une série de livres — sans s'intéresser au mobilier, spartiate, ni aux mon-

ceaux de papiers qui encombraient la pièce. Le contentieux suit son cours et, le 21 août suivant, M^{re} Jean-François Petitjean, accompagné des mêmes, procède à une saisie-exécution aussi expéditive, sans doute pour tenir le rythme, rentable, de vingt saisies dans une demi-journée. « On est la préservation des droits du débiteur dans ces saisies à la chaîne », s'interroge M^{re} François-Louis Coste, avocat général.

Affaire de famille

La vitesse dégradera en précipitation, la légèreté en inconscience. Le 29 août, M^{re} Carret revient sur les lieux. Il « adjuge » le téléviseur couleur à Georges Baudet, serrurier, également poursuivi, et décide de débarrasser « toutes ces saloperies qui n'avaient aucune valeur marchande dans une salle des ventes ». Pour accomplir ce grand nettoyage, il demande un coup de main à ses deux associés. Ainsi, le lendemain, un samedi, les trois huissiers chargeront-ils les coffres de leurs voitures d'un mobilier hétéroclite, mais aussi et surtout de quinze sacs-poubelle remplis de documents divers. Le tout sera jeté dans une benne à ordures, balancé dans la Saône ou brûlé dans le jardin de Baudet, laissant un tas de cendres de trente centimètres de haut sur un mètre de circonférence.

Le noyau dur d'Action directe dressera un inventaire accablant des objets détruits : tenues de gar-

dien de la paix, armes, munitions, explosifs, revendications d'attentats, listes de personnalités et de chefs d'entreprise à prendre pour cibles, comptes rendus d'activités diverses ainsi qu'une somme de 200 000 francs déposée dans un placard. Les huissiers se contentent de répéter qu'ils ont « pris peur » lorsqu'ils réalisèrent, « a posteriori », la vraie nature de leur butin. Ils nient farouchement avoir trouvé des armes et de l'argent. Leur récupération la plus cocasse concerne strictement un scanner — récepteur radio à balayage — que M^{re} Carret affirme avoir offert au patron du serrurier Baudet et dont celui-ci fit cadeau... à des policiers de la sûreté urbaine de Lyon.

Les turpitudes des trois huissiers ne purent être formellement établies qu'en janvier 1989. Parvenues à un inspecteur de la DST, les confidences de M. Jean-Michel Hugnet, époux de la sœur des frères Petitjean, y sont pour beaucoup. Au cours d'un repas de famille, M^{re} Carret n'avait pas résisté au plaisir de se vanter d'avoir « déménagé » la planque d'Action directe, en fournissant le détail de ses trouvailles.

La première journée d'audience a ainsi mis en lumière le caractère familial de cette affaire. Après avoir dilapidé sa fortune, le père des frères Petitjean, décédé alors, qu'ils avaient neuf et onze ans, n'avait-il pas été saisi par le père Alain Carret, lui-même huissier à Villefranche-sur-Saône ? L'un et l'autre entrèrent dans la carrière par la petite porte de la capacité en droit, des cours du soir et des stages. Alain Carret est, au contraire, né « coiffé ». Malgré des études médiocres et un échec au bac, sa voie était toute tracée : il serait huissier, comme l'avaient été son arrière-grand-père, son grand-père et son père qui fut vice-président de la chambre nationale. Sa sœur, d'ailleurs, s'est naturellement mariée à un huissier, son époux est secrétaire dans une étude et sa maîtresse occupe elle aussi les fonctions de clerc. Chez les Carret, résume l'expert psychiatrie, il y a « une sorte d'investissement dynastique ».

L'héritier, qui n'hésitait pas à prêter sa BMW à ses copains commissaires de police, semble bien, malgré sa réussite professionnelle, avoir eu une idée assez floue des devoirs de sa charge. Sa maîtresse eut ainsi souvent l'occasion de « se servir » lors des saisies qu'il opérait solo. Le « magnétique », comme l'a encore surnommé le psychiatre, aura sans doute bien du mal à faire passer le dérapage collectif dont il fut l'orchestrateur sur le compte de la simple dévotion.

MAURICE PEYROT

ROBERT BELLERET

Six commerçants obtiennent la condamnation de « Tuileries 89 »

Publicité trompeuse

Poursuivi par quinze entreprises, qui s'estiment victimes de l'échec de l'opération de promotion du Bicentenaire, réalisée dans le Jardin des Tuileries au cours de l'été 1989, M. Michel Zulberty, gérant de la SARL Tuileries 89, a été condamné, lundi 25 juin, par la 31^e chambre correctionnelle de Paris à 20 000 francs d'amende pour « publicité fautive ou de nature à induire en erreur ». Il devra en outre verser 20 000 francs de dommages et intérêts à chacun des six commerçants dont l'action a été jugée recevable, les demandes de neuf sociétés ayant été rejetées sur des arguments de pure procédure.

En revanche, le tribunal a relaxé M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française. Les juges ont estimé que la lettre de présentation du dossier de presse, signée par le président de la Mission, « ne com-

porte aucune énonciation précise quant à la portée des engagements pris par Tuileries 89 ».

Devant les résultats médiocres obtenus par l'opération Tuileries 89, plusieurs commerçants avaient refusé de payer la redevance de 100 000 francs, correspondant à la fourniture d'une boutique dans les jardins, du 5 mai au 1^{er} novembre 1989, assortie d'une série d'animations. Assignés devant le tribunal de commerce par « Tuileries 89 », les commerçants ont répliqué, devant la juridiction correctionnelle, en invoquant « la publicité trompeuse ».

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Guy Joly, constate que, « de manière unilatérale, la société Tuileries 89 a décidé de fermer le site d'autorité le 2 octobre 1989 ». Les juges relèvent aussi que, si la publicité annonçait : « Ce sera une fête permanente, conduite

par quatre-vingt-quatre comédiens, jongleurs, funambules, bateleurs, danseurs et musiciens », cet engagement n'a pas été respecté. De la même manière, le spectacle son et lumière intitulé « La mémoire des Tuileries » n'a pas été présenté. Aussi, le tribunal déclare : « Le délit de publicité trompeuse se trouve caractérisé, indépendamment de toute notion de mauvaise foi, dès lors que, préalablement à la publication des plaquettes incriminées, il appartenait au prévenu de s'assurer qu'il serait à même de tenir ses engagements en fournissant les prestations annoncées ».

MAURICE PEYROT

ROBERT BELLERET

En souvenir des quarante-quatre enfants juifs déportés en 1944

Un musée-mémorial dans la maison d'Izieu

Ce 6 avril 1944, M^{re} Sabine Zlatin s'en souvient comme si c'était hier. Jamais elle n'oubliera le texte du télégramme qu'elle reçoit ce jour-là : « Famille malade. Maladie contagieuse. » Il est midi. Quelques heures plus tôt, la Gestapo de Lyon, sous les ordres de Klaus Barbie, est venue arrêter les quarante-quatre enfants juifs de la maison d'Izieu, cette colonie qu'elle et son mari ont créée un an auparavant. Après les cellules du fort de Montluc et les barbelés du camp de Drancy, le parcours des enfants d'Izieu se termine dans les chambres à gaz d'Auschwitz.

La maison, M^{re} Zlatin et l'association du musée-mémorial d'Izieu qu'elle préside veulent aujourd'hui l'acquiescer. La promesse de vente est signée mais, avant le 30 juin, il leur faut réunir 2,5 millions de francs. Aussi ont-ils lancé une souscription publique, qui devrait permettre de « faire racheter la colonie par le peuple de France », avant de la transformer en musée. Un musée « éducatif » dans un lieu de mémoire où, à côté des photos, des pupitres, des lettres et des dessins d'enfants, serait racontée l'histoire de la Résistance locale, dont M^{re} Zlatin souligne « l'aide constante sans laquelle nous n'aurions jamais tenu un an ».

Car la mémoire est volatile. M. Marc Aron, vice-président de

l'association et président d'honneur du Conseil représentatif des institutions juives de Rhône-Alpes, est bien placé pour le savoir : « J'ai découvert l'existence des enfants d'Izieu en 1984. Même la communauté juive les avait oubliés. Qui s'en souviendra dans vingt ans si on ne fait pas quelque chose ? »

En attendant d'accueillir au musée « toutes les classes de la région », M^{re} Zlatin a déjà reçu les premiers chèques. Au total, près de 1,5 millions de francs. Le ministère de la culture vient d'accorder 700 000 francs de subvention, et le conseil régional Rhône-Alpes a promis 250 000 francs (les représentants du Front national ont voté contre cette subvention), mais ce sont surtout les petites sommes qui touchent l'ancienne directrice. « Des dons de 50 francs arrivent, dit-elle, envoyés par des gens modestes avec des messages de soutien qui me donnent de l'espoir. » Et si la somme n'était pas réunie avant le 30 juin ? « Je ne veux même pas y penser... Le peuple français est touché par la tragédie d'Izieu. » Puis M^{re} Zlatin murmure : « J'en ai besoin, je suis si fatiguée. »

M. H.

Les dons peuvent être adressés à M. Michel Guttin, trésorier général, Association musée-mémorial d'Izieu, 3, boulevard John Kennedy, BP 07, 01018 Bourg-en-Bresse CEDEX.

Devant la cour d'assises du Calvados

Les dérisoires « patriotes » de la « Main blanche »

Accusé d'assassinat, de tentative d'assassinat et d'association de malfaiteurs, Christophe Arcini, vingt-neuf ans, comparait depuis lundi 25 juin devant la cour d'assises du Calvados. Il est l'auteur d'attentats xénophobes commis en 1987 au Petit-Quevilly (Seine-Maritime) et à Caen. Michel Lajoie, vingt-quatre ans, son co-inculpé, est jugé pour tentative d'assassinat.

CAEN

de notre correspondante

« J'ai pris le risque de tuer. Pour sauver plus de vies que je n'en sacrifierais. » Il a cette allure démodée des vieux garçons de province. Silhouette un peu cassée, regard froid derrière des lunettes de métal doré, Christophe Arcini évoque avec un détachement presque clinique cet itinéraire singulier qui l'a conduit du périodisme au meurtre.

6 mars 1987. Dans un bar du Petit-Quevilly, non loin de Rouen, deux commerçants maghrébins sont blessés par balles. Un inconnu, qui a pris la fuite, a tiré le café. Signé « Igroun », un tract revendique l'attentat.

5 juin 1987. Abdelkader Moussaoui, co-propriétaire du magasin « Aux épices d'Atlas », à Caen, est abattu dans la boutique de la rue d'Auge. Un client tunisien est également touché. Sur une feuille de papier quadrillée, tombée à terre, une inscription « Igroun drol reconstruit, laissez valloir », et une étoile de David.

Interpellé le 10 décembre 1987, à Octeville-sur-Mer, près du Havre (le Monde, daté 13-14 décembre 1987), Christophe Arcini avoue être l'auteur de ces deux agressions racistes. Arrêté avec lui, Michel Lajoie a participé à une troisième action, un attentat à la bombe, le 30 novembre 1987, au Petit-Quevilly, attentat commandité par Arcini. Cette fois, si l'explosion provoque des dégâts importants au « Pavillon d'Alger », aucun client du bar n'est blessé. C'est ce que les deux hommes appellent « un échec ». Toujours revendiqué par l'Igroun drol reconstruite.

Provocations antisémites

drol, du nom d'une ancienne organisation sioniste. Christophe Arcini n'en connaît pas les responsables. Ses « contacts » se bornent à des rencontres avec de mystérieux interlocuteurs qui lui auraient rédigé que les lettres de revendication. Car ce fils de sous-officier a décidé de lutter contre « le terrorisme islamique ». Artificier à la préfecture du Calvados, il a d'abord choisi l'administration des impôts, puis la protection civile. Il lui arrive parfois d'assurer la sécurité de personnalités politiques au cours de

voyages officiels. Il est poli et compétent.

Après les attentats de septembre 1986 à Paris, Christophe Arcini est affecté un temps à Créteil au service de déminage. « Il y avait alors un tel climat d'improvisation et de panique, s-t-il expliqué lundi à la cour, que j'ai compris qu'il fallait combattre autrement les terroristes. Sur leur terrain, avec leurs méthodes. » Hanté par l'idée d'une guerre dirigée contre la France par le monde arabe, Arcini fonde en 1986 la « Main blanche », un groupuscule apolitique qui, outre lui et Michel Lajoie, a recruté, à l'étranger, et selon ses dires, rassemblé des extrémistes de droite et des militants sionistes anti-palestiniens.

Le premier attentat dépeint le démineur parce qu'il n'a pas les retombées médiatiques qu'il en attendait. « J'en suis venu à la conclusion que je devais entreprendre une action qui ait plus d'impact. » Ce sera l'assassinat de l'épicière marocaine. Une cible de hasard. Le hasard de l'appartenance à la communauté arabe, doublé d'une erreur : le meurtrier pense avoir tué l'associé de la victime, le président de l'Association des commerçants marocains de Caen, qui exerce en effet des fonctions religieuses qu'Arcini assimilait à l'intégrisme musulman.

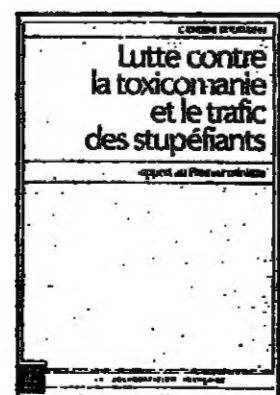
Quant au troisième attentat, il aurait dû avoir lieu à Paris. La bombe, fabriquée par Christophe Arcini, est déposée dans un café du Petit-Quevilly par Michel Lajoie. L'artificier apprend l'explosion par la presse et est irrité du changement d'objectif. Il accepte cependant d'écrire la revendication. Liée par l'action violente et par leur haine des Maghrébins, Arcini et Lajoie se séparent pourtant sur bien des points.

Arcini prétend réfuter l'idéologie d'extrême droite défendue par ce jeune désemparé qu'est Lajoie. Il se décrit comme un « patriote républicain » face à un Michel Lajoie naïvement « militant nationaliste raciste ». A l'audience, Lajoie a d'ailleurs joué les provocateurs antisémites : « Il est impossible d'émettre une opinion nationaliste en France sans être poursuivi par les représentants de la justice. » Chez Arcini, la police avait dévoué non seulement des armes mais aussi des manuels de survie et des notes. Telles celles de Lajoie : « La France est un pays occupé, il faut résister par tous les moyens. N'ayez pas de scrupules à tuer un occupant de dix ans, il s'agit de prévention. Un homme-moine laïc fera l'affaire. » Michel Lajoie, qui a cessé ses études à quinze ans pour « s'engager dans l'activisme politique », écrit régulièrement dans Révision, le mensuel des négateurs du génocide.

Verdict mercredi 27 juin.

PASCALE MONNIER

paru:



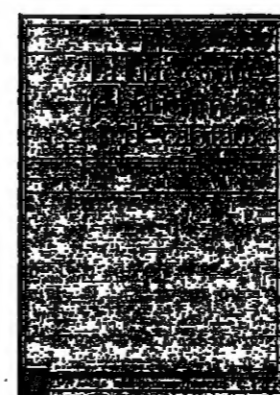
Drogue : l'autre manière de la vaincre.

Rapport au Premier ministre de Catherine Trautmann. 268 p., 120 F.

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 40 15 70 00

documentation

paru:



Drogue : contre le financement du trafic.

Rapport demandé par les chefs d'Etat lors du Sommet de l'Arche et rédigé par le Groupe d'action financière présidé par Denis Samuel-Lajeunesse. 160 p., 120 F.

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 40 15 70 00

documentation

JAVICO 150

VENTES

Baudelaire et Mallarmé sous le marteau

La dispersion de la bibliothèque du marquis Du Bourg de Bozas risque d'être au centre d'une lutte entre les institutions nationales et les grands libraires internationaux

Après la dispersion de la bibliothèque du marquis Du Bourg de Bozas, les 27 et 28 juin prochains, à Drouot-Montaigne (qui a vu la récente dispersion des collections Guérin, Godoy et Siciles), Paris se place en tête pour la vente des ouvrages littéraires français. Manuscrits, éditions originales et ouvrages illustrés, du Moyen Âge au vingtième siècle, sont estimés, ici, entre 4 000 francs et 4 millions de francs. Seuls cinq lots sur trois cent trente-sept ne dépassent pas les 10 000 francs. La partie promise d'être servie entre les représentants des musées français et ceux du marché étranger.

Héritier de Gustave Chaix d'Est-Ange (l'avocat de Baudelaire), Du Bourg de Bozas entre en possession d'un exemplaire en maroquin vert des *Fleurs du mal*. Ce sera le point de départ d'une étonnante collection baudelairienne, qui ne compte pas moins de huit éditions du même titre, pour la plupart originales et dédiées à Achille Fould ou à Alfred de Vigny. Ces ouvrages, estimés entre 60 000 francs et 600 000 francs sont accompagnés de lettres manuscrites adressées à M^{me} Sabatier, Foullet-Malassis (son éditeur), Nodard et à Chaix d'Est-Ange, bien sûr.

Ce dernier aura été, quelque vingt ans plus tôt, le défenseur de Joseph Fieschi, qui, en juillet 1835, avait attenté à la vie de Louis-Philippe. Sa déposition complète, ainsi que sa correspondance avec son avocat, peu avant son exécution, font également partie de la bibliothèque. Son prix ? Entre 80 000 francs et 100 000 francs.

À la même époque, Balzac publie *Le lys dans la vallée* (80 000 francs), tandis que Musset nous livre les *Confessions d'un enfant du siècle*. Cette édition originale, avec envoi à sa mère, devrait atteindre les 150 000 francs. Quant à Alexandre Dumas fils, il explique la genèse de *La Dame aux camélias*, dont l'édition originale est ici évaluée à 600 000 francs. « C'est une très jolie personne nommée Marie Duplessis, morte en 1847, qui m'a servi de type », écrit-il dans un billet autobiographique qui porte sa signature. « Elle

n'a rien fait de ce qui est raconté dans le roman, mais, à l'occasion, elle eût été capable de le faire ».

Changement de registre avec *Bonaparte et Tartarin*, un manuscrit autographe de Daudet, dont le premier chapitre, *Tartarin dans les Alpes*, est entièrement de la main de l'auteur (100 000 francs). Et l'on revient à la poésie avec les *Illuminations* (1896) de Rimbaud, superbement reliés d'après les maquettes de Paul Bonet (500 000 francs). Une autre reliure, du plus pur style Art Déco, habille le *Cantique des cantiques* (traduction d'Ernest Renan), dont Schmied a exécuté l'ornementation, l'illustration et la typographie. Elle est estimée autour de 500 000 francs.

Après les reliures, les illustrations. *L'Enchanteur pourrissant* d'Apollinaire, édité en 1909 par Kahnweiler, fut le premier livre illustré par Derain (trente-deux gravures sur bois). Publié seulement à cent-six exemplaires, cet ouvrage (250 000 F) est accompagné d'une lettre où l'écrivain envisage l'avenir avec opti-

misme. « J'ai trouvé des méthodes de poésie nouvelle plus étonnantes et bien plus compliquées », écrit-il à Jean Nollé, en janvier 1915. « Où nous allons ? Mon vieux, à l'honneur et ensuite, après la guerre, c'est à la gloire que nous irons... On se retrouvera et c'est à l'Académie qu'on verra ensuite, si tout va bien vieux frère ».

La collection mise en vente est également dotée d'un ensemble de manuscrits : du *Cachet d'onyx* de Barbey d'Aurevilly (100 000 francs) au *François le bossu* (1864) de la Comtesse de Ségur, estimé ici à 200 000 francs. Sans oublier douze poèmes de Verlaine, les *Fêtes galantes* (700 000 francs). Et soixante-huit feuillets de l'écriture fine et régulière de Mallarmé. Au total, trente-cinq poèmes rédigés en 1887, dont l'après-midi d'un jour, qui devrait atteindre les 2 millions de francs.

La sensibilité du propriétaire ne s'est pas limitée aux auteurs et illustrateurs de son siècle. Il affectionne particulièrement les enluminures du

Moyen Âge ; à commencer par un très beau *Dialogue des créatures*, daté de 1482. Pour 4 millions de francs, la Bibliothèque Nationale pourrait être sur les rangs. Elle possède déjà un exemplaire de ce recueil de dialogues en prose, mais sans illustrations.

La bibliothèque de Du Bourg de Bozas aurait été incomplète sans le *Roman de la rose* (dix-neuf miniatures) de Louis et J. de Meung. Ce manuscrit parisien, du quatorzième siècle, vaudrait près de 1 million et demi de francs. En bibliophilie éclairée, notre collectionneur lui opposera le *Champion des dames*, un poème de vingt-quatre mille vers illustré (2 millions de francs).

ALICE SEDAR

► Ventes : Laurin, Guilloux, Bulteau, Tailleux, le 27 juin à 14 h 15 à Drouot-Montaigne. Exposition : de 11 heures à 17 h 45 à Drouot-Montaigne.

Le 27^e palmarès du Syndicat de la critique dramatique et musicale

Le Syndicat professionnel de la critique dramatique et musicale, que préside Gilles Costax, a proclamé lundi 25 juin à l'Opéra de Paris-Bastille son 27^e palmarès : dix prix de théâtre et six prix de musique.

THEATRE

Grand prix (meilleur spectacle théâtral) : *Le chemin solitaire* de Schmittler, mise en scène de Luc Bondy, au Théâtre Renaud-Barault.

Prix du meilleur spectacle théâtral créé en province : *Platonov* de Tchekhov, mise en scène de Georges Lavaudant au TNP.

Meilleure création d'une pièce française : *Le bouchon* de Joël Jouanneau, coproduction Théâtre Overt.

Meilleur spectacle en langue étrangère : l'ensemble des productions du Théâtre Katona de Budapest au Théâtre de l'Europe à Paris.

Meilleure comédienne : Jany

Gastaldi dans le rôle-titre de *Phèdre* de Sénèque au TGP de Saint-Denis.

Meilleur comédien : Roland Bertin dans le rôle-titre de *La Vie de Galilée* de Brecht à la Comédie-Française.

Meilleur scénographe-décorateur : Gilles Aillaud et Eduardo Arroyo pour la *Mort de Danton* de Buchner aux Américains de Nanterre.

Meilleur compositeur de musique de scène : Jean-Louis Chauvages pour *François le bossu* au Théâtre de l'Aubaine à Paris.

Révélation : Maria de Medeiros dans *Zazou* de Jérôme Savary à Chaillot.

Meilleur livre : *Rouge et Or* de Georges Banu (Flammarion).

MUSIQUE

Le palmarès 1990 a été dédié au critique Maurice Fleuret, ancien directeur de la musique et de la danse, mort en mars 1990.

Grand prix (meilleur spectacle lyrique) : *The Fairy Queen* de Purcell, au Festival d'Aix-en-Provence 1989.

Prix du meilleur spectacle lyrique en province : les *Vêpres siciliennes* de Verdi par l'Opéra de Montpellier.

Meilleure création musicale en France : la *Noche triste* de Jean Prodomides par l'Opéra de Nancy.

Personnalité musicale : le chef belge Philippe.

Révélation musicale : le clarinetiste Paul Meyer.

Meilleurs livres sur la musique : *Martinus un musicien à l'éveil des sources* de Guy Erismann (Actes-Sud). *Olivier Messiaen, une poétique du merveilleux*, par Brigitte Massin (Albin).

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Du goût

« Au moins, les choses sont claires : hors les copains, point de salut ! Goethe avait anticipé ce règne de l'intimidation par les affinités électives : « Quant aux amis qui n'ont pas votre nature et avec lesquels vous n'avez rien à faire, conseillez-les, ne perdez pas une heure avec eux. »

La force de Gaston Gallimard était d'avoir effectivement regroupé autour de lui l'aristocratie du moment. Seuls Proust et Céline ont échappé à son coup d'œil : bêtes vite repérées. Les sommets de l'entre-deux-guerres équivalaient à des palmiers. Et la pratique affichée du compagnonnage donne lieu à des échanges entre pairs, hors pair : Larbaud parlant de Joyce, Aragon de Lautréamont, Cocteau de Radiguet, Malraux de Mac Orlan, Mauriac de Julien Green.

UNE œuvre isolée risque de manquer son époque ; pas un périodique, qui est collectif, soumis à l'air du temps et, par essence, aîné-tout. Après la première guerre mondiale, et avant la seconde, l'équipe de la NRF s'avise que son électionnisme attentiste n'est peut-être pas de circonstance, et que la vie de la cité, sa survie, devraient l'occuper. Mais c'est à la façon distraite dont le lunaire Hubert, de *Paludes*, s'écrit soudain : « Et les pauvres ? » A la lutte politique, nos châtelines esthètes préfèrent les vieux débats d'école sur les bons sentiments en art ou le plaisir du narrateur dans le roman. L'engagement ne deviendra vertu qu'après la bataille, celle de 1945. Il n'est encore qu'un péché mignon, auquel quelques fragiles comme Drieu succomberont, pour leur malheur.

Avec seulement quelques milliers de lecteurs, aux plus hautes eaux, la NRF a dominé le jugement littéraire de deux ou trois générations. Son déclin a accompagné, sinon entraîné, une « décadence de l'admiration » dont se plaignait déjà Montesquieu. L'*esprit NRF* supposait une foi sans faille dans l'individualité, seule voie de salut selon Gide, et dans le magistère subjectif des meilleurs. Les sciences humaines ont ramené cette morgue à un trait de classe, et les œuvres à des produits de tensions sociales.

À la télévision n'a rien inventé, avec le zapping. Depuis que les livres existent, les lecteurs exercent la liberté de traverser les ouvrages en tous sens, de les

mettre en concurrence, et avec un bénéfice autrement puissant pour la réflexion.

Amusez-vous à relire la *Distinction*, de Pierre Bourdieu (Editions de Minuit, 1979), tout en feuilletant la vieille NRF, le soir du dernier d'Apostrophes : toutes nos intuitions sur la formation du goût artistique vacillent ! On ne voit plus comment vont s'acquiescer désormais les quartiers de noblesse culturelle. La voie bourgeoise du goût hérité, du plaisir sans concept, et celle, prolétaire, de l'apprentissage rationnel, semblent également dépréciées. C'en est fini du « je-ne-sais-quoi » édité par les cooptés des revues dominantes, et de la démythification docte. Le jugement qualitatif fait place à l'injonction mercantile des classements par tirages. L'homme « cultivé » de demain sera-t-il l'acheteur docile aux « hit-parades », comme c'est déjà admis dans les déjeuners d'affaires ?

NOS aspirations, souvent confondues, vers la jouissance esthétique et vers la considération sociale ont toujours donné prise à l'escroquerie.

Molière, une fois de plus, avait tout deviné, avec le *Bourgeois gentilhomme*. Jourdain se fait jouer du Lull à domicile parce que, comme on dit maintenant, ses moyens de marchand de drap « le lui permettent ». Il voit là une manière d'accéder à la distinction qu'il envie tant chez les gens de cour. Sa vanité stupide n'empêche pas qu'il se paie ainsi ce qu'on peut entendre de plus suave. Devant le gruge, mais en beauté. Aujourd'hui, il lui vendrait des Pléiades au maître, et le fils Jourdain n'y perdrait pas. Le marché de dupes est ailleurs. Ou ?

Samedi dernier, le *Bourgeois* mis en scène par Bouvier en vue du Festival de Pau se jouait au Grand Théâtre, en plein air. Les arbres du parc de Versailles se profilaient derrière les arcades de marbre rose comme des lointains de portes paliennes. Roger Hanin était énorme, magnifique de tragique shakespearien dans la tenue bernée.

La pluie n'a cessé de tomber, trois heures durant, sur notre régal. Les perruques s'alourdissaient d'eau. Teints et salins se chiffonnaient à vue d'œil. La troupe affichait néanmoins la bravade de l'Aéropostale – le courrier d'abord ! Le spectacle continue ! – et le public l'imitait, stoïque, ruisselant, ravi, hors de tout snobisme.

Pourquoi cette double envie d'aller ensemble au bout d'un moment de beauté et d'intelligence ? Pourquoi cette fraternité émerveillée à travers la haie drue de l'averse ? Pourquoi ?

CINÉMA

Mariage blanc

Michel Brault a tourné « les Noces de papier » pour la télévision. Il a réussi un beau film.

Les Noces de papier est un film en colère – d'autant plus efficace que cette colère s'exprime avec calme et tendresse. Partant d'un sujet d'actualité – les réfugiés politiques optant pour un mariage blanc afin d'obtenir un permis de résidence – le Québécois Michel Brault tourne le dos au pamphlet contrainant et s'en tient au niveau le plus simple, le plus quotidien, celui des relations entre deux individus. Au passage, il évite (c'est une promesse) l'écueil de la mièvrerie.

À quoi tient la réussite de ce film intimiste et incisé ? À la solidité du scénario ; à la légèreté du

ton qui sait contrebalancer la gravité par l'humour, le cocasse ou l'ironie chalcédonne ; à sa manière poétique de révéler l'essence d'un personnage, le relâchement d'une tension par un geste ou une expression fugace, mais avec l'évidence (et l'économie de moyens) d'un documentaire ; à sa façon de donner leur espace vital aux personnages et aux acteurs (Geneviève Bajard et Mamei Anzajiz, magnifiquement attachés) – en un mot : à un vrai regard de metteur en scène.

M. B.

Le salut est dans la télévision

Le cas dont le réalisateur québécois Michel Brault traite dans *Les Noces de papier* est « poussé d'un demi-cran » mais tiré de plusieurs cas réels. Producteur, directeur de la photo (de Claude Jutra entre autres), réalisateur souvent couronné (Prix de la mise en scène pour les *Ordres* au Festival de Cannes en 1975) et champion du cinéma direct, il a été formé à la prestigieuse école du documentaire canadien. « Et c'est peut-être ce qui manque le plus dans notre cinéma de fiction : la recherche approfondie sur les sujets et les milieux qu'on envisage de traiter... La question de l'immigration m'a toujours fasciné, ces gens qui demeurent attachés à leurs sources mais se transplantent soit par désir d'aventure soit, le plus souvent, parce qu'ils sont chassés de chez eux. Quand on est forcé de quitter son pays, on revêt automatiquement une autre houppe... »

Pour Michel Brault, *Noces de papier* n'est pas un film d'auteur « au sens où un réalisateur découvre une chose qu'il veut exprimer. C'est plutôt la découverte d'un autre que j'ai mise en scène ». Depuis les *Ordres*, il y a quinze ans, il n'avait pas abordé le long-métrage de fiction. La raison, selon lui : la carence des scénarios. « J'ai travaillé sur des films américains où l'on corrige et ajuste jusqu'à la dernière minute. Au Canada, on dépense tout pour la première rédaction

en espérant que ça s'arrangera au tournage puis au montage. »

Distribué commercialement hors Canada, *Noces de papier* a été réalisé pour la télévision. Michel Brault n'y voit pas une contrainte majeure, s'étonnant cependant que, reçu par un plus grand nombre de spectateurs, un téléfilm ait un budget généralement inférieur au « film de cinéma ». « Le budget influence forcément ma façon de faire, il était ici inférieur au million de dollars (canadiens), mais en même temps il y a à un choix : je préfère révéler tranquillement les choses, graduellement, par une mosaïque de gros plans.

« La télévision a une esthétique particulière très intéressante, même si la matière magnétique – un manque de latitude dans les contrastes, etc. – est encore à parfaire. J'y suis toujours soutenu que, la haute définition soviétique, l'image serait d'une qualité égale à celle du 35 mm. »

Et, bizarrement, il prend avec véhémence la défense du vidéoclip, « qui offre bien de nouvelles possibilités d'expression. Mais il semble que, dès qu'on aborde le long-métrage ou la fiction, on retombe dans la tradition et la convention. Or, je trouve que, le contenu mis à part, le vidéoclip apporte des choses absolument étonnantes qui, pour moi, vont aussi loin que l'avant-garde des années 20. »

HENRI BEHAN

Les amants du Pont-Neuf sauvés

Après un feuilleton juridico-financier, Christian Fechner a décidé de reprendre le film de Léos Carax

Après plusieurs mois de réflexion, de consultations, de négociations, le producteur Christian Fechner a décidé de reprendre – et de terminer – *Les Amants du Pont-Neuf*, le film de Léos Carax, dont le tournage, deux fois interrompu, s'était arrêté en août 1989 (le Monde du 17 mars).

C'est déjà une victoire. La victoire du panache contre la logique des chiffres, du rêve contre la réalité économique. Mais Christian Fechner, qui a vendu récemment son patrimoine – catalogue de films et studios – à la Générale des eaux, explique posément : « L'argent du cinéma doit retourner au cinéma ; et puis, je n'ai pas de mérite ; je ne vois rien de plus intéressant à faire aujourd'hui que les Amants du Pont-Neuf. »

Intéressant, certes. Coûtent également. Le budget initial du film s'élevait à 32 millions de francs, mais les difficultés rencontrées – accident de l'interprète principal, Denis Lavant, interdiction de tourner sur le vrai Pont-Neuf, construction d'un décor monumental près de Montpellier, carence des producteurs successifs, imbricolages juridiques – faisaient monter les dépenses à 80 millions de francs.

Léos Carax estimait alors que le même somme serait nécessaire pour terminer *Les Amants du Pont-Neuf*. Il offrait comme garantie à un hypothétique reprenneur son talent déjà connu, sa passion intacte, le dévouement inlassable de Denis Lavant, de Juliette Binoche et d'une partie de son équipe technique et, surtout, enfin, déjà en boîte, quarante minutes de son film, éblouissantes. Mais cha-

que jour qui passait rendait la reprise plus hasardeuse. Les tempêtes de l'hiver dernier abattaient en partie l'immeuble de la Samaritaine, reconstruite au bout du faux Pont-Neuf de Montpellier. Les entrepreneurs locaux reprenaient peu à peu les tubulures des échafaudages...

L'été 1990 serait celui de la dernière chance. Christian Fechner vient de dire banco : « Tout le monde a été charmé avec moi : le ministère de la culture, le CNC, qui m'ont permis de résoudre une partie des problèmes juridiques. Mais je n'ai reçu d'aide directe de personne. Les SOFICA, à qui j'ai pourtant fait gagner de l'argent avec Camille Claudel, ont refusé de s'engager. J'ai dû, seul, reprendre les droits de tout le monde, c'est-à-dire racheter leurs dettes. Le plus grand effort est fourni par les ouvriers, les machinistes, les techniciens qui consentent des sacrifices financiers ; par les considérables qui entrent en participation dans le film ; par la famille des Amants qui se ressoude, se reconstruit, mais paradoxalement les « professionnels de la profession », aussi bien que les institutions, ne semblent pas avoir envie que ce film existe, comme s'ils en avaient peur, comme s'ils en étaient jaloux. »

Deux cents ouvriers ont repris le chemin du chantier de Montpellier. *Les Amants du Pont-Neuf* redémarre le 15 août. Pour dix-huit semaines de tournage.

DANIEL HEYMANN

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Cosmos : les pluies de la vie

L'hypothèse selon laquelle comètes et météorites ont participé à l'apparition de la vie sur Terre devient de plus en plus crédible

L'écoulement d'une contraction du nuage gazeux, suivie d'une formidable production d'énergie. Du centre de ce disque de matière naquit notre étoile, le Soleil. Puis, des régions extérieures, apparurent les planètes et leurs satellites. Ainsi sans doute se forma la Terre, il y a de cela 4,6 milliards d'années.

Un milliard d'années plus tard s'épanouissait la vie, sous la forme encore rudimentaire d'êtres microscopiques. Deux dates, deux certitudes, séparées par une gigantesque énigme. Car de la lente évolution chimique qui, partant de l'inerte, a conduit aux premiers systèmes vivants, nul ne possède encore le scénario. C'est à résoudre cette énigme essentielle que s'est attelé, la semaine dernière, le troisième colloque international de bioastronomie, qui se tenait du 18 au 23 juin à Val-Cenis (Savoie).

Des premières molécules complexes de la vie, les événements géologiques et l'érosion ont effacé toute trace. Restait la simulation, l'expérience de laboratoire. En 1953, l'Américain Stanley Miller révolutionna ainsi la science de ses origines. Dans son éprouvette, un simple mélange gazeux d'am-

moniaque, de méthane et d'hydrogène, simulait l'atmosphère primitive de la Terre, auquel il ajouta de l'eau bouillante et des décharges électriques. A partir de cette « soupe primitive », se formèrent en quelques jours des acides aminés, les « briques » constitutives des protéines. De cette réussite historique naquit toute une série d'expériences de simulation qui permet aujourd'hui de se faire une idée relativement claire de l'environnement atmosphérique le plus propice à la formation des molécules organiques du vivant.

« Ces composés se forment facilement dans une atmosphère chimiquement réductrice, où le carbone existe majoritairement sous forme de méthane », explique François Raulin, responsable du laboratoire de physico-chimie de l'environnement de l'université Paris-Val-de-Marne (Créteil). Et c'est là, précisément, que le bât blesse. Car la plupart des modèles théoriques concordent aujourd'hui pour prouver que l'atmosphère primitive terrestre, lors de l'émergence de ces molécules, était composée non pas de méthane, mais de dioxyde de carbone. Autrement dit d'un milieu non pas réducteur mais oxydant, incompatible avec

l'apparition des précurseurs de la vie reproduit en laboratoire.

Dès lors, quelles hypothèses envisager ? La première, déjà ancienne, suppose que la formation des molécules prébiotiques s'est effectuée non pas dans l'air, mais dans l'eau, au voisinage des sources chaudes sous-marines. Mais l'expérimentation reste limitée, et certains scientifiques jugent désormais ce scénario hautement improbable. Il y a deux ans, deux chimistes américains affirmèrent ainsi, après une étude détaillée du milieu régnant dans ces sources chaudes, que les conditions de température et de pression y rendaient la fabrication des molécules biologiques quasiment impossible (Le Monde du 7 septembre 1988).

Ne reste plus à envisager, dès lors, que l'apport extraterrestre de matériaux organiques. Une hypothèse d'autant moins fantaisiste que les recherches ont donné lieu, ces dernières années, à une découverte massive de molécules complexes dans l'univers.

Grâce aux progrès de la radioastronomie, on dénombre en effet, à ce jour, plus de quatre-vingts molécules différentes dans l'espace interstellaire, dont la plupart sont de nature organique. Et les

comètes, on le sait depuis le survol de Halley par la sonde Giotto en 1986, contiennent également un taux élevé d'hydrocarbures gazeux. De là à penser que ces petits corps célestes ont joué un rôle prépondérant dans l'apparition de la vie sur Terre...

« Les comètes pourraient expliquer en totalité la présence de l'eau, du carbone et de l'atmosphère terrestre », affirme ainsi Armand Delsemme, astrophysicien à l'université américaine de Toledo (Ohio). Considérant, selon son modèle théorique, la température élevée à laquelle s'est formée la planète Terre (près de 600° C), le chercheur estime en effet que l'eau et le carbone n'ont pu y trouver place que beaucoup plus tardivement. D'où l'hypothèse cométaire : « Pendant les cinq cents premiers millions d'années qui ont suivi la création du système solaire, les comètes, apparues en même temps que lui, bombardèrent la Terre en permanence, apportant la vie en permanence, poursuit-il. Elles pourraient ainsi nous avoir apporté 75 % des silicates, 98 % de l'eau et des composés organiques, et 99 % de l'atmosphère terrestre. »

Si la plupart des chercheurs affirment un peu plus de prudence, ils

n'en demeurent pas moins ébranlés par les révélations de Giotto. Pour la première fois, la petite sonde lancée à la rencontre de Halley a en effet permis de mesurer le rapport entre deutérium et hydrogène (D/H) de l'eau cométaire, et de vérifier que celui-ci était du même ordre de grandeur que dans les océans terrestres. « Ce qui conduit à se demander si les comètes n'ont pas fortement contribué, en effet, à l'apparition de l'eau sur Terre », suggère Chantal Levasseur-Regourd, professeur à l'université Paris-VI et spécialiste du milieu interplanétaire. D'autres, tel Jean-Loup Bertaux, du système d'aéronomie du CNRS (Verrières-le-Buisson), estiment cependant ce scénario un peu trop naïf et remarquent que « ce rapport deutérium/hydrogène pourrait, tout simplement, constituer la signature de l'eau condensée dans le système solaire ».

Autre piste sérieuse, les météor-

rites. Ces morceaux d'astéroïdes continuent d'arriver annuellement par centaines de tonnes à la surface de la Terre, et la bombardent autrefois au même titre que les comètes. Or on sait désormais qu'ils peuvent également renfermer des molécules organiques primitives, voire des acides aminés. De quoi aiguiller la curiosité des scientifiques, qui se perdent en conjectures devant ces fragments de vie tombés du ciel.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 15

E. T. dans le creux de l'oreille

L'aventure évoque irrésistiblement la légende d'Orion, d'un des dessins de Sempé : « Réflexion » une seconde, Armand : si réellement il y a des êtres doués d'une intelligence supérieure, pourquoi veux-tu qu'ils t'en voient des signaux à toi ?

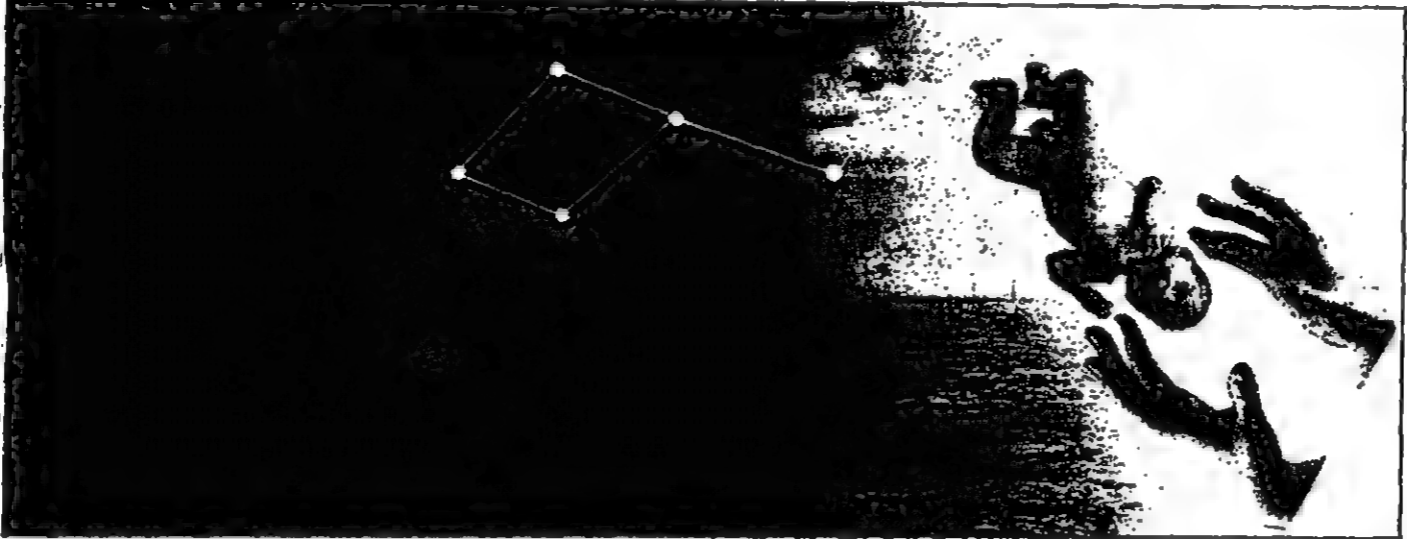
Ainsi en va-t-il du programme SETI (Search for extraterrestrial intelligence), dont on parla beaucoup lors du colloque de bioastronomie de Val-Cenis (Savoie). Un projet tout entier dédié à l'écoute d'une humanité extraterrestre, au moyen d'un récepteur révolutionnaire auquel la NASA a consacré en 1990 4 millions de dollars (plus de 20 millions de francs). Prévue pour être inaugurée à l'observatoire d'Arecibo (Porto Rico), le 12 octobre 1992 - 500^e anniversaire de la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb - cette gigantesque oreille métallique, tendue vers l'Univers, tentera d'intercepter les signaux radioélectriques des éventuels habitants de lointaines planètes. A une échelle infiniment plus grande que ne le fait déjà depuis 1981, pendant une semaine chaque année, la station française d'astronomie de Nançay, en Sologne, qui dispose du deuxième plus puissant radiotélescope au monde.

« Espérance bien aléatoire. Devant l'impossibilité de scruter tous les points du ciel,

seules les mille plus proches étoiles ressemblant à notre Soleil ont été sélectionnées. Et dix millions de canaux « seulement » pourront être étudiés dans la bande de fréquence choisie par la NASA (1 à 10 GHz) - soit un infime pourcentage des quelque cent milliards de canaux sur lesquels un message extraterrestre est susceptible d'être envoyé.

Et pourtant, la rêve s'organise. Dans les couloirs du Congrès des Etats-Unis, on parle d'allouer au programme SETI, pour les dix ans à venir, un budget de 100 millions de dollars. La respectable Union astronomique internationale vient de rédiger, en collaboration avec l'Académie internationale d'astronomie et de l'Institut international de droit spatial, une « Déclaration des principes à appliquer en cas de détection d'une intelligence extraterrestre ». Et la communauté scientifique commence très sérieusement à étudier les conséquences culturelles que pourrait avoir une telle découverte... tout en attendant que l'écoute organisée par les Terriens, volontairement ciblée tant sur le plan technique que sur le plan idéologique, limite considérablement les chances de succès.

Ca. V.



Extrait du livre de Pierre Bouche, « Photo/graphiste », éditions Contre-Jour.

Sida : opinions à la française

Les résultats de la première enquête nationale sur les véritables attitudes et comportements des Français face à cette maladie mortelle sexuellement transmissible

Jamais avant le sida une maladie infectieuse n'avait suscité une telle somme d'informations. Jamais non plus une infection sexuellement transmissible n'avait alimenté aussi vite autant de fantasmes quant à ses modes de transmission, alors que, grâce à la virologie et à l'épidémiologie, on découvrait très tôt la vérité dans ce domaine. Cette vérité biologique (transmission sexuelle, sanguine et transplacentaire) fait (quoiqu'il en soit) partie de la culture de ce sujet) que le séropositif ou le malade du sida ne représente en aucune manière un risque pour son entourage. Cette vérité, enfin, ruine aussi tous les arguments de ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, souhaitent voir s'instaurer un dépistage systématique de la population ou voir enfermer ceux qui sont contaminés par le virus ou qui - comme les prostituées - pourrissent l'ère.

Quel aura été, en définitive, l'impact de ces informations et de ces images sur le sida diffusées par voie de presse ou par l'intermédiaire des canaux publicitaires ? Les exagérations politiques ou parfois manderiales, tout comme les multiples rumeurs, auront-elles eu un poids, et lequel, sur la constitution de l'opinion du plus grand nombre ? Pour la première fois, une enquête nationale sur les attitudes et les comportements des Français face au sida apporte des éléments de réponse sur ce thème. Publiée dans le prochain numéro du mensuel la

Recherche (1), cette enquête fournit aussi une photographie inédite de l'opinion française qui, à l'avenir, servira d'élément de référence pour analyser, avec le développement prévisible de l'épidémie, l'évolution des connaissances, des croyances et des pratiques.

Cette enquête a au total été menée en mars dernier auprès de 1 900 personnes, âgées de dix-huit ans et plus (2). Mille d'entre elles constituaient un échantillon représentatif de la population française et ce sujet) de la région Ile-de-France, afin de comparer pour cette région les résultats obtenus avec ceux d'une enquête similaire effectuée en décembre 1987. L'un des principaux chapitres de cette enquête concerne les opinions sur les modes de transmission du virus. La grande majorité des personnes interrogées connaissent aujourd'hui les modes de contamination recensés et de 92 à 98 % savent que le virus du sida peut être transmis lors des rapports sexuels, d'une injection intraveineuse de drogue ou à l'occasion d'une transfusion sanguine (éventuellement devenue extrêmement rare depuis le dépistage des donneurs de sang infectés).

Les choses se compliquent toutefois avec les réponses aux autres questions posées, qu'il s'agisse de la possibilité d'une contamination par de sécrétions d'acupuncture (34,9 % des personnes interrogées estiment qu'une contamination est possible), des soins dentaires (45,4 %), par la salive d'une per-

sonne contaminée (38,4 %), par une piqure de moustique (32,5 %), dans les toilettes publiques (34,8 %), en buvant dans le verre d'une personne contaminée (24,6 %), en étant hospitalisé dans le même service qu'un malade (19,2 %) ou encore à la piscine (14,5 %). Reflets des incertitudes et des amalgames quant au rôle de l'aiguille et du sang, plus d'un Français sur deux (55,10 %) continue à penser, selon cette enquête, que l'on peut être infecté en donnant son sang, ce qui, bien évidemment, est totalement faux.

Croyances inattendues

Parce qu'il s'agit aussi - et surtout - avec le discours sur le sida d'un propos impliquant la sexualité, l'enquête met en lumière des croyances inattendues chez ceux que l'on tient généralement pour relativement bien informés. « Quoique globalement mieux informés, les jeunes de moins de vingt-quatre ans sont les plus nombreux à penser que le coït interrompu est un moyen efficace de protection, écrivent les auteurs de l'enquête.

L'analyse fine et le croisement des résultats des interviews permettent aussi de mieux saisir le partage de l'opinion française vis-à-vis du sida.

« En première approximation, il est possible de mettre en évidence une relation entre connaissances et attitudes, écrivent les auteurs. Ceux qui persistent à voir dans le sida une menace qui les guette dans la vie

quotidienne s'avèrent plus enclins à des prises de position en faveur de mesures coercitives et à des attitudes de stigmatisation des personnes infectées. Par exemple, ceux qui croient en la transmission dans les toilettes publiques, par les moustiques ou lors d'un don de sang sont respectivement 33, 56 et 51 % à se prononcer en faveur d'un dépistage obligatoire pour toute la population. »

L'entrevue ici serait de penser qu'il y aurait d'un côté une information « vraie » détenue par les experts, chercheurs ou médecins, et régulièrement diffusée par les médias et, de l'autre, le public, réceptacle passif. « Loin de se confronter au seul discours d'experts, les représentations du risque et de la maladie se fondent sur une diversité d'informations et d'expériences ainsi que sur des habitudes, des traditions, des convictions éthiques et des conditions de vie ».

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 15

(1) « Les attitudes et comportements des Français face au sida ». Cette enquête publiée dans le prochain numéro du mensuel la Recherche (daté juillet-août 1990) est signée de Jean-Paul Moati, William Dab, Michael Pollak, Philippe Quémel, Alain Anès, Nathalie Belzter, Colette Ménéard et Caroline Serrand.

(2) En mars dernier, les personnes ont été interrogées à domicile par l'IFOP. Chaque entretien durait environ une heure et comprenait notamment 64 questions sur la perception du risque d'infection par le virus du sida, les connaissances sur la maladie et ses modes de transmission, les attitudes à l'égard des personnes infectées et des malades, etc.

SOLDES



renoma

129 bis, RUE DE LA POMPE, PARIS 18

CINÉMA

Mariage blanc

Michel Brault a écrit les Notes de papier pour la télévision un beau film

« Les Notes de papier » est un film de Michel Brault, réalisé pour la télévision. Il raconte l'histoire d'un homme qui se marie avec une femme qu'il ne connaît pas. Le film est une œuvre majeure de Brault, qui explore les thèmes de l'identité, de la mémoire et de la communication.

Le salut est dans la télévision

Le salut est dans la télévision, c'est le thème central de ce livre de Michel Brault. L'auteur explore le rôle de la télévision dans la société contemporaine, en particulier dans le contexte de la culture de masse et de la communication de masse. Le livre est une réflexion profonde sur l'impact de la télévision sur la vie humaine.

Les amants du Pont-Neuf

Les amants du Pont-Neuf, c'est le titre d'un livre de Michel Brault. Le livre raconte l'histoire d'un couple qui se rencontre sur le Pont-Neuf à Paris. Le livre est une œuvre majeure de Brault, qui explore les thèmes de l'amour, de la vieillesse et de la mort.

POINT DE VUE

Soigner l'hôpital

par Jean Choussat

L'HOPITAL — et d'abord l'hôpital universitaire — est le lieu de progrès technologiques spectaculaires. La réflexion sur les structures et les modes de gestion doit tenter de se mettre au diapason d'une entreprise de pointe. L'avenir de l'hôpital repose sur la qualité des hommes, le développement de l'autonomie, la définition de règles du jeu claires.

La qualité des hommes, c'est d'abord des cadres dirigeants, en l'occurrence les directeurs d'établissement. Il est indispensable de diversifier leur recrutement en l'ouvrant à d'autres corps de fonctionnaires, en prévoyant naturellement, en contrepartie, la possibilité pour les anciens élèves de l'Ecole nationale de la santé publique d'accéder à des postes de responsabilité en dehors des hôpitaux.

La qualité des hommes, c'est aussi, bien sûr, celle des ingénieurs, je veux parler des médecins. Pas plus qu'une entreprise, l'hôpital ne pourra recruter et retenir des cadres de valeur s'il ne leur assure pas des perspectives de carrière relativement attrayantes. Il faut donc en finir avec l'approche simpliste qui conduisait à refuser la création de nouveaux postes de professeur ou à prétendre que le nombre des étudiants en médecine est en diminution. Si l'on veut bien se souvenir que les professeurs sont d'abord les cadres techniques supérieurs des hôpitaux universitaires avant d'être des enseignants, la solution coule de source : il suffit que la Sécurité sociale accepte de décharger l'éducation nationale des coûts correspondant à la création de postes supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de modifier quoi que ce soit aux procédures actuelles de nomination des professeurs.

Révolution culturelle

La qualité des hommes, c'est enfin, bien entendu, celle de l'ensemble du personnel hospitalier. Au moment où l'on parle beaucoup et à juste titre — de renouveau du service public, la fonction publique hospitalière est sans doute celle qui, davantage que la fonction publique d'Etat ou la fonction publique locale, se prête le mieux à une nouvelle approche : « entreprise » de services, mobilisant plus de cent métiers, éligible à des progrès technologiques rapides, confrontée à une concurrence de plus en plus vive, l'institution hospitalière est un admirable terrain d'expérimentation d'une fonction publique renouvelée. Les sujets à creuser sont pour nous politiques d'intérêt, développement de la participation, renforcement de la formation, souplesse accrue des rémunérations, création d'espaces de liberté pour les gestionnaires.

Le développement de l'autonomie est le second axe directeur d'une véritable réforme hospitalière. Face aux quelques deux mille établissements sanitaires et sociaux exist-

tants, la seule réponse permettant d'améliorer la gestion et de maîtriser les coûts réside dans l'accroissement des responsabilités.

La souplesse budgétaire doit constituer le pivot d'une gestion plus autonome et plus responsable. Il faut tirer toutes les conséquences du budget d'Etat global, en réduisant le nombre des lignes budgétaires, en autorisant les virements entre dotations, en prévoyant le report automatique des crédits inemployés en fin d'année. S'il convient d'être prudent, au départ, sur la fongibilité des crédits du personnel et des crédits de fonctionnement courant, il faut garder présente à l'esprit l'idée que cette fongibilité s'imposera à terme.

Une libre gestion de la trésorerie est l'une des principales clés de toute véritable « révolution culturelle » dans les hôpitaux. La règle actuelle de dépôt automatique de fonds non rémunérés auprès du Trésor n'incite évidemment pas les établissements à se mobiliser pour améliorer le recouvrement de leurs recettes. Beaucoup d'établissements finissent par perdre de vue qu'une recette non recouvrée se transforme finalement en recette irrecevable, et qu'il faut bien, un jour ou l'autre, combler le trou ainsi créé en réduisant les dépenses à due concurrence. L'enjeu va en réalité bien au-delà : seule une gestion libre et responsable des flux de trésorerie est capable de faire accéder les gestionnaires hospitaliers à une véritable « conscience financière ».

L'aspiration à plus d'autonomie ne s'exprime pas seulement au niveau des établissements : elle se manifeste aussi au niveau des différents services qui constituent l'hôpital. Tous ont besoin d'« espaces de liberté » qui permettent d'introduire dans la gestion administrative le minimum de souplesse qui lui fait souvent défaut. Pour répondre à cette attente, l'Assistance publique de Paris a mis en place, au niveau des services cliniques, une formule dite de « crédits libres ».

Le principe est d'une simplicité biblique : une enveloppe de crédits est mise à la disposition de chaque service clinique, qui l'utilise librement, en dehors de toute procédure administrative, sous la seule réserve de ne pas l'affecter à des dépenses de personnels. La seule obligation est la présentation d'un compte-rendu annuel d'utilisation : s'il apparaît que des abus ont été commis, l'enveloppe n'est pas renouvelée. Les crédits en cause représentent moins de 1/1000 du budget de l'AP. Qui n'achèterait la liberté à ce prix ? La logique d'une gestion plus libre et plus responsable conduit à substituer un dispositif de contrôle a posteriori au système actuel de contrôle a priori. Ce dispositif pourrait être géré soit par l'Etat, soit par les organismes de Sécurité sociale. Le quasi-monopole actuellement détenu par l'Etat sur la gestion hospitalière le désigne en principe tout naturellement pour exercer ce rôle. La question reste toutefois posée de savoir si, à terme, la logique du

financement et la dynamique de la décentralisation ne conduiront pas à une nouvelle répartition des pouvoirs entre l'Etat et les caisses d'assurance-maladie.

Ce n'est pas le seul domaine où une clarification s'impose. Les hôpitaux ont besoin de règles du jeu qui leur permettent d'asseoir leur gestion sur des bases solides.

La première initiative à prendre est la mise en place d'indicateurs. En l'absence des informations que le marché fournit habituellement aux entreprises, les hôpitaux ont absolument besoin de se référer à un tableau de bord qui permette à chaque établissement de situer ses performances par rapport à celles des autres.

La deuxième mesure qui s'impose a trait au lien qu'il faut établir entre l'évolution de l'activité et celle des moyens. S'il est tout à fait légitime d'exiger des hôpitaux qu'ils améliorent régulièrement leur gestion et leur productivité, il est indispensable, symétriquement, d'établir les corrélations nécessaires entre les activités et les moyens. Il faut en finir avec le système maltrusien qui pénalisait les établissements les plus dynamiques.

Des mesures de simplification

La troisième mesure repose sur l'introduction de mécanismes d'intéressement. L'Assistance publique de Paris a, d'ores et déjà, introduit trois formules d'intéressement concernant respectivement les dépenses hospitalières, les dépenses médicales et le recouvrement des recettes. Mais il ne de soi qu'il est possible d'aller plus loin et de mettre en place des techniques d'intéressement touchant aux rémunérations, sous réserve de privilégier la notion d'équipe plutôt que celle d'individu. Le secteur public doit démontrer que l'intéressement collectif est un instrument de gestion beaucoup plus efficace que l'intéressement individuel.

La quatrième mesure consiste à dépasser le cadre annuel pour situer les relations de l'hôpital et de l'Etat (ou de la Sécurité sociale) au sein d'un contrat pluriannuel. Il faut mettre au point un type de contrat prévoyant les principaux engagements réciproques des parties, libellés dans des termes simples, accessibles à l'ensemble du personnel : le contrat ne doit pas être seulement le contrat du directeur, il doit refléter l'engagement collectif de l'ensemble des personnels, médicaux et non médicaux.

Ces règles du jeu doivent être coordonnées par des mesures de simplification.

Il faut d'abord formaliser la répartition du financement de la dotation globale entre les différents régimes d'assurance-maladie, ce qui allégerait considérablement l'énorme paperasserie qui accable les hôpitaux et les caisses de Sécurité sociale, actuellement tenues d'échanger en permanence des millions de données individuelles qui sont la négation même de la notion de budget global.

La participation des malades

Il faut ensuite envisager sérieusement la formalisation de la participation des malades. Actuellement, l'hôpital perçoit, d'une part, le forfait journalier, d'autre part, et dans certains cas seulement, un ticket modérateur dont le montant varie en fonction de nombreux paramètres. Des études ont montré que ce système compliqué — et par ailleurs inéquitable — pourrait être avantageusement remplacé par une participation forfaitaire unique, de l'ordre de 80 F à 100 F par jour. La durée moyenne de séjour étant de sept ou huit jours, la contribution moyenne des malades atteindrait donc 700 F à 800 F environ, susceptibles bien entendu d'être pris en charge par les mutuelles ou les compagnies d'assurances.

La réforme hospitalière ne pourra éluder la question fondamentale des relations de l'hôpital avec l'ensemble des autres acteurs du système de santé. La formule souvent évoquée des schémas régionaux de santé peut constituer une bonne réponse à la nécessité de mieux coordonner la médecine hospitalière et la médecine de ville, les établissements publics et les établissements privés, les structures pour maladies aiguës et les structures pour personnes âgées, les dépenses de soins et les dépenses de prévention. Encore faut-il créer une dynamique susceptible de donner une

CATHERINE VINCENT

Sida : opinions à la française

Suite de la page 13

« Il a été montré dans des travaux réalisés aujourd'hui en cours d'application aux cas du sida la puissance des deux grandes conceptions du « penser social » de la causalité en matière de pathologie : l'une de la « maladie-punition », l'autre plus « biologique », réactivant des croyances anciennes sur les liquides corporels. »

Cette photographie de l'opinion française, qui devrait être prochainement complétée par une vaste enquête nationale sur la sexualité des Français (3), souligne à sa manière le rôle difficile des experts (et incidemment des médias), qui, souvent, ne peuvent nier la possibilité théorique de certaines contaminations (ce fut le cas avec les moustiques ou la salive) et qui, de fait, risquent de dramatiser sans raison aucune. Il faut ainsi parvenir à convaincre que les voies de transmission du virus ne sont que celles qui ont été décrites mais, dans le même temps, que la prévention impose une modification des comportements du plus grand nombre (réduction du nombre des partenaires sexuels, utilisation de préservatifs dans les situations à risque, recours éventuel aux techniques du safer, etc.).

« Je pense que l'évocation publique de toute ambiguïté scientifique quant aux modes de transmission peut avoir des effets dévastateurs sur l'opinion, explique M. Jean-Paul Montil (INSERM, unité 240). C'est parallèlement souligner l'importance des prises de position éthiques. Quel qu'on pense par ailleurs, l'image diffusée à travers le monde de Jean-Paul II embrassant un séropositif a fait autant sinon plus que bien des campagnes télévisées sur le sida. »

L'enseignement le plus encourageant de cette enquête porte précisément sur les malades, voire l'acceptation en France d'un « climat de tolérance » à l'égard des personnes

contaminées, séropositives ou malades.

Ainsi, seules 6,9 % des personnes interrogées disent qu'elles refuseraient de travailler avec un séropositif, 3,1 % de continuer à le fréquenter et 16,3 % d'aller manger chez lui. Seules 19 % ont l'impression qu'elles chercheraient à rendre leurs relations moins fréquentes si elles apprenaient qu'une de leurs connaissances était atteinte du sida. 87,2 % estiment qu'un malade du sida a besoin de sympathie et de solidarité et 93,5 % qu'il a droit aux meilleurs traitements possibles. Ce qui, en définitive, diffère fort peu des attitudes à l'égard des malades souffrant d'un cancer.

Enfin, et quels qu'aient pu être les discours extrémistes sur ce thème, l'adhésion à des mesures coercitives (isolement des séropositifs, interdiction de l'accès aux enfants scolarisés, légitimité du licenciement des malades), demeure le fait d'une minorité, toujours inférieure à 10 % de la population. « Le sida n'est pas (encore) devenu, à la différence d'autres débats de société comme l'immigration, un objet de polarisation idéologique et de cristallisation généralisée des peurs et des mécanismes collectifs de défense par recherche de boucs émissaires », concluent les auteurs.

La principale question est donc de savoir si cette progression annoncée de l'épidémie bouleversera ou non demain les opinions et les comportements des Français (3), dont 4,3 % seulement estiment aujourd'hui que le sida est un « châtiment de Dieu ».

JEAN-YVES NAU

(3) Une enquête sur 20 000 personnes, dirigée par le professeur Alfred Spira (INSERM, unité 292), sera prochainement effectuée en France. Elle visera à une analyse en profondeur du comportement social des Français.

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉES ET AU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Les élections permettant le renouvellement des membres des instances d'évaluation de l'INSERM pour la période 1991-1994 se dérouleront à partir de novembre 1990.

Les enseignants-chercheurs ayant une activité de recherche biomédicale ou en santé peuvent être inscrits sur les listes électorales s'ils satisfont à certaines conditions de grades (PU-PH, MCI, CT, chefs de clinique et assistants), d'activité (publications scientifiques)...

Toute information complémentaire peut être demandée à l'INSERM :

Bureau des élections
101, rue de Tolbiac, 75054 Paris Cedex 13
Tél. : (1) 45-84-14-41 poste 4636

Date limite d'inscription : 14 septembre 1990

Rappel : Les bénéficiaires de contrats subventionnés par l'INSERM et qui n'auraient pas été contactés par l'Institut peuvent demander leur inscription avant le 13 juillet 1990.

Cosmos : les pluies de la vie

Suite de la page 13

« Les météorites carbonées contiennent un mélange de matières très curieuses, dont on commence tout juste à découvrir l'importance dans l'univers », précise Michel Maurette (CNRS, Orsay). Délaissant partiellement son laboratoire, ce physicien a déjà mené, depuis 1984, trois expéditions au Groenland et en Antarctique... pour y ramasser des poussières d'étoiles. Un rêve d'enfant doublé d'une précieuse recherche, puisque ces « micrométéorites », d'une taille inférieure au millimètre et protégées de la contamination terrestre par les glaces des pôles, permettent une analyse rigoureuse de leurs composés.

Plus étonnant encore : outre qu'elles se révèlent constituées d'une matière extrêmement riche (molécules organiques, sulfures, argiles), ces poussières cosmiques apparaissent pour la plupart extrêmement bien conservées, malgré leur chute dans l'atmosphère terrestre, qui, on le sait, aurait dû les fondre en un magma

non identifiable. Quand on sait que la Terre primitive était bombardée d'un flux de micrométéorites environ dix mille fois supérieur au flux actuel (soit une particule par mètre carré et par minute), on devine l'intérêt que portent les chercheurs à une telle découverte. « D'autant plus que l'atmosphère primitive de la Terre était peut-être plus favorable à leur survie que l'atmosphère actuelle », précise Philippe Boony, du Centre de spectrométrie nucléaire d'Orsay (CNRS), pour qui « les micrométéorites ont peut-être constitué une source importante de matière organique extraterrestre. »

Comètes, météorites ou poussières cosmiques, il est encore beaucoup trop tôt pour déterminer les rôles respectifs de ces corps célestes dans l'éventuel ensemencement de la Terre. Mais le faisceau de présomptions semble bel et bien se resserrer autour de l'hypothèse extraterrestre. Comment dès lors ne pas se surprendre à rêver qu'existent, hors de notre système solaire, d'autres formes de vie ?

CATHERINE VINCENT

VOS
AFFAIRES
ONT BESOIN
D'UN CADRE
SUPERIEUR :



VOS BUREAUX
POUR UN JOUR,
UN MOIS,
UN AN,
OU VOTRE
CENTRE DE
CONFÉRENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Elysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer "le cadre de vos décisions stratégiques". Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipé de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 46.04.21.84.

Regus
CENTRE D'AFFAIRES

SCIENCES • MEDECINE

Les cinquante ans de l'IGN

Avec l'apport des technologies nouvelles, l'Institut géographique national s'est considérablement transformé depuis sa création.



IGN : à l'imprimerie de Saint-Mandé

L'INSTITUT géographique national (IGN) a cinquante ans. Il est né, en effet, le 1^{er} juillet 1940 d'un décret signé le 27 juin 1940 par le maréchal de France, président du conseil, Philippe Pétain, et publié dans le *Journal officiel* du 12 juillet 1940.

Mais l'IGN, dont le ministère de l'Équipement a la tutelle, est, en fait, beaucoup plus que demi-siècle. Il a remplacé le Service géographique de l'armée, créé en 1887. Lequel Service avait lui-même pris la suite du Dépôt de la guerre né en 1688. Ainsi peut-on presque dire que l'IGN a trois cent deux ans.

Les militaires ont été les premiers à avoir un besoin impérieux de cartes. D'où la création, par Louis XV, du Dépôt de la guerre, dont la tâche était de rechercher et de conserver les archives militaires. A ce Dépôt fut affecté le Corps des ingénieurs des camps et armées, créé en 1696 et transformé, treize ans plus tard, en Corps des ingénieurs géographiques des camps et armées, qui fut chargé de faire la description géographique, militaire, des régions où se déroulaient les opérations de guerre.

L'établissement de la première carte générale de la France est dû à la volonté de Louis XV. Le roi avait constaté en 1747 l'exactitude de la carte de la France levée l'année précédente par les ingénieurs géographiques et approuvée sur les travaux de triangulation (1) imaginés par l'astronome géométrique César-François Cassini (dit Cassini II), puisque la dynastie d'origine italienne a compté quatre générations.

Ainsi est entreprise, en 1750, la Carte géométrique de la France, en 180 feuilles à l'échelle de 1:86 400, soit une ligne pour 100 toises (2). Côté de l'opération : 4 000 livres par feuille (3).

Tout marche bien jusqu'en 1756, mais on débute la guerre de Sept Ans.

L'État n'a plus d'argent pour la carte, dont 2 feuilles sont parues. Mais Cassini décide de continuer. Il crée une société, dont les actionnaires sont M^{rs} de Pompadour et des personnalités de la cour, à laquelle Louis XV donne le matériel et abandonne les droits sur la carte. Tout le monde, en effet, peut acheter la carte pour 4 livres la feuille.

Les photos aériennes base de la cartographie

Arrive la Révolution : 165 cartes sont publiées, 11 sont en cours de gravure et les dernières sont en préparation (4). Jacques-Dominique Cassini (Cassini IV) est emprisonné (libéré, il ne mourra qu'en 1845, à l'âge de quatre-vingt-dix ans) ; sa société est « nationalisée », si bien que tout le matériel, y compris les planches de cuivre et les cartes imprimées, est transféré au Dépôt de la guerre. La cartographie française redevient militaire pour cent quarante-sept ans.

Guerroyant dans toute l'Europe, Napoléon a besoin de cartes. Les ingénieurs militaires dressent des cartes d'Italie, des Alpes, de Hollande, etc. Ainsi est réalisée, par le Dépôt de la guerre, la Carte de l'empereur en 420 feuilles au 1:100 000 (le système métrique a été institué en 1793 et est légal depuis 1799), qui couvre une grande partie de l'Europe. Existait, en un exemplaire, cette œuvre monumentale disparait en partie pendant la retraite de Russie ; une autre partie est confisquée par les puissances alliées en 1815.

La carte de Cassini, si remarquable soit-elle, avait beaucoup de défauts. L'idée de faire une nouvelle carte a donc été suggérée dès 1808. Il fallut attendre neuf ans pour que soit créée la Commission royale de la carte de France. Mais les uns souhaitaient l'échelle de 1:100 000, les autres celle

de 1:50 000. La discussion fut close en 1824 : la nouvelle carte serait levée au 1:40 000, gravée et imprimée au 1:80 000. Ainsi fut décidée la Carte de l'état-major en 273 feuilles, dont la réalisation — géodésie, levés, gravure, impression — ne s'acheva qu'en 1880. Des 1883, il fallut s'attaquer à la première révision, qui prit vingt-quatre ans. Vint la deuxième, commencée en 1908 et achevée en 1952. Alors qu'un projet de la troisième carte générale de la France au 1:50 000 avait été lancé dès 1900 et que la décision de publier les feuilles de préparation au 1:20 000 et en trois couleurs du 1:50 000 avait été prise en 1922.

Il est temps de rendre hommage au général Louis Hurault qui dirigea le Service géographique de l'armée depuis 1937 et qui avait imposé en France, entre les deux guerres, l'utilisation des photos aériennes comme base de la cartographie. Les conditions de l'armistice signé le 22 juin 1940 par la France et l'Allemagne comprenaient la saisie par les Allemands des biens militaires français.

Extraordinaires mutations

Le général Hurault a compris en un éclair qu'il fallait que le Service géographique de l'armée devienne immédiatement un organisme civil. Cinq jours après l'armistice, le décret était signé. À partir du 1^{er} juillet 1940, le Service géographique de l'armée — militaire — était remplacé par l'Institut géographique national — civil, dont le directeur général était l'ingénieur général Hurault. Celui-ci est revenu à Paris le plus tôt possible.

M. Georges Lacavère, directeur de l'IGN de 1963 à 1974, était avec le « général » Hurault. Des sentinelles allemandes interdisaient l'entrée des

immeubles aux 136 bis et 140 de la rue de Grenelle. Un des officiers qui occupaient les locaux a bien voulu porter : pour lui, il s'agissait de locaux militaires. Finalement, après bien des discussions au plus haut niveau, un accord se fit : l'armée allemande restait dans une partie des locaux de la rue de Grenelle, l'IGN récupérant le reste. Mais, et M. Lacavère en rit encore, il y avait aussi des bureaux « secrets » que les Allemands n'ont jamais découverts : notamment ceux où étaient stockées les photos aériennes clandestines de la ligne Siegfried prises avant la guerre et bien utiles aux Alliés en septembre 1944.

Depuis cinquante ans, l'IGN vit d'extraordinaires mutations. Les avions, les satellites, l'informatique et de multiples technologies nouvelles ne cessent de bouleverser le travail des spécialistes de l'IGN. Selon la formule de M. Jean-François Carrez, l'actuel directeur général, les métiers spécifiques (géodésie, nivellement, restitution, dessin, etc.) sont de plus en plus remplacés par des applications de l'informatique spécialisées dans les diverses branches de la géographie-cartographie.

À la carte de base au 1:25 000 (qui a remplacé celle au 1:20 000 à partir de 1964) en 4 200 feuilles et à ses dérivées au 1:50 000, 1:100 000 et 1:250 000 sont venues s'ajouter des cartes thématiques (touristiques, pour commerçants), faites de plus en plus à la demande d'amateurs ou de décideurs grâce aux informations obtenues par la télédétection et à l'informatique. De plus en plus, en effet, les données sont numérisées. Ce qui permet d'innombrables — et rapides — combinaisons visualisant des problèmes extrêmement variés.

Depuis 1967, l'IGN est un établissement public de l'État à caractère administratif, doté de la personnalité admini-

strative et de l'autonomie financière. Il a donc une mission de service public (carte de base, entretien du réseau géodésique, École nationale des sciences géographiques) pour laquelle l'État donne, en 1990, 325 millions de francs. Il reçoit deux subventions supplémentaires : 45 millions de francs pour ses équipements de son ministère de tutelle, 10 millions de francs du ministère de la recherche.

Mais l'IGN doit aussi « gagner sa vie » : cette année, il aura 300 millions

de recettes propres (dont 75 viennent de la vente de ses cartes et photos aériennes, 80 de contrats avec des décideurs, 40 d'activités à l'exportation — ces dernières sont de plus en plus difficiles, car la concurrence étrangère est de plus en plus vive).

Les deux mille cent personnes qui travaillent actuellement à l'IGN ont cependant des atouts importants : des techniques sans cesse affinées et des réalisations d'une extrême qualité.

YVONNE REBEYROL

- (1) La triangulation permet de tracer du proche en proche un canevas géodésique fait d'un réseau de triangles. Chaque triangle a un de ses côtés en commun avec un de ses voisins. La position de chaque angle est déterminée selon ses coordonnées horizontales : « x » pour la longitude et « y » pour la latitude. Ainsi peuvent-ils placer chaque point du réseau géodésique dans le jeu des parallèles et méridiens tracés en fonction de la projection choisie pour dessiner la carte. La surface de la Terre étant sphérique (approximativement) et les cartes planes, il a fallu imaginer diverses relations mathématiques (les projections) permettant de passer de l'une aux autres.
- (2) Il y avait 12 lignes dans un pouce (27,07 mm), 12 pouces dans un pied : 6 pieds dans une toise (1,949 m).
- (3) Une ligne de 1756 vaut environ 16 francs actuels.
- (4) L'IGN possède 179 planches de carte originales sur les 180 de la carte de Cassini.

Informatique : le secret des « facteurs »

La lutte entre les casseurs de code et les crypteurs qui s'efforcent sans cesse de protéger les systèmes informatiques d'éventuels pirates a encore de beaux jours devant elle. Une nouvelle preuve vient d'en être donnée par une équipe de mathématiciens dirigée par MM. Arjen Lenstra, de Belgrade (1), et Mark Manasse, de l'Université de Californie. Ils se sont en effet montrés capables de « factoriser » un nombre de cent cinquante-cinq chiffres considéré dans l'état actuel des techniques existantes comme « infatigable ».

Pour bien comprendre ce qu'une telle opération veut dire, il faut savoir que cette petite branche des mathématiques sert aux informaticiens pour protéger les ordinateurs les plus « sensibles » des armées, des banques, des gouvernements. La technique employée repose sur l'utilisation de nombres premiers : c'est-à-dire de nombres qui ne sont divisibles que par 1 ou par eux-mêmes comme 3, 7, 17 ou 31.

S'il est effectivement aisé de multiplier de tels nombres entre eux pour construire un nombre

d'une certaine de chiffres, il est en revanche quasi impossible de le factoriser, c'est-à-dire de trouver dans un temps très court les nombres premiers dont il est issu. Ainsi, le nombre 2 623 est factorisable parce qu'il est le produit de deux nombres premiers, 43 et 61. Mais il s'agit là d'un exemple simple à la portée de n'importe quel ordinateur. Il en va autrement pour les nombres les plus grands, si l'on en croit des chercheurs de Stanford qui, en 1981, ont estimé que pour décomposer en ses facteurs premiers un nombre factorisable de deux cents chiffres, hors de portée du meilleur ordinateur.

Dès 1976, trois chercheurs, MM. Rivest, Shamir et Adleman, ont compris tout le bénéfice qu'on pouvait tirer d'un tel casse-tête mathématique pour protéger les réseaux d'ordinateurs les plus sensibles. Il suffit en effet, de manière très schématisée, que le destinataire d'un message confidentiel choisisse deux ou trois grands nombres premiers de plusieurs dizaines de chiffres chacun. Il diffuse alors dans un annuaire consultable par ses éventuels correspondants le résultat de leur produit. Ce

dernier constitue donc une sorte de « clé » — les spécialistes parlent même de système à clé réversible — que l'émetteur du message utilise pour crypter son texte.

Inviolabilité brisée

À la réception, seul le destinataire est capable de lire en clair le message qui lui est destiné, car lui seul dispose des éléments — les fameux nombres premiers — qui lui permettent de le décoder. D'autres peuvent, bien sûr, jouer les pirates et se procurer l'ensemble du message crypté. Mais le temps qu'il leur faudra pour forcer la clé réversible et trouver les éléments qu'elle contient est tel qu'ils renonceraient vite si ils ne sont pas équipés de moyens de calcul colossaux.

Une preuve : en 1988, M. Arjen Lenstra réussit, en compagnie d'une dizaine de chercheurs, à briser l'inviolabilité supposée d'un nombre de cent chiffres qui se révélait être le produit de deux nombres premiers de soixante et de quarante et un chiffres ! Mais à quel prix ! Il fallut en effet faire appel à quatre cents ordinateurs

pour tester toutes les combinaisons possibles et trouver après des heures de calcul la solution. Le même vient aujourd'hui de renouveler son exploit avec un nombre de cent cinquante-cinq chiffres cette fois, mais en utilisant une batterie de... mille ordinateurs.

De quoi donner un frisson d'angoisse aux crypteurs qui savent, comme l'expliquent MM. Arjen Lenstra et Mark Manasse, qu'une fois qu'une personne non autorisée a découvert comment factoriser un nombre, il lui suffit d'une poignée de secondes pour déchiffrer les messages cryptés à partir de ce nombre. Un petit frisson seulement car bien peu de gens disposent de temps et du nombre d'ordinateurs nécessaires pour casser de tels codes. Mais, on peut toujours, en attendant que de nouvelles percées de ces mathématiciens factieux, compliquer la clé en prenant des nombres factorisables de deux cents, voire trois cents chiffres, et pourquoi pas plus ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Département de recherche de la société Bell.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimerie du Monde 12, rue du Commerce 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer toutes nos lettres en capitales d'imprimerie (PP, Paris, PP)

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Montessay, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Soirée France 2
du journal Le Monde à 19h 55

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 28-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ARO

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEM	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 084 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde

Section C : Économie

VOTRE PROCHAIN RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

MARDI 26 JUIN

PLUS DE 8 PAGES D'ANNONCES CLASSEES

► Le Monde des cadres
► La fonction commerciale

ET

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL DE 20 PAGES

► Les informaticiens
► Secteurs de pointe

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL

diffuse gratuitement dans le quotidien

LE MONDE point de rencontre des grandes ambitions

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● L'Italie, engluée dans la poix uruguayenne, a eu besoin d'une bonne heure pour imposer son jeu et assurer sa qualification en quarts de finale ● Elle y rencontrera l'Eire, victorieuse, à l'ultime tir au but, de la Roumanie ● Pendant le Mondiale, les jeux d'argent, officiels ou non, continuent ● Des places vendues et inoccupées dans les stades ●



Le fantôme de la « Céleste »

La mort lente de l'Uruguay et de ses footballeurs atones

● Italie b. Uruguay : 2-0.

ROME

de notre envoyé spécial

La « Céleste » peut retourner à son passé, à ses souvenirs. Même lointains, ils sont plus vivants encore que son présent. Montevideo devra attendre encore sa troisième Glorietta. 1990 n'avait aucune chance de supplanter 1930 et 1950 quand l'Uruguay ensorcelait le monde, pas même 1970 qui vit les Uruguayens en demi-finale. Bienheureux encore que cette équipe de mondes et son football, tirés du formol, aient pu se traîner jusqu'à huitième de finale.

Habitué à se contenter de peu, le supporter uruguayen aura accepté comme pain béni l'interruption de vingt années d'insuccès en Coupe du monde. Depuis 1970, en effet, l'Uruguay n'avait pas réussi à gagner un seul match en phase finale. C'est fait désormais grâce au misérable but marqué en *extrémis* à la Corée du Sud. Face à l'Italie, il aurait fallu qu'ils jouent des heures, ces footballeurs atones, pour espérer tromper Walter Zenga, le gardien transalpin.

Tiré comme d'habitude à quatre épingles, le sélectionneur Oscar Washington Tabarez faisait bonne figure après l'élimination. Déçu ? « Pas vraiment : notre objectif minimum était de passer le premier tour. La manière a peut-être laissé à désirer. »

Ah ! tout de même. Ce bémol est la moindre des choses de la part d'un homme qui avait promis de montrer un jeu rénové et une équipe renouée. Cet instituteur de quarante-trois ans s'était même juré de réhabiliter l'Uruguay à l'occasion du Mondiale. Vaste programme qu'il avait en tête depuis quatre ans. Il était l'adjoint d'Omar Borrás en 1986 et il avait vu comme un calvaire le football de la honte dans laquelle était coulé le « Céleste » au Mexique. L'escadron des Bossio, Biaggio et Batista avait semé des graines de violence sur tous les terrains. La *garra*, cette combativité extrême qui plaît tant au public uruguayen avait laissé l'image d'un football acéré comme le fer des cramppons.

Plus jamais ça ! Sur ce thème,

Oscar Tabarez avait mené campagne contre Omar Borrás, puis contre Roberto Fleitas, un fils spirituel plutôt qu'un successeur. C'est avec la manière forte en effet que l'Uruguay s'était à nouveau pointé en 1987 lors de la Copa America. Finalement nommé « *Technico* » de la sélection en janvier 1989, cet ancien défenseur, obscur arrière central de quel club uruguayen et mexicain, allait faire connaître son goût pour l'offensive. Préconisant « un football propre et intelligent », il battait aussitôt le rappel des Uruguayens émigrés en Europe. Des artistes pour la plupart, à l'image de Ruben Paz, Ruben Sosa et Enzo Francescoli.

Le gaucher de gauche

L'Uruguay nouveau, plus technique et spectaculaire, a accédé à la finale de la Copa America en 1989, puis s'est qualifié pour le Mondial, mais les détracteurs de ce « *jeu de femmes* » n'ont jamais désarmé. Ils ont failli obtenir la tête du sélectionneur l'an dernier. Les dirigeants de clubs lui reprochaient de recruter des « mercenaires » au lieu d'utiliser les talents locaux. Cela les privait d'une belle vitrine pour vendre leurs propres joueurs. Ce petit pays de quelque trois millions d'habitants est, en effet, un des plus gros exportateurs sud-américains de joueurs. Une étude récente estime à six cents le nombre d'Uruguayens évoluant à l'étranger.

A cette époque, le plus ardent défenseur de Tabarez fut Ruben Sosa. Le jeune attaquant de la Lazio de Rome, passé professionnel à dix-huit ans, puis transféré en Europe à moins de vingt pour faire bouillir la marmite de ses douze frères et sœurs, avait immédiatement flairé une manœuvre politique. Oscar Tabarez, militant de gauche affiché, aurait été la cible de la droite traditionnelle qui possède la majorité des clubs professionnels. Lui-même militant actif, gaucher de gauche, avait menacé de ne plus jouer en équipe nationale si Tabarez était limogé.

C'est avec ses pieds que l'avocat de la défense trouva les arguments

décisifs. En marquant but sur but lors de la campagne de qualification, Ruben Sosa a fait taire toutes les critiques. Aujourd'hui le maigre bilan proposé par l'équipe uruguayenne semble avoir déjà relancé les rumeurs de limogage. Le nom du remplaçant d'Oscar Tabarez circule. Un certain Enrique Ghezzi Manero, entraîneur du *Danubio*, le dernier club en vogue de Montevideo.

Cette fois Ruben Sosa aura du mal à être convaincant. Allier vif-argent, il a été la grande déception du rendez-vous mondial. Baptisé *Petit Prince* parce que la place de prince était déjà occupée dans le cœur des Uruguayens par Enzo Francescoli, Ruben s'est enlisé après avoir raté un penalty lors du premier match. Au point qu'Oscar Tabarez, faisant bon marché de leurs liens d'amitié, ne l'avait même pas aligné au coup d'envoi du match contre l'Italie.

Il n'est entré en jeu qu'en désespoir de cause. Toto Schillaci n'avait pas encore osé son but, monstrueux tir de mortier, lâché au jugé (65^e minute), le coup franc tiré artistiquement par Giuseppe Giannini n'avait pas encore trouvé la tête de l'expérimenté Sereza (79^e minute), mais déjà Francescoli, prince déchu au regard triste, évaluait les dégâts. Que faire, sinon retarder l'échéance quand on a peu d'ambition ? Avec six de ses joueurs appointés du *Calcio* la formation uruguayenne avait pourtant les moyens de perturber le jeu italien. Elle l'a fait pendant une heure, guère plus, en faisant tourner le ballon autour du rond central selon un tempo de rémouleur.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Saint « Paddy », gardien d'Irlande

Patrick Bonner, le goal irlandais, est désormais le héros de tout un peuple

● Irlande b. Roumanie : 0-0

après prolong., 5-4 aux tirs au but.

GENÈS

de notre envoyé spécial

Jacky Charlton s'est gratté le nez, comme par superstition. Ce bon vieux pif est trop généreux et trop charmant pour oser le trahir en pareil moment, lui, l'Anglais, promu héros de sélectionneur de la République d'Irlande. Il a machouillé son chewing-gum. Puis, son regard de vieux filou s'est fixé sur la cage, là-bas, à l'autre bout du terrain de Gènes. « Paddy » Bonner, son gardien de but, se signait une cinquième fois face à un tireur roumain. Dans les tribunes, tout de vert bariolées, vingt mille fils d'Irlande imploraient saint Patrick pour cette épreuve de tirs au but après le constat d'égalité (0-0).

Un nez de bon augure, un signe de croix, le saint des saints. Tout était réuni, le miracle pouvait avoir lieu. Et il eut lieu. « Paddy » Bonner plongea sur sa droite pour stopper la frappe trop naïve de Radu Timothe. L'Irlande obtenait ainsi beaucoup plus que sa première qualification pour les quarts de finale de la Coupe du monde : elle avait là son « *Guldajara* », son jour de gloire et de suspense.

Comme le football français se souviendra toujours de cet après-midi méridien et du fameux match contre le Brésil en quarts de finale du Mondial 1986, le football irlandais, version républicaine, n'oubliera jamais le lundi 25 juin à Gènes contre les Roumains, ce jour béni qui lui a ouvert la voie d'un match contre l'Italie, le 30 juin à Rome.

Joyeux soufflards

Toute autre issue qu'une victoire irlandaise eût été injuste pour ces supporters que l'Italie s'est surprise à aimer jusqu'à fraterniser, verre à la main, dans les trattorias. Lundi, ils étaient donc encore vingt mille - deux fois plus que les Néerlandais la veille contre la RFA - venus par charniers et par trains, en famille ou entre amis, depuis Dundalk, Dublin ou Drogheda. Le temps d'un match sur les travées du superbe stade figure, leurs corps blanchâtres ont pris plus de soleil qu'il n'en brûlerait jamais sur le comté de Galway.

Depuis le début de ce Mondial, ces milliers de joyeux soufflards régnent sur les stades, parfois même sur ceux où leur équipe ne se produit pas. Ils sont bien les seuls à ne jamais siffler l'hymne national de leur adversaire du jour, à applaudir les belles actions des joueurs opposés. Sans doute faut-il voir aussi dans cette attitude une volonté de se distinguer des Anglais à la réputation bien établie de mauvais garçons. Jacky Charlton, bien qu'étant lui-même originaire d'Albion, sait parfaitement que la principale force de son équipe est là, dans cette joie

de vivre, donc de jouer. « Je suis heureux pour le peuple d'Irlande. Ce soir, les pubs de Dublin vont distribuer plus de pintes qu'en un an », assurait-il après la partie, en tirant sur un cigare de banquier.

Mais cette victoire est aussi celle du gardien « Paddy » Bonner. Depuis un match historique contre l'Angleterre en 1982, lors du Championnat d'Europe des Nations (victoire irlandaise, 1-0), l'homme est un héros. C'est désormais un saint. Comme pour prouver que ses parents irlandais pure souche ne s'étaient pas montrés présomptueux en le prénomant Patrick, un honneur qui se mérite, il fait office de porte-drapeau de cette joyeuse confrérie. C'est son nom que les supporters ont chanté jusqu'à plus soif dans les rues génoises, au côté des tifosi italiens qui étaient le succès de leurs contre l'Uruguay.

« Paddy » Bonner n'est certainement pas le meilleur gardien du Mondial et Jacky Charlton a rien d'un technicien de génie, même s'il a su biter une équipe très délicate à manier en raison de son style, britannique jusqu'à la caricature. Cette formation, bien que toujours invaincue dans cette Coupe du monde, ne sera jamais une grande équipe. Pourtant, la République d'Irlande a déjà marqué le quatorzième tournoi mondial de son empreinte. A tel point qu'en regardant les Irlandais rentrer sans vestiaires sous les applaudissements d'une foule livrée de joie, les milliers de supporters, après tout, ces gaillards, tout autant que leurs supporters, n'étaient pas les seuls à avoir compris le vrai sens du jeu de football.

PHILIPPE BROUSSARD

Une institution nommée Totocalcio

Les paris sur le football sont une tradition dans la péninsule

TURIN

de notre envoyé spécial

Le football en Italie est une affaire d'Etat et une affaire juteuse. « Rien n'est trop cher pour le football » n'avait pas hésité à dire le maire de Milan pour justifier l'énormité des sommes investies dans la réfection du vieux stade San Siro. Pas un homme politique italien n'aurait d'ailleurs aujourd'hui la folle idée de faire une affaire de cette affaire, une véritable industrie nationale qui rapporte à l'Etat italien, qui en a bien besoin, bon an mal an, des milliards de lire.

Grand ancêtre de notre Loto sportif, le Totocalcio est une institution dans la péninsule. Du lundi au samedi soir, des millions d'Italiens s'adonnent à ce « sport » national qui ne demande qu'un stylo, un bulletin, « la schedina », que l'on trouve dans tous les débits de tabac, une mise minimale de 600 lire (3 francs) et beaucoup, beaucoup de chance pour cocher à bon escient les treize cases rituelles, bâties sur treize matches de championnat.

Totonero et blanchiment d'argent

Le supporter italien aime souvent y jouer, naturellement en équipe, au bistrot, devant le traditionnel *cappuccino*, au bureau, au cercle sportif ou encore dans la section de son parti. Et comme, en matière de jeux, on n'est jamais ici non plus à cours d'imagination, depuis quelques saisons, on voit de plus en plus des groupes se former, investir dans des programmes informatiques sophistiqués et jouer parfois plusieurs centaines de milliers de lire sur des bulletins remplis à partir d'un maximum de données.

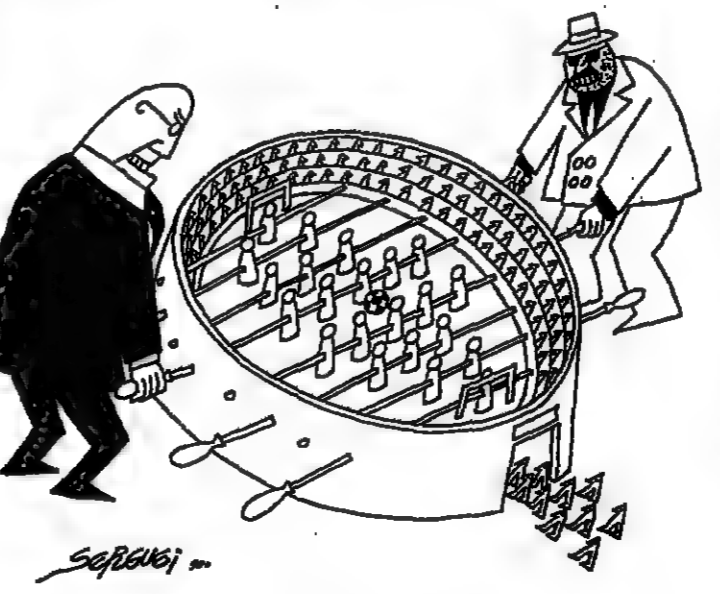
Le record appartient à deux tifosi qui ont pu gagner un dimanche, avec treize bons résultats sur treize, 250 millions de lire (13 millions de francs). Ce qui n'est rien au regard des sommes empochées par l'Etat qui récolte

ainsi, chaque samedi soir, près de 30 milliards de lire (120 millions de francs), dont la moitié va dans les caisses d'un organisme public pour le sport.

On conçoit donc que les autorités italiennes n'aient pas un instant

peuvent en discuter durant des heures et des heures.

Mais tout cela n'est encore rien au regard des sommes perçues et bien entendu moins affichées par la Camorra, le célèbre Mafia napolitaine. Car le Totocalcio a aussi



songé durant le Mondiale à cesser de traire avantageusement cette bonne vache à lait. Depuis quinze jours le Totocalcio a un petit frère. Chaque semaine, les paris sont engagés sur les rencontres jouées, se compliquant au fur et à mesure que le nombre des équipes se restreint.

La semaine dernière, il s'agissait de trouver le résultat de la première mi-temps et le résultat final. Cette semaine, l'affaire se corse, puisqu'il convient de trouver, en plus, le nombre de joueurs remplacés, le nombre de buts marqués. A ce jeu, les fanatisés du Camorron, les foudrées d'un Diego Maradona sont une calamité pour ces foules de pronostiqueurs qui

un frère bâtard, le « Totonero » qui rapporte plus d'argent à la Camorra que le Totocalcio à l'Etat. D'abord parce que tous ces paris sont clandestins. Ensuite parce que le règlement est d'une simplicité enfantine : on parie sur le résultat d'un ou plusieurs matches, et ce règlement n'a pas eu besoin d'être changé pour la Coupe du monde.

Celui qui récemment avait misé sur la victoire du Camorron devant l'Argentine a pu gagner ainsi vingt fois sa mise. Enfin parce que, à la différence de l'Etat qui fait respecter certains délais de versements et impose - normalement - à 50 % le revenu des gains, la Camorra garantit, elle, le règlement des gains le jour même du

match. Personne ne craint l'escroquerie puisque'il est admis et retenu que toute infraction à la loi de la Mafia est punie de la peine de mort.

Il est aussi admis - régulièrement la presse italienne s'en émeut mais toujours en vain - que la Camorra est en mesure d'exercer sur certains footballeurs et dirigeants des pressions pour arranger à sa convenance l'issue de certains matches. L'ancien attaquant vedette Paolo Rossi défraya, il y a quelques saisons, cette chronique particulière des matches truqués.

L'organisation se fait aussi, souvent, un plaisir d'offrir un autre « service » à ceux qui ont décroché la timbale au Totocalcio de l'Etat. Avec la complicité des bureaux de tabac, qui, dans ce cas, préfèrent éviter les ennuis, la Camorra engage le citoyen réputé irréprochable à ne pas pousser l'honnêteté trop loin, c'est-à-dire jusqu'à la banque où il devrait normalement déposer son bulletin gagnant.

La Camorra, fort diligemment, lui proposera alors de récupérer ce bulletin gagnant en lui fournissant une somme sensiblement supérieure, parfois dans une banque étrangère. Un peu plus tard, la Camorra procédera, elle-même, à l'encaissement du gain en question auprès de l'Etat. Une façon parmi d'autres de blanchir de l'argent sale.

DANIEL CARTON

Le point

HUITIÈMES DE FINALE

République d'Irlande b. Roumanie 0-0 (5 tirs au but à 4, après les prolongations).

Italie b. Uruguay 2-0.

A LA TÉLÉVISION

Mardi 26 juin : Espagne-Yugoslavie, à 17 heures (FR3); Angleterre-Belgique, à 21 heures (A2).

HORS-JEU

La vente forcée des billets d'entrée

ROME

de notre correspondant

S'il y a une chose insupportable pour l'amatteur de football, c'est bien d'assister à un match dans un stade à demi-vidé. On s'y sent un peu bête, on n'ose pas crier sa joie et on se demande si on ne s'est pas trompé de pelouse. Même devant la télé lorsque les caméras balayent les gradins désertés il y a comme un malaise dans les salons. « Un beau match comme ça ! Vraiment c'est à n'y rien comprendre. » « Surtout, renchérit quelque un, qu'on nous serve depuis des semaines que tous les billets ont été vendus. »

S'il est vrai que 92 % des 2,5 millions de tickets d'entrée aux cinquante-deux parties du Mondiale ont été vendus, personne n'a jamais prétendu que les acquéreurs étaient tous des supporters.

D'abord, les grandes entreprises ont acheté des carnets entiers de billets, par paquets de mille, pour les offrir à leurs meilleurs clients ou pour récompenser leurs plus fidèles cadres et employés. Or, contrairement à la légende, tous les Transalpins ne naissent pas avec des cramppons aux pieds.

Il y a donc un peu de « *boulton* », et l'on peut d'ailleurs observer à l'entrée de certains stades des personnes qui gâchent le métier des pros de la revente « au noir » en essayant de refiler à moitié prix des tickets qui leur avaient été généreusement offerts par leur patron. Les parties les plus désertées sont, surtout, celles de l'après-midi. C'est que, contrairement à une idée reçue, y compris chez Fiat, qui avait offert en vain à ses ouvriers des heures

de congés - rattrapables par la suite - pour suivre les matches importants de l'après-midi, les Italiens travaillent.

Ensuite, il y a les marchands de voyage, les « *tour-operators* » et leurs « *prix-packages* ». Eux aussi ont acheté des billets à la tonne. Mais, là, pas question de cadeau. Au contraire. A force d'avoir voulu prendre les « *touristifosi* » d'Europe pour des Américains ils ont vidé les stades, et rempli les salons-télé. Ils ne sont pas les seuls. En obligeant les amateurs éclairés, c'est-à-dire ceux qui ne glapissent pas systématiquement à la vue d'un ballon mais qui choisissent leurs matches et leurs équipes, bref, en refusant le choix à ces esthètes et en les contraignant au « *prenez-le-paquet-si-non-rien* », les revendeurs officiels, type Banque nationale du travail en Italie (BNL) ont, eux aussi, contribué à la désertification de certains gradins. On peut être supporter de l'Allemagne ou de l'Angleterre et ne pas forcément vouloir faire le voyage à l'autre bout du pays pour aller voir une autre équipe.

Enfin, les sponsors, les marchands de lessive et les gazettes ont multiplié les concours avec, à la clé, des tickets d'entrée sur les stades italiens. Magnifique initiative dont les as du marketing moderne évalueront peut-être un jour l'impact réel sur leurs ventes. Tous les heureux gagnants, champions de la contrepèterie ou de la devinette, qui ont tiré le gros lot, genre Roumanie-URSS à Bari, n'ont pas forcément les moyens de se payer le voyage. Surtout au prix de l'hôtellerie transalpine.

PATRICE CLAUDE

Journal de la nuit

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

- Jean et Dorothea VEIL, Isabelle, Judith, Deborah et Mathias, ont la joie d'annoncer la naissance de

Coastance,

le 23 mai 1990.

11, rue des Orchidées, 75013 Paris.

- Giuliana et Massimo MELONI ont la joie d'annoncer la naissance de

Léa,

le 10 juin 1990.

58, rue Riquet, 75019 Paris.

Mariages

- Dominique AIT-OUYAH et David MCADAMS

sont heureux de faire part de leur mariage.

New-York, le 19 juin 1990.

- M. et M^{me} Gérard ROSSIGNOL, M. et M^{me} René FOUCAULT,

sont heureux de faire part de leur mariage.

Nadège et Franck.

La cérémonie sera célébrée en l'église de Guigues, le 30 juin 1990, à 12 heures.

3, place de l'Eglise, 38, rue du Stade, 73190 Guigues.

Décès

- M^{me} Jean Bailou, son épouse, M^{me} et M^{me} Jean-Michel Bailou, ses enfants, Anaclet, Charpentier, Dornes, Wisner, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BAILLOU, ministre plénipotentiaire, sous-directeur honoraire de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire d'histoire de la civilisation à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, directeur honoraire de l'Institut international d'administration publique, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre national du Mérite, médaille de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, déporté résistant,

survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans le 22 juin 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 28 juin 1990, à 10 h 30, en l'église de Saint-Germain-des-Près, Paris-6.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

28, rue Guy-Lussac, 75005 Paris.

73, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

- M^{me} Henri Bernier, M^{me} André Armengaud, Daniel et Roselyne Bernier, Bernard et Dominique Carrez-Armengaud, Mathieu, Colin, Flavie, Séverine de Peyrolongue, Ludovic et Astrid Lanoue, sa famille, Edouard, Jacques, Jean, Olivier, Pascal, et tous ses amis, sont tristes de vous informer du rappel à Dieu de

Thomas BERNIER.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

ENVIRONNEMENT

Un séminaire à Paris

Les satellites, « clé de voûte » de la connaissance des climats

Le séminaire « Espace et environnement global » a réuni, les 22 et 23 juin à Paris, quatre-vingt-douze participants de quinze nationalités différentes.

Encore un colloque sur le climat, dira-t-on. Certes. Mais ce séminaire constituait une « première », comme ont tenu à le souligner M. Paul Quilès, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie (puissantes invitées) et M. Jacques-Louis Lions, membre de l'Institut, président du CNES (président du séminaire). C'était la première fois, en effet, que les responsables des agences spatiales nationales et internationales, ceux des grands programmes nationaux et internationaux sur le climat et ceux des politiques de recherche concentraient leurs points de vue et discutaient ensemble.

En l'état actuel des choses, aucun « signal » n'a été détecté qui permette de dire que les climats de notre planète ont déjà changé. Mais il est prouvé que, depuis le début de la révolution industrielle au siècle dernier, les activités humaines modifient l'environnement terrestre. Il y a donc tout lieu de penser que ces modifications retentiront, tôt ou tard, sur les climats. Mais quand et comment ? Nul ne peut le dire. La mécanique des climats est extraordinairement complexe, si bien qu'elle est encore fort mal connue. Les paramètres qui prennent part à cette machinerie sont innombrables et leurs interactions souvent mal comprises, ou même ignorées.

Les participants au séminaire sont tombés d'accord sur plusieurs priorités pour la décennie à venir :

• Les données recueillies par les satellites constituent la clé de voûte du système d'observations de la planète à mettre sur pied. Seuls les satellites mesurent en continu et avec précision l'environnement terrestre dans sa globalité. Il faut donc compléter les programmes spatiaux déjà en cours et en élaborer d'autres ;

• Les données doivent être accessibles à tous, pays riches et pays pauvres. Ce qui suppose bien des discussions, puisque, pour certains pays, ces données peuvent avoir un intérêt stratégique ou commercial. Ce qui suppose aussi des moyens de communication et d'échanges, capables d'acheminer des informations par millions ;

• Les données doivent être « calibrées », c'est-à-dire homogènes, pour pouvoir être exploitées au mieux. On doit même « calibrer » les données anciennes, qui pourront ainsi être enfin utilisées et entrer dans les modèles ;

• Il faut donc disposer de mathématiciens de haut niveau, d'abord pour « calibrer » toutes les données, ensuite pour concevoir des modèles extrêmement complexes.

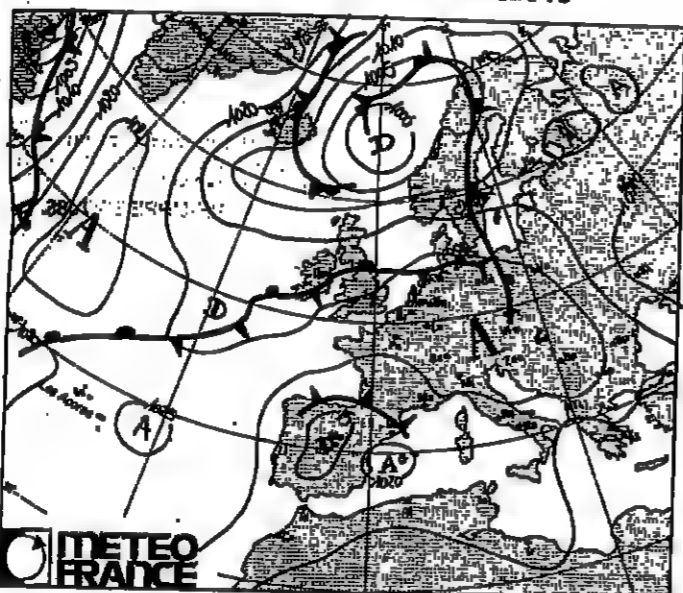
Le coût probable de cette politique, selon M. L. A. Fisk, administrateur général adjoint de la NASA : 30 milliards de dollars (175 milliards de francs) pour la décennie 1990-2000.

Les conclusions du séminaire de Paris seront incluses dans les discussions que tiendront, le mois prochain à Houston (Etats-Unis), les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays les plus riches du monde. M. François Mitterrand les présentera à Houston, tout comme il avait recommandé l'année dernière, au sommet de l'Arche, les conclusions du colloque international « Planète Terre », réuni à Paris en juin 1989.

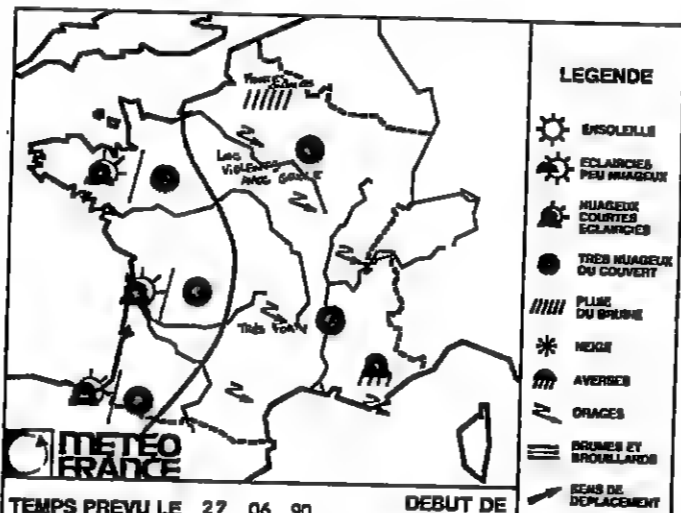
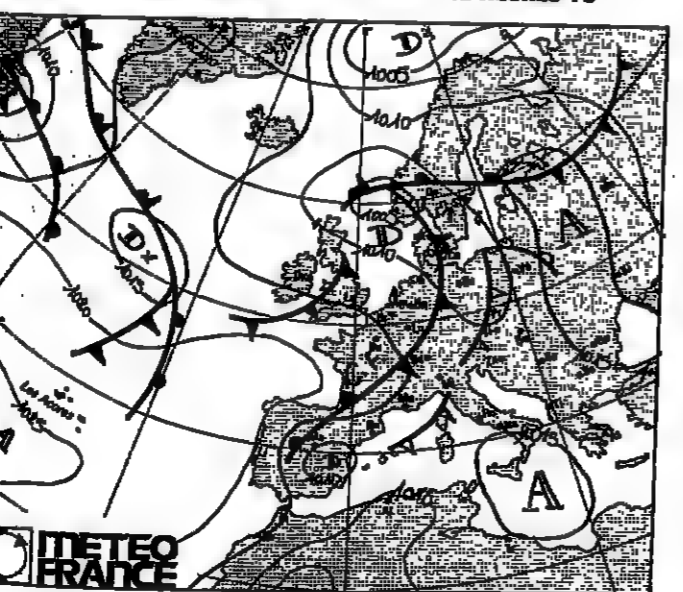
YVONNE REBEYROL

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 JUIN 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN 1990 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-6-90 à 6 heures TU et le 26-6-90 à 8 heures TU

FRANCE	TOURNAI	LOS ANGELES
AIACCIO 17 D	29 16 N	25 16 D
BARCELONE 17 D	29 16 N	25 16 D
BORDEAUX 17 D	29 16 N	25 16 D
BRESCIA 17 D	29 16 N	25 16 D
BURUNDI 17 D	29 16 N	25 16 D
CABIN 17 D	29 16 N	25 16 D
CHERBOURG 17 D	29 16 N	25 16 D
CLERMONT-F. 17 D	29 16 N	25 16 D
COCHIN 17 D	29 16 N	25 16 D
GRENOBLE 17 D	29 16 N	25 16 D
LILLE 17 D	29 16 N	25 16 D
LIMOGES 17 D	29 16 N	25 16 D
LYON 17 D	29 16 N	25 16 D
MARSEILLE 17 D	29 16 N	25 16 D
NANTES 17 D	29 16 N	25 16 D
PARIS 17 D	29 16 N	25 16 D
PERPIGNAN 17 D	29 16 N	25 16 D
REIMS 17 D	29 16 N	25 16 D
STRASBOURG 17 D	29 16 N	25 16 D
TOURNAI 29 16 N	29 16 N	25 16 D
LOS ANGELES 25 16 D	25 16 D	25 16 D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Alpes et la Corse en début de journée puis ils feront place à un temps généralement bien ensoleillé mais plus frais.

Près des côtes de la Manche, les passages nuageux pourront être encore très présents tout au long de la journée. Ils concerneront aussi la Picardie et les Ardennes l'après-midi.

Sur les autres régions, la journée sera agréable. On pourra profiter de belles périodes ensoleillées malgré la présence de quelques nuages élevés par moments et les températures seront très supportables. Des bancs de brumes se formeront sur une petite moitié sud-est mais ils se dissiperont rapidement en cours de matinée.

En soirée, des nuages remonteront sur les Pyrénées occidentales où ils pourront donner quelques ondées orageuses.

Samedi : Soleil au nord, quelques orages sur l'extrême sud. Quelques ondées orageuses devraient affecter les régions du sud-ouest le matin puis se décaler vers l'est en cours de journée et concerner l'après-midi, les régions du sud-est et les régions alpines. Mais elles seront nettement moins fortes et moins généralisées que celles des jours précédents.

Par conséquent, la journée sera bien ensoleillée.

Dimanche : Belle journée. La persistance des conditions anticycloniques devrait nous assurer une journée très ensoleillée sur l'ensemble du pays.

Les températures seront en légère baisse, de 2 ou 3 degrés, en toutes régions.

Le vent restera faible ou modéré, d'ouest ou nord-ouest.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Noah éliminé dès le premier tour

Trois joueurs français étaient têtes de série cette année au tournoi de Wimbledon, qui a débuté lundi 25 juin. Le soir même ils n'étaient plus que deux. Henri Leconte et Guy Forget, qui ont toujours apprécié le gazon anglais, se sont qualifiés, alors que Yannick Noah s'est incliné dès le premier tour.

Tête de série numéro 16, il est le premier favori à succomber cette saison sur le All England Club. L'herbe mouillée du court, trop rapide pour lui, n'a fait qu'accroître la lourdeur de ses déplacements face à un jeune Sud-Africain de dix-huit ans, Wayne Ferreira, issu des qualifications. « Je suis sûr que je n'étais pas préparé. Je pensais que je serais joué par un grand joueur sur herbe », a expliqué le joueur français, en ajoutant qu'il ne le reverrait sans doute plus dans ce tournoi du Grand Chelem.

Les autres joueurs classés têtes de série se sont qualifiés, mais sans facilité. À l'exemple du Tchèque Ivan Lendl, qui a perdu un set avant de s'abriter au gazou, particulièrement souple en cette première journée. Le tenant du titre, l'Allemand Boris Becker, a, de son côté, dû jouer deux tie-breaks pour battre le jeune Mexicain Luis Herrera.

PRINCIPAUX RESULTATS

Lendl (Tch., n° 1) b. Mikouli (Arg.), 3-6, 6-4, 6-3, 6-3 ; Lacombe (Fra., n° 2) b. Yudi (Aus.), 6-4, 7-6, 6-3 ; Forget (Fra., n° 21) b. Wahlgren (Sue.), 6-2, 6-1, 6-4 ; Ferreira (Afr. S., n° 16) b. F. Santoro (Fra.), 6-4, 6-3, 6-2 ; Becker (All., n° 2) b. Herrera (Mex.), 7-6, 7-6, 7-6.

Philippe Brion

pour imposer victorieuse, it, officiels stades

gardien d'Irlande

est désormais le héros de tout un pays

« Joyeux anniversaire »

Tout le monde sait que le gardien de but est une position difficile. Mais celle de gardien de but d'Irlande l'est encore plus. C'est ce qu'a démontré le jeune John van't Hof, qui a été élu meilleur gardien de but du monde en 1989. Il est maintenant le héros de tout un pays.

Philippe Brion

nommée Totocalcio

sont une tradition dans la péninsule

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

Philippe Brion

AGENDA

CARNET DU Monde

Suite de la page 17

- Anse. Chazay-d'Azergues.

M^{me} André Gaudferrau,

M. Jean Gaudferrau et ses enfants, Véronique, Pierre Gaudferrau et leurs enfants, Katherine, Jean-Louis Pretot et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jacques GAUDFERRAU, survenu le 24 juin 1990. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 juin, à 14 h 45, en l'église de Chazay-d'Azergues.

Ni fleurs ni couronnes.

- Trouville.

M^{me} Roger Hublin, son épouse, M^{me} Anne Hublin, sa fille, Docteur Sandrine Launois, M^{me} Hélène Launois, ses petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger HUBLIN, survenu le 23 juin 1990, dans sa quatre-vingtième année.

Selon la volonté du défunt, il a été fait don de son corps à la médecine.

41, avenue Kennedy, 14360 Trouville.

- Sorèze.

La société Iru France a la douleur de faire part du décès survenu accidentellement, le 23 juin, de

Michel KLEBELMANN et son épouse Véronique.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 juin à Rodez.

2, rue Benoît-Malon, BP 300, 92156 Suresne, Cedex.

- M. et M^{me} Henri Loubric et leurs enfants, ont le regret d'annoncer le décès de leur fils et frère,

Jacques Henri LOUBRIEU, couturier décorateur,

décédé dans sa quarante-quatrième année, le 18 juin 1990.

2, quai d'Yveroy, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 juin 1990 :

DES DÉCRETS

N° 90-498 du 21 juin 1990 relatif au calcul des cotisations dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, assises sur les revenus mentionnés à l'article 1003-12 du code rural ;

N° 90-499 du 21 juin 1990 modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux conditions d'attribution de certaines prestations familiales et à l'allocation de logement prévue au titre III du livre VIII ;

N° 90-500 du 21 juin 1990 modifiant le code de la sécurité sociale et relatif aux conditions d'attribution de l'allocation de logement prévue à l'article 542-1 du code de la sécurité sociale.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 24 juin 1990 :

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5290

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Morceaux de veau. - II. Utilisé pour la formation. Devenu tel à force d'avoir fait les frais de la conversation. - III. A la tête dure. - IV. Fait une opération manuelle ou mentale. De celle-là, il y en a qui en ont plein la tête. - V. Un qui a souvent un fil à la patte. - VI. Se rapproche de la nature. Se lance dans de longs développements. - VII. On la trouve dans des pâtés qui ne sont guère raffinés. Désagréable à un sens. - VIII. Erodée en son milieu. N'a pas souvent les pieds sur terre. - IX. Est régulièrement plein comme une barrique. - X. Agit comme par enchantement. -

- M^{me} Henri Roux, née Dastugue, Jean-Jacques, Mario-Paul et Emmanuel, Alain, Elyette et Jonathan, Thierry, Brigitte. Ses enfants et petits-enfants, Les familles Dastugue, Sergi, Gobert, Courty, Florentino, Bazo, Hannerelle, Breteau, Audégon, Escourrou, Gonalons, Christmann, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, le 23 juin 1990, de

M. Henri ROUX, inspecteur général du travail honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite national.

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 juin, à 8 h 30, en la chapelle de l'Athénée. Visites à l'Athénée de Cannes.

- Les familles Soulé-Susbielles, Chaumette, Abadio-Dominant et Boob, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre SOULÉ-SUSBIELLES, née Marie-Louise Long.

à Hongkong, le 21 juin 1990 ; elle venait de fêter son quatre-vingt-deuxième anniversaire, le 18 juin.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

103, rue Leblanc, 75015 Paris. Consulat général de France, 8, Pollock's Path, The Peak, Hongkong.

Anniversaires

- Pour le septième anniversaire du rappel à Dieu de

Fabrice EMAER,

une messe sera célébrée à son intention, le mardi 26 juin 1990, à 18 h 30, en l'église Saint-Eugène, 4 bis, rue Sainte-Cécile, 75009 Paris.

Communications diverses

- « L'Intifada, politique et morale ». - Débat avec Elie Barnavi, historien de l'université de Tel-Aviv, auteur d'une histoire moderne d'Israël (éd. Flammarion). Cercle Bernard Lazare, le jeudi 28, à 20 h 30, 10, rue Saint-Clément, 75003 Paris.

DES DÉCRETS

N° 90-501 du 21 juin 1990 modifiant certaines dispositions du code du service national ;

N° 90-503 du 22 juin 1990 pris pour l'application de l'article 6 de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes ;

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

- Du 30 mai 1990 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs agrégés de l'enseignement du second degré et aux personnels assimilés ; aux professeurs certifiés, aux personnels assimilés et aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation ; aux conseillers principaux d'éducation ; aux professeurs de lycée professionnel et aux professeurs d'éducation physique et sportive.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; n On peut voir ; m Ne pas manquer ; m/m Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 26 juin

TF 1

20.35 Cinéma : le Cadeau n Film français de Michel Lang (1981). Avec Pierre Mondy, Cécile Goldsmith, Claude Carrière.

A 2

20.40 Magazine : Antipasti. Le journal de la Coupe du monde.

FR 3

20.35 Téléfilm : La rue du clair de lune. D'Edouard Molinaro.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Dirty dancing n Film américain d'Emile Ardolino (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze.

LA 5

20.40 Téléfilm : La méditation de l'opéra. De Les Phillips, avec Sam Elliott.

M 6

20.35 Téléfilm : Les malheurs de Sophie. De Jean-Claude Brialy, avec Paprika Bom-mel, Frédéric Mestre.

0.45 Six minutes d'informations.
0.50 Musique : Bouillabaisse hard.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Chronique du temps sec. D'Yves Bilon, Daniel Menget et Jean-François Schiano.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
21.30 Les prêtres ouvriers (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 juin, salle Pleyel) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 op. 128, de Chostakovitch ; Symphonie n° 1 en ré majeur, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. Eliahu Inbal ; sol : Miklos Perenyi, violoncelle.

Mercredi 27 juin

TF 1

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : La marque de la panthère. De Brian Trenchard-Smith, avec Edward Norton, John Stazak, John Stanton.

LA 5

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

M 6

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

A 2

13.40 Dragon ball ; Les samouraïs de l'éternité ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Les jeux.

FR 3

13.35 Série : Agence tous risques. Club Dorothée.

Téléfilm de Michael Whyte, avec Susie Lundman, Susan Jameson.

22.20 Débat : De l'anorexie à la boulimie. Animé par Gilles Schneider. Avec Catherine Hervais, auteur de Les Tresses de la bouffe.

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).

13.55 Série : Docteur Marcus Welby.

14.45 Téléfilm : Un cœur de champion. De Richard Michaels, avec Robert Blake, Doug McKean.

16.15 Jeu : Match music.

17.15 Informations : M.S. Info.

17.20 Série : L'homme de fer.

18.10 Série : Cher oncle Bill.

18.35 Feuilleton : La jeune Fabre.

18.55 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : Dis donc papa.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

Audience TV du 25 juin 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48,7	Santa Barbara 17,5	Pub 4,6	Mondiale 90 23,0	Nulle part 1,2	Reporters 1,6	Cathy et Aliné 1,0
19 h 45	48,6	Roue fortune 18,7	Desalons 5,9	Jour. région. 13,7	Nulle part 2,4	Journal 3,4	Dis donc papa 2,5
20 h 16	56,4	Journal 22,7	Journal 14,2	La classe 8,1	Nulle part 2,3	Journal 3,7	Cosby show 5,0
20 h 55	63,3	Mondiale 90 24,3	Au sec. elle 12,8	40 ans de TV 7,1	Cinéma salles 3,1	Histoires... 7,6	la vie 9,0
22 h 06	62,9	Mondiale 90 27,1	Au sec. elle 9,8	Mono-Cristo 9,5	La fongueuse 2,6	Histoires... 7,3	Fran 11 vie 8,1
22 h 44	46,3	Mondiale 90 33,2	Gi de Gaulle 3,8	Mondiale 2,0	Monsieur Héro 0,4	Débat 4,4	Elton John 2,8

JAVICO 150

AGENDA

Programmes du mercredi 27 juin au mardi 3 juillet

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
MERCREDI
Cinéma français des années trente : le Bateau du Petit Parisien (1934), de René Séd. 14 h 30 ; Cinéma allemand des années vingt : l'Étudiant de Prague (1926), de Henrik Galeen, 19 h ; Faust (1926), de Friedrich-Wilhelm Murnau, 21 h ; Cinéma français des années trente.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
MERCREDI
Le Cinéma des pays nordiques : les Sans-défense (1939, v.o. s.c.f.), de Laif Sinding, 14 h 30 ; le Sans-logis (1921), de John W. Brunius, 17 h 30 ; les Indigènes (1982, v.o. s.c.f.), de Mika Kaurismäki, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
MERCREDI
De Gaulle à l'écran : 1939-1945 : la France en guerre. Mémoires de guerre d'Unité (1972) de Pierre Cardin, 14 h 30 ; Carte blanche : Marcel Blaustein-Blanchet : Paris Libérée (1948) d'un anonyme, Paris Libérée (1948) de Sergueï Yutkevitch, 18 h 30 ; la Longue nuit (1956) de Paul Soboul, la Libération de Paris (1944) d'un collectif, 18 h 30 ; le Jour et l'Heure (1982) de René Clément, D. Day to Germany d'archives, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ON OÙ ELLES SONT NOIR LES NUITS SUR LA MER (v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-38).
AFAIRES PRIVÉES (A. v.o.) : UGC Emitec, 8 (45-53-16-18) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 8 (47-70-10-41).
ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) : Max Linder Panorama, 8 (48-24-85-88).
ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A. v.o.) : UGC Emitec, 8 (45-53-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (46-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-93) ; UGC Clichy, 18 (45-74-93-93).
APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Marignan, 14 (47-70-33-88).
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; Refet Média Logos salle Louis-Jouvet, 8 (45-42-54-54) ; UGC Danton, 8 (42-26-10-30) ; UGC Rive Gauche, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Eclair, 13 (47-07-29-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillois, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-39-82-43) ; Mistral, 14 (45-39-82-43) ; Pathé Marignan, 14 (45-39-82-43) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-22-47-94).
AUX SOURCES DU NIL (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Emitec, 8 (45-53-16-18).
BLANCHE NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A. v.o.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-82-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
BLUE STEEL (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-19-08).
LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
PARIS EN VISITES
MERCREDI 27 JUIN
« Histoire de l'église abbatiale de Saint-Denis : sculpture monumentale et funéraire », 15 h 30, façade de la basilique.
« L'hôtel d'Albret (aménagements contemporains) et les restaurations autour de la rue des Francs-Bourgeois », 15 heures, sortie métro Saint-Paul.
« L'institut du monde arabe, œuvre de Jean Nouvel », 15 heures, angle rue des Francs-Bourgeois/Boulevard Saint-Germain (Monuments historiques).
« Place des Vosges, place Royale », 14 h 30, église Saint-Louis (Sauvegarde du Patrimoine).
« Du cloître des Billettes aux Blancs-Manteaux », 14 h 30, 24, rue des Archives (Paris pittoresque et insolite).
« Les joyaux de l'île Saint-Louis », 14 h 30, église Saint-Louis (Sauvegarde du Patrimoine).
« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Restauration du passé).
« Autour de Saint-Roch et la Butte aux moulins », un Paris totalement inconnu, 15 heures, sur les marches de Saint-Roch (M. Hégel).
« Musée d'Orsay : femmes officielles, femmes refusées », 13 h 30, rue de Bellechasse, aux pieds de l'édifice.
« Le château de Saint-Ouen, ce bel

PARIS EN VISITES

incertain, 15 heures, sortie du métro Mairie-de-Saint-Ouen (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, J.-J. Rousseau, 15 heures : « Les différentes causes de la réincarnation », par A. Lasserre (Jésuites).
30, avenue Corentin-Liari (salle Jean-Sardou), 17 heures : « Visions du cerveau : de la phrénologie à la caméra à positions », par G. Lanteri-Laura : « Voir le fonctionnement du cerveau vivant chez l'homme », par A. Gyrota (Cité des sciences et de l'industrie).
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe dans le monde au début de l'été 1990 : après le conseil européen de Dublin les 25 et 26 juin », par J.-P. Gouzy (Maison de l'Europe).
14, rue Bonaparte (amphi. 4), 18 h 30 : « La lampe du corps, c'est l'œil », par E. Zanunyan (École nationale supérieure des beaux-arts).
6, rue Albert-de-Lapparent, 20 h 30 : « Les méthodes d'une nouvelle psychanalyse », par Yves Druel (Psychiatrie psychanalytique).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-45) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).
CHARTRE (A. v.o.) : Club Gaumont (Publics Maignon), 8 (45-53-16-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A. v.o.) : La Triomphe, 8 (45-74-93-93) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).
CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18).
CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-45).
COEURS FLAMMÉS (Dan., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).
CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.) : Reflet Logos, 11 (43-54-42-34) ; La Triomphe, 8 (45-74-93-93).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; Paris Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nodons, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-82-43) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-93) ; UGC Maillois, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94).
DARK ANGEL (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).
LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 2, TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 6, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOILERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 8, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 9, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 10, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 11, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 12, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 13, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 14, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 15, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 16, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 17, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 18, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 19, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).
LE DÉCALOGUE 20, TU NE TUERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-18-18) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.
Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BARRIÈRE DE CHAIR (F.) Film japonais de Seiji Suzuki, v.o. : La Bastille, 11 (43-07-48-60).
BLACK RAINBOW, Film américain de Mike Hedges, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-97-77) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
EINSTEIN JUNIOR, Film australien de Yahoo Searious, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Gaumont Parnasse, 14 (47-42-56-31) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-70-33-88) ; Les Nodons, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
JE T'AIME A TE TUE, Film américain de Lawrence Kasdan, v.o. : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
JE T'AIME A TE TUE, Film américain de Lawrence Kasdan, v.o. : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
MUSIC BOX (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Salzac, 8 (45-61-10-60) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
MYSTERY TRAIN (A. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-85).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-48-85) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85).
NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Maram, 14 (43-20-88-52).
NOCE BLANCHE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85).
LES NOCES DE PAPIER (Can., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94).
NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81).
QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-19-08).
QUELLE HEURE EST-IL (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94).
RÈVES (Jap., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; Eclair, 13 (47-07-29-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-45).
ROGER ET MOI (A. v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-18-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
LA SERVANTE ÉCARLATE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-82-43) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 8 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94).
SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).
SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).
TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Club, 9 (47-70-81-47) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50).
LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-85) ; Grand Pavois, 15 (45-44-48-85).
TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67).
UN MONDE SANS PITIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Triomphe, 8 (45-74-93-93) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50).
UNE CHANCE POUR TOUS (A. v.o.) : Les Montparnos, 14 (43-27-84-50).
LA VÉRITABLE HISTOIRE D'ABE SADA (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-97-77).
LA VOCE DELLA LUNA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50).
LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LES SÉANCES SPÉCIALES
AMARCORD (It., v.o.) : Accatone, 6 (43-38-86-86) mer, 13 h 30, 22 h, 14 h 50, lun, 17 h 15, mar, 19 h 40.
ADVENTURES SUR LES ÎLES (Sov., v.o.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-81-55) mer, 13 h 45.
BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-97-77) mer, sam, 15 h 30, jeu, 12 h.
BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer, 14 h 30, dim, 18 h.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-48-85) mer, dim, lun, 22 h, 20 h, jeu, ven, sam, 18 h.
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) mer, jeu, ven, sam, lun, 12 h T.U. ; 20 F.
LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Suis., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer, 18 h, ven, 18 h, lun, 22 h, mar, 20 h.
DELIVRANCE (It., v.o.) : Accatone, 6 (43-38-86-86) mer, 17 h 30, jeu, 20 h 10, ven, 13 h 30, dim, 21 h 50.
2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-48-85) mer, 19 h, jeu, 19 h 15, mar, 21 h 30.
DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.) : Accatone, 6 (43-38-86-86) mer, 15 h 30, ven, 13 h 30, sam, 13 h, 20 h, mer, 18 h 30.
DRÔLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 18 h 45, sam, 21 h.
L'ÉCLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos, 11 (43-54-42-34) mer, sam, lun, 12 h 05.
EMMANUELLE (Fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-48-85) mer, 22 h 30.
L'ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 6 (43-38-86-86) mer, lun, 19 h 30, ven, 17 h 30, sam, 17 h, dim, 17 h 30, 17 h 20.
EX-TRÊMES LIMITES (A. v.o.) : La Gode, 19 (46-42-11) 13 mer, jeu, ven, sam, dim, mar, ui 10 h à 21 h.

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR

(A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maillois, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Les Nodons, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).

MISS MISSOURI

(Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BARRIÈRE DE CHAIR (F.) Film japonais de Seiji Suzuki, v.o. : La Bastille, 11 (43-07-48-60).
BLACK RAINBOW, Film américain de Mike Hedges, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-97-77) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
EINSTEIN JUNIOR, Film australien de Yahoo Searious, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Gaumont Parnasse, 14 (47-42-56-31) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-70-33-88) ; Les Nodons, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
JE T'AIME A TE TUE, Film américain de Lawrence Kasdan, v.o. : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-22-47-94).
JE T'AIME A TE TUE, Film américain de Lawrence Kasdan, v.o. : Ciné Beaubourg, 4 (42-71-52-56) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (

COMMUNICATION

Pour porter le conflit sur le plan politique

Les syndicats de la SFP suspendent la grève

Réunis en assemblée générale lundi 25 juin, les personnels de la Société française de production (SFP) ont suspendu leur mot d'ordre de grève qui paralysait les activités de l'entreprise depuis le 14 juin, pour «recourir à d'autres formes d'actions».

Est-ce la fin du conflit? Son épuisement? Ou bien seulement, un changement de stratégie rendu nécessaire par les leçons du passé et l'échec des six semaines de grève de 1979 (*Le Monde* du 19 juin)? Treize jours seulement après l'annonce par le PDG, M. Jean-Pierre Hoss, de cinq cents suppressions d'emploi – le quart des effectifs de l'entreprise – le personnel de la SFP a décidé la reprise du travail. Une décision, il est vrai, qui entraîne largement les faits puisque, selon la direction, la grève n'était plus suivie, ces derniers jours, que par un petit quart des salariés et que le mot d'ordre de grève n'avait pas été prorogé vendredi dernier.

Loi de faire des concessions, pourtant, la direction est décidée à forcer l'allure. L'entrée en application du plan Hoss a même officiellement débuté vendredi avec la tenue d'un comité d'entreprise qui, pour être boueux, n'en a pas moins constitué sa première étape au terme du code du travail. Un second CE suivra dans les vingt-

deux jours, avant qu'un troisième n'examine les listes des personnels licenciés, début septembre.

Dans la foulée, le président veut hâter la mise en place d'une nouvelle organisation du travail, seule susceptible à ses yeux, de transformer ce plan de redressement en plan de relance d'une société qui a compté 400 millions de francs de déficit en 1989 pour un chiffre d'affaires d'un peu moins de 1 milliard.

«Nous sommes confiants, dit-on à la direction où l'on se garde pourtant de tout triomphalisme. Le personnel a pris la mesure de la concurrence que nous livre le secteur privé et compris la nécessité de s'adapter.» Depuis le début du conflit, l'entreprise a perdu 17,8 millions de francs. «Sans prise en compte des éventuels dédommagements que pourraient réclamer nos clients», précise le directeur des affaires commerciales, M. Daniel Ernst.

La crainte de la concurrence

Pertes de marchés ponctuels – comme la retransmission de la «grande moisson» des Champs-Élysées ou celle du concert de la place de la Concorde pour la fête de la musique – ou transferts définitifs de travaux au privé, la crainte de la concurrence a joué un rôle certain dans la fin de la grève.

Avec la préparation des grilles d'automne, chaînes et prestataires sont en effet en pleine négociation des contrats de la rentrée. Toute prolongation du mouvement affaiblissait la position commerciale de la SFP.

Les syndicats ont donc décidé de porter leur action sur le plan politique. Après leur appel au président de la République – lui demandant de «se saisir personnellement» du dossier – la CFDT a adressé une «lettre ouverte» au premier ministre, aux ministres de tutelle et aux présidents du service public de

l'audiovisuel pour réclamer «l'ouverture d'une table ronde».

Les organisations syndicales devraient aussi rencontrer l'ensemble des groupes parlementaires ainsi que le Parti socialiste. Ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tacon leur a laissé cependant peu d'espoir. Mercredi dernier, n'a-t-elle pas montré la détermination du gouvernement en jugeant, à l'Assemblée nationale, le plan Hoss «cruel certes, mais solide et cohérent»?

PIERRE-ANGEL GAY

□ Le prix de l'Association des femmes journalistes. – L'Association des femmes journalistes a attribué pour la première fois, lundi 25 juin, en présence de Mme Michèle André, secrétaire d'État aux droits des femmes, son prix presse écrite à M^{me} Elisabeth Schemla pour son enquête «Dieu est-il misogyne?» parue dans le *Nouvel Observateur* du 5 avril 1990. Le prix, dont l'objectif est de récompenser l'article qui a le mieux rendu compte des femmes dans le monde contemporain, a été décerné par un jury composé de M^{me} K. Breen (*Marie-Claire*), C. Cayrol (*Ouest-France*), C. Chombeau (*Le Monde*), R. David (*AFJ-Annuaire*), G. Galey (*TFI*), F. Morasso (*France-Inter*), A. Pailler (*FR3*), D.

Pellegrin (*Télérama*), J. Schlumberger (*Journal du Dimanche*).

□ La SOFIRAD va distribuer des films du Sud. – La SOFIRAD, par l'intermédiaire de sa nouvelle filiale Images Sud-Nord, a décidé de constituer un catalogue de films et de programmes de télévision venus d'Afrique, des Caraïbes, de l'Océan Indien et d'Amérique du Sud, qu'elle proposera aux télévisions internationales. Images Sud-Nord vient de conclure un accord en ce sens avec le distributeur Sicomor. Un premier catalogue qui sera mis en vente à l'automne devrait comprendre une dizaine de films de cinéma et une trentaine d'heures de programmes TV.

Favorisant l'extension d'un réseau musical national

RMC et Radio-Classique signent un accord

La bande FM française est-elle sur le point d'accueillir un réseau national de musique classique? Un pas important vient en tout cas d'être franchi avec l'accord passé entre Radio-Monte-Carlo – qui dispose d'une antenne classique sur la Côte d'Azur – et Radio-Classique, captée en région parisienne et dans le nord de la France.

C'est désormais le même programme qui sera reçu à Lille, Paris et Monaco. Monte-Carlo-Classique renonce à son antenne et s'apprête à louer à la radio parisienne ses deux émetteurs monégasques, moyennant un loyer, la conservation d'un espace radiophonique de deux heures chaque semaine pour suivre l'actualité musicale de la principauté et un siège au comité de programme de Radio-Classique. La station de Marseille (96.3 MHz) qui retransmettait Monte-Carlo, Classique a d'ores et déjà passé un

accord de programme similaire avec Radio-Classique. Une station lyonnaise (96.5 MHz) devrait en faire autant.

La publicité nationale sera collectée par la régie de Radio-Classique – propriété du groupe immobilier Christian Fellec – qui bénéficie d'une forte pénétration à Paris et dispose d'une vingtaine de salariés. L'accord lui ouvre la perspective d'une diffusion nationale. Encore le CSA exigera-t-il sans doute des précisions sur la nature des contrats passés en province: franchise ou fourniture de programmes? RMC, qui est pourtant loin d'avoir achevé sa politique de développement en FM, se dit plutôt soulagé d'une charge de programme qui lui coûterait environ 2,6 millions de francs par an sous perspective de recettes publicitaires équivalentes.

ANNICK COJEAN

Nouvelle attaque contre le directeur de la musique à Radio-France

Claude Samuel et les compositeurs

Le directeur de la musique à Radio-France, contesté depuis sa nomination par Jean Mahou à la direction des orchestres et des services musicaux (*Le Monde* daté 15-16 avril), vient d'être attaqué sur un terrain inattendu: celui de sa politique de commandes à des auteurs vivants.

Ancien directeur artistique des Festivals de musique contemporaine de Royan et de La Rochelle, fondateur du Centre Acanthes (consacré à la confrontation de jeunes stagiaires avec des compositeurs vivants), Claude Samuel se voit désormais accusé, dans une circulaire du Syndicat national des auteurs et des compositeurs, de «bloquer toute future création» dans la «maison ronde». Il entraverait «l'écoulement des commandes précédentes (engagées avant son arrivée) parce qu'elles ne

correspondent pas, aujourd'hui, à son choix personnel».

Claude Samuel rétorque en faisant remarquer que le responsable des commandes est toujours le compositeur Charles Chyngue, que le budget de ce service n'a en rien été amputé et que l'échec des œuvres achevées ou en instance d'achèvement pour 1991 montre assez qu'aucune esthétique ou école n'a été favorisée (leur liste comprend des auteurs aussi dissemblables qu'Aperghis et Bileau, Baucourt et Mleuc, Marche et Condé).

«Stupéfiants» de ce «procès d'intention», cinquante-trois compositeurs ou personnalités du spectacle ont signé une motion de solidarité avec Claude Samuel. On y remarque les noms de Daniel Barenboim, Pierre Boulez, Henri Dutilleul, Michel Guy, Pierre Henry, György Ligeti, Olivier Messiaen, Luis de Pablo, Michel Portal, Daniel Tancman de Plantier et Louis Xenakis.

An. R.

La mort de Gabriel Macé

L'esprit du «Canard enchaîné»

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire satirique *le Canard enchaîné*, Gabriel Macé, est décédé samedi 23 juin dans un hôpital parisien, des suites d'une affection cardiaque. Il était âgé de soixante et onze ans (voir nos dernières éditions du 26 juin).

Unanimentement apprécié par la quarantaine de journalistes qui forment la rédaction du *Canard enchaîné*, Gabriel Macé symbolisait l'esprit du journal. «Il était à la fois capable de s'indigner quand il le fallait, mais surtout de faire preuve d'humour. Il donnait le ton au journal», dit-on au siège de l'hebdomadaire.

Né en 1919 à Auros (Gironde), Gabriel Macé était licencié en anglais. Il avait enseigné à Périgueux et à Sarlat. Après avoir combattu dans les rangs de la Résistance («mais il n'aimait pas se souvenir de cette époque» dit-on à la rédaction), il devient journaliste en 1944, notamment au quotidien *France-Tribune*, où il rencontre R. Tréno. Celui-ci l'entraînera ensuite, en

1947, au *Canard enchaîné*. Il fera alors partie de l'équipe de direction du titre aux côtés de Roger Frézet, quand celui-ci deviendra directeur du *Canard*.

Gabriel Macé travaillera dans toutes les rubriques du journal, y compris le théâtre et la télévision, et fournira régulièrement des papiers d'humour ainsi que ses fameuses fables. Devenu rédacteur en chef en 1969, il signait chaque semaine à la «une» de l'hebdomadaire un long article inspiré par son humeur. «C'était un fabuliste mais aussi quelqu'un à qui l'on confiait les articles délicats», raconte un journaliste qui loue sa rigueur, son attachement aux principes du journal fondé par Maurice Maréchal, mais aussi son tact envers ses confrères et son talent à mettre du liant dans une rédaction souvent tumultueuse.

Toujours tiré à quatre épingles et soucieux de son élégance, Gabriel Macé était un être joyeux et chaleureux que les «pichouns» de la rédaction – c'est ainsi qu'il appelait les jeunes journalistes – n'imaginaient pas pouvoir remplacer tant il symbolisait *le Canard*. Tant, dit-on, il en était l'essence.

PARIS

Adoption du projet d'aménagement du quartier Tolbiac-Masséna

Le Conseil de Paris a adopté, lundi 25 juin, le projet d'aménagement du quartier Tolbiac-Masséna dans le treizième arrondissement (*Le Monde* du 21 juin). Les élus de gauche qui ont voté contre la proposition du maire de Paris estiment que l'équilibre habitat-logement «n'est pas respecté». A ces critiques, M. Chirac a répondu: «Peut-on soutenir le gouvernement à l'Assemblée nationale et dans le même temps combattre un projet auquel ce même gouvernement s'est rallié?»

A ce propos, les Verts de Paris, opposés à cette opération d'urbanisme, critiquent à la fois M. Chirac et M. Mitterrand. Ils lancent un concours d'idées pour

l'aménagement de ce secteur et annoncent qu'ils prendront «les dispositions nécessaires pour que la loi soit respectée».

□ 3 500 demandes d'expulsion à Paris. – M. Pierre Verbrugghe, préfet de police, a indiqué, lundi 25 juin, lors de la séance du Conseil de Paris, qu'il y a actuellement dans la capitale «3 500 demandes d'expulsion, au stock, pouvant nécessiter le recours à la force publique». Il répondait ainsi à une question de M. Henri Mahieu, président du groupe communiste à l'hôtel de Ville qui craignait de voir expulser ces cinq cents familles. Le préfet a rappelé que l'action de ses services est liée à l'exécution de décisions de justice.



UNE GRANDE SSII POUR LA BANQUE

Donnez une nouvelle dimension à votre ingénierie informatique.

Pour décider il faut connaître: chaque décision intègre un nombre de données techniques, économiques, humaines de plus en plus variées dans leur nature, de plus en plus importantes en nombre. Cette complexité exige des systèmes de communication toujours plus performants.

Afin d'accroître leur compétitivité, les entreprises ne peuvent plus se contenter d'automatiser leurs fonctions, leur capacité de réaction passe par la mise à disposition rapide et efficace de l'ensemble des informations.

Télesystèmes se distingue par sa maîtrise naturelle des télécommunications et par la qualité de ses prestations informatiques: intégration de systèmes et de réseaux – conception et réalisation de logiciels d'application – facilités management, exprimant pleinement cette double compétence.

Télesystèmes allie à son savoir-faire une connaissance approfondie de la culture et des métiers du monde de la banque pour donner une dimension nouvelle à votre ingénierie informatique.

Télesystèmes est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). Télesystèmes - 115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél.: 45.49.85.00.

Telesystemes

LA CULTURE TELECOM EN PLUS

EUROCOM S.A.

a cédé sa participation majoritaire
dans
TECHPACK INTERNATIONAL (TPI)
à
PECHINEY INTERNATIONAL



Rothschild & Cie

Juin 1990



COGEMA

1989, UNE ANNÉE D'EXCEPTION

Principaux chiffres consolidés (en millions de francs)	1989	1988
• Chiffre d'affaires	23 641,2	22 210,7
Dont :		
Uranium	17,9 %	22,4 %
Enrichissement	40,1 %	47,7 %
Fabrication des combustibles	9,1 %	4,1 %
Retraitement	28,5 %	23,8 %
Ingénierie et divers	4,4 %	2,0 %
• Résultat net	1 526	459
Dont part du groupe	1 539	514
• Capacité d'autofinancement	7 633,4	5 734
• Investissements corporels	6 516	7 868

Le chiffre d'affaires consolidé 1989 du groupe Cogema s'est élevé à 23,6 milliards de francs en progression de 6,4% sur 1988.

La part de ce chiffre d'affaires réalisée à l'exportation est de 33,3%. Cette progression globale recouvre des évolutions assez contrastées : diminution du chiffre d'affaires dans les activités minières (-15%) et dans l'enrichissement (-11%); progression importante du chiffre d'affaires des combustibles (+140%), du retraitement (+27%) et de l'ingénierie (+12%).

Globalement, l'exercice 1989 est nettement meilleur que celui de 1988, qui avait été grevé de charges non récurrentes.

De surcroît, 1989 a bénéficié d'événements favorables, d'une part la facturation du cœur de Superphénix et d'une première recharge, d'autre part la prise en compte d'un important contrat par un client japonais.

Le résultat courant (1,8 milliard de francs) et le résultat net consolidé (1,53 milliard de francs) sont les meilleurs jamais réalisés par le groupe Cogema.

La part du groupe dans le résultat net consolidé passe de 514 millions de francs à 1,54 milliard de francs en 1989 (6,5% du chiffre d'affaires). Par ailleurs, la capacité d'autofinancement consolidée s'est accrue de 33% atteignant 7,6 milliards de francs. Les investissements corporels du groupe sont restés à un niveau très élevé (bien qu'en diminution par rapport à 1988) atteignant 6,5 milliards de francs (soit 85,4% de la capacité d'autofinancement).

Du fait d'un environnement économique plutôt moins bon pour les activités du groupe, il est prévu que l'exercice 1990 dégage des résultats moins élevés qu'en 1989, tout en restant meilleurs que ceux de 1988.

Le rapport annuel est disponible sur simple demande au siège social de Cogema :
Direction de la communication
2 rue Paul Daubert - BP 4 - 78 141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex

SUR 167 000
PROFESSIONNELS
DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.
Le Monde est
le premier titre
d'information
des professionnels
de la finance.
(IPSOS 89)

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

ÉPARGNE J

FRAIS DE GESTION

Le conseil d'administration de la SICAV a décidé, dans sa séance du 13 juin 1990, de se réserver la possibilité de porter de 0,50 % à 1 % de l'actif net le montant maximum des frais de gestion.
Le montant réel des frais prélevés a été fixé à 0,60 % de l'actif net.
Ces décisions entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1990.

Le conseil d'administration



L'Assemblée Générale s'est tenue le 20 juin 1990 sous la présidence de M. Michel MAUER.

Au cours de l'exercice 1989, COGEDIM a réalisé un chiffre d'affaires global de 6,3 milliards de francs, pour moitié en logements, pour moitié en bureaux.

L'Assemblée a approuvé les comptes qui se soldent par un bénéfice consolidé, sur les seuls programmes achevés, de 269 millions de francs avant impôt, et 160 millions de francs après impôt, en hausse de 50 % par rapport à 1988, (et de 140 % par rapport à 1987).

Sur un capital augmenté de 20 % par incorporation de réserves, l'Assemblée Générale a décidé la distribution d'un dividende net de 41 francs (contre 33 francs précédemment), auquel s'ajoute un avoir fiscal de 16,50 francs, soit un revenu global de 49,50 francs.

* * *

Le Président a souligné que, malgré les inquiétudes apportées par l'alourdissement de la fiscalité du patrimoine, et la hausse des charges foncières, les perspectives de la société restent très favorables pour l'exercice 1990, et pour les suivants.

Les résultats commerciaux de COGEDIM le confirment : son chiffre d'affaires, au 30 juin 1990, devrait dépasser 3,5 milliards de francs.

D'autre part, malgré la pénurie foncière en Ile-de-France, les participations de COGEDIM dans plusieurs grands projets à Paris et en proche banlieue ouest lui permettent de disposer actuellement de droits de construire, acquis ou sous option, représentant plus de deux ans de chiffre d'affaires.

Aussi, l'exercice 1990 devrait-il se conclure par une hausse encore substantielle des résultats.



L'Assemblée Générale Mixte de la Compagnie de Saint-Gobain s'est réunie, le vendredi 15 juin 1990, à Paris. Plus de la moitié du capital social était effectivement présent ou représenté.

Cette assemblée a notamment approuvé le projet de fusion-absorption de la société Ofices par la Compagnie de Saint-Gobain, entraînant la création de 1 489 536 actions. Compte tenu de l'augmentation récente du capital consécutive au Plan d'épargne du groupe, le capital de la compagnie s'élève désormais à 6 387 299 800 F, divisé en 63 873 998 actions.

Enfin, l'assemblée a également approuvé la distribution d'un dividende net de 14,50 F (plus 7,25 F d'avoir fiscal). Comme l'année dernière, Saint-Gobain offre la possibilité à ses actionnaires d'opter pour le paiement du dividende, soit en espèces, soit en actions. Pour le paiement en actions, le prix d'émission est de 513 F. Cette option peut être exercée par le conseil des intermédiaires financiers - entre le 19 juin et le 20 juillet 1990. Le paiement du dividende en espèces interviendra à compter du 27 juillet 1990.

Extraits de l'allocution de M. Jean-Louis BEFFA

Président-Directeur Général, à l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 1990

Je voudrais aujourd'hui vous présenter notre vision de l'avenir du Groupe Saint-Gobain ainsi que les principales orientations dans lesquelles nous sommes engagés et qui doivent construire son futur. Notre vision de la réalité du Groupe Saint-Gobain s'appuie sur quelques convictions simples et fortes :

- Saint-Gobain, c'est d'abord un groupe industriel. Il a vocation à exercer un certain nombre de métiers industriels où son savoir-faire, issu de l'histoire et de l'expérience accumulée, est constamment enrichi par de nouvelles innovations et par des efforts intenses de recherche et de développement ;

- Saint-Gobain a clairement, à partir de son socle européen, une vocation de dimension mondiale à être un leader internationallement reconnu dans chacun de ses métiers ;

- Saint-Gobain ne s'est pas un conglomérat industriel. C'est un Groupe dont la forte unité découle de ses compétences dans la fabrication et la transformation de matériaux à fort contenu technologique ;

- Saint-Gobain c'est aussi un Groupe en développement rapide : l'expansion des dernières années en est la preuve et nous comptons bien poursuivre dans ce sens. Il s'appuie sur la force de son expérience et sur la richesse des compétences accumulées par son personnel. L'accent que nous mettons sur la formation des hommes et des femmes du Groupe est le meilleur investissement pour l'avenir ;

- Saint-Gobain c'est, enfin, un Groupe géré de manière largement décentralisée, avec toutefois une centralisation forte concernant les décisions stratégiques et la création des moyens financiers.

C'est à partir de ces quelques réalités qui font aujourd'hui notre Groupe que doit se construire un avenir prometteur.

Que nous a apporté l'année qui vient de s'achever ?

L'année 1989 a été une bonne année pour Saint-Gobain en termes de croissance des ventes et de performances industrielles. Ses principaux résultats lui ont permis de poursuivre une politique dynamique d'investissements et d'acquisitions, permettant de conforter ses activités dans un certain nombre de domaines. Je retiens en particulier la transformation du Vitro, où nous avons poursuivi une politique d'intégration vers l'aval qui nous permet d'être plus près du consommateur final et de mieux suivre ses attentes. Ce mouvement sera encore conforté en 1990. L'opération que nous venons récemment de conclure sur le marché anglais en témoigne. Elle constitue un nouveau pas majeur dans cette direction.

Les acquisitions de 1989 ont également permis de consolider nos implantations industrielles à la fois dans le Papier avec Sisa, dans le Conditionnement avec Venci et dans les Céramiques Industrielles avec Sima. Dans chacun des cas nous avons acquis une position importante qui donne à l'Italie la place qui lui revient dans le Groupe.

1989 a été également une année de forte expansion dans le verre creux en Italie comme en Allemagne grâce à deux acquisitions. Les métiers de l'emballage constituent un axe important pour le Groupe, contribuant au bon équilibre de nos activités en termes de marchés finaux et renforçant le poids des activités les moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles.

Cette stratégie de développement, fondée à la fois sur une croissance interne et sur une croissance externe, sera poursuivie. Elle est rendue possible par nos ressources d'autofinancement. Celles-ci ont été acquises par les hommes et les femmes qui composent le Groupe Saint-Gobain et que je voudrais aujourd'hui chaleureusement remercier pour leurs efforts.

Pour l'année 1990, au stade actuel, il existe des facteurs à la fois favorables et défavorables. Comme éléments défavorables : la situation de l'économie brésilienne, l'insuffisance de la croissance dans le bâtiment en Europe du Sud et en France, mais, à l'inverse, nous serons aidés par nos bonnes coopérations en Allemagne, pays important pour notre Groupe, et par la croissance en volume des marchés de l'emballage, en particulier dans le verre creux, ainsi que par le bon comportement du secteur des céramiques.

Pour l'avenir du Groupe, 1990 marquera une nouvelle dynamique de développement. Le mouvement stratégique majeur sera l'acquisition de la société Norton quand elle sera définitivement autorisée par les autorités américaines compétentes.

Norton est une société solide qui offre pour le Groupe des perspectives nouvelles et attractives. Ses ventes et ses résultats ont été remarquables au cours des dernières années mais elle recèle incontestablement un fort potentiel supplémentaire à moyen terme.

Ses ventes, au peu près de 1,5 milliard de dollars en 1989, soit environ 9 milliards de francs, sont réalisées principalement dans deux métiers qui présentent pour Saint-Gobain, l'un et l'autre un fort intérêt.

Norton, c'est d'abord le leader mondial des abrasifs, un métier nouveau mais proche de ceux du Groupe. Grâce à la disposition d'une gamme particulièrement étendue de produits et d'un réseau de distribution très dense, Norton possède des atouts déterminants dans ce métier marqué par l'importance du service au client.

La deuxième grande activité de Norton, les céramiques industrielles, présente une complémentarité quasiment idéale avec nos propres activités dans ce domaine. Le nouvel ensemble constituera une des plus importantes sociétés mondiales dans ce secteur en plein développement.

Sur le plan stratégique, l'acquisition de Norton correspondra ainsi aux grandes orientations définies lors de la privatisation de Saint-Gobain et qui sont toujours aussi actuelles : la primauté de la rentabilité, le développement de nos métiers industriels en privilégiant les activités à forte valeur ajoutée, l'expansion internationale et l'acquisition de compétences nouvelles proches de nos activités.

Cette acquisition permettra de faire passer nos ventes aux Etats-Unis de 15 à 20 %, de renforcer notre présence internationale, en particulier dans la zone Asie-Pacifique où Norton est implantée. Elle permettra aussi de développer nos activités dans les matériaux à fort contenu technologique qui représenteront 21 % de nos activités, à comparer à 11 % précédemment.

Saint-Gobain saura ainsi allier ses atouts traditionnels, qui ont fait et qui font toujours sa force, à l'acquisition de compétences nouvelles qui seront autant de points forts de sa croissance future.

Un résumé de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 1990 sera diffusé sur FR 3 le dimanche 24 juin à 7 h 45 et le samedi 7 juillet à 11 h 45

Service des Relations avec les Actionnaires - Tél. (1) 47-62-33-33 - MINITEL : 3615 code GOBAIN - 3616 code CLIFF

15/100 1350

ÉCONOMIE

ETRANGER

Première vague de privatisations

Plusieurs sociétés étrangères sont sur les rangs pour racheter la compagnie argentine de téléphone ENTel

La privatisation d'ENTel, la compagnie nationale de téléphone, est entrée dans sa phase définitive avec l'ouverture, le lundi 25 juin, des enveloppes présentées par les trois consortiums qui sont restés en lice dans l'offre publique d'achat engagée par le gouvernement argentin en décembre dernier. L'adjudication définitive aura lieu le 28 juin.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

L'offre la plus élevée provient de l'espagnol Telefónica, en association avec Citicorp. Il s'engage à verser 5,28 milliards de dollars au titre de la dette argentine et des intérêts dus en plus du prix de base de 214 millions de dollars comptant et de 380 millions de dollars au comptant qui devront être payés dans six ans.

Les autres parties intéressées, l'américaine Bell Atlantic Manufacturing, l'allemande Mannesmann, l'italienne Stet, la française Cible Radio et la banque J. P. Morgan, d'autre part, ont jusqu'à jeudi pour améliorer leurs offres. Le président Carlos Menem signera alors les décrets d'attribu-

tion des deux sociétés, nord et sud, qui se substitueront à ENTel.

Telefónica semblait préférer la zone sud qui comporte le quartier des affaires de Buenos-Aires. Bell Atlantic devrait pouvoir aisément augmenter son offre de 80 millions de dollars pour égaler celle de la société espagnole sur la zone nord. A moins que la lettre de présentation de l'opérateur américain ne réponde pas à toutes les attentes du gouvernement argentin, le groupe Stet-France Cable Radio semble d'ores et déjà éliminé.

Le volume des titres de la dette extérieure argentine a été partagé les concurrents. Le principe des *equity swaps* était en effet à la base de la privatisation d'ENTel. Sa responsable, M^{me} Maria Julia Alsogaray, soulignait que l'Argentine liquide ainsi environ 10 % de sa dette et qu'elle économisera 500 millions de dollars en intérêts annuels. « Les résultats des offres vont au-delà de nos espérances », déclarait-elle.

Après moins d'un an de gouvernement, l'administration du péroniste Carlos Menem se félicite du résultat de cette première privatisation, vue comme un symbole pour le programme économique en cours. Le ministre chargé des privatisations, M. Roberto Dromi, qui se déclare « extrêmement satisfait » par les offres faites par des

entreprises américaine, espagnole, italienne et française, veut y voir la preuve que « l'Argentine peut attirer des investissements étrangers. C'est un pays dans lequel on peut avoir confiance », dit-il.

L'adjudication définitive aura lieu jeudi et le transfert interviendra le 8 octobre prochain. D'ici là, une série de problèmes qui demeurent en suspens devront être réglés. Le premier porte sur le waiver que les banques créditrices doivent encore accorder à ENTel. Les prêts que celles-ci ont consentis sont en effet garantis par une partie du patrimoine de la Compagnie de téléphone. Le gouvernement argentin n'a fait la demande de waiver que la semaine dernière et certaines banques voudraient profiter de cette halte pour obtenir des garanties de paiement des intérêts de la dette argentine.

Le statut d'ENTel, l'opérateur actuel d'ENTel, reste par ailleurs à définir alors que le régime fiscal qui frappera les futures propriétés n'a pas encore été élaboré. La volonté politique d'avoir vendu une entreprise avant la fin de la première année du gouvernement Menem explique en grande partie les divers dérapages et bavures. Mais il est indéniable que la privatisation d'ENTel respecte le calendrier.

EDITH CORON

CONJONCTURE

La hausse des prix de détail dans la CEE a atteint 0,4 % en mai

L'inflation dans la CEE s'est élevée en moyenne à 0,4 % en mai contre 0,9 % en avril, et à 5,4 % en glissement annuel (le même résultat que le mois précédent), selon les chiffres publiés lundi 25 juin par Eurostat. C'est en Grèce que la hausse des prix a été la plus forte (3 %), et 21 % en glissement annuel. Des augmentations supérieures à la moyenne ont également été enregistrées au Portugal (1,1 %), en Grande-Bretagne (0,9 %) et au Danemark (0,7 %). En France et en RFA, la hausse des prix de détail a été contenue à 0,2 %.

Les commissions de surendettement : un rôle « plutôt positif » pour les établissements de crédit

Les dispositions de la loi sur le surendettement devraient jouer un rôle « plutôt positif », selon M. Etienne Pflimlin, président de l'Association française des établissements de crédit (AFEC), qui vient de réunir 200 de ses adhérents membres des nouvelles commissions départementales de surendettement. De son côté, le fichier des incidents de paiement va entraîner plus de vigilance dans l'octroi de crédits.

M. Pflimlin regrette cependant un « manque d'homogénéité » entre les commissions : « Certains ménages non surendettés tentent leur chance auprès des commissions. D'autre part, les établissements de crédit souhaitent une meilleure préparation des dossiers, car la situation personnelle et financière des débiteurs est souvent mal connue (parfois en raison du nombre des créanciers).

Enfin, selon l'AFEC, pour une partie des personnes surendettées, le crédit à la consommation « n'est que la partie émergée de l'iceberg » : les loyers, l'impôt, les notes d'électricité, de gaz ou de téléphone forment la plus lourde part de l'endettement. L'Etat ou le secteur public sont souvent les créanciers les plus intraitables : ces situations relèvent en fait d'un traitement social.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

INDUSTRIE

En marge des discussions sur la valeur du groupe

Le tribunal de commerce renvoie l'affaire Framatome

Le tribunal de commerce de Paris, saisi par le comité central d'entreprise de Framatome, a décidé lundi 25 juin, de repousser de plusieurs semaines les plaidoiries au fond sur sa privatisation. Il souhaite en effet s'entourer d'experts pour l'éclaircir sur « les grands principes généraux soulevés au plan du droit constitutionnel et administratif ». La prochaine audience est fixée au 23 juillet, mais elle pourrait être repoussée au 4 septembre au cas où les experts ne seraient pas disponibles.

Par ailleurs, les grandes manœuvres se poursuivent autour de la reconstitution du capital de l'entreprise. Maintenant que le gouvernement est décidé à maintenir Framatome dans le secteur public, toute la question est de faire baisser la facture qu'il aura à acquitter, en jouant à la fois sur la quantité et le prix : ainsi M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, a

expliqué dimanche 24 juin lors du « Club de la presse » que le rachat de 6 % du capital devait avoir comme « base de départ raisonnable » le prix auquel Framatome avait été évalué lors de la privatisation de la CCE en 1987 (soit 3,8 milliards de francs), corrigé d'un « coefficient d'augmentation »... soit infiniment moins que l'estimation tournant de 8 à 10 milliards généralement citée. Au cas où la CCE n'accepterait pas de rester minoritaire (ce que d'ailleurs Framatome ne veut pas), l'addition serait notablement renchérie puisqu'il faudrait acheter 52 % et non 6 % du capital. Mais M. Bérégovoy se réserve une arme au cas où les négociations échoueraient : un député socialiste, M. Jacques Roger-Machart, s'est attelé à la rédaction d'une proposition de loi pour renationaliser partiellement Framatome.

F. V.

SOCIAL

Retraite complémentaire à soixante ans

Signature de l'accord entre l'Etat et les partenaires sociaux

MM. Claude Evvin, ministre de la solidarité, et Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, ont signé lundi 25 juin avec les partenaires sociaux un relevé de conclusions fixant jusqu'à la fin 1993 les conditions du financement de la retraite à soixante ans pour les régimes complémentaires (le Monde du 26 juin). La CGT a demandé un délai de réflexion de quarante-huit heures avant de se prononcer. Cet accord pérennise l'Association pour la structure financière (ASF) qui, depuis 1983, permet aux régimes complémentaires

ARRCO et AGIRC de liquider les pensions à taux plein pour les salariés âgés de plus de soixante ans.

L'Etat versera à l'ASF 3,75 milliards jusqu'à fin 1993 alors que l'UNEDIC (assurance-chômage) y consacrerait chaque année 20 milliards de francs (valeur 1983) grâce à un prélèvement de 1,8 point de cotisation à compter du 1^{er} octobre prochain pour l'ARRCO contre deux points jusqu'à présent. Pour l'AGIRC, le prélèvement reste égal à deux points.

EN BREF

□ L'ANACT sera décentralisée à Lyon. — En déplacement à Lyon, le 25 juin, dans le cadre de son tour de France pour la modernisation des conditions de travail, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) sera prochainement décentralisée à Lyon. L'ANACT, dont le budget annuel est de 70 millions de francs rejoindra ainsi l'Institut national du travail, qui s'est installé dans la banlieue lyonnaise en 1980.

□ Augmentation de 1,8 % du nombre de chômeurs indemnisés. — Selon l'UNEDIC, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés a aug-

menté de 0,6 % en données brutes, et de 1,8 % en données corrigées, au cours du mois de mai. En un an, la baisse est toutefois de 2,7 %. A la fin mai, on comptait 2 109 830 allocataires qui se répartissent entre 1 738 400 demandeurs d'emploi indemnisés (-0,4 % en un an), 59 250 bénéficiaires d'une formation (+11,9 % en un an) et 312 200 préretraités (-16 % en un an). Parmi les chômeurs, 1 263 000 reçoivent une allocation au titre du régime d'assurance-chômage (-0,5 % en un an), 146 000 une allocation d'insertion destinée aux jeunes ou aux femmes (-6,8 % en un an) et 329 400 une allocation de solidarité servie aux chômeurs de longue durée (+3,4 % en un an).

BUDGET

M. Chevènement dénonce l'« irresponsabilité » des partisans d'une baisse sensible des crédits militaires

« A la vérité, il me semble que nous ne pourrions pas en France descendre très en deçà du taux de 3,5 % représentant l'effort de défense par rapport à la richesse globale produite », a déclaré, lundi 25 juin à Paris, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. « Ce petit pourcentage des richesses produites qui une collectivité consacre à sa sécurité est, au regard de ce que nous savons de l'histoire, un niveau raisonnable. »

M. Chevènement s'exprimait au colloque organisé sur la sécurité en Europe par la Fondation pour les études de défense nationale, en collaboration avec la Konrad Adenauer Stiftung en Allemagne.

« Ceux qui croient pouvoir descendre sensiblement en dessous, a-t-il ajouté, le ministre de la défense, méconnaissent profondément les principes qui sont à la base de la posture de défense française : indépendance et suffisance. Ils raison-

nent court. Ils ne voient pas la nécessité pour la paix de préserver l'équilibre, ignorants qu'ils sont de ce que la paix est le vrai dividende de la défense. Œuvre de longue haleine, le désarmement est aussi une œuvre complexe qui ne produit pas immédiatement ce qu'on a appelé les dividendes. Il est, là aussi, à l'indiqué M. Chevènement, bien irresponsable de le laisser mûrir à l'opinion publique. »

De toute évidence, le ministre de la défense entendait de la sorte répliquer à certaines responsables du Parti socialiste, notamment MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy, qui, récemment, ont émis le vœu que, compte tenu du contexte international, la France commence de baisser ses crédits militaires dès 1991 pour « engranger les dividendes de la paix ».

Quelques heures avant, lors de l'inauguration du Salon de l'armement terrestre à Satory (Yvelines),

M. Chevènement avait tenu à dénoncer « l'illusion, voire la démagogie » qu'il y a à « entretenir l'idée que des économies substantielles pourraient être faites sur la défense ».

S'en prenant, sans le citer, à M. Jean-Marc Ayrault, député PS de la Loire-Atlantique, qui a préconisé une armée de métier en France dans une livre opinion publiée dans le Monde daté 24-25 juin, le ministre de la défense a ajouté : « Tel propose d'étaler des programmes qui l'ont déjà fait, ce qui renchérrirait encore leur coût. Tel autre propose une armée de métier sans s'être avisé qu'elle coûterait quatre fois plus cher, à effectif égal, qu'une armée de conscription (...). La France devra conserver une armée de terre dont le format sera compris entre celui de l'Allemagne et celui du Royaume-Uni. »

« entrave à la liberté du marché ». Les dossiers actuellement à l'instruction sont pris très au sérieux par les dirigeants français.

Il suffirait en effet que le chiffre d'affaires du PMU baisse de quelques points dans l'avenir pour que tout le système de financement des courses s'écroule. Or, actuellement, le jeu de semaine progresse grâce au quinté-plus et à d'autres novations (points courses dans les grandes villes, paris par minitel et par téléphone, transmission par satellite, etc.).

Et revanche, le dimanche, qui auparavant était le jour où l'on faisait l'essentiel de la recette, on enregistre une stagnation, voire une régression.

Pour répondre à cette éventuelle concurrence, le PMU devra, lui aussi, contre-attaquer et s'implanter dans des pays voisins. La guerre avec les bookmakers fait déjà rage en Belgique. L'Allemagne est difficile à conquérir, préférant le Loto. L'Italie a son propre système. L'Espagne ne joue pas ou peu. La Suisse par contre peut donner une ouverture.

An lendemain de l'élection du nouveau PDG, un contrat d'association sera signé à Yverdon avec la Loterie suisse romande pour l'ouverture de quarante-cinq bureaux de jeux sur les courses françaises au début de 1991. Quant à l'URSS, des contacts ont été pris avec les autorités des courses pour y implanter le PMU. Ici aussi, le mur est tombé.

GUY DE LA BROUSSE

M. Jean Farge sera le nouveau président du PMU

Suite de la page 21.

Dans cet objectif, ils entamaient alors auprès des finances et du budget une véritable guerre d'usure qui s'est terminée ces jours-ci par une entrevue dans le bureau de M. Bérégovoy. Résultat des courses : des aménagements substantiels surtout d'ordre fiscal, un meilleur système de taxation pour les chevaux en location et pour les amortissements des stocks d'élevage mais aussi une imposition plus favorable aux paris engagés sur les hippodromes de province.

Par contre, le gouvernement a refusé d'autoriser des journées de courses supplémentaires avec PMU en province, avec une seule exception pour cinq nocturnes d'audience nationale à Cabourg cet été.

Le choix de ce petit hippodrome normand peut paraître étonnant par rapport aux possibilités de Cagnes-sur-Mer, Lyon,

Bordeaux, également demandeurs. Cette anomalie s'explique par le fait que le maître de Cabourg est M. Didier Van Thembe. Ce vice-président du trot, importante personnalité dans cette spécialité, d'un dynamisme étonnant, successeur probable de M. de Montesson, a été brillamment élu aux dernières municipales au poste de premier magistrat de cette localité sur une liste d'union droite-gauche.

Dans un département où les centristes d'ouverture ne sont pas légion et où « l'électorat chevalin » est souvent déterminant, il peut ne pas être inutile de se ménager ses bonnes grâces...

Quant à M. Farge, il paraît d'emblée très intéressé par le poste qu'il va occuper. Il s'est rendu ces jours derniers sur les hippodromes d'Auteuil et de Vincennes. Avec beaucoup d'honnêteté il admet ne rien connaître aux courses.

Mais qu'importe ! L'essentiel de sa mission se situera ailleurs que sur le terrain. Il lui faudra accentuer encore le caractère performant d'une entreprise entièrement automatisée réalisant 33 milliards de chiffre d'affaires par an mais dont le système informatique risque de devenir rapidement obsolète.

Il faudra surtout qu'il trouve le moyen de s'opposer à l'entrée des bookmakers anglais sur le marché français.

Ceux-ci, très virulents, par l'entremise de la firme Ladbrokes, ont déjà porté deux plaintes contre le PMU et les sociétés de courses à Bruxelles devant la Commission européenne pour « concurrence déloyale » et

MURS, MURS
ILE-DE-FRANCE
LE GRAND PARI
HORS SERIE N 2 JUILLET 90
EN VENTE DANS LES BOUTIQUES
OU EN TELEPHONANT AU 43 42 59 58

A Tours, le mois de la musique... ...dire deux mois et demi.

L'été musical, quatre festivals en un : FLORILEGE VOCAL. Festival de chant choral. Grand Théâtre de Tours du 24 mai au 4 juin. FÊTES MUSICALES EN TOURAINE. Grange de Meslay 1990. Du 15 juin au 1^{er} juillet. Richter joue Liszt. ACADÉMIE INTERNATIONALE D'ART MUSICAL. Tours vis à l'heure russe du 6 au 31 juillet. LE CHOREGRAPHIQUE 90. Jean-Christophe Maillot et Patrick Dupond au Musée des Beaux-Arts du 1^{er} au 13 juillet. La ville qui donne des couleurs à la matière grise donne aussi des heures exquises à la musique et à la danse.

A Tours la matière grise prend des couleurs.

TOURS

GUY DE LA BROUSSE

DÉMOGRAPHIE

Au-delà d'une querelle entre chercheurs

Les hauts et les bas de la natalité française

Le conseil scientifique et le conseil d'administration de l'Institut national d'études démographiques (INED) viennent, en termes mesurés, de donner tort au démographe Hervé Le Bras auquel M. Gérard Calot, directeur de l'établissement, a retiré sa délégation scientifique le 10 mai dernier. M. Le Bras avait, à plusieurs reprises, accusé ses confrères d'avoir joué avec les chiffres de la situation démographique de la France.

Le conseil scientifique, où les chercheurs de l'établissement sont en minorité, « déplore » que « la controverse ait dégénéré parce qu'ont été utilisés des arguments non scientifiques ». Selon lui, l'INED « a toujours diffusé et commenté objectivement les données » et « il n'existe aucun indice permettant de synthétiser à lui seul les comportements de fécondité ».

A-t-on voulu donner une image pessimiste de la situation démographique en ne mettant en avant que le taux de fécondité (1,8 enfant par femme) ? Les spécialistes en débattent longtemps. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun indicateur ne permet de prévoir l'avenir de la natalité française.

Y a-t-il en France une baisse dramatique de la fécondité, susceptible d'entraîner dans un proche avenir une baisse de la population, alors que celle-ci n'a cessé d'augmenter depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? Certains le disent ou le laissent entendre — plutôt des politiques que des démographes, sinon des démographes amateurs, et plutôt de droite que de gauche. Cette dramatisation n'est pas conforme à la situation. Les chiffres sont indéniables, même si l'interprétation et la prospective restent ensuite plus difficiles.

Depuis quinze ans en effet (1975), le nombre d'enfants par femme en âge d'en avoir flotte au-dessus de 1,8. La France reste donc au-dessous du seuil théorique de renouvellement des générations, qui est actuellement de 2,1 enfants par femme. Supérieure à 2,5 au moins de 1946 à 1964 (la période dite du « baby-boom »), la fécondité a ensuite décliné dix années de suite avant de se stabiliser. Le chiffre actuel est le plus bas constaté en France si l'on excepte les chutes, temporaires et aisément explicables, lors des deux guerres mondiales.

La « descendance finale » des femmes nées en 1936 — la dernière génération dont on peut connaître le nombre total d'enfants — se situe, elle, très peu au-dessus de 2,1. Mais elle peut baisser pour les années suivantes : à vingt-cinq ans, la génération 1964 n'a eu, elle, que 0,67 enfant, au lieu de 0,92. Ce retard sera-t-il rattrapé ensuite ? Pour autant, le « décrochage » par rapport au « seuil de renouvellement » n'est pas inédit.

Du début du siècle à 1945, l'indice de fécondité français est resté presque constamment inférieur à ce seuil, alors plus élevé qu'aujourd'hui en raison d'une mortalité (notamment infantile) plus forte. Il

en a été de même pour la descendance finale : au vingtième siècle, celle-ci n'a dépassé le seuil que pour les générations nées de 1920 à 1940. Avant-guerre, c'est l'immigration qui a contribué à maintenir l'effectif de la population de la France.

D'autre part, la France n'est pas seule dans son cas. Dans tous les pays développés, depuis une vingtaine d'années, les courbes de la fécondité esquissent une convergence à la baisse. Seul le calendrier diffère. Presque tous ont vu leur taux de fécondité descendre au-dessous du seuil fatidique, et souvent avant la France : la Suède, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne fédérale comme les États-Unis et le Japon dès la fin des années 60 ; la RDA, l'Autriche, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et le Canada vers 1972-1973.

Les pays d'Europe orientale n'y ont pas échappé (1). Seule exception : la Pologne, avec un taux de fécondité oscillant entre 2,3 et 2,4 au lieu de 2,2 dans les années 70, alors que l'Irlande, tout aussi catholique, est descendue à 2,17 contre 3,23 en 1980.

Aujourd'hui, la France, comme la Grande-Bretagne et la Hongrie, se situe en dessous de la plupart des autres pays d'Europe. Mais la plupart des autres pays avoisinent 1,6, la RFA 1,4 et l'Italie 1,3 ; les « mammas » italiennes entourées d'une nombreuse progéniture sont du domaine du passé et l'Europe méridionale dans son ensemble, naguère féconde, a rejoint voire dépassé celle du Nord. Au contraire, l'indice de fécondité a remonté en Suède depuis 1985, atteignant 2,06 en 1989, après être resté dix ans proche de 1,6.

La baisse générale n'est que la poursuite de la « transition démographique », comme disent les démographes, c'est-à-dire le pas-

sage d'une natalité et d'une mortalité fortes à une natalité et une mortalité faibles, entamé au dix-huitième siècle et interrompu par le baby-boom des pays occidentaux après la dernière guerre mondiale. Elle s'accompagne ou suit la « modernisation » économique et sociale, la transformation des mœurs, l'émancipation des femmes et la volonté des couples de contrôler la fécondité : les techniques modernes de contraception ne font qu'en assurer la sécurité.

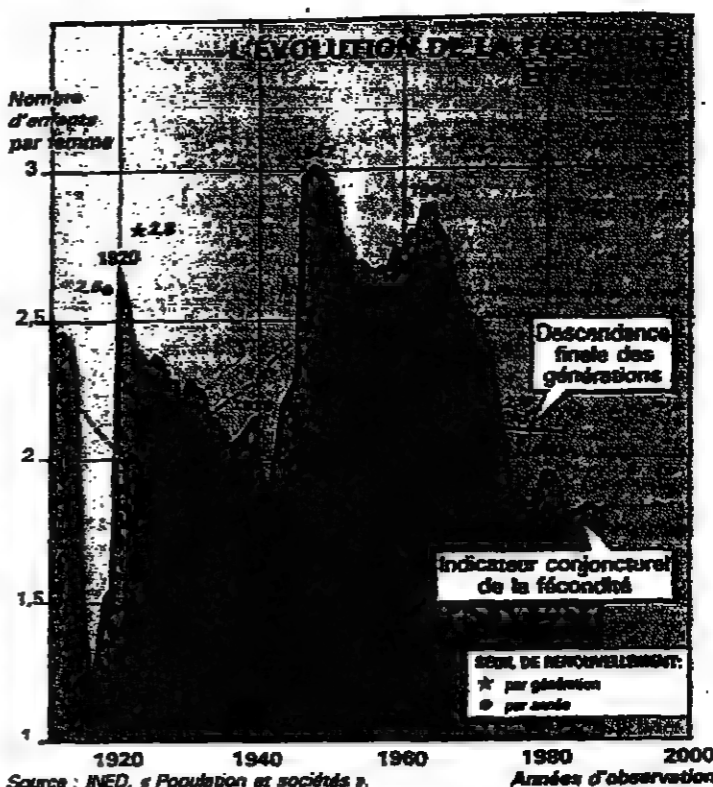
La troisième erreur ?

Dans cette évolution, cependant, chaque pays a conservé ses spécificités, même sur le plan démographique. En France, le travail salarié des femmes est beaucoup plus répandu qu'en Suisse ou qu'aux Pays-Bas, ou même qu'en Grande-Bretagne. D'autre part, si les familles nombreuses s'y sont rarifiées comme ailleurs, la proportion de femmes sans enfant y est très faible (malgré une certaine croissance) : 11 % pour la génération née en 1954, contre 17 % ou 18 % en Grande-Bretagne et plus de 25 % en RFA. Le désir d'avoir des enfants y est demeuré plus fort. Enfin, la tolérance aux naissances hors mariage, qui représentent 25 % du total, contre moins de 10 % en RFA ou aux Pays-Bas, et 5 % en Italie ou en Espagne, a contribué à un certain maintien de la fécondité.

L'aide aux familles, plus importante en France que dans la plupart des pays (2) — même si elle ne compense que partiellement les charges pour les familles vraiment nombreuses — y a-t-elle contribué ? On peut le penser, sans pouvoir vraiment le prouver. Au demeurant, ses effets sont limités : de l'ordre de 0,2 point pour l'indice de fécondité, estime-t-on (3). — et ils sont difficiles à isoler d'autres éléments de politique sociale, comme la présence de crèches ou la gratuité de l'enseignement. En raison de l'inertie des phénomènes démographiques, les effets de la baisse passée de la fécondité ne se feront sentir qu'avec retard, comme dans les autres pays européens (aujourd'hui, seuls le Danemark et la RFA voient leur population diminuer).

Selon les projections faites par l'INSEE, si l'indice de fécondité reste à 1,8 comme aujourd'hui (et la mortalité suivant la tendance actuelle), les naissances continueront à dépasser les décès et la population de la France à croître jusqu'en 2012-2015. C'est seulement s'il tombait très vite à 1,5 que la croissance s'interromprait dès 2002-2005.

Une telle hypothèse est-elle vraisemblable ? Le palier actuel de la fécondité n'est-il qu'une étape, avant une nouvelle baisse, pour rejoindre le niveau actuel des



autres pays européens ? Ou bien sera-t-il durable, représentant en somme le « point bas » de la « transition » ? Les faibles variations de l'« indicateur conjoncturel » en France, et sa remontée en Suède ou, à un moindre degré, en RFA, laissent présager une stabilisation plutôt qu'une baisse, en tout cas à court terme, « dans la plupart des pays à un niveau compris entre 1,5 et 2 enfants par femme » déclarait M. Gérard Calot, directeur de l'INED, au cours d'un colloque à Florence en décembre 1988.

En revanche, il jugerait « improbable » une remontée importante. Mais cette conviction, comporte une part de pari, et les incertitudes sont encore plus fortes au-delà de 2010-2020. « Les démographes, reconnaît M. Calot, n'ont su prévoir ni le baby-boom, ni la baisse des années 1965-1975. Si la fécondité européenne venait à augmenter notablement, ce ne serait que la troisième erreur commise en un demi-siècle ».

GUY HERZLICH

- (1) Les mesures coercitives en Roumanie n'ont eu qu'un effet très temporaire.
- (2) Aux 120 milliards de francs des prestations familiales, il faut ajouter 51 milliards de francs d'allègements d'impôts par suite du quotient familial.
- (3) Cela correspond aussi à la différence constatée en RDA à la suite des mesures en faveur du deuxième enfant. Selon une étude d'Olivia Eckert, publiée dans Population en 1986, une compensation totale des charges familiales ne ferait gagner que 0,3 point.

Des immigrés bien utiles

Les immigrés vont-ils donner à la France les enfants qui lui manquent ? Ou menacent-ils, par leur nombre, de porter atteinte à l'identité nationale ? Ce sont des questions que beaucoup de Français se posent et auxquelles il n'est pas toujours facile de répondre de manière chiffrée.

Statistiquement, « immigré » ne veut pas dire grand-chose. On ne peut parler que de Français et d'étrangers. Mais, même là, une certaine confusion demeure car les outils manquent pour mesurer exactement le nombre d'étrangers résidant en France. Et les situations de double nationalité, de plus en plus fréquentes, ne facilitent pas la tâche.

Le recensement de 1982 évaluait à 3 680 000 les étrangers résidant en France, soit 6,8 % de la population. Ce chiffre — inférieur à celui du ministère de l'Intérieur — n'a pas dû beaucoup varier, mais personne n'est en mesure aujourd'hui de chiffrer avec précision toutes les « entrées » (naissances, arrivée en France d'étrangers en situation régulière ou de clandestins) et toutes les « sorties » (décès, retours au pays et acquisitions de nationalité française).

Le rapport Hesse (« Immigration : le devoir d'insertion »), présenté en 1988 au Commissariat général du Plan, estime que la part de l'immigration nette dans l'accroissement total de la population française a été de 14,4 % sur la période 1975-1982. Cela peut paraître considérable, mais ce n'est que la moitié du résultat de la période 1968-1975 (qui était de 30,5 %) et moins du cinquième de celui de la période 1921-1931 (74,4 %). La France a d'ailleurs enregistré, depuis les années 50, un coefficient d'apport migratoire sensiblement inférieur à celui de plusieurs autres pays d'Europe de l'Ouest.

L'apport étranger n'en représente pas moins « une contribution notable au maintien de la natalité et au freinage du processus de vieillissement », souligne

le rapport Hesse. La structure de la population immigrée a, en effet, beaucoup changé au cours des dernières décennies. On est passé d'une immigration de travail à une immigration de peuplement : c'est une population sédentarisée, comptant bien plus de femmes et d'enfants que dans les années 60 ou 70.

En 1988, on estimait à 60 400 le nombre d'enfants nés dans l'année de deux parents étrangers, ce qui représentait 10,6 % du total des naissances (1). Il fallait y ajouter les enfants issus d'un parent français et d'un parent étranger (22 000, soit 3,9 %), ainsi que les enfants nés hors mariage de mères étrangères (11 600).

L'intégration par les enfants

« Serons-nous encore français dans trente ans ? » demandait le Figaro-Magazine, de manière provocante, en octobre 1985. Beaucoup de Français sont persuadés que les femmes étrangères, prolifiques, sont en train de provoquer une « fécondité d'invasion ».

Il est indéniable que les étrangères font, en moyenne, plus d'enfants que les Françaises. En 1982, on estimait le nombre moyen d'enfants par femme française à 1,84, alors qu'il était de 3,18 pour les étrangères. Mais ce chiffre cache de profondes disparités : 1,74 enfant par femme espagnole, 2,10 enfants par femme portugaise, 4,91 par femme turque, 4,98 par femme algérienne, 5,18 par femme marocaine et 5,37 par femme tunisienne (2). On constate surtout qu'au fil des années la fécondité des étrangères diminue progressivement. En 1985, le nombre moyen d'enfants par femme étrangère était tombé à 3,05. Toutes les catégories tendaient à se rapprocher de la moyenne française, les Espagnoles et les Italiennes faisant un peu plus d'enfants, alors que les Turques et les Maghrébines en faisaient un peu moins. Sur une période de dix-sept ans,

la diminution est spectaculaire : le nombre moyen d'enfants par femme algérienne serait passé de 8,92 en 1968 à 4,24 en 1985.

L'immigration peut-elle compenser une trop faible natalité française ? C'est un pari dangereux, estime M. Jean-Claude Barreau qui cumule les présidences de l'OMI (Office des migrations internationales) et de l'INED (Institut national d'études démographiques). L'immigration, souligne-t-il, ne peut se substituer à la natalité. Pour ne pas se répéter sur elle-même, et pouvoir accueillir sans frilosité les immigrés dont elle a besoin, la France doit avoir une natalité raisonnable. Les années de grande immigration (1945-1974) n'ont-elles pas été aussi des années de grande natalité ?

S'y ajoutent les nécessités de l'intégration : c'est à l'école que commence le processus ; ce sont les enfants français qui assurent l'intégration des enfants étrangers. Plus ils sont nombreux, plus ils permettent à cette « assimilation » de se faire en douceur, dans le respect des spécificités de chacun.

On aurait tort cependant de ne considérer les rapports entre démographie et immigration que sous l'angle de la natalité. Il se trouve que les immigrés vieillissent aussi. De plus en plus de Maghrébins, en particulier, renoncent à retourner dans leur pays d'origine et prennent leur retraite en France. Il est quasiment impossible à ce propos de citer des chiffres fiables, mais chacun sait que ce phénomène va aller en grossissant.

Si ces retraités étaient parfaitement intégrés après leurs nombreuses années de séjour en France, il n'y aurait pas grand-chose à en dire. Mais, pour la plupart d'entre eux, c'est loin d'être le cas. Les facteurs d'exclusion — immigration et vieillissement — se cumulent, obligeant à inventer de nouvelles solutions.

ROBERT SOLÉ

- (1) INSEE Première, février 1990.
- (2) Michèle Tribalat, Population, janvier-février 1988.

Un vieillissement inéluctable

Quelle que soit l'évolution de la fécondité en France, et par conséquent l'effectif global de la population, le vieillissement de celle-ci est inéluctable. La première a un rôle déterminant jusqu'à l'après-guerre. Ensuite, les deux ont cumulé leurs effets : dans la lutte contre la mort, les gains ont d'abord porté sur la mortalité infantile, puis sur les âges élevés, par suite de l'allongement de la vie. Aujourd'hui, les femmes gagnent une année de vie tous les quatre ans, les hommes une fois tous les cinq ans.

Retraites âge et emploi

Si le vieillissement est inéluctable, ses conséquences sont beaucoup moins claires. C'est l'effet sur les retraites qui est le plus souvent mis en valeur : dans un système à « répartition » comme celui que nous connaissons en France, les actifs cotisent pour les inactifs. Le nombre de plus de soixante ans s'accroît, le poids sur les actifs va augmenter. Mais dans quelles proportions ?

Pendant longtemps, cela dépendra en partie de l'évolution de l'emploi : aujourd'hui, sur près de 30 millions de personnes d'âge actif (20-60 ans), la « population active » n'en compte que 24 millions, dont 2,5 millions de demandeurs d'emploi, qui ne cotisent pas et dont une bonne partie reçoit en outre des allocations de chômage. Cela dépendra aussi de l'âge de la retraite :

selon un calcul fait en 1987 pour la « commission des sages » de la Sécurité sociale, pour maintenir la proportion de trois personnes d'âge actif pour un retraité, comme en 1986, il faudrait de répondre l'âge moyen de départ en retraite de 60,4 ans à 62,5 ans environ en 2010 et à 66,4 ans en 2025.

Plus largement, on évoque le risque de perte de dynamisme, en se référant aux années 30. Il faut cependant noter que la France ne sera pas seule à vieillir dans les prochaines années. Le vieillissement est un phénomène mondial, qui touche même les pays en voie de développement. La France a déjà été rattrapée : les calculs de la division de la population des Nations unies la placent aujourd'hui au septième rang des pays « vieillissants », alors qu'elle figurait au premier rang avec la RDA en 1950, et la place tout juste dans ce rang médian vers 2025. A cette date, les soixante et plus représenteraient de 20 % à 30 % de la population dans les pays industrialisés : la proportion serait supérieure à celle de la France aux Pays-Bas, de la Suède et de l'Italie, comparable en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Allemagne et au Japon.

Enfin, sans aller jusqu'à dire comme le sociologue Henri Mendras que « le troisième âge animera la société française », on peut remarquer que les « soixante ans » d'aujourd'hui devraient être comparés aux « cinquante ans » des années 50 et que la France vieillie des années 30 a enfant — le baby-boom.

G. H.

TECHNOLOGIES

En vedette lors des dixièmes Journées d'Avignon

L'intelligence artificielle gagne tous les domaines de l'entreprise

Hier réservée à une petite minorité d'initiés, l'intelligence artificielle commence à pénétrer dans tous les secteurs où régnait jusqu'à présent l'informatique traditionnelle.

Intelligence artificielle : sous ce terme évocateur de roman de science-fiction, on regroupe en fait des programmes et/ou matériels informatiques, capables de simuler ou, plus modestement, d'assister le raisonnement humain pour des problèmes que l'informatique classique (algorithmique) ne sait résoudre : soit parce qu'ils sont trop complexes, soit parce qu'ils évoluent rapidement.

A la différence de l'informatique classique, l'intelligence artificielle ne manipule pas des données, mais des connaissances. Les applications les plus répandues sont les systèmes experts, ainsi nommés parce qu'ils reproduisent le travail d'un ou de plusieurs experts, qu'il s'agisse d'un ingénieur qui déterminerait les causes d'une panne, d'un médecin qui établirait un diagnostic médical, ou encore d'un financier qui effectuerait des choix complexes d'investissement.

Les techniques d'intelligence artificielle sont aussi utilisées pour reconnaître et analyser des caractères ou des formes. Pour interpréter une image ou un texte. Mais on parle aussi d'intelligence artificielle lorsque l'on met en œuvre des matériels ou des logiciels dont l'architecture, appelée neurale, s'inspire de la structure physique du cerveau : ces ordinateurs « neuronaux » devraient permettre d'effectuer certains calculs beaucoup plus rapidement que les ordinateurs conventionnels, et être également capables d'apprendre et de raisonner. Mais seuls des prototypes ou des logiciels de simulation existent actuellement.

Une question de mentalité

Les Journées internationales d'Avignon, traditionnel rendez-vous annuel de tous les spécialistes de la profession, qui viennent de se dérouler du 23 mai au 27 juin, ont prouvé cette année que des techniques étaient bien sorties des laboratoires pour trouver des applications tant dans le secteur industriel que dans celui des services. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène.

Tout d'abord, les logiciels d'intelligence artificielle, qui dans leurs débuts ne pouvaient tourner que sur des machines spécifiques (machines Lisp ou Prolog, du nom du seul langage informatique qu'elles étaient capables de traiter), fonctionnent maintenant sur des ordinateurs classiques : mini-ordinateurs, stations graphiques (Sun, Apollo, Hewlett-Packard, IBM, etc.), mais aussi, de vulgaires micro-ordinateurs.

Preuve de cette évolution : Texas Instruments, constructeur d'ordinateurs, qui avait ainsi abordé ce marché avec Explorer, un matériel spécifique, se mue petit à petit en société de logiciels en développant des outils et des systèmes experts capables de tourner sur des matériels standards utilisant le système d'exploitation Unix. Le constructeur français Bull a, dès 1985, créé une direction spécifique, le Centre d'expertise et de développement en intelligence artificielle (CEDIAI), pour développer des outils logiciels et mener à bien des réalisations dans ce domaine.

Deuxième raison expliquant la meilleure pénétration de l'intelligence artificielle : les techniques et les langages propres à cette discipline sont maintenant connus des jeunes informaticiens, ravis de faire preuve de leurs compétences pour « bousculer les anciens », qui étaient souvent montrés réticents quant à l'introduction de ces nouveaux outils qu'ils maîtrisaient mal. Comme l'explique Geoffrey d'Aumale, directeur-adjoint en chef de la Lettre de l'intelligence artificielle (1), « l'intelligence artificielle est aussi une question de mentalité ».

Une meilleure coopération

Troisième raison : aux systèmes artisanaux, se sont substitués des méthodes, des outils qui facilitent les développements de programme d'intelligence artificielle. Qu'il s'agisse de générateurs de systèmes experts, de langages de programmation mieux adaptés, ou même d'outils de formation comme Exploria, logiciel d'enseignement assisté par ordinateur conçu par EDF pour former à l'intelligence artificielle. Et, au lieu de s'enfermer dans leur tour d'ivoire, les spécialistes de cette discipline acceptent plus volontiers de coopérer avec les informaticiens traditionnels, ce qui permet, d'une part, d'intégrer l'intelligence artificielle dans les applications informatiques en place dans l'entreprise, mais aussi d'autre part de faciliter de nouveaux développements.

« Le métier évolue vers la réalisation de solutions informatiques globales, qui intègrent les banques de données, la télématique et les interfaces et dans lesquelles l'intelligence artificielle n'est qu'une faible part », explique Thierry Dujardin, directeur commercial de Framatome, filiale de Framatome spécialisée dans les études et réalisations en intelligence artificielle. Même son de cloche chez Cap Gemini Innovation : « Les systèmes experts dialoguent avec les banques de données classiques. Un système financier pour l'analyse de créances, par exemple, puise dans une banque de données les informations caractéristiques de l'emprunteur. Jusqu'à présent, l'intelligence artificielle se cherchait, et développait des applications gadgets qui restaient dans les placards. Cette convergence élargit le champ d'application », explique Serge Soudoplatoff, directeur du centre de recherche. Cette évolution se retrouve aussi au niveau des outils disponibles. Ainsi la dernière version du générateur de système expert Nexper Object, présentée à Avignon, peut communiquer avec les bases de données du marché les plus répandues. Notons que ce système est développé par Neuron Data, une société américaine créée par des Français.

Modification des stratégies

Enfin et surtout, les performances des systèmes experts sont des arguments convaincants. Selon Geoffrey d'Aumale, « la programmation d'application de gestion se fait trente à quarante fois plus rapidement lorsque l'on utilise les outils de l'intelligence artificielle ».

Les chiffres de vente incitent néanmoins à rester modeste. Selon l'étude réalisée par Ovum sur cinq pays (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, États-Unis), le

marché des systèmes experts s'élèverait à 666 millions de dollars (3,7 milliards de francs) pour l'ensemble de ces pays, dont 435 millions de francs en France. La croissance prévue est de 30 % par an. Mais sur ce marché les acteurs changent de taille. Aux entreprises innovatrices des débuts, s'ajoutent certaines sociétés de services traditionnelles, et des constructeurs de matériels. La convergence entre intelligence artificielle et informatique classique incite les sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSI) à modifier leur stratégie.

Qu'il s'agisse de sociétés spécialisées, comme Framatome, qui pour l'instant sous-traite les développements d'informatique classique, mais sera en train de réfléchir à des partenariats, avec des SSI, des constructeurs informatiques, sociétés de conseil en organisation, d'autres sociétés spécialisées ou des sociétés d'ingénierie, selon son directeur général, Robert Dunand. Ou de généralistes qui, soit développent des compétences propres en intelligence artificielle (comme Cap Sesa, du groupe Cap Gemini-Sogefi, ou GSI, qui dès 1986 racheta la société spécialisée Eri), soit précoisent des sociétés d'intelligence artificielle à leurs clients. « Les accords entre fournisseurs sont de plus en plus nombreux, à tel point que l'on ne sait plus qui ne travaille pas avec qui », est-il

précisé dans le numéro 57 de la Lettre de l'intelligence artificielle.

Selon une étude réalisée par la Commission d'étude générale d'organisation scientifique (CEGOS) sur les applications des systèmes experts en 1989, 45 % seraient mis en œuvre dans des entreprises industrielles, 18 % dans la banque, 9 % dans l'administration, 9 % dans des sociétés d'informatique, 7 % dans l'agroalimentaire, 6 % dans la santé, le reste se répartissant entre divers autres secteurs. Les systèmes d'aide à la maintenance, de gestion de production, de commande de procédé, s'installent en nombre dans l'industrie.

Le secteur agroalimentaire serait en particulier très demandeur : à la différence de l'industrie chimique par exemple, il met en œuvre des substances naturelles peu stables, et les systèmes experts seraient mieux adaptés à en contrôler la fabrication que les systèmes informatiques traditionnels.

Des développements importants sont également réalisés dans le domaine du transport. Texas Instruments travaille actuellement à un système de replanification pour les compagnies aériennes, qui vise à modifier très rapidement la programmation des vols en cas d'intempérie (brouillard sur un aéroport, etc.) d'incident sur un appareil, ou d'un nouvel outil informatique : les « tableaux

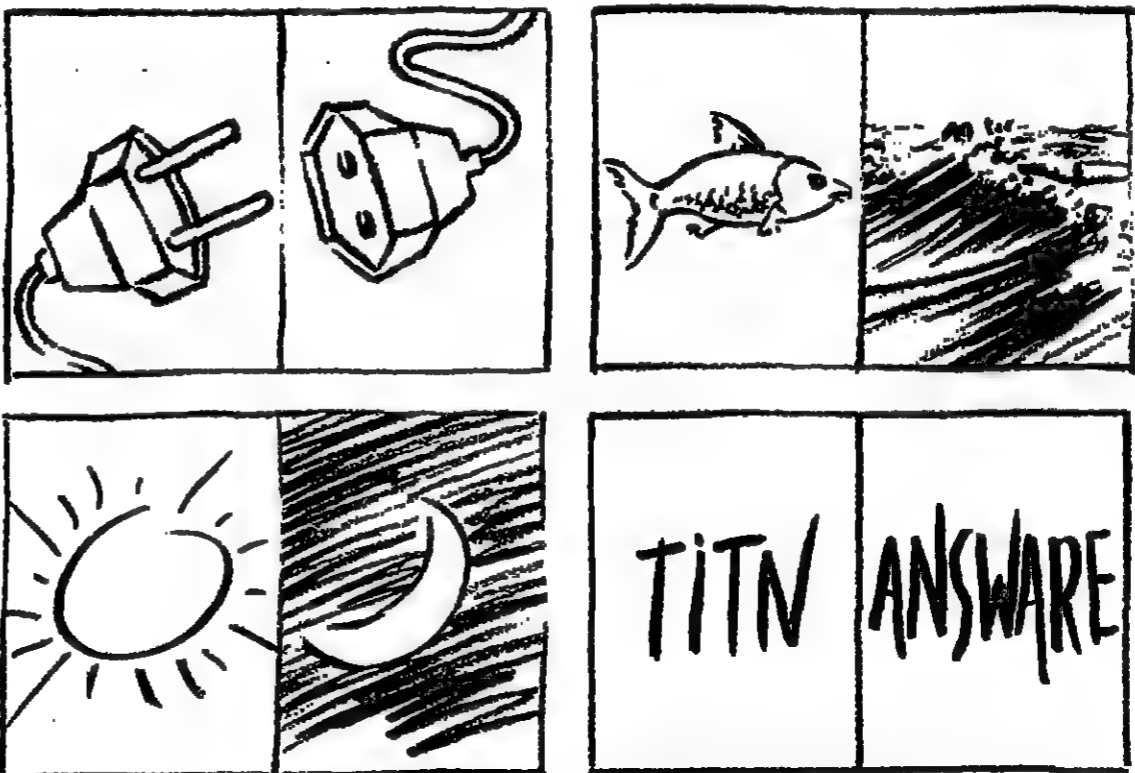


symboliques, qui, à la différence des tableaux comme Lotus ou Multiplan, manipulent non des données chiffrées mais des règles de connaissance.

par Bull, il sera utilisé pour gérer les dispositifs de sécurité mis en œuvre pour les Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

ANNIE KAHN

(1) La Lettre de l'intelligence artificielle est publiée par EC2, 269-287, rue de la Gare, 92024 Nanterre Cedex ; tél. : 47-80-70-00.



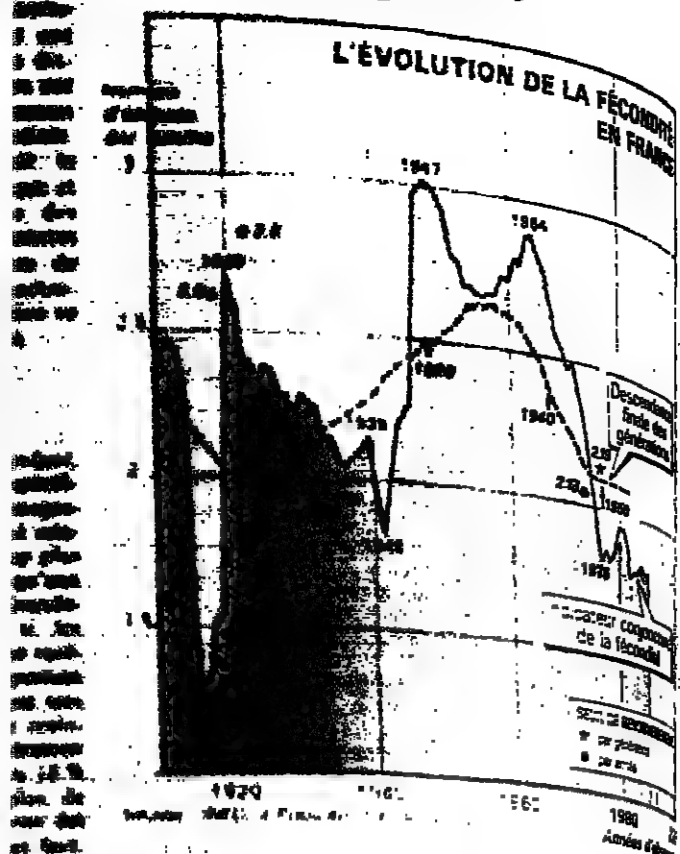
Alcatel vient de fusionner ses 2 SSI : TITN et ANSWARE. En renforçant les structures de son pôle services et ingénierie informatiques, le leader européen des systèmes de communication confirme son engagement dans ce domaine.

Unir informatique et télécommunications, c'est notre mission.

ALCATEL
TITN ANSWARE

Alcatel TITN ANSWARE - 1, rue Gohari - B.P. 110 - 91301 Mussy cedex.

Liberté française



Lexique

• **Indice** (ou **taux**) : mesure de la variation d'un phénomène par rapport à une base fixe. L'indice de la production industrielle française en 1989 est de 100, ce qui signifie que la production est 100 % de celle de l'année de référence (1970).

• **Taux de croissance** : mesure de la variation d'un phénomène par rapport à une base fixe. Le taux de croissance de la production industrielle française en 1989 est de 1,5 %, ce qui signifie que la production a augmenté de 1,5 % par rapport à l'année de référence (1970).

• **Recession** : période de baisse de la production industrielle. La récession a commencé en 1980 et a duré jusqu'en 1982.

• **Expansion** : période de croissance de la production industrielle. L'expansion a commencé en 1982 et a duré jusqu'en 1989.

vieillesse inéluctable

La boîte d'ampoules obligatoires des automobiles pourrait bientôt n'être plus qu'une pratique démodée grâce au prototype de lampe à décharge mis au point par Philips. Les avantages de cette lampe sont nombreux : elle ne possède pas de filament ; sa durée de vie serait ainsi trois fois supérieure à celle des lampes à halogène et dix fois supérieure à celle des lampes conventionnelles.

En outre, sa taille est extrêmement réduite puisqu'elle serait « de la taille de deux allumettes », ce qui permettrait d'améliorer le design des véhicules, d'en améliorer l'aérodynamisme et l'esthétique. Enfin, elle est aussi économe en énergie. Le flux lumineux de la lampe à décharge serait le triple, à consommation égale, de celui des lampes à halogène.

Ces qualités ne vont bien sûr pas sans inconvénients. Cette lampe sera chère, et selon Philips, réservée dans un premier temps,

Phare à vie

La boîte d'ampoules obligatoires des automobiles pourrait bientôt n'être plus qu'une pratique démodée grâce au prototype de lampe à décharge mis au point par Philips. Les avantages de cette lampe sont nombreux : elle ne possède pas de filament ; sa durée de vie serait ainsi trois fois supérieure à celle des lampes à halogène et dix fois supérieure à celle des lampes conventionnelles.

En outre, sa taille est extrêmement réduite puisqu'elle serait « de la taille de deux allumettes », ce qui permettrait d'améliorer le design des véhicules, d'en améliorer l'aérodynamisme et l'esthétique. Enfin, elle est aussi économe en énergie. Le flux lumineux de la lampe à décharge serait le triple, à consommation égale, de celui des lampes à halogène.

Ces qualités ne vont bien sûr pas sans inconvénients. Cette lampe sera chère, et selon Philips, réservée dans un premier temps,

c'est-à-dire vers 1992-1993, aux véhicules haut de gamme. Le principe de la lampe à décharge n'est pas nouveau puisqu'il est utilisé depuis une cinquantaine d'années pour l'éclairage urbain (dans les stades en particulier) et professionnel. Mais son temps d'amorçage élevé, de plusieurs minutes, était rédhibitoire pour les automobiles. Des recherches ont été nécessaires pour développer un dispositif électronique qui réduise le temps d'allumage, pour mettre au point des réflecteurs.

Chez Philips, on déclare que le prototype est au point et que la production industrielle va commencer. Chez Valeo, qui est associé avec sept autres fabricants de lampes (dont Philips) dans le cadre d'un programme de recherche Eurêka, le prototype est actuellement testé dans les conditions réelles de circulation. La définition des tous les critères devrait donc être terminée fin 1991.

COMPAQ

à suivre...

+ 72 % en 1989 : une croissance à suivre...

Avec 1,8 milliards de Chiffre d'Affaires en 1989, une croissance de 72 % par rapport à l'année précédente, COMPAQ France a confirmé sa remarquable performance sur le marché exigeant de la micro-informatique professionnelle. Innovation, compatibilité et qualité sont trois atouts qui, couplés avec notre réseau de Revendeurs Agréés, ont permis le succès de nos micro-ordinateurs. Pour accompagner ce développement, nous recherchons un

RESPONSABLE DE FORMATION

Directement rattaché au D.R.H., vous assurerez la responsabilité de l'ensemble des aspects de la fonction : choix des cabinets, mise en œuvre et suivi de plan de formation, gestion du budget, évaluation et optimisation de la qualité pédagogique des formations dispensées, participation active à la gestion des carrières.

Vos qualités relationnelles, votre adaptabilité, votre grande autonomie et votre sens de l'organisation vous permettront de

jouer un rôle de coordinateur et de conseil auprès des différentes directions.

Titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (E.S.C. ou D.E.S.S.) vous avez acquis une première expérience similaire (3 à 5 ans) dans un environnement commercial et/ou High Tech. Votre anglais est courant et vous utilisez, si possible, l'outil micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 40/2851 H à : EGOR TECHNOLOGIES - 125, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS!



Avec nous, relevez le défi des années 90

PSA : 153 milliards de francs de Chiffre d'Affaires et 159.000 personnes, la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

La Direction du Plan d'Automobiles Peugeot recherche ses **CHARGÉS D'ÉTUDES CLIENTÈLE** débutants ou première expérience.

Missions :

- Concevoir des enquêtes clientèle et en assurer une exploitation opérationnelle.
- Expliquer les évolutions de parts de marchés, participer à l'élaboration des recommandations concernant l'évolution des produits, leur positionnement et leur image.

Pour ces postes, deux profils différents sont recherchés :

- **Diplômés de grandes écoles scientifiques ou commerciales** avec une solide base statistique (formations ENSAE ou ISUP appréciées).
- **Diplômés de l'Institut de Psychologie de Paris** avec une bonne maîtrise des techniques psycho-sociologiques.

Dans les deux cas, vous devez avoir un intérêt prononcé pour l'automobile, de bonnes qualités rédactionnelles et la maîtrise de l'anglais.

AUTOMOBILES PEUGEOT
DOPIC/DORES - R&E LMD/PL
75, avenue de la Grande Armée, 75116 PARIS

DRH efficace et...
manager diplomate ?

Solide filiale de Distribution (1,5 Md de F de CA, 400 personnes) d'un Groupe anglo-saxon leader mondial du secteur des produits de luxe, nous nous restructurons.

Notre Président propose à un DRH-manager de le rejoindre pour définir et conduire la politique RH, en particulier les liens contractuels avec les forces de vente, conseiller les Directions opérationnelles, assurer les relations sociales et extérieures, en liaison avec le Siège européen. Basé à Paris, le poste implique des déplacements en France et à l'étranger.

Juriste ou Commercial diplômé, à environ 35/45 ans, vous êtes un professionnel des relations sociales. Au-delà de votre spécialité, vous saurez créer la fonction staff DRH, et mettre en place avec les DG une organisation claire et harmonieuse de nos Ressources Humaines. (Excellent English is a must !).

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre niveau de rémunération, sous réf. PC 1605, à notre Conseil PLEIN CADRE - 160 Avenue de Versailles - 75016 PARIS.

PLEIN CADRE



AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OISE

FUTUR DIRECTEUR
ADJOINT

Rattaché au Directeur de l'Agence, vous êtes chargé de prospecter des entreprises en vue d'implantations nouvelles et de jouer un rôle d'interface avec les responsables des collectivités locales.

Jeune chargé de mission, vous participez activement à la vocation de l'Agence pour le développement de l'Oise : améliorer l'emploi, enrichir le tissu économique et faciliter les relations entre les élus locaux et les industriels par la promotion des qualités du département.

Vous êtes issu d'un IEP ou d'une Ecole de commerce, possédez une première expérience conduisant en entreprise ou dans un organisme similaire à un poste de développement et de relations commerciales. La maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 341588/LA BOSSARD CARRIÈRES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD
Carrières

FINANCE «NEW LOOK»

Première SSII française spécialisée sur les secteurs Banque, Bourse, Finance, notre forte croissance annuelle illustre bien l'«explosion» des marchés sur lesquels nous intervenons.

Nous travaillons sur un nouveau logiciel de gestion administrative et comptable des OPCVM qui traite l'ensemble des instruments financiers utilisés à ce jour.

Nous recherchons :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Dans un premier temps, vous participerez à qualifier fonctionnellement un logiciel de gestion des OPCVM sur IBM (30XX MVS/DB2) répondant aux nouvelles réglementations européennes.

Vous assurerez ensuite la prospection commerciale auprès des banques et des sociétés de Bourse et le suivi clientèle.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du Back-Office Titres notamment des OPCVM. Une bonne maîtrise de la comptabilité générale, des titres, des nouveaux instruments financiers et des outils informatiques est nécessaire.

Merci d'envoyer CV et lettre manuscrite sous référence ITC/0690/M à Muriel NEVEU - SITB - Service Recrutement - 137 Bd Voltaire 75011 PARIS.

SITB

VOTRE VALEUR EST À LA HAUSSE

JUNGHEINRICH

RESPONSABLE DU
PERSONNEL

À la tête d'une petite équipe et rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes responsable des relations sociales, des contrats et de la paie. Vous animez les instances représentatives et vous assistez les directions pour la gestion des ressources humaines.

À 35 ans environ, Bac + 2 minimum, vous avez une expérience de la fonction Personnel, en usine ou en entreprise de commercialisation de produits techniques. Bon négociateur, vous connaissez parfaitement la législation du travail.

Vous maîtrisez l'anglais ou de préférence l'allemand.

Le poste est basé à Vélizy (78).

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru - 75008 Paris, sous la référence 62.3849 UM, portée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval

Consultants en formation
Marketing/Commercial et
Management

Bernard Julhiet Formation se développe et recherche plusieurs consultants en Formation : les uns en marketing commercial vente, les autres en management communication.

Professionnel de la formation en cabinet ou en entreprise, vous avez l'expérience de la conception d'actions de formation et d'animation de stages dans l'un ou l'autre de ces domaines. Vous souhaitez vous exprimer au sein d'une équipe performante et bénéficier d'une bonne autonomie dans vos actions.

Vous commercialiserez, concevrez et réaliserez des actions de conseil pédagogique et des séminaires en entreprise. Vous animerez aussi des stages "finer". Vous interviendrez aux niveaux encadrement, direction, forces de vente.

Les postes sont basés dans les très agréables locaux du Groupe Bernard Julhiet à Levallois. Ils exigent de fréquents et courts déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence M8JF/6 (à noter sur courrier et enveloppe) - 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE D'ASSURANCES cherche à accroître sa pénétration du marché français en créant une filiale en France. Les procédés modernes de communication seront largement utilisés pour développer le portefeuille de clients. Pour compléter l'équipe de la Direction des sinistres, la société recherche :

UN RESPONSABLE TECHNIQUE DES
SINISTRES (H/F) DE LA BRANCHE
I.R.D., Risques des Particuliers

Chargé de la création du poste, qui implique l'organisation de la structure et la constitution de l'équipe, le titulaire devra élaborer les procédures de gestion des règlements des sinistres et les faire évoluer.

Il encadrera et formera son équipe de rédacteurs et assurera les relations externes nécessaires (rencontre avec les réassureurs, relations avec les experts techniques, médicaux, avocats...).

Vous avez acquis vos dix ans d'expérience au sein d'une mutuelle (de préférence) ou dans une compagnie d'assurances ; vous maîtrisez la gestion des risques d'assurances, de réassurances, de coassurances, d'assurances cumulatives ; vous connaissez les conventions régissant les relations entre assureurs.

Vous êtes désireux de participer à une phase pionnière de développement et vous êtes intéressé par l'utilisation de nouvelles méthodes de gestion.

Si ce poste vous convient, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence 4388 M à SERIFO - 47, bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec



Nous sommes l'un des leaders de l'industrie française (30.000 personnes, CA 30 milliards de Frs). Notre Division LAFARGE BETONS GRANULATS s'appuie sur un réseau de 80 sociétés réparties sur tout le territoire (2.800 personnes) et réalise un CA de 3,3 milliards de Frs. Elle recherche son :

RESPONSABLE DE LA GESTION DES CARRIERES

En cohérence avec la politique et les objectifs du Groupe en matière de Ressources Humaines et en étroite liaison avec le Comité de Direction, vous aurez pour mission de :

- Mettre en oeuvre les outils de gestion prévisionnelle de l'encadrement en contribuant à son évolution.
- Définir les orientations en matière de formation et animer directement certains programmes.
- Dynamiser les unités opérationnelles dans leur démarche d'évaluation et développer une politique de rémunération incitative.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Droit, Sciences Po, Celsa...) ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel, si possible en milieu industriel et désireux d'avoir un rôle important dans notre stratégie de développement. L'anglais est indispensable. L'espagnol serait un plus.

Ce poste constitue un tremplin pour une évolution dans notre groupe dont la réputation est non seulement liée à son efficacité économique mais également à sa politique sociale.

Poste situé à Saint Cloud.

Ecrire sous réf. 26 A 1886-OM

Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



UN IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
RECHERCHE POUR RENFORCER SA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 2 JUNIORS H-F

CONSEILLER DU DIRECTEUR SPECIALISTE DES RELATIONS DES RESSOURCES HUMAINES DU TRAVAIL

- ✓ Votre rôle : favoriser le développement des Ressources Humaines de l'entreprise. Directement rattaché au DRH, vous élaborerez les dossiers et planifierez les travaux de la direction en liaison avec différents interlocuteurs (notamment régionaux). Vous apporterez réflexion et méthodologie.
 - ✓ A trente ans environ, votre formation supérieure en Ressources Humaines est complétée par une première expérience au sein d'une grande entreprise au travers de laquelle vous avez pu vous familiariser aux systèmes de gestion prévisionnelle.
 - ✓ La dimension relationnelle de ce poste requiert de nécessaires qualités de communication et de synthèse.
- réf. CD/M/26/06
- ✓ Votre rôle : en étroite relation avec les partenaires sociaux, vous organisez les réunions, préparez les négociations et les élections...
 - ✓ La trentaine, une formation supérieure en Droit Social ainsi que la pratique du droit du travail et de la négociation d'accords dans un groupe important vous permettront de mener à bien votre mission. Vos compétences juridiques sont assorties de réelles qualités de communication.
- réf. SR/M/26/06

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. du poste à notre Conseil: GROUPE PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE
POUR SA DIRECTION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
- 600 km de réseau
- 304 agents
- Budget : 700 millions de francs

2 ADJOINTS AU CHEF DE SERVICE ETUDES & GRANDS TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Lieu de travail : IVRY-SUR-SEINE ou VITRY-SUR-SEINE

Ingénieurs chargés d'opérations en tant que CHEF DE PROJET, c'est-à-dire depuis l'élaboration du projet (suivi de la conception et des études) jusqu'à la réalisation complète des ouvrages (suivi technique et financier des travaux).

Travail de contrôle de documents, de contrôle des plans d'exécution et notes de calculs simples de génie civil fournis pour les entreprises, de rédaction de rapports, de conventions, de réponses aux courriers.

CONDITIONS :
Etre titulaire de la fonction publique en qualité d'ingénieur.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE SOUHAITEES :
Connaissances générales d'un ingénieur des TP, principalement en structure et génie civil. Acquisitions de connaissances techniques en géotechnique et en hydraulique.

UN DIRECTEUR DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

Lieu de travail : CRÉTEIL

Responsable de 3 services d'études, anime et coordonne les études préliminaires à l'exécution de grands ouvrages d'assainissement.

Par ailleurs, les services pollution et SATESE mènent pour le compte du département des campagnes de suivis de rejets en s'appuyant sur le Laboratoire départemental des eaux qui dépend de cette même direction.

CONDITIONS :
Etre titulaire de la fonction publique en qualité d'ingénieur divisionnaire des TPE, directeur général des services techniques ou ingénieur en chef.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE SOUHAITEES :
Ingénieur ayant une expérience de bureau d'études de structure et maîtrise d'œuvre ; expérience des marchés de travaux publics, et particulièrement en ouvrages d'art.

Adresser toute candidature à :
Monsieur le Président du Conseil général du VAL-DE-MARNE
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL, 1^{er} bureau/recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTEIL CEDEX

Pour tous renseignements, contacter le 43-99-44-56.



CLAUDE ABURBÉ ASSOCIÉS

Depuis 14 ans nous travaillons avec les Entreprises qui réussissent.

Nous participons à leurs réflexions stratégiques :

Communication Interne, Organisation des R.H., Stratégie Commerciale.

Nous mettons en œuvre les projets de Formation que nous concevons avec elles (Productivité Commerciale, Management, Techniques d'Expression).

Pour contribuer à leur succès, nous répondons à leur exigence :

nous leur apportons des démarches créatives et personnalisées.

Aujourd'hui, pour faire face à son développement, CAA recherche des hommes de talent souhaitant rejoindre une équipe et son projet.

FORMATEUR-CONSULTANT Expert en Management

A 30-35 ans, de formation 3^e cycle, vous bénéficiez d'une solide expérience acquise comme Consultant et/ou Formateur dans un grand Cabinet, ou comme Audit interne en Entreprise.

Votre expertise du Management des Ressources Humaines et votre expérience de Conseil (systèmes d'appréciation, politique de rémunération,...) vous permettent d'assurer les responsabilités de Chef de Projet (conception et vente de Projet - Choix et Management des Consultants - Contrôle Budget).

Les missions de Conseil et de Formation que vous aurez à conduire, exigent énergie et disponibilité, qualités d'écoute et de formalisation, capacités de négociation et rigueur d'analyse.

Vous souhaitez rejoindre une structure souple pour laquelle autonomie et sens des responsabilités sont les gages du succès.

FORMATEUR-CONFIRMÉ

A 30 ans, de formation supérieure, vous avez démarré votre carrière dans la Formation, en Cabinet ou en Entreprise.

L'Animation des groupes vous passionne et vous y excellez.

Vous maîtrisez parfaitement, à partir de l'expression d'un besoin, la conception d'un stage (« contenu » et méthodes pédagogiques) dans les domaines suivants :

- Conduite de réunion.
- Entretien de Management.
- Encadrement des Forces de Vente.
- Formation de Formateurs.

Vous souhaitez vous enrichir par la diversité des missions qui vous seront confiées et la qualité des entreprises qui nous font confiance.

Merci d'adresser votre candidature à CAA
réf. N.M., 7, rue du 29 juillet 75001 PARIS

Directeur de l'organisation

Une position stratégique dans notre développement



BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS

La Banque Populaire de la Région Nord de Paris appartient au 5^{ème} Groupe Bancaire français. Pour apporter à nos clients les services toujours plus adaptés et rapides qu'ils attendent, nous avons l'ambition d'améliorer la souplesse et l'efficacité de nos structures. Nous recherchons le Directeur de notre Organisation.

Au sein de la Direction Centrale de l'Organisation et de l'Informatique, vous proposez et, avec une équipe que vous animez, vous conduisez les projets d'organisation en assurant la cohérence générale de la Banque et la synergie entre nos différentes Divisions (siège et réseau d'agences). En appui du Département des Ressources Humaines et en liaison avec la Direction Informatique, vous vous impliquez dans l'organisation du travail et gérez les actions qualité et productivité.

A 30/35 ans, de formation supérieure Bac + 4 ou ITB, vous êtes un professionnel de la Banque et vous savez vous imposer par votre expérience du terrain et vos qualités d'animation et de négociation.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. P064/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.



GRAND GROUPE LAITIER FRANCAIS de renommée internationale pour sa Direction Centrale Approvisionnement Lait recherche :

DIRECTEUR REGIONAL (EST FRANCE)

APPROVISIONNEMENT LAIT/RELATIONS EXTERIEURES

Le DIRECTEUR REGIONAL est le représentant de la Direction auprès des instances locales (commissions mixtes départementales, réunions interprofessionnelles, relations avec les groupements de producteurs...). Ses missions : assister les responsables de centres de collecte dans leurs relations avec les producteurs ; contrôler l'application de la politique laitière définie par la Direction dans la gestion des rétrocessions (stock), du froid ferme, du personnel, du parc véhicules, des coûts de collecte ; informer la Direction des orientations de la politique laitière régionale, de l'image de l'entreprise... Agé de 40 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur ENSIA, ENSBANA, ENIL ou équivalent) vous avez une expérience de 10 ans, si possible dans le secteur laitier, comme Entrepreneur/Animateur Régional. Négociateur reconnu, vous avez su développer une communication de qualité avec les instances administratives, professionnelles, interprofessionnelles. Rémunération motivante.

Poste situé dans la MEUSE (30 kms de Nancy). Pratique de l'allemand souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prêt.) sous la réf. RP 160/M à :



Creative Resources for European Access
Conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12

ville de M. n. b. l. l. d.

ARGE DE MISSION URBANISME
ATIONNEL ET DEVELOPPEMENT

RESPONSABLE
ONNEL/RELATIONS SOCIALES

able Formation h f

CONSULTANTS

SOCIETE CONSEIL, FILIALE DU GROUPE HLM

recherche

DIRECTEUR
D'AGENCE REGIONALE

Vous assurerez le développement, la gestion et l'animation de l'agence.

Vous négociez et conduirez des missions de conseil et d'étude, auprès des organismes d'HLM et des collectivités locales dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et du patrimoine.

De niveau Bac + 5, vous disposez d'une réelle expérience qui vous a permis de maîtriser parfaitement les métiers de l'habitat, et vous savez manager une équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à : Monsieur le Directeur Général du CREPA Habitat 4, rue Lord Byron - 75008 PARIS.

Secrétaire Général

Le Groupe *François Charles Oberthur* (700 pers. CA 500 MF dont 25% à l'export - 7 usines) est l'un des premiers fabricants mondiaux de produits sécurisés (billets de banque, cartes bancaires, etc.). Pour faire face à son développement, il crée le poste de Secrétaire Général.

Directement rattaché au Directeur Général, vous prendrez en charge les affaires juridiques et contentieuses, la gestion des ressources humaines et l'administration générale (assurances, immeubles, services communs, etc.). De formation supérieure juridique, vous disposez déjà d'une expérience similaire. Votre adaptabilité ainsi que votre sens de l'organisation et de la négociation sont des atouts déterminants pour réussir dans ce poste aux responsabilités variées et motivantes. La maîtrise de l'anglais est souhaitable. Ce poste est basé au siège à Paris.

Merci d'adresser votre C.V. avec une lettre manuscrite et vos prétentions sous référence D.183/M à notre conseil D. FOSSAT OBERTHUR CONSULTANTS, 49, r. Saint Roch, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.

Oberthur Consultants

Grand Cabinet d'Audit et de Conseil, nous recherchons notre :

Campus Manager

Vous êtes âgé de 25 à 30 ans et vous avez été formé dans une Grande Ecole de Gestion (Sciences Po, Sup de Co). Une expérience de 1 à 3 ans dans un cabinet d'audit et de conseil serait appréciée.

Vous avez le sens des contacts humains et de la communication interne et externe.

Nous recherchons aujourd'hui notre Campus Manager qui sera responsable de :

- la participation à la définition des stratégies de recrutement du Cabinet,
- la planification des actions de communication vers les Grandes Ecoles (forums, amphithéâtres...),
- la gestion du relationnel avec ces Ecoles (administration, corps professoral, associations d'élèves),
- la présence du cabinet dans les différentes manifestations.

Envoyez CV, photo et lettre manuscrite sous référence ACM Singulier - 18, rue Marbeuf 75008 Paris.

Banque privée (quartier Opéra) affiliée à d'importants groupes financiers, recherche dans le cadre de son développement :

CADRES COMMERCIAUX
CLASSE VI / VII

A 30 - 35 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC...)

Vous avez une expérience réussie de 6 ans minimum, dans l'exploitation bancaire.

Vous prendrez en charge, sur toute la France, le développement de notre clientèle d'entreprise aidés dans votre démarche, par un réseau très fortement implanté dans chaque région.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo + lettre manuscrite) sous réf. 5045 à RSCG CARRIERES - 2-4, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

J'AI UN MÉTIER À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

JEUNES DIPLOMÉS

Venez partager le savoir-faire de nos équipes de spécialistes et devenez un partenaire actif de notre clientèle.

Nous vous proposons d'emblée un métier. De multiples opportunités vous sont offertes.

Jeunes diplômés BAC + 4/5 d'écoles de commerce, d'ingénieurs ou d'universités, venez vous associer au talent d'une banque universelle présente sur tous les métiers bancaires et financiers.

Société Générale - Service Recrutement (réf. DES)
7, rue Caumartin - 75009 PARIS

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Dans le domaine du Marketing, ORACLE a fait ses preuves. Il n'a pas fallu 10 ans à ORACLE CORP. pour devenir leader mondial des Systèmes de Gestion de Bases de Données, et s'implanter dans 100 pays. Sur les mêmes traces, ORACLE FRANCE, filiale française, s'est imposée en 4 ans sur l'ensemble des secteurs d'activité, et a doublé chaque année chiffre d'affaires, profits et installations. En 1990, ORACLE FRANCE a réalisé un CA de 330 MF de CA avec 400 collaborateurs.

ORACLE FRANCE

RESPONSABLE DE PROGRAMME MARKETING

Notre stratégie comprend une coopération dynamique avec les SSII et les constructeurs qui intègrent Oracle dans leurs Solutions Propriétés, Clés en main, Matériels. Pour la réussite de cette coopération, nous souhaitons mettre en place le programme marketing propre aux relations avec nos Partenaires.

En liaison avec le Marketing Central, les Responsables de la Division et les Commerciaux, vous aurez pour missions :

- Identifier les SSII futures Partenaires, préparer les argumentaires de prospection des Commerciaux de la Division en fonction de leurs domaines de compétences,
- Préparer et animer des séminaires Produits,
- Mettre en place l'ensemble des outils nécessaires à l'information et à la formation des Partenaires : saleskits, formation au discours et au savoir-faire...
- Assurer la communication de la Division en interne et en externe, animer les "clubs" Partenaires.

Vous avez une double formation marketing/informatique, une bonne connaissance du secteur informatique au travers, par exemple d'une expérience commerciale réussie. Pragmatique, vous êtes entreprenant et motivé par le succès de vos actions. Vous avez l'esprit d'équipe et d'excellentes qualités d'animateur.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo), sous la réf. MP/2606 à ORACLE FRANCE - Muriel DUCROS - Service Recrutement - 16/32, rue Henri Régault 92411 COURBEVOIE Cedex.

AGENT DE CHANGE NORD-AMÉRICAIN
d'excellente renommée
cherche pour son bureau de Paris
un
PROFESSIONNEL EXPÉRIMENTÉ

Bonnes connaissances des marchés nord-américains et de la clientèle institutionnelle française souhaitées.

Le poste à pourvoir offre une grande indépendance pour une personne motivée et dotée d'esprit d'initiative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous chiffre D.18-115300 PUBLICITAS, CH 1211 GENÈVE 3.

Importante association d'action sociale et médico-sociale du département du Nord recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

pour son INSTITUT MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE (12 km Lille) qui accueille 79 enfants et adolescents (es) de 6 à 20 ans souffrant de troubles graves de la personnalité. Dispositif diversifié comptant 90 professionnels. Poste à pourvoir au cours de l'automne 1990.

Adresser candidature, C.V. détaillé et photo à : Monsieur le Directeur Général de l'ADNSEA 27, rue Faidherbe, 59800 Lille.

**BiPe
conseil**Une des premières sociétés de conseil et d'études européennes
recherche**5 CONSULTANTS**

- 2 jeunes ingénieurs ayant des compétences complémentaires en économie et gestion pour compléter ses équipes de consultants dans les domaines suivants :
 - Energie, nouveaux matériaux, environnement (C1)
 - Electronique-productique (A1)
- 2 jeunes diplômés d'une grande école de commerce ou docteurs en économie pour deux postes de consultants dans le département chargé des interventions auprès des collectivités locales (D1).
- 1 jeune diplômé d'une grande école de commerce ou docteur en économie pour compléter son équipe de consultants dans le domaine des ressources humaines (F1) pour des interventions sur l'emploi et la formation à destination des collectivités locales.

Vous avez quelques années d'expérience ou vous êtes débutant à fort potentiel ?

Disposant d'une grande autonomie dans votre travail, vous serez responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos interventions, et chargé de développer l'activité du BIPE dans votre domaine.

Vos capacités commerciales devront aller de pair avec une grande facilité d'expression écrite et orale en français, et au moins dans une autre langue de la Communauté européenne.

Vous adresserez votre C.V., accompagné d'une lettre manuscrite, en indiquant la référence du poste pour lequel vous êtes candidat à :

Patrice GARNIER
Président-directeur général de BIPE Conseil
Axe Seine 21 - 12, rue Rouget-de-Lisle
92442 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.

**SCET**

Importante filiale de la
Caisse des Dépôts et Consigna-
tions, leader dans l'aménage-
ment et le développement
urbain, recherche pour son
réseau de Sociétés d'Economie
Mixte au service des Collectivités
locales des

**INGENIEURS
URBANISTES**

Province - Ile-de-France - DOM-TOM

Au sein d'une équipe de maîtrise d'ouvrage, ils devront assurer la conduite d'opérations d'aménagement de type ZAC, équipements publics, bâtiments industriels... (études, montage et réalisation).

Profil : ingénieurs, architectes et/ou urbanistes, ayant une première expérience dans les études ou l'opérationnel. Des postes sont à pourvoir rapidement en Bourgogne, Franche-Comté, Centre, Ouest, Nord, Sud, Ile-de-France, à La Réunion.

Adresser candidature, CV, photo, prétentions au service du recrutement SCET, 4 place Raoul Dautry, 75741 Paris cedex 15, en précisant la ou les régions souhaitées.

**ETABLISSEMENT
FINANCIER
DE 1^{er} PLAN
RECHERCHE****JEUNES
ECONOMISTES**

Au sein de notre département d'études économiques et financières, vous serez chargé de réaliser des études et de les présenter auprès d'une clientèle interne diversifiée (gestionnaires, opérateurs...) auprès de nos filiales et de clients du groupe.

Votre intérêt pour la finance s'affirmera dans vos travaux de recherche sur les activités et le fonctionnement des marchés.

Vous aurez aussi en charge le suivi économique et conjoncturel d'un pays.

Enfin vous prendrez de nombreux contacts avec les banques, les universités, les autres centres d'études économiques. Vous participerez aux publications qui contribuent à la renommée de notre équipe.

Diplômés d'une formation économique, financière ou statistique (3ème cycle), vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience, vous savez réaliser des synthèses claires des informations économiques, et travailler avec l'outil micro-informatique.

Auprès d'économistes confirmés, vous acquiessez rapidement votre autonomie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1128 à CONTESSÉ, 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

Groupe multinational français - Industrie de Luxe :

(7 Milliards de Francs de Chiffre d'Affaires, 3 000 personnes), souhaite renforcer sa Direction des Ressources Humaines par un

**Jeune adjoint
de la direction des ressources humaines**

Agé de 24-27 ans, vous participerez à la mise en place de la fonction internationale Ressources Humaines (gestion des expatriés, mobilité inter-filiales..., études ponctuelles) et serez responsable de l'ensemble des stagiaires (budget, recrutement, affectations, suivi...).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, possédez au moins deux ans d'expérience de la fonction personnel et pratiquez couramment l'anglais.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 4541M à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS - qui vous garantit toute discrétion.

COR'EX**DOCUMENTALISTES**

Groupe BOSSARD - SIAR, premier groupe européen de conseil en stratégie, organisation et ressources humaines, nous voulons, dans le cadre de notre développement, renforcer l'équipe de spécialistes de l'information.

Au sein d'une équipe de documentalistes, vous gèrerez l'information dont les consultants ont besoin, d'une part à partir de bases de données internes que nous avons constituées et que vous complétez régulièrement, et à partir de bases de données externes. Vous centralisez les sources d'information et savez où les trouver. Vous travaillez en étroite collaboration avec le consultant pour permettre une recherche plus effective et plus précise d'informations dans un temps défini.

27 - 30 ans, vous avez impérativement acquis une première expérience dans un poste de documentaliste après une formation de type BAC + 4 (maîtrise, INTD...). Organisée et méthodique, vous appréciez le travail en équipe. Vous résistez facilement au stress quotidien. Vous savez prendre des initiatives et gérer votre autonomie. Vous maîtrisez l'anglais.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3215BLM
BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

**BOSSARD
Carrières****La dimension de l'information...
VERSAILLES !****CONSULTANT SENIOR H.F.**

Pour accentuer et diversifier notre développement, nous proposons à un(e) Consultant(e) Senior d'allier sa réussite à notre professionnalisme.

Depuis 1983, notre équipe est spécialisée dans les secteurs de l'Electronique, de l'Informatique Industrielle et des Services. Avec des méthodes perfectionnées, des moyens logistiques appropriés, nous consacrons exclusivement nos activités à la recherche, la pré-sélection, l'intégration réussie d'ingénieurs et Cadres, aux bilans professionnels et pour des missions en exclusivité. Tout en gérant une clientèle

confiée, vous la développez en synergie avec notre équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes, soit un professionnel confirmé de la recherche de cadres, soit un homme d'entreprise avec impérativement 5 ans d'expérience dans les secteurs Banque/Assurances, Distribution ou Pharmacie/Chimie.

Intéressé au C.A., votre motivation pour le développement autonome de vos activités vous offre la possibilité d'une association au capital au bout de 2 ans.

Pour un premier contact, adressez votre candidature en toute confidentialité ss réf. MS/1083 à Michel SELLEM
47, rue Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES.
Tél. : 30.21.85.84

SCORE**Développer et diriger l'activité conseil en
recrutement France d'un groupe international.**

Présents depuis plus d'un demi-siècle en Grande Bretagne et, plus récemment, aux USA, en Australie, au Canada et aux Pays-Bas, nous abordons, avec la création fin 89 de notre filiale France, la phase d'accélération de notre développement sur le continent Européen.

Spécialisés, à l'origine, en communication emploi, nous avons élargi notre périmètre d'activités qui inclut aujourd'hui les communications corporate, ressources humaines externe/interne et la recherche de cadres.

Sur chacun de ces métiers nous nous sommes bâtis auprès de nos clients une réputation de savoir-faire, de sérieux, de créativité et d'implication.

Après une formation supérieure de bon niveau, vous êtes devenu un professionnel du recrutement ou un spécialiste reconnu sur votre secteur.

Aujourd'hui, à 30 ans environ, vous souhaitez assumer de nouvelles responsabilités. Nous vous en donnons les moyens.

En effet, attaché au Directeur Général de la filiale vous aurez une large délégation pour diriger notre cabinet conseil : vous en définirez la stratégie de développement et vous la mettez en œuvre avec, comme constante, le respect des règles qui font notre réputation.

Les qualités indispensables pour bien réussir dans vos nouvelles fonctions ? Le sens des contacts commerciaux et une grande puissance de travail pour imposer notre nom sur un marché très concurrentiel. Et, bien sûr, le relationnel et le charisme qui vous permettront de vous faire apprécier au sein de notre Groupe.

Vous êtes intéressé par cette proposition ?

Contactez Ramid Lamrani - Austin Knight France
8 rue Magellan 75008 Paris.

**Austin
Knight**

Confidentiel

**On réfléchit ensemble
pour une grande traversée**

Ensemble nous avons fait de SOCOPA le leader Français et Européen des produits carmés : 4500 salariés, 12 milliards de Francs de C.A., une production de qualité qui allie tradition et technologie. Nous poursuivons notre développement et souhaitons vous y associer au sein de notre unité pilote de CHARENTÉ.

**Responsable
Administration du Personnel**

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines et en collaboration étroite avec les différents chefs de services, vous prendrez en charge, à la tête d'une équipe de 5 personnes, la gestion administrative du personnel (1700 pers) et assurerez la préparation et l'application de la politique sociale.

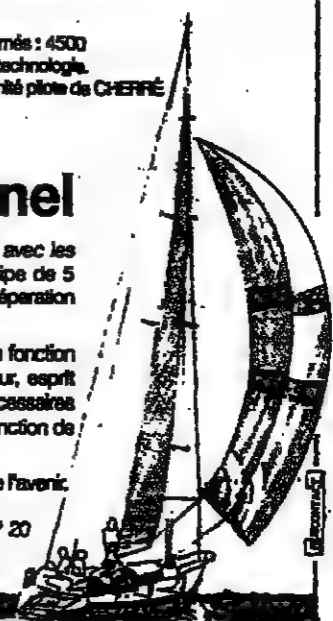
De formation BAC + 4, vous disposez d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire et êtes familiarisé avec les logiciels de paye gros systèmes. Rigueur, esprit d'analyse, capacité d'animation et qualités relationnelles sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Ce poste pourra déboucher à terme sur une fonction de Responsable des Ressources Humaines dans une des unités du groupe.

Rejoignez-nous, ensemble nous mettrons notre savoir-faire au service de l'avenir.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. RAP/UM à SOCOPA -
Direction des Ressources Humaines - BP 20
Charenté 72401 La Ferté Bernard Cedex.

SOCOPA

un présent pour l'avenir



façonner l'entreprise du futur

un défi permanent et passionnant

Membre du réseau international d'un big six, 60 000 personnes dans 100 pays, dont plus de 5 000 consultants, Coopers and Lybrand Associés, activité de Conseil, agit en réel partenaire d'entreprises performantes, réputées et donc exigeantes.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce (X, Centrale, HEC, ESSEC, ESCP, ISA, INSEAD, ...) vous avez acquis une première expérience de 3 à 4 ans en entreprise. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes de Consultants de haut niveau dans les domaines suivants :

Systèmes d'informations financiers
Contrôle de gestion industrielle
Efficience et productivité des organisations

Vos compétences, votre engagement, votre imagination, votre rigueur et votre sens du concret sont les clés de notre réussite commune.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) sous référence 1037-M à H. CARON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

VENEZ VIVRE LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

A L'INTERNATIONAL

TéléDiffusion de France

TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique, en créant de nouveaux services (satellite de diffusion directe, radiomessagerie, radio-téléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs.

RESPONSABLES D'ETUDES DE MARKETING INTERNATIONAL

Dans le cadre du développement international de l'entreprise, TDF crée le poste de responsable d'études de marketing international afin d'éclairer les actions de prospection. Rattaché au directeur international, vous conduirez des analyses produits/marchés/concurrence, élaborerez le guide des produits, et orienterez l'action des ingénieurs d'affaires. Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et vous pratiquez les techniques d'analyses commerciales et marketing au terme d'une première expérience. Vous êtes passionné par les métiers de la communication audiovisuelle. Vos qualités relationnelles vous permettront d'intégrer une équipe jeune et dynamique. Anglais bilingue indispensable. Poste basé à Paris avec déplacements à l'étranger. Merci d'envoyer votre candidature à TéléDiffusion de France - Direction des Ressources Humaines - département développement des carrières - 21/27, rue Barbès 92120 MONTRouGE.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

SSIT française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure «prépa» aux métiers de l'informatique : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences. Car à la SSIT, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'application fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateurs : c'est à vous d'aller au devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités. Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela la SSIT. C'est aussi plus de 950 personnes et une croissance qui n'est pas près de faiblir. Isabelle RAYNAL, vous invite à lui adresser votre candidature sous réf. PROMO/0790/M à SSIT Recrutement, 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

SSIT

VOTRE VALEUR EST A LA HAUSSE

NOUS VOUS CONFIONS 80 000 M2

La Division Systèmes Electroniques (CA : 10 milliards de francs dont 85% à l'exportation) est spécialisée dans l'électronique de défense. Notre site de Bagneux, en proche banlieue Sud de Paris regroupe un établissement principal et six annexes totalisant 80.000 m2 de plancher et accueillant plus de 2000 personnes (dont 50% d'ingénieurs et cadres).

INGENIEUR SERVICES GENERAUX

Vous assistez le responsable des services Généraux pour les missions suivantes :

• Fonctionnement et entretien des bâtiments

• Adaptation de ceux-ci aux besoins de notre division, y compris les déménagements
• Maintenance et habilité des installations d'énergie, de communication, de manutention d'hygiène et de sécurité
De formation ingénieur du bâtiment (ETB), vous justifiez d'une expérience d'une dizaine d'années des Services Généraux ainsi que d'une connaissance des affaires immobilières (études d'implantation, conversion de sites...). La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire. Rejoignez-nous ! Nous saurons vous faire évoluer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : THOMSON DSE - Michèle COLLOT, chargée de recrutement - 4 rue des Mahurins 92223 Bagneux - Tél : 46 84 49 31

THOMSON



INGENIEURS URBANISTES

Province - Ile-de-France - DOM-TOM
Au sein d'une équipe de maîtrise d'ouvrage, ils devront assurer la conduite d'opérations d'aménagement de type ZAC, équipements publics, bâtiments industriels, études, montage et réalisation. Profil : ingénieurs, architectes et urbanistes, ayant une première expérience dans les études ou l'opérationnel. Des postes sont à pourvoir rapidement en Bourgogne, Franche-Comté, Centre, Nord-Sud, Ile-de-France, à La Réunion. Adresser candidature (C.V., photo, prétentions au service de recrutement SCET 4 place René Dautry 75141 Paris cedex 13, en précisant la ou les régions souhaitées.

multinational français - Industrie de Luxe
au France de Chiffre d'Affaires de 1000 personnes souhaite renforcer ses Ressources Humaines par un :

Jeune adjoint direction des ressources humaines

Il devra participer à la mise en œuvre de la fonction des Ressources Humaines (recrutement, mobilité interne, formation, évaluation, etc.) et veiller à l'application des principes de gestion des Ressources Humaines.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans.

Adresser candidature et C.V. à : M. le Sénateur-maire Secteur Recrutement 88, rue du 8-Mai-1945, 92014 Nanterre Cedex.

per et diriger l'activité conseil en France d'un groupe international

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans. Adresser candidature et C.V. à : M. le Sénateur-maire Secteur Recrutement 88, rue du 8-Mai-1945, 92014 Nanterre Cedex.

chit ensemble pour une grande traversée

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans. Adresser candidature et C.V. à : M. le Sénateur-maire Secteur Recrutement 88, rue du 8-Mai-1945, 92014 Nanterre Cedex.

nsable istration du Personnel

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans. Adresser candidature et C.V. à : M. le Sénateur-maire Secteur Recrutement 88, rue du 8-Mai-1945, 92014 Nanterre Cedex.

BOIRON LHE

à Ste Foy les Lyon

ingénieur chimiste

Rejoignez le n°1 mondial de l'homéopathie (800 MF/an) comme ASSISTANT DU DIRECTEUR CONTRÔLE-QUALITÉ.

Vous nous apporterez votre compétence technique en procédures, méthodes et techniques d'analyses chimiques acquises en chimie, pharmacie ou agro-alimentaire.

Nous vous offrons d'élargir votre champ d'action par la diversité de nos produits et d'acquies l'expérience de l'animation d'un service compétent et aux activités variées.

Aimant la communication, vous aurez chez nous matière à vous enthousiasmer... avec méthode.

Ecrivez à notre consultant, Daniel MARTINON (réf. 3965 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALLINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - TOLLOUSE - LILLE - NANTES
LYON - STRASBOURG - BORDEAUX

MEMBRE DE SYNTec

Notre Société,
l'une des principales
sociétés immobilières à
Paris, renforce sa
Sous-Direction du
Développement
et recherche :

RESPONSABLE
FONCIER

De formation juridique, le candidat que nous recrutons doit avoir une parfaite connaissance du droit des locataires et de la propriété commerciale.

Au sein de l'équipe, il sera chargé plus particulièrement :

- de l'analyse de la situation locative des immeubles
- de la gestion, en étroite collaboration avec les autorités administratives, du logement des locataires.

Le sens développé du contact, acquis dans ses précédentes fonctions et une grande disponibilité sont ses meilleurs gages de réussite.

Adressez dossier, C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo sous réf. 03 3536, à CONTESSÉ, 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret cedex, qui transmettra.

Gras Savoye, Société de services de dimension internationale
(1.000 personnes, 20 bureaux régionaux) recherche

CHARGE
DE CLIENTELE SENIOR
Département BANQUES

Animateur d'une équipe de cadres, vous conduirez la politique de l'ensemble des assurances d'un important groupe bancaire et développerez votre portefeuille.

Vous assurerez le suivi et l'élaboration des contrats avec vos clients et les compagnies.

Un caractère affirmé vous permettra de remplir votre mission dans un poste de grande autonomie et à responsabilité. Vous devrez, en outre, être un bon négociateur et avoir des qualités politiques certaines.

Diplôme d'une grande école, bilingue anglais, la connaissance des métiers de la banque et/ou de l'assurance serait appréciée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) à la Direction du Personnel.



Gras Savoye

Bien conseiller pour mieux prévoir

2, rue Ancelle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

LE 2 JUILLET
HCA ► HCE ► DÉMÉNAGENT

NOUVELLE ADRESSE À PARTIR DU 2 JUILLET :

19/21 BOULEVARD GAMBETTA - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

TÉL. : 4 0 9 3 3 6 3 6

MARSEILLE

La Banque Populaire Provençale et Corse

recherche un

ORGANISATEUR

Basé au siège social à Marseille, ce Responsable de Projets assurera, au sein de l'équipe du Département Organisation, la mise en œuvre et le suivi de projets consécutifs à la création de nouveaux applicatifs informatiques ainsi que de projets internes d'organisation générale.

Ce poste de cadre nécessite un niveau d'études supérieures (Bac + 4/5).

- une première expérience dans une fonction d'organisation,
- la pratique des outils d'analyse,
- des connaissances approfondies et une pratique courante en informatique et bureautique.

Merci d'adresser votre demande
manuscrite, CV, photo et rémunération
actuelle à B.P.P.C., DRH, 245 bd Michelet,
13009 Marseille. Réponse et
discrétion assurées.



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

CHEF DE GROUPE
DANS UN
GRAND QUOTIDIEN

Nous sommes un grand quotidien régional toujours soucieux d'évoluer sans nous satisfaire de notre position de leader. Notre appartenance à l'un des plus importants groupes de communication, nous permet d'organiser notre développement et d'impliquer nos équipes dans un véritable projet.

Le Chef de Groupe que nous recherchons est responsable de la commercialisation de l'espace de notre support sur une zone leader. Il gère son budget et propose des actions marketing pour développer son chiffre d'affaires en toute autonomie. Il anime une équipe d'une dizaine de personnes.

Vous êtes âgé de 35 ans environ et diplômé de l'enseignement supérieur commercial. Vous avez une expérience commerciale significative où vous avez développé une clientèle, animé des équipes sur le terrain et géré d'importants chiffres d'affaires (idéalement dans la presse). Nous vous proposons de rejoindre une structure passionnante où le professionnalisme est moteur de réussite.

Ecrire au Monde Publicité, sous référence 8958
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Développer
l'activité recrutement

H/F

Dans le domaine du conseil et des prestations de service informatique, notre groupe est solidement implanté dans le secteur banque et finance. Le conseil en recrutement est le complément indispensable de nos activités. C'est pourquoi nous recherchons le Consultant capable d'effectuer nos recrutements internes mais aussi de développer une clientèle extérieure. Intégré à notre structure, vous serez seul responsable de votre secteur. En effet, votre formation supérieure et votre expérience réussie dans ce domaine vous permettent d'être tout à fait autonome. Nous souhaitons ultérieurement envisager des possibilités d'association. Le cas échéant, nous sommes prêts à négocier votre apport éventuel de clientèle.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous remercions d'écrire sous réf. 927/M à A.L. Conseil
35 rue de Naples 75008 Paris que nous avons chargé de cette recherche.

A.L. conseil

CONSULTANTS
EN RECRUTEMENT

Conseils en Recherche de Cadres et Dirigeants, nous avons su, au cours de huit ans d'existence, affirmer notre professionnalisme, maintenir le respect d'une éthique et développer une relation de confiance réciproque vis-à-vis de nos clients et candidats.

Nous recherchons aujourd'hui, pour renforcer notre Équipe des "Consultants Séniors" de formation supérieure ayant 2 à 4 ans d'expérience professionnelle au sein d'un cabinet de recherche de cadres de bon niveau. Vous mènerez chez nous des missions complètes de Recrutement pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activités diversifiés. Vous développerez votre propre clientèle en privilégiant la notion de qualité et en la fidélisant par votre réussite. Nous voulons récompenser des cadres ayant eu précédemment des responsabilités opérationnelles et prêts à s'impliquer dans un métier à la fois difficile et passionnant. Nous retiendrons en priorité les profils de Futurs Associés et Partenaires de l'Entreprise. La rémunération, essentiellement liée aux résultats, pourra atteindre 600 K€/an. Adresser dossier complet de candidature sous réf. CS/06 M à :

Patrick BRUNETEAU
International Management
75, rue de Miromesnil - BP 385 - 75008 PARIS



Nous sommes le 1er Producteur Européen de Volailles. CA de 4,5 milliards de francs, 3 500 salariés, notre activité couvre l'ensemble de la "filière" avicole : accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation.

Nous sommes présents industriellement (23 ets) et commercialement dans toute l'Europe. Notre Groupe connaît à nouveau une très forte croissance. Nous recherchons des

INGENIEURS
AGRO

Notre Groupe ayant pour politique de maîtriser la matière première dont il a besoin (450 000 tonnes de volailles par an) il a dû créer, puis développer au fil des années, structures, moyens, savoir-faire, lui permettant d'avoir à sa disposition les 1 300 000 poulets qu'il traite chaque jour. Nous disposons donc de possibilités d'emplois dans tous les secteurs constituant la partie "amont" de la filière : accoupage, fabrication de l'aliment, élevage.

Nous pouvons de ce fait proposer, après formation et adaptation, des postes de Direction ou d'Encadrement. Vous êtes âgé de 24/30 ans, AGRO, débutant ou non.

Vous souhaitez acquies l'expérience complète de la filière. Nous pouvons vous proposer un poste à la mesure de vos ambitions. La dimension européenne de notre Groupe vous permettra également de partir à l'étranger, si vous le souhaitez.

Envoyez CV + lettre + photo en indiquant
la réf. 90/40 à : Groupe DOUX
Monsieur le Secrétaire Général
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE
ET CULTURELLE INTERNATIONALE

Important organisme spécialisé dans l'accueil et le suivi administratif et financier de ressortissants étrangers en formation supérieure ou en stage en France

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Formation supérieure (BAC + 4/5)
- Expérience confirmée de la gestion administrative et financière (10 ans minimum)
- Intérêt pour la gestion des ressources humaines

Participe au sein de l'équipe de Direction (4 personnes) aux orientations stratégiques d'un organisme en pleine maturation (CA 650 MF - budget 55 MF)

Rémunération annuelle de l'ordre de 300 K€

Déplacement Fonction publique possible

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite et photo

sous réf. 8946 le Monde Publicité,

5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Nous pensons que les hommes
sont la richesse première de
l'entreprise et nous voulons leur
donner les moyens d'évoluer.

ANIMATEUR
de FORMATION

LYON

H/F

Vous êtes jeunes et possédez une formation supérieure de type BAC + 4 ou École de Commerce.

Vous participerez à l'élaboration du plan de formation.

Vous contribuerez à sa mise en œuvre en concertant et en animant des séminaires.

Vous jouerez également un rôle de conseil dans votre spécialité.

Vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse et votre esprit d'équipe sont des atouts essentiels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) s/réf. EFR 620 au CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST

Service Emploi - 69451 CHAMPAGNE AU MONT D'OR cedex.



Le département de l'Oise
recrute

DIRECTEUR DES INTERVENTIONS
SANITAIRES ET SOCIALES

ATTACHÉ TERRITORIAL
pour la Direction des interventions
sanitaires et sociales

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE
pour la Direction des infrastructures
(routes)

Adresser candidature, curriculum vitae détaillé + photo
à M. le Président du Conseil Général de l'Oise
Service du Personnel et de la Formation
Rue Cambry
B.P. 841
60024 BEAUVAIS CEDEX

RECHERCHE QUE
COMPLÈTE QUE
COMME PRIME

ADJOINT DU C

ADMINISTRAT

Le Monde *des* Cadres

GROUPE D'ÉDITION
recherche
Pour sa filiale de distribution du livre (Bantlieu sud)

2 RESPONSABLES D'UNITÉ
D'ADMINISTRATION DES VENTES
AGENTS DE MAÎTRISE

Vous superviserez une unité régionale composée d'une équipe de plusieurs personnes. Vous optimiserez les procédures d'administration commerciale afin d'assurer un service de qualité à notre clientèle.

Votre expérience professionnelle acquise dans une entreprise de même nature, vos méthodes de travail, votre aptitude à hiérarchiser les problèmes et votre pratique de l'informatique sont autant d'atouts pour rejoindre une équipe motivée et performante dans une société de tout premier plan.

Adresser nous CV, lettre manuscrite et prétentions à CONTESSÉ - Réf. 121142 - 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET, qui transmettra.

Agence de Publicité Financière, filiale du leader français de la communication d'Entreprise,

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ (H/F)

Au sein d'une équipe de 10 personnes, votre mission sera de gérer le budget de publicité financière de Sociétés cotées en bourse et de conseiller vos clients sur leurs actions de communication.

Votre connaissance des outils financiers vous permettra d'agir en véritable partenaire des Entreprises et d'entretenir avec vos interlocuteurs D.G., D.F. ou Directeur de la Communication, des relations de confiance.

Agé de 27-28 ans, de formation supérieure (bac +4, +5) économique et/ou financière, vous justifiez d'une première expérience de type analyste financier, adjoint à la Direction de la Communication, ou du secteur bancaire. Votre goût prononcé pour l'information économique vous permettra de vous adapter et d'évoluer au sein de notre agence.

Votre rigueur, votre organisation, votre vivacité d'esprit, votre sens de la négociation, du conseil et surtout du relationnel, sont déterminants. Votre aptitude rédactionnelle constituera un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence CDP à notre conseil Bruno TUMA :

SECOR 113, avenue Victor-Hugo - BP 79
RESSOURCES HUMAINES 92503 RUEIL-MALMAISON Cedex

Lyon

Nous distribuons des produits grands publics auprès d'un réseau de revendeurs sur l'ensemble du territoire.

Avec un CA de 700 MF et 220 personnes, nous avons une part significative de notre marché et une des plus fortes croissances.

Pour gérer ce développement, nous créons un poste de :

Contrôleur de gestion
Senior

Rattaché au DAF, vous élaborerez pour le DG et les directeurs de départements les outils de gestion et d'aide à la décision nécessaires à la réalisation des objectifs.

Vous superviserez la comptabilité analytique, vous préparerez le budget et les dossiers d'investissement, vous suivrez et améliorerez les tableaux de bord, vous traiterez les études ponctuelles pour la DG et vous participerez au développement des applications informatiques.

C'est une mission très ouverte, enrichissante et passionnante pour un senior de formation supérieure (ESC, MSTCF, IEP...), avec aussi une belle perspective de carrière.

Si ce challenge vous tente, Christophe GRIVOLAT vous remercie de lui écrire (réf. 3038 LM).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Notre Société, une des principales sociétés immobilières à Paris, renforce sa Sous-Direction du Développement et recherche :

PROSPECTEUR FONCIER

De formation supérieure, juridique, technique ou commerciale, le prospecteur foncier expérimenté que nous recrutons, se verra confier, dans un cadre institutionnel, la recherche de nouveaux secteurs d'interventions pour notre société, à Paris et en proche périphérie.

Après une formation à nos méthodes, il sera, notamment, chargé :

- de détecter les opportunités
- d'établir le diagnostic foncier
- d'élaborer, avec le Responsable de Programmes, le pré-dossier de faisabilité.

Ce poste est évolutif en fonction des résultats.

Adresser dossier, C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo sous réf. 03 3535, à CONTESSÉ, 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret cedex, qui transmettra.

SOURCE informatique

Société de Conseil spécialisée dans la Construction de Systèmes Informatiques pour les grandes entreprises et les administrations, recherche :

CONSULTANTS SENIORS
CONSULTANTS JUNIORS

Rejoignez notre équipe d'EXPERTS.

- Vous intervenirez dans des projets touchant les domaines stratégiques de grandes entreprises.
- Vous mettrez en œuvre les méthodes RACINES, MERISE, AXIAL et serez directement impliqués dans la réflexion QUALITE de notre Société.
- Vous bénéficierez d'un environnement dynamique et basé sur l'initiative.

Envoyez votre candidature à C. BARTHÉLEMY
SOURCE INFORMATIQUE - 7, rue de Greffulhe 75008 PARIS.

Le département du Val-de-Marne
organise un concours pour le recrutement de

DOCUMENTALISTES

Conditions :

- Etre de nationalité française
- Etre âgé de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1990
- Etre titulaire :
- soit d'une licence, soit d'un diplôme ou certificat figurant sur une liste arrêtée par le Premier ministre chargé de la fonction publique pour le recrutement de documentalistes du secrétariat général du gouvernement ;
- et d'un diplôme de spécialisation en documentation délivré par les universités ou instituts universitaires de technologie.

Date limite des inscriptions : 24 août 1990.

Date des épreuves écrites : 18 et 19 octobre 1990.

Retrait des épreuves écrites à la Direction du Personnel Départemental, 1^{er} bureau Recrutement - Place 002, 2, rue Trand, 94000 Créteil (Métro : Créteil/Université), Tél. : 43-89-84-00 poste 44-12.

Toute correspondance devra être adressée à : Monsieur le Président du Conseil général, Hôtel du Département du Val-de-Marne, Direction du personnel départemental, 1^{er} bureau Recrutement - Avenue du Général-de-Gaulle 94011 Créteil Cedex.

Communiquer... Recruter...

De Formation Supérieure, vous avez une première approche des RESSOURCES HUMAINES, acquise à l'occasion d'une première expérience ou d'un stage de longue durée.

Nous sommes un des premiers groupes de BTP et vous confierons la Responsabilité de la Communication entre l'Entreprise et les Ecoles, ainsi que des Opérations de Recrutement de Jeunes Cadres et Techniciens Supérieurs.

Votre créativité, votre dynamisme personnel, votre goût pour les déplacements - nous sommes présents partout en FRANCE et sur les CINQ CONTINENTS - trouveront leur pleine mesure dans le cadre de notre Groupe.

Le poste est à pourvoir en proche Banlieue Parisienne (RER).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 2013 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra votre dossier, traité en toute confidentialité.

Publication sociale hebdomadaire recherche

SPÉCIALISTE CONFIRMÉ(E) DE L'ACTION SOCIALE

- pour renforcer son équipe de journalistes**
- formation : études supérieures (2^e cycle + diplôme travail social appréciés)
 - très bonne aisance rédactionnelle et facilité de contacts
 - déplacements à prévoir

Ecrire avec CV, photo et prétentions à : ASH/recrutement, 10 rue de Louvois, 75002 PARIS

Ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis), 100 000 habitants
recherche
pour son service Habitat

1 MÉDECIN DIRECTEUR D.E. HYGIÉNISTE
POUR VACANCES

Adresser candidature, CV + lettre manuscrite à : Monsieur le Député-Maire, Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

Le Monde *de la* Fonction Commerciale

SEARLE ET VOUS, UNE COMBINAISON GAGNANTE

Entreprise d'un groupe pharmaceutique international, SEARLE (600 collaborateurs, 800 MF de CA en 1989) recherche pour son Unité de Production (200 personnes) basée à Evreux un :

RESPONSABLE DES ACHATS INDUSTRIELS

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (Ecole de Commerce ou Maîtrise + 3^e cycle), vous devez avoir acquis en 2 à 5 ans, une expérience significative des achats industriels dans le secteur pharmaceutique (ou dans une industrie similaire).

A la tête d'une équipe de 3 personnes en relation étroite avec le Responsable de la Logistique dont vous dépendrez, vous assurerez la gestion des achats (choix et définition des éléments de commande, négociation avec les fournisseurs...) et mettrez en place une politique d'achat rigoureuse.

Le titulaire aura de plus, une parfaite maîtrise de l'anglais.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. RA/LM à Laboratoire SEARLE - 62, rue Marcel Dassault - 92514 BOULOGNE cedex.

SEARLE

CHEFS DES VENTES

Reportant au Directeur Régional des Ventes, le Chef des Ventes a pour responsabilité :

- d'animer les Attachés Commerciaux dont il a la charge,
- d'assurer la commercialisation des produits Fromagerie des Chaumes auprès des Grands Comptes qui lui ont été affectés,
- de mettre en œuvre la politique de formation commerciale destinée à accroître la compétence des Attachés Commerciaux de la région,
- d'assister le Directeur Régional dans l'animation et la gestion de la Région.

Vous avez une formation supérieure, Vous avez cinq ans d'expérience dans la vente de produits de grande consommation, si possible de produits frais.

Vos résultats démontrent clairement votre capacité à vendre dans les Grands Comptes et vous connaissez la Grande Distribution.

Ayant de 28 à 32 ans, vous vous sentez capable d'animer, de diriger et de dynamiser une équipe.

Vous souhaitez manager la Force de Vente.

Vous voulez rejoindre une équipe qui gère dans un groupe leader sur ses marchés.

Rémunération fonction des candidats - Statut cadre - Voiture de fonction.

Envoyez votre C.V. et vos prétentions à Brains Services International, 25, rue La Boétie, 75008 PARIS.

PARIS
RENNES
LILLE

FROMAGERIE DES CHAUMES
SOCIÉTÉ DU GROUPE BONGRAIN

11/11/90 150

INTERPAC, filiale internationale de TRANSPAC,
Groupe FRANCE TELECOM, recrute des

INGENIEURS COMMERCIAUX

VOTRE DEFI :

- Un secteur d'avenir : les télécommunications internationales.
- Une entreprise à taille humaine, en pleine expansion.
- Une mission dynamique : participer au développement de notre base de clientèle, et assurer le suivi de nos comptes clients.

VOS ATOUTS :

- Une formation supérieure commerciale et/ou informatique.
- Une première expérience ou débutant.
- Un réel tempérament commercial.
- Une vraie motivation pour la vente des services dans le domaine des RPA.
- Une bonne maîtrise de l'anglais.
- Votre enthousiasme et vos idées ! Nous saurons les apprécier.

Envoyez CV, photo, prétentions et
lettre indiquant vos motivations à
INTERPAC
Tour Neptune - Cedex 20
92086 Paris la Défense.

INTERPAC
TRANSPAC INFONET



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

SEP, Motoriste de l'Espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs du lanceur Ariane. Nous recherchons pour notre établissement de BORDEAUX

CHARGE DE CONTRATS EXPORT

Au sein du Département Contrats de la Direction Commerce et Programmes, vous serez chargé de l'élaboration et de la gestion des contrats destinés, notamment, à nos clients américains (Administrations - Agences Gouvernementales, maîtres d'œuvres, partenaires).

Responsable de l'étude et du suivi des appels d'offres, vous élaborerez les propositions en relation permanente avec les services : marketing, technique, juridique et financier et assurez le suivi des contrats depuis leur négociation.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes ingénieur ou diplômé d'une école de commerce et possédez une expérience professionnelle de gestion de contrats avec les Etats-Unis, acquise si possible dans les domaines de la Défense, de l'Aéronautique ou de l'Espace.

Amené à voyager régulièrement en Europe et aux Etats-Unis, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence JM/B au GROUPE SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Martial Valin - 75724 PARIS Cedex 13.

GROUPE SNECMA

COMMERCIAUX CONFIRMES

INGENIEURS

250 agences réparties dans 10 pays, 3 500 personnes, 60 000 sites clients et 3 000 modèles maintenus, font de SORBUS le leader mondial de la maintenance informatique indépendante.

Pour consolider et renforcer son implantation en France, SORBUS France recherche des ingénieurs commerciaux confirmés.

Vous prendrez en charge la prospection et la création d'une clientèle grands systèmes et proposerez une gamme de prestations englobant la maintenance, l'installation et l'aide à la migration des sites informatiques.

Votre expérience réussie de 3 à 5 ans dans la vente de services sur grands systèmes IBM ou compatibles alliée à un fort dynamisme et un large sens de l'autonomie, vous permettront d'évoluer très rapidement.

Pour réussir avec nous, appelez ALLO-CARRIERES au (1) 49 09 09 49, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h. (Précisez la référence A276).

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

Sorbus

LE LEADER MONDIAL DE LA MAINTENANCE INDEPENDANTE Groupe Bell Atlantic

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Philips Composants recherche pour ses divisions commerciales, des **Ingénieurs Electroniciens**.

Vous êtes un jeune diplômé ou vous avez quelques années d'expérience.

Vous êtes attiré par les technologies de pointe (Microélectronique, Hyperfréquences, Optoélectronique, ...).

Vous avez besoin de contacts stimulants tant au plan national (sur les grands Marchés : Télécom, Informatique, Automobile, ...), qu'international et vous parlez couramment l'anglais.

Philips Composants vous propose une formation et des objectifs qui révéleront votre "nature" de commerçant.

Merci d'adresser votre candidature à : **Philips Composants** Département du personnel, 117 Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, 23 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

Philips Composants



PHILIPS

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN

CHARGES D'ASSISTANCE EXPERIMENTES ET DEBUTANTS



Dans le peloton de tête des sociétés d'assistance, SFA connaît aujourd'hui la progression la plus forte du marché. Notre développement nous amène à renforcer nos équipes. Expérimenté(e) ou débutant(e), vous êtes prêt(e) à prendre en charge une tâche passionnante : mettre en œuvre tous les moyens pour procurer l'assistance immédiate, efficace et réconfortante que nos abonnés en difficulté peuvent solliciter à tout moment, de tous les pays.

Vous avez entre 20 et 30 ans, une solide culture générale et la maîtrise parfaite d'au moins une langue étrangère.

L'essentiel de nos activités se déroulant au téléphone, vos qualités de contact, votre rapidité d'esprit et votre disponibilité seront les meilleurs atouts pour une intégration réussie dans notre entreprise.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez C.V., lettre manuscrite et photo à SFA 54, rue de Paradis - 75480 PARIS CEDEX 10.

SFA
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSISTANCE



Nous sommes l'un des leaders de l'industrie française (30.000 personnes, CA 30 milliards de Frs). La Division LAFARGE BETONS GRANULATS s'appuie sur un réseau de 80 sociétés réparties sur tout le territoire (2.800 personnes) et réalise un CA de 3,3 milliards de Frs. Elle recherche son :

RESPONSABLE DU MARKETING STRATEGIQUE

Homme de réflexion et d'action, rattaché au Directeur Marketing et Développement :

- vous animerez la réflexion stratégique en liaison avec la Direction du groupe,
- vous dresserez les scénarios de développement à moyen et long terme sur le marché français et international,
- vous évaluerez les moyens et les structures nécessaires à leur mise en œuvre,
- vous participerez directement au montage des opérations et aux négociations d'acquisitions de sociétés.

Ce poste convient à un (e) diplômé (e) d'une grande Ecole d'ingénieur ou de commerce ou équivalent, disposant de 5 à 7 ans d'expérience du conseil en stratégie dans un état major d'entreprise ou dans un cabinet de consultants de haut niveau. Une connaissance du métier des BTP serait un atout supplémentaire.

Ce poste suppose des capacités d'anticipation, l'esprit de synthèse, et des qualités relationnelles. L'anglais est indispensable, une seconde langue serait appréciée.

La taille du groupe, la diversité de ses activités, offrent à un (e) candidat (e) de valeur de réelles perspectives de carrière, tant en France qu'à l'étranger.

Ecrire sous réf. 26 A 18680 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71 rue d'Auteuil 75016 Paris

Dynamique ? rigoureux ?
enthousiaste ? professionnel ? stratège ?
et en plus vous avez de l'humour ?

CHEF DE GROUPE

Au sein de notre Agence, leader dans la communication pour les ressources humaines, vous serez chargé d'animer une équipe composée de deux chefs de publicité et de leurs collaborateurs.

Disposant d'un outil technique des plus performants, vous devrez concevoir et développer les stratégies de communication, prévoir les besoins de nos clients. Soucieux de la marge brute, vous gèrerez votre centre de profit dans un objectif de croissance.

A 30 ans environ, disponible et motivé pour vous impliquer dans un nouveau challenge, vous possédez une expérience réussie de 5 ans dans le conseil ou dans le service destiné aux entreprises.

Merci d'adresser votre dossier complet avec photo à notre Conseil sous réf. F.1127,

Interrégions Consultants

8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris.



Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.

Le Monde de la Fonction Commerciale

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

UN INGENIEUR PEUT CACHER UN BON VENDEUR.

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, filiale du groupe Thomson, est un leader dans le domaine de la détection sous-marine. Notre département des Techniques Acoustiques Spécialisées (DTAS) conçoit et réalise des composants et des systèmes de traitements rapides de signal à ondes acoustiques de surface destinés aux radars et aux systèmes de télécommunications. Nous sommes également spécialistes dans l'imagerie acoustique médicale. Pour accompagner la forte croissance de nos activités, nous recherchons pour notre centre de Valbonne (technopôle de SOPHIA ANTIPOLIS) :

INGENIEUR COMMERCIAL

Au sein d'un département jeune et en forte croissance, nous vous offrons une réelle autonomie dans un domaine High Tech.

VOTRE MISSION : Vous développerez et suivrez la clientèle de votre zone (75% France, 25% Export) concernant nos lignes de produits dans un domaine de composants Haute Technologie. De plus, vous assurez le respect des prévisions commerciales et des marges.

VOTRE PROFIL : Agé de 25 à 30 ans, débutant ou avec une première expérience, vous êtes de formation Grandes Ecoles en Electronique et maîtrisez l'anglais. De réelles capacités de négociation, le goût du risque et le sens de la diplomatie sont vos atouts pour réussir.

De larges perspectives d'évolution de carrière existent dans notre société et au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

THOMSON SINTRA ASM - Franck CHASTOL - Chemin des travaux - BP 53 - 06801 Cagnes sur Mer.



Leader européen dans son secteur (machinisme agricole) développe ses activités à l'exportation et recherche un

CHEF DE ZONE EXPORT

Responsable de la commercialisation en Europe du Nord, Afrique et Amérique du Nord.

Agé de 25 à 30 ans, le candidat, de formation commerciale type Sup. de Co, devra avoir acquis une première expérience de deux à cinq ans dans la vente de biens d'équipements, si possible dans le secteur agricole.

Pratique de l'anglais et de l'allemand indispensables.

Le poste est à pourvoir à Montereau (Seine-et-Marne) et comporte des déplacements fréquents.

Ambiance de travail agréable et rémunération motivante.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à Mr le Directeur du Personnel, B.P. 36 - 77871 MONTEREAU CEDEX.

CHLORIDE

La filiale française du groupe anglais CHLORIDE leader mondial des batteries industrielles étanches recherche pour la région parisienne un

Ingénieur commercial H/F

200/220 KF + Prime + Voiture + Frais - Bilingue anglais

Formation supérieure en électromécanique, électrochimie ou électronique.

Cinq ans d'expérience minimum d'une fonction commerciale, de préférence dans ce domaine.

Avec des produits haut de gamme et sur un marché très porteur, vous aurez à développer une clientèle dont vous saurez analyser les besoins pour lui proposer les matériels adéquats que vous calculerez.

Responsable, persévérant, vous partagerez l'enthousiasme d'une petite équipe conviviale où l'on sait allier professionnalisme, efficacité et respect de l'autonomie de chacun.

Votre dossier, adressé sous référence 06/71-M9, sera étudié en toute confidentialité par Monique HENRY - Aredys - 11 bis, rue Balzac - 75008 PARIS.



PARIS - MILAN - MADRID - BRUXELLES



Never ending storage solutions.

OMEGA, le premier constructeur mondial de systèmes de stockage magnétique par disques amovibles, basé sur le principe Bernoulli, accroît ses activités en Europe du Sud et recherche :

SENIOR SALES EXECUTIVE

Basé en Région Parisienne et qui s'occupera de nos activités en France et en Italie.

- Profil**
- ★ Hautement motivé
 - ★ Expérience du marché micros/minis et des réseaux de distribution
 - ★ Bilingue Français/Anglais
 - ★ Connaissance de l'Italie nécessaire
 - ★ Capable de travailler indépendamment
 - ★ Pouvoir poursuivre l'implantation de la société OMEGA en France et en Italie
 - ★ Capable de gérer et de développer les revenus de ce territoire

Nous offrons

- ★ Rémunération intéressante
- ★ Plan de commissions attractif, plus avantages dont une voiture de société
- ★ Un avenir au sein d'une société de haute technologie en pleine croissance.

Si votre proposition vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. à :

OMEGA CORPORATION

70, avenue du Général-de-Gaulle, 94022 CRÉTIL CEDEX

DIJON

Installations électriques, Electro-mécaniques, climatiques... Nos 10 600 collaborateurs réalisent un C.A. de 5 milliards de francs sur près de 150 implantations en France. Nous recherchons

INGENIEUR COMMERCIAL

Afin de développer la clientèle industrielle et tertiaire sur la région Centre-Bourgogne.

INGENIEUR D'AFFAIRES

En Génie Climatique

Pouvant évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

Nombreuses possibilités d'évolution dans la société et dans le Groupe pour les candidats de valeur.

Merci d'envoyer CV + lettre à D. BRUNET - SPIE-TRINDEL BP 19 - 69551 FEYZIN Cedex

Spie-Trinidel

Groupe Spie-Trinidel



HAUTE-SAVOIE

Groupe français de 800 personnes, leader mondial dans la motorisation et l'automatisation de l'habitat, exportant 75 % de sa production à travers des filiales en Europe, USA, Japon... avec une croissance de 25 % par an, renforce sa structure Marketing avec la création de deux nouveaux postes :

Chef de produit International

Responsable du plan marketing et du plan produit pour une nouvelle génération de matériel, en prise directe avec les filiales et le bureau d'études, il recueille les besoins du marché, élabore le cahier des charges et orchestre les opérations de lancement.

Ce poste appelle une formation, supérieure en marketing, enrichie par quelques années d'expérience dans une fonction similaire, si possible pour des biens d'équipement ou de consommation durable. Une culture technique serait fortement appréciée.

Assistant Chef de Produit

Jeune diplômé(e) E.S.C.

Intégré à une petite équipe travaillant sur le développement des automatismes dans l'habitat, il se verra confier des missions précises liées à l'aspect fonctionnel du produit dans une optique très "marketing".

La réussite dans ces deux postes suppose de très bonnes qualités relationnelles, une certaine disponibilité pour voyager et visiter régulièrement les filiales, une bonne maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Les personnes sélectionnées seront reçues dans l'entreprise le 10 juillet (Chef de Produit, réf. 00603) ou le 11 juillet (Assistant Chef de Produit, réf. 00604) après une première étude des candidatures précisant la référence du poste choisi et la rémunération souhaitée par

josette vanden borre

Chamandre - 01340 Foissiat

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Aujourd'hui Pour Demain



Division Télécommunications

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation Ingénieur, ENST, ESE... vous avez acquis, au cours d'une expérience d'au moins 5 ans, une parfaite connaissance du monde des Télécoms.

Vous serez amené à prendre en compte le développement commercial des radiomobiles et serez chargé de la recherche de nouveaux marchés, du contact et de la négociation avec la clientèle et du suivi des affaires.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1112 par Minitel : 3615 code S3D ou par courrier (CV, photo et prétentions) à : SAT, DPRS 388 rue du Dessous des Berges 75001 Paris cedex 13.

ANIMATEUR DE RESEAU COMMERCIAL

Provence

Cet important groupe financier et immobilier implanté sur la façade méditerranéenne (PACA et LR) représente 600 personnes et gère 20.000 logements. Pour faire face à son développement, il recherche pour son siège basé à Marseille un jeune animateur de réseau commercial. Sous l'autorité du directeur de la branche, il prendra en charge l'animation et le développement d'un réseau de 7 agences dans le sud, représentant une équipe de 30 personnes. Il participera à la définition de la politique et de la stratégie commerciale. Ce poste intéresse un candidat de type Bac + 4 ayant une expérience réussie d'animation

commerciale acquise dans le secteur immobilier, financier ou assurance... Ce poste constitue un excellent tremplin dans une organisation qui se développe rapidement pour des candidats de valeur. Les réponses seront transmises à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/X40084 et joindre photo + prétentions - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.98. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

NET CONSEN
MANAGEMENT
INGENIEURS
COMMERCE

BAC + 3
VALORISER VOTRE

de formation

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

de gestion

**locations
meublées
demandes**

RESIDENCE CITY
PROJETECH. pour dir.
étrangers d'emp.
trav. anglo-saxons
LUXUEUX APTS MEUB.
MEUB., DUREE 1 A 2 ANS.
LOYERS GARANTIS.
ÉL. : (1) 45-27-12-19

villas

CHATILLON
Résidentiel à VILLA
178 m², 5 ch., 4 b., INPCC-
CABLO. Gd jard. arboré.
850 000 F. 43-20-35-35.
MARTINE IMMOBILIER.

viagers

LIBRE DE SUITE
M^{me} LAMARCA, 2 P., 11 ch.
225 000 + 5 150 F. Fines.
78 ans. CRUZ : 45-66-19-00.

Locations

DOMICILIATION
BUREAUX, TÉLÉCOPIE, TELEX
18500 12 04 05 00

VOTRE SIÈGE SOCIAL
COMPTABILITÉS
SARL. RC. RM
Administrateur et tous services
comptables et téléphoniques
43-55-17-50
43-55-17-50
F 50 F HT/MS
votre adresse commerciale
tél. 18-29-18-18-17-
17-50
COLOCATION DE BUREAUX
RECEVABLES
RECEVABLES 42-07-05-99.
**locaux
commerciaux**
entres
Dans commune
du sud-ouest de Rennes
000 habitants), à vendre
au commerçant (1000 m²
de terrain, 1000 m² de
réserves + grenier,
bureaux, 2 chambres
cuisine + matériel). Fortes
perspectives de 300 m environ.
Excellente situation
(place de l'Église)
l'implantement de l'ordre
de la commune : 99-34-68-08.
fonds

A VENDRE
bar 30 m², 1 salle restaurant 50 m², 1 salle de 25 m², 7 chambres, 2 salles de bains, cuisine 30 m². Mur 100 000 F. Prix : 0 000 F. Loyer mensuel : 800 F. T. : 44-87-25-30.
-S, rue Besnault-Lagrange, 60620 Bez. -

Loisirs

VACANCES EN CORSE
GOLFE D'AJACCIO
location meuble
bord de mer. A base :
villas indépendantes
juillet - août

AGENCE DU GOLFE
Tél. : 95-25-01-38.
téléphone : 95-25-09-27.

vacances, loc. vill. meubl. bord de
s. mer, 6 ch., 60 m. lin. littor.,
piscine, 200 m. de la mer. A base :
18 m. juillet ; 22 100 F. du 18 au
31 août ; 32 100 F. du 1er au 10 oct.

100 AUs. villa, piscine, du
2 au 17 ; 18/6 au 17/5 ; 4
pers. Tél. : 42-65-82-20.

VACANCES
EN CORSE
golfes d'Ajaccio,
location meuble,
bord de mer,
villas indépendantes,
juillet-août.
Agence de France
Tél. : 95-25-01-38.
téléphone : 95-25-09-27.

A LOUER
SUD FINISTÈRE
pays de caractère, natur.
vacances en part. meubl.
sur 8 ha terres et bois,
vue sur mer, 2 piscines,
int. serv. conc. vacances, pers.
à part. usages. Beau site,
25 km. de Toul-al-Laur,
25000 Quimper.

[illegible]

Le Monde

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 JUIN

PARIS

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	Am. Ind. 1000	440	440

LA BOURSE SUR MINUTE
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 25 juin 1990

Nombre de contrats : 21 707

VALEURS	PRIMA	OPTION D'ACHAT	OPTION DE VENTE
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440
Am. Ind. 1000	440	440	440

MATIF

Notamment 10 % - Cotation en pourcentage du 25 juin 1990

Nombre de contrats : 21 707

COURS	Options
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440

INDICES

BOURSES

CHANGES

Le dollar à 6,54 F

Le franc suisse à 2,20 F

Le mark à 1,36 F

Le yen à 163,36 F

Le livre sterling à 163,36 F

Le schilling à 13,76 F

Le florin à 2,36 F

Le peseta à 166,64 F

Le dracme à 200,48 F

Le liras à 2036,27 F

Le rouble à 20,36 F

Le zloty à 4,00 F

Le forint à 200,48 F

Le koruna à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Le sheqel à 200,48 F

Règlement mensuel

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0	Am. Ind. 1000	440	440	0

COMPTANT (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0

25/6

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0
Am. Ind. 1000	440	440	0

Cote des Changes

COURS	28/6
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440

Marché libre de For

COURS	28/6
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS	28/6
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440
Am. Ind. 1000	440

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

En cas d'accord
entre partenaires sociauxLa hausse du SMIC
au 1^{er} juillet
serait limitée à 2,5 %

En cas d'accord entre le patronat et les syndicats sur une méthode et un calendrier de relance des négociations de branches sur les bas et moyens salaires, la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet sera limitée à la progression du salaire moyen, soit 2,5 %, devait annoncer, mardi 26 juin, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, devant la Commission nationale de la négociation collective (CNNC).

Le gouvernement fera connaître sa décision finale lors du conseil des ministres de mercredi, en fonction des engagements patronaux et des résultats qui se dégageront de la réunion de la CNNC qui devait se terminer mardi en fin de matinée. « Garantir à tous les salariés une rémunération conventionnelle supérieure au SMIC et un déroulement de carrière, tel est l'objectif que nous pourrions nous fixer ensemble aujourd'hui, Etat et partenaires sociaux », a déclaré M. Soisson.

Le 5 juin, M. Michel Rocard avait souligné devant la Commission nationale que « la meilleure solution est une relance de la négociation (...) accompagnée d'une politique du SMIC comportant, comme en 1988 et 1989, des coups de pouce limités », c'est-à-dire la stricte répercussion de l'évolution du salaire moyen (aux termes de la loi, le gouvernement est tenu d'appliquer au minimum la moitié de cette hausse). A défaut de s'entendre mardi sur un relevé de conclusion avec les syndicats, le patronat s'exposera, avait prévenu le premier ministre, à une progression du SMIC supérieure à celle du salaire moyen. Pour sa part, le CNPF s'est déclaré d'accord avec la procédure engagée par le gouvernement mais rappelle qu'il n'a pas d'autorité sur les branches professionnelles dans le domaine de la politique salariale.

JEAN-MICHEL NORMAND

URSS : prévu le 2 juillet

Le congrès du Parti communiste pourrait être ajourné

MOSCOU

de notre correspondant

Des consultations sont engagées depuis le week-end dernier entre les différents courants, personnalités et organisations du Parti communiste soviétique en vue d'un éventuel report du 28^e congrès qui doit en principe s'ouvrir lundi 2 juillet. Plusieurs membres de l'entourage direct du président soviétique estiment en effet que le déroulement et les résultats du congrès constitutif du Parti communiste de Russie, la semaine dernière, ne laissent rien augurer de bon du déroulement des assises du parti soviétique à la date prévue. Le congrès russe s'est achevé samedi dernier sur une nette victoire des conservateurs qui ont réussi à faire élire comme premier secrétaire l'un de leurs porte-parole les plus actifs et les plus connus, M. Polozkov. Les délégués de l'ar-

mée se sont montrés au cours des travaux particulièrement virulents et ont apporté un soutien déclaré à M. Polozkov.

Les délégués du congrès russe représentant plus de la moitié des délégués au congrès du parti soviétique, les partisans de M. Gorbatchev craignent maintenant que le succès des conservateurs russes ne favorise la semaine prochaine un regroupement des forces conservatrices. Dans cette hypothèse, ce n'est pas le pouvoir présidentiel de M. Gorbatchev qui serait menacé ni même sans doute sa présence à la tête du parti, mais sa politique de réformes dans la mesure où il se retrouverait paralysé. L'Union soviétique, quant à elle, risquerait alors de vivre une situation de conflits ouverts entre les nouvelles institutions démocratiques, notamment les Parlements des différentes Républiques et un appareil communiste reprenant l'offensive. Le parti

communiste quant à lui risquerait de perdre à très grande vitesse la masse de ses adhérents qui refuseraient de suivre un appareil discrédité dans une tentative de restauration.

C'est cette situation de crise ouverte et imprévisible que plusieurs conseillers du président soviétique cherchent à éviter en obtenant un report de quelques jours ou semaines du congrès afin de permettre à M. Gorbatchev de préparer une contre-offensive qu'il ne jugerait pas désespérée mais au contraire prometteuse - pour peu que l'initiative de la perestroïka se décide à en appeler au parti. Mardi 26 juin, en début d'après-midi, l'incertitude la plus complète régnait sur l'issue de ces consultations. En tout état de cause, il faudrait pour repousser la date d'ouverture du congrès, réunir le comité central.

BERNARD GUETTA

Des parachutistes soviétiques
en visite officielle
dans les armées françaises

Durant quatre jours, du 25 au 28 juin, les armées françaises recevront une délégation d'officiers parachutistes soviétiques, dans le cadre du protocole d'accord conclu il y a un an, lors du séjour à Paris de M. Mikhaïl Gorbatchev, et fixant les échanges d'unités ou de spécialistes entre les deux armées.

Composée de moins d'une dizaine d'officiers, cette délégation sera conduite par le colonel-général Vladimir Alchakov, qui est l'un des plus jeunes officiers généraux soviétiques (il a quarante-quatre ans) et qui commande les forces aéroportées, et par le colonel-général Albert Slosser, qui commande l'école des troupes aéroportées de Riazan, chargée de former les cadres parachutistes.

Pendant son séjour, la délégation soviétique aura l'occasion de visiter notamment la 11^e division parachutiste à Toulouse (et principalement le 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine et le 1^{er} régiment des hussards parachutistes) et l'école des troupes aéroportées à Pau. Elle sera reçue, d'autre part, à Paris par le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées et ancien « patron » de la 11^e division parachutiste. Le précédent voyage en France de « paras » soviétiques remonte à 1981.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 juin

Petite hausse

Au lendemain d'une progression de 0,41 %, le mouvement de hausse se poursuivait rue Vivienne dans un marché calme. L'indice CAC 40 s'appréciait de 0,57 % après avoir enregistré une avance de 0,17 % dès l'ouverture. Parmi les plus fortes hausses figuraient Luchaire (+4,2 %), Salvépar (+3,9 %), UCB (+3,8 %) et Michelin (+3 %). Parmi les baisses, on notait Sogénal (-5,1 %), Rue Impériale (-3,9 %), SEB (-2,9 %) et Jean Lefebvre (-2,9 %).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

La Tunisie
propose une charte
de l'immigration
en Europe

TUNIS

de notre correspondant

La conclusion entre l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la CEE d'une charte en faveur de la colonie maghrébine en Europe a été suggérée, lundi 26 juin, par M. Ben Ali. Le président tunisien a précisé que cette charte devrait « garantir les droits des travailleurs maghrébins, faciliter leurs conditions de vie » et leur « assurer un traitement conforme aux valeurs de civisme et de reconnaissance de leur contribution à l'économie européenne ».

Cette proposition répond aux préoccupations sur l'avenir des rapports CEE-Maghreb, à l'horizon 1993, que M. Ben Ali a manifestées tout au long des six mois durant lesquels il a assuré la présidence de l'UMA. Dans une récente lettre à M. Jacques Delors, le président tunisien préconisait « une solution économique » au problème de l'endettement des pays maghrébins vis-à-vis de la CEE à travers un Fonds de recyclage de la dette au profit d'actions de développement devant favoriser la création d'emplois, « seule solution pour endiguer les flux migratoires vers l'Europe ».

M. D.

Le Français
en retard
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

SCIENCE-PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
Admission sur dossier
CEPES57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Plaisirs solitaires

— A LLO, c'est toi ? C'est Pierre-François. Je te dérange ?
— Ça dépend pour quoi.
— Je viens d'acheter une cigarette, la meilleure, celle du premier café et je voudrais pas que la fumée...
— Ben, si, qu'est-ce que tu crois ? Je t'empêche de fumer les Marlboro dans le bigophone. D'autant que moi, j'ai arrêté. J'ai écrasé mon dernier clope hier soir avant de me coucher et depuis... Rien !
— Alors là, chapeau ! Comment t'as fait ?
— Comme de Gaulle. Je l'ai dit à me buraliste. Enfin, plus exactement, je vais y aller tout à l'heure parce que là, quand je suis arrivée rue Falguère, elle était encore fermée. Bon, qu'est-ce que je peux faire pour toi ?
— Ça, justement, pousser un grand coup de gueule contre toutes ces lois anti-alcool, anti-tabac. Non, c'est vrai, ça devient insupportable. Sous prétexte qu'en 2020 cent soixante mille mecs cesseront leur pipe pour en avoir allumé une, on va nous parquer

dans des wagons spéciaux et des lieux interdits à ceux qui oseront tirer sur une brume en allumant un blanc. D'ailleurs les gâchettes, on y va tout droit. Après les compartiments, les places d'avion et les salles de restaurant, à quand des quartiers réservés aux fumeurs avec contrôle à la sortie. Faudra montrer patte blanche. Les doigts jaunes seront impitoyablement refoulés.

— Tu crois pas que tu es en train de te faire du mal ? Tu pourrais quand même te passer d'une blonde, le temps d'un repas, d'un trajet Paris-Béarn-Bretagne ou d'un vol sur Air Inter.

— La question n'est pas là. A force de s'entendre dire et répéter que c'est mauvais pour la santé, que ça rend sourd, tout ça, ça va devenir un plaisir solitaire auquel on va se livrer en cachette sous les draps, dans les toilettes. A notre âge, tu te rends compte ?

— T'as pas fini de me souffler dans le nez, tu me pollues, tu me donnes envie de repiquer... Oh ! il est passé mon cendrier, il doit bien y avoir un vieux mégot qui... Ah merde, ils l'ont vidé, les sauteux !

Un sondage SOFRES-« Figaro »

MM. Noir et Delors meilleurs présidents
pour les « décideurs » d'entreprise

M. Michel Noir (RPR), pour la droite, et M. Jacques Delors (PS), pour la gauche, sont, pour les décideurs d'entreprise les deux meilleurs candidats à la future élection présidentielle, selon un sondage de la SOFRES publié mardi 26 juin par le Figaro (1).

M. Noir arrive largement en tête des candidats de droite, avec 36 % d'opinions favorables, devant M. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, tous deux crédités de 15 % d'opinions favorables. M. Raymond Barre vient en quatrième position (13 %), suivi de M. François Léotard (7 %), 10 % des personnes interrogées estiment toutefois qu'aucun de ces candidats ne répond à leur vœu pour l'élection présidentielle.

M. Delors devance pour sa part M. Michel Rocard (43 % contre 38 %), mais parmi les décideurs sympathisants du PS, le premier ministre garde une très forte cote de popularité, 55 % d'entre eux contre 35 % pour M. Delors estimant que M. Rocard serait le meilleur candidat à l'Elysée.

Pour 72 % des décideurs, les

notions de droite et de gauche sont dépassées ; 46 % des personnes interrogées font toutefois confiance à l'UDF et au RPR pour « assurer le bon fonctionnement de l'économie française » (contre 19 % pour le PS et 29 % qui estiment qu'il n'y aurait pas de différence). La droite semble également plus crédible que la gauche en matière de création d'emplois (39 % contre 16 %) et de défense du franc (43 % contre 22 %), mais nombreux sont les décideurs selon lesquels il n'y a pas de différence entre les deux (36 % pour la création d'emplois et 28 % pour la défense du franc).

L'image de M. François Mitterrand est plutôt négative parmi les décideurs : 53 % (contre 42 %) déclarent ne pas faire confiance au président de la République, alors que son premier ministre, M. Rocard, recueille la confiance de 64 % des personnes interrogées.

(1) Ce sondage a été réalisé, selon la méthode des quotas, du 16 au 28 mai 1990 par la SOFRES auprès de huit cents cadres supérieurs de secteur privé et chefs d'entreprise.

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN 30% et points noués soldés à 50%

Profitez-en, les soldes vont bientôt se terminer à la

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".

TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost

Docteur en lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres.

Le Remède : L'instrument utopique, les finalités, urbanisme,

économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations

internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original :

titres or, illustrations par Holbein, signets, Custode reliée

de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F. franco.

Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes

par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou

eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de

A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE.

Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pôtr envoi

recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.18. Dédicace sur demande.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Circulation : « Rouler sans tuer », par Christiane Cellier, Christian Groussard, Claude Got et Geneviève Jurgensen : Roumanie : le Mère Căpânu n'avait pas osé », par Octavian Paler : Société : « L'Etat-macho », par Octave Gélimer..... 2

M. Mandela

à la Maison Blanche
Solide comme un roc face à M. Bush..... 3

Attentat au Carlton Club

à Londres
Sept blessés dans le « bastion des Tories »..... 4

L'Ukraine,

poudrière religieuse
Les Ukraines veulent récupérer leurs droits et leurs biens..... 4

La lutte

contre le tabagisme
et l'alcoolisme
M. Evin refuse toute concession... 7

Grande Loge de France

Un nouveau grand maître :
M. Michel Barot, l'anticommuniste... 8

Report des élections

santonales
M. Rocard en conflit avec le Conseil d'Etat..... 8

SECTION B

Les secours affluent

dans les hôpitaux
de Téhéran
Les sauveteurs ont perdu tout espoir de retrouver des survivants du tremblement de terre..... 9

Les huissiers

« démissionnaires »
aux Assises
Les trois huissiers qui avaient saisi divers objets dans une ancienne « planque » d'Action directe sont jugés dans le Rhône..... 10

Les nouvelles Archives

de Paris
Inscrit par Henri Gaudin et son fils Bruno, le magnifique édifice qui accueillera les archives de la capitale revalorise le quartier du Pré-Saint-Gervais..... 11

Les « Amants

du Pont-Neuf » sauvés
Après un imbroglio juridique-financier, le producteur Christian Fechner a décidé de reprendre et de terminer le film de Léos Carax dont le tournage avait été interrompu en août dernier..... 12

Mondiale

La République d'Irlande et l'Italie se rencontreront au quarts de finale 16

SCIENCES ♦ MÉDECINE

• Cosmos : les pluies de la vie • Sida : opinions à la française • Les cinquante ans de l'institut géographique national..... 13 à 15

SECTION C

Le nouveau président

du PMU
La longue course de M. Farge..... 21

La croissance française

trop faible pour résorber le chômage..... 21

Privatisation

en Argentine
Plusieurs sociétés étrangères candidates au rachat de la compagnie de téléphone..... 23

Les hauts et les bas

de la natalité française
Si la querelle entre deux chercheurs de l'INED est close, nul ne se hasarde à des prévisions..... 24

Technologies

L'intelligence artificielle gagne tous les secteurs de l'entreprise..... 25

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 26 à 37
Cartes..... 17-18
Marchés financiers..... 38 et 39
Météorologie..... 17
Mots croisés..... 18
Radio-Télévision..... 18
Spectacles..... 19

La télémétrie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 juin 1990 a été tiré à 544 071 exemplaires.